

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°460

JUILLET 2023

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285 (imprimé)
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : ERDOGAN DIT « OUI » À LA SUÈDE ET TENTE DE SE RÉCONCILIER AVEC LES OCCIDENTAUX**
- **LE KURDISTAN IRAKIEN COMPTE 7,4 MILLIONS D'HABITANTS**
- **IRAN : 354 EXÉCUTIONS EN 6 MOIS ET LE RETOUR DE LA POLICE DES MŒURS**
- **ROJAVA. : REGAIN D'ACTIVITES DE DAESH**
- **PARIS : UNE CRÉATRICE KURDE À LA FASHION WEEK**
- **JÉRUSALEM : 8^E FESTIVL DE LA CUISINE KURDE**
- **LAUSANNE : CENT ANS DE MALHEURS POUR LES KURDES**

TURQUIE : ERDOGAN DIT « OUI » À LA SUÈDE ET TENTE DE SE RÉCONCILIER AVEC LES OCCIDENTAUX

Après avoir pendant plus d'un an soufflé le froid et le chaud, menacé d'opposer son veto à l'adhésion de la Suède à l'OTAN et tenté de marchander au mieux de ses intérêts la levée de ce veto, le président turc a finalement donné le 10 juillet son accord à l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Cette décision est intervenue après une longue conversation téléphonique avec le président Biden à la veille du sommet de l'OTAN à Vilnius. Elle a été annoncée par le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, et

saluée par les dirigeants occidentaux comme une bonne nouvelle, voire « une étape historique qui bénéficie à la sécurité de tous les alliés de l'OTAN » (Jens Stoltenberg). Le Premier ministre suédois qui a été à plusieurs reprises admonesté et humilié par le président turc a parlé avec soulagement d'un « bon jour » pour son pays.

La ratification par le Parlement turc devrait avoir lieu « dès que possible mais pas avant le mois d'octobre » selon Erdogan. De son côté, son homologue et comparse

Victor Orban a déclaré que la Hongrie pourrait ratifier le traité d'adhésion « rapidement » (voir Le Monde du 11 juillet). Le président Biden, qui a joué un rôle décisif dans le dénouement de cette crise, s'est dit « impatient » d'accueillir la Suède comme 32^{ème} Etat membre de l'OTAN et « prêt à travailler avec le président Erdogan au renforcement de la défense et de la dissuasion dans la zone euro-atlantique ». Il a reçu son homologue turc en marge du sommet de Vilnius. Une rencontre d'environ une heure qualifiée « d'historique » que le président turc considère

comme « une première étape pour une relation plus forte » (New York Times du 11 juillet). Il faut dire que le président Biden n'a jamais reçu Erdogan à la Maison Blanche et qu'il a même choisi de ne pas l'inviter au sommet des démocraties que Washington organise chaque année. La rencontre de Vilnius est donc le premier dialogue direct substantiel entre les deux dirigeants. Hormis la promesse de soutenir devant le Congrès les demandes turques d'acquisition des avions de chasse F16, le président Biden ne semble pas avoir accédé aux autres demandes récurrentes comme l'expulsion vers la Turquie du prédicateur turc Fethullah Gulen, la fin du soutien américain aux Kurdes syriens ou le règlement à l'amiable de l'imbroglio politico-financier de la banque d'Etat turque Halk Bank pour transactions financières avec l'Iran en violation des sanctions américaines. Un réchauffement des relations turco-américaines reste peu probable tant que Biden est au pouvoir. Mais Erdogan estime qu'un début de dialogue et quelques gestes pourraient contribuer à améliorer l'image largement négative de son pays auprès de l'opinion publique et surtout auprès des investisseurs dont l'économie turque en crise a un besoin urgent.

C'est cette urgence aussi qui a conduit le président turc à mettre en sourdine ses diatribes anti-européennes et anti-américaines des périodes électorales et à chercher à renouer avec l'Europe. Il s'est même laissé aller à réclamer la reprise des négociations d'adhésion à l'Union européenne à l'arrêt depuis plusieurs années. La Suède s'est engagée à soutenir la demande turque tout comme la Hongrie ; le président du Conseil européen Charles Michel et le chancelier allemand Olaf Scholz se sont contentés de quelques déclarations vagues. Mais le Parlement européen, dans un rapport adopté le 18 juillet par

47 voix pour, aucune voix contre et 10 abstentions par sa Commission des Affaires étrangères affirme clairement : « A moins qu'il n'y ait un changement de cap radical de la part du gouvernement turc, le processus d'adhésion à l'UE de la Turquie ne peut pas reprendre dans les circonstances actuelles ». Les euro-députés soulignent que la Turquie ne respecte pas les valeurs démocratiques, l'État de droit et les droits humains (voir p.42).

Si les investisseurs occidentaux ont besoin d'un robuste État de droit ou, à défaut d'un cadre juridique stable, pour prendre les risques d'investir. Il n'en va pas de même des pétro-monarchies du Golfe que le président turc dans une volte face à 180 degrés dont il est coutumier, s'emploie activement à courtiser. Tournant la page des conflits et diatribes enflammées du passé, il s'est rendu en Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis, ses adversaires d'hier, ainsi que chez son ami et allié l'émir du Qatar pour solliciter une aide financière massive et urgente afin de renflouer l'économie turque. Des contrats importants sur des milliards de dollars ont été annoncés pour donner confiance aux marchés sans cependant un calendrier précis ni le contenu exact de ces contrats.

Ces annonces d'ouverture tous azimuts n'ont pas encore eu les effets escomptés. L'inflation officiellement réduite à 44,5%, en réalité de plus de 108% selon une organisation turque indépendante, fait des ravages et précarise les classes moyennes. Le prix de l'immobilier a augmenté de 152% depuis le début de l'année, celui de l'essence a doublé. Les violences parfois meurtrières entre les propriétaires obligés d'augmenter substantiellement leurs loyers pour tenir compte de l'inflation et les locataires dans l'impossibilité de les payer fraient la chronique judiciaire quotidien. Les étudiants protestent dans les

sur les media sociaux contre le coût inabordable des logements d'étudiants. La livre turque, lira, se dévalorise semaine après semaine au point où un dollar vaut maintenant 27 liras et l'euro environ 30 liras, contre 1 euro pour 2 liras il y a à peine 10 ans. Les taux d'intérêt grimpent à 17,5% rendant les emprunts inabordables.

Dans ce contexte social très tendu le pouvoir continue de jouer à fond le thème de la patrie en danger défendue par les opérations incessantes de la vaillante armée turque contre « les terroristes du PKK/PYD en Syrie et en Irak du Nord » et de présenter les soldats morts dans ces guerres d'agression comme des « martyrs » dont les funérailles en grandes pompes saturent les écrans des télévisions turques. Les partis d'opposition n'osent critiquer ce lavage de cerveaux par nationalisme atavique ou de crainte d'être traités à leur tour de terroristes par la puissante machine de propagande gouvernementale. La plupart d'entre eux, notamment le Parti républicain du peuple (CHP) et son ex-allié le Bon parti sont, après leur défaite aux élections, en proie aux querelles et règlements de compte internes.

Seule lueur d'espoir à court terme : le tourisme ! La dévaluation de la livre turque rend accessibles les sites touristiques turcs notamment pour les touristes russes, d'Europe orientale, d'Iran et du Proche-Orient. La Turquie espère accueillir 50 millions de touristes en 2023 et encaisser plus de 30 milliards de dollars de recettes touristiques. Des recettes bienvenues car les caisses de la Banque centrale sont presque vides et Poutine, lui-même en posture difficile, ne va pas tarder à réclamer le règlement de la lourde ardoise des importations de gaz, ardoise ajournée afin de faciliter l'élection de son ami Erdogan.

IRAK : LA RÉGION DU KURDISTAN COMPTE 7,4 MILLIONS D'HABITANTS

Le Bureau des statistiques du Gouvernement régional du Kurdistan a publié le 10 juillet un communiqué indiquant que la Région du Kurdistan compte actuellement 7,426,000 habitants. Selon le directeur de ce Bureau, Shiwan Mihemed, cité par Rûdaw (10/07/2023) ce nombre comprend les 660.000 déplacés internes, en grande majorité arabe, venant d'autres provinces de l'Irak et 266.000 réfugiés pour l'essentiel des Kurdes syriens ainsi que des Kurdes iraniens.

Toujours selon la même source, la population kurde de la Région du Kurdistan devrait atteindre les 6,55 millions d'ici à la fin de l'année ; Il existe aussi d'importantes communautés kurdes dans les territoires dits « disputés » sous administration irakienne, notamment dans la province à majorité kurde de Kirkouk, dans celle de Mossoul ainsi que dans les districts de Sinjar et de Khanaqin. Faute de recensement fiable, pourtant prescrit par l'article 140 de la constitution irakienne, et faute de statistiques précises, la population de ces communautés vivant hors la Région autonome du Kurdistan est évaluée à 3 à 3,5 millions de personnes. Il y aurait ainsi en Irak de 9,5 millions à 10 millions de Kurdes sur une population totale estimée officiellement à 43 millions, soit environ 22 à 23 % des habitants de la République irakienne qui depuis la chute de la dictature de Saddam Hussein et l'amélioration du niveau de vie connaît un boom démographique.

L'actualité politique du mois de juillet a été dominée par les controverses sur le budget adopté en juin par le Parlement irakien. Arguant que 12 articles de cette loi budgétaire sont contraires à la Constitution, le Premier ministre irakien Mohammed Shia al-Sudani a déposé

le 3 juillet un recours devant la Cour fédérale supérieure. De son côté, le Gouvernement régional du Kurdistan a également présenté le 12 juillet un recours devant la même Cour affirmant que les articles 2, 11, 12 et 13 de la nouvelle loi budgétaire irakienne violent les articles 110, 111, 112, 114 et 115 de la Constitution. L'article 115 énonce les pouvoirs partagés entre le GRK et le gouvernement irakien et dans sa plainte, le GRK estime que l'exigence du projet de loi budgétaire selon laquelle le Gouvernement du Kurdistan doit fournir 400.000 barils de pétrole par jour au gouvernement fédéral en échange de sa part du budget national est contraire à la Constitution. La Cour fédérale suprême, fortement politisée et à dominante chiite, est appelée à statuer sur ces contentieux dans un délai de quelques semaines.

La question de l'exportation du pétrole du Kurdistan interrompue depuis mars 2023 par la Turquie n'est toujours pas réglée. Le 12 juillet, le président turc a déclaré « Nous n'avons aucun problème à recevoir du pétrole irakien, le problème actuel est le conflit à l'intérieur de l'Irak entre le gouvernement central et le gouvernement du nord de l'Irak. Une fois ces problèmes réglés, nous sommes favorables à l'ouverture d'oléoducs ». Les autorités irakiennes par la voix de leur ministre du pétrole ont rejeté la présentation turque du contentieux. Selon le ministre « il n'y a pas de problème politique entre le GRK et le gouvernement irakien. La Turquie ne veut pas reprendre les exportations tant que l'Irak ne renonce pas à l'indemnité que la Cour internationale de commerce lui a accordée ». Bagdad et Ankara se renvoient donc la balle sur le dos des Kurdes. L'exportation du pétrole kurde par des voies alternatives vers les terminaux de Bassorah ou vers la Jordanie reste improbable faute

d'oléoducs adéquats.

Par ailleurs, la date de la tenue de futures élections parlementaires du Kurdistan, fixées au 18 novembre 2023, continue de faire débat. La Haute commission électorale irakienne chargée de l'organisation du scrutin arguant qu'elle est déjà très occupée par l'organisation des élections provinciales irakiennes de décembre 2023 propose de repousser les élections du Kurdistan au février 2024. Les consultations entre les principaux partis kurdes ont repris. Les Américains, principaux alliés militaires des Kurdes, ont menacé de cesser de soutenir les Peshmergas si le PDK et l'UPK ne réglent pas rapidement leurs divisions internes. Face à cette menace et à la pression de l'opinion publique kurde les deux partis ont le 30 juillet conclu un accord en 5 points. Selon cet accord leurs divergences politiques ne devraient pas entraver leur coopération au sein du Gouvernement du Kurdistan pour assurer les services essentiels pour la population. Une délégation américaine a rencontré le ministre des Peshmergas pour discuter de la mise en œuvre rapide des réformes convenues en septembre 2022.

A signaler aussi la visite du ministre français de la défense, Sébastien Lecornu, d'abord à Bagdad où il a été reçu le 18 juillet par son homologue irakien et le Premier ministre irakien, puis à Erbil où il a été longuement reçu par le président du Kurdistan, Nechirvan Barzani pour discuter des projets de formation des peshmergas et des enjeux de la guerre contre Daech (voir p. 78).

A noter aussi que le patriarche de l'Église catholique chaldéenne d'Irak, le cardinal Louis Raphaël Sako s'estimant « harcelé » à Bagdad a décidé de s'installer à Erbil, au Kurdistan (voir p. 78-79).

IRAN :

354 EXÉCUTIONS EN 6 MOIS ET LE RETOUR DE LA POLICE DES MŒURS

La machine à tuer iranienne tourne à plein régime. D'après un décompte réalisé par l'ONG Iran Human Rights (IRH), basée en Norvège, au moins 354 personnes ont été pendues en Iran au cours du premier semestre 2023, un score en hausse de 36% par rapport à 2022. Dans son communiqué du 3 juillet, l'IHR cité par l'AFO (voir p. 70) affirme que les autorités iraniennes utilisent la peine capitale « comme moyen d'écraser la contestation débutée en septembre après la mort d'une jeune Kurde iranienne (Jina Mahsa Amini) arrêtée par la police des mœurs et décédée en garde à vue ».

En 2022, au total 582 personnes avaient été exécutées, un chiffre en hausse de 75% par rapport à 2021 selon l'IHR. Cette hausse infernale des meurtres d'État est cependant jugée insuffisante par les dignitaires religieux chiïtes qui selon une enquête du quotidien catholique La Croix du 2 juillet « appellent à accélérer la cadence des exécutions effectuées au nom de l'Islam ». Dans ce contexte de surenchères les quelques voix des religieux plus modérés contestant « l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques » restent inaudibles.

Face à la terrible crise économique que traverse le pays et qui pousse de nombreux Iraniens désespérés vers l'exil (voir New York Times pp. 56-57) parce que même les ménages des classes moyennes ne peuvent plus payer leur loyer (voir Le Monde du 24 juillet, p. 51) le régime clérical choisit le retour aux fondamentaux de la République islamique en réprimant avec la plus grande brutalité toute contestation, toute voix critique.

Ainsi, la police des mœurs dont le procureur général iranien avait le 4 décembre 2022 déclaré « la dissolution » est de nouveau réactivée. Dans un rapport rendu public le 28 juillet Amnesty International indique que

« les autorités iraniennes intensifient considérablement la répression des femmes et des filles iraniennes qui défient la législation dégradante qui impose le port du voile ». Selon Amnesty, qui cite des chiffres attribués au porte-parole de la police iranienne, entre le 15 avril et le 14 juin « près d'un million de SMS contenant des messages d'avertissement adressés à des femmes photographiées sans voile dans leur voiture ont été envoyés. 133.174 SMS ordonnant l'immobilisation (temporaire) du véhicule alors que 2.000 voitures ont été « confisquées » et « 4.000 récidivistes ont été déferées à la justice ». Selon l'ONG des centaines de commerces ont été fermés pour n'avoir pas appliqué les lois sur le port obligatoire du voile et des femmes se sont vu refuser l'accès au système éducatif, aux systèmes bancaires et aux transports publics (voir aussi Le Monde du 16, le NYT du 27 juillet).

Cette surveillance de masse est devenue possible grâce aux outils de surveillance sophistiqués, notamment des caméras de reconnaissance faciale, fournis par la Chine, devenue « alliée stratégique de l'Iran ». La coopération sécuritaire et les échanges économiques irano-chinois vont être complétés par un volet culturel aussi.

Ainsi, le guide suprême iranien Ali Khamenei a approuvé l'ajout du chinois à la liste des langues proposées dans les écoles iraniennes. Le président iranien Ebrahim Raisi a approuvé ce changement qui reflète les liens croissants entre l'Iran et la Chine. En 2016, Khamenei avait critiqué la promotion de la langue anglaise en Iran. Par ailleurs, un député iranien a déclaré que le taux d'inflation annuel du pays était beaucoup plus élevé que les chiffres officiels du gouvernement et s'élève actuellement à 120 %.

La répression ordinaire suit son cours notamment au Kurdistan.

L'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme a rapporté que les forces de sécurité iraniennes avaient arrêté 168 Iraniens, dont 77 Kurdes et 50 Baloutches, en juin. Les autorités iraniennes ont arrêté neuf autres Kurdes à Saqqez, dont une femme nommée Shahla Chopani, début juillet. Dans le même temps, le tribunal révolutionnaire islamique d'Illam a condamné un Kurde à neuf ans de prison pour "manque de respect au dirigeant de la République islamique" et participation à des manifestations anti-gouvernementales. Un autre manifestant kurde du nom de Mehdi Sadiqi a mis fin à ses jours deux semaines après avoir passé six mois dans les prisons iraniennes. Plusieurs organisations de défense des droits humains ont affirmé que Sadiqi avait été torturé pendant son emprisonnement. Enfin, les forces iraniennes ont continué d'attaquer plusieurs villages le long de la frontière irano-turque près d'Ourmia avec des tirs indirects et ont saisi au moins 700 têtes de bétail appartenant à des Kurdes locaux.

Le guide suprême iranien Ali Khamenei a approuvé l'ajout du chinois à la liste des langues proposées dans les écoles iraniennes. Le président iranien Ebrahim Raisi a approuvé dimanche le changement qui reflète les liens croissants entre l'Iran et la Chine. En 2016, Khamenei a critiqué la promotion de la langue anglaise en Iran. Par ailleurs, un député iranien a déclaré que le taux d'inflation annuel du pays était beaucoup plus élevé que les chiffres officiels du gouvernement et s'élève actuellement à 120 %.

Mi-juillet, les autorités iraniennes ont arrêté des dizaines d'autres Kurdes dont dix à Shino, cinq à Piranshahr, quatre à Naghadeh, une journaliste kurde à Téhéran, un athlète à Saqqez et un civil à Urmia. La plupart des détenus sont accusés d'avoir protesté contre la mort de Jina Mahsa Amini. Parallèlement, une manifestante, Halima

Hasannajad, est décédée après avoir été dans le coma pendant neuf mois après avoir été heurtée par un véhicule militaire à Saqqez. En outre, les autorités iraniennes ont dit aux familles de deux Kurdes emprisonnés de récupérer leurs restes à Mahabad et Piranshahr. Selon l'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme, 20 détenus, dont 13 Kurdes, sont morts dans les prisons iraniennes en 2023. Parallèlement, les tribunaux iraniens ont condamné un adolescent à Mahabad à deux ans de prison pour "rassemblement et complot en vue de commettre des crimes contre la sécurité intérieure du pays » et un militant de Senna, Hashem Saadi, à six mois et 15 jours de prison et 40 coups de fouet.

Hengaw signale aussi que le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) s'est affronté avec des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) le long de la frontière irano-turque près de Khoy et que l'armée iranienne a soumis les zones entourant Khoy à d'intenses bombardements d'artillerie.

Un membre du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), Siamand Shaboie, a été assassiné au nord d'Erbil. Shaboie était de Shino. Il avait rejoint le Parti à l'adolescence. Plusieurs partis kurdes ont accusé l'Iran d'avoir perpétré l'assassinat, mais personne n'a encore officiellement revendiqué la responsabilité. Par ailleurs, les forces de sécurité iraniennes ont tué un Kurde de Halabja au Kurdistan irakien qui aidait à éteindre un incendie de forêt près du Mont Bamo. Cela a coïncidé avec l'arrestation par les autorités iraniennes de dizaines de civils et d'anciens manifestants à Senna, Saqqez, Piranshahr, Bokan, Mahabad, et Marivan. Parallèlement, le régime a convoqué 54 avocats pour avoir exprimé leur soutien à la famille de Jina Amini et publié des images, des documents et des films. Enfin, le régime a exécuté cinq Kurdes à Naghadeh, Urmia et au Lorestan.

Les forces du régime iranien ont arrêté des dizaines de manifestants dans le village d'Aqdara, dans la province de l'Azerbaïdjan occiden-

tal, et en ont gravement blessé trois. Le raid sur Aqdara a commencé lorsque plusieurs Kurdes se sont rassemblés devant une mine d'or et ont exigé un emploi. Les forces de sécurité iraniennes et les responsables municipaux d'Ilam ont détruit une maison kurde, dispersé une petite manifestation, blessé trois Kurdes et arrêté six autres. Le régime a également arrêté un certain nombre de militants dans tout le Kurdistan iranien, dont Mohammed Haseli à Sarabbagh, Assad Mohammadi, Massoud et Ibrahim Mirzaie, et Hozan Baba Karimi à Senna, Omed Mazloun à Mahabad, Murad Tajgarodun à Naghadeh, Yassir Noori à Juwanro, Hussein Chokali à Urmia et Haider Qubati à Kermanschah. Enfin, les tribunaux révolutionnaires islamiques ont condamné Burhan Saedi à deux ans de prison pour « formation de groupes contre la sécurité nationale » à Senna, Bayan Salehian à huit mois de prison à Saqqez et Waran Mohammadnejad à un an de prison.

ROJAVA. : REGAIN D'ACTIVITES DE DAECH

Le Commandement central américain (CENTCOM) a annoncé début juillet que les forces américaines, ainsi que la coalition et d'autres partenaires, avaient mené 37 opérations anti-Daech en Irak et en Syrie en juin, qui ont entraîné la mort de 13 membres de Daech et la capture de 21 autres. Le CENTCOM a annoncé qu'une frappe de drones américains avait tué le chef de Daech Oussama al-Muhajir dans l'est de la Syrie le 7 juillet. De leur côté, les Forces démocratiques syriennes (SDF) ont arrêté deux terroristes de Daech le 8 juillet et capturé un émir de Daech à Deir Ez Zor le 9 juillet. Pendant ce temps, certains prisonniers de Daech ont été rapatriés dans leur pays d'origine depuis le camp d'al Hol, dont dix femmes et 25 enfants de France (voir AFP p. 69), deux femmes et trois enfants du Canada et 168 familles irakiennes.

Les SU-35 russes ont forcé trois drones américains MQ-9 Reaper, effectuant une mission contre des cibles de Daech au-dessus du nord-ouest de la Syrie occupée par la Turquie, à effectuer des manœuvres d'évitement les 5 et 6 juillet. L'attaché de presse du Pentagone, Brigadier général Pat Ryder, a répondu en appelant les forces russes à « cesser leur comportement imprudent et non professionnel ». L'armée russe a ensuite accusé les États-Unis d'avoir violé l'espace aérien syrien à 12 reprises et affirmé que l'espace aérien syrien était interdit en raison d'exercices d'entraînement russes avec le régime d'Assad. Environ 900 militaires américains restent en Syrie pour aider les FDS à combattre Daech.

Le 28 juillet, des unités spéciales de sécurité affiliées aux Forces démocratiques syriennes (SDF) ont arrêté

cinq terroristes de Daech dans le camp d'al Hol. Une opération conjointe de la coalition dirigée par les FDS et les États-Unis a capturé un autre agent de Daech à l'extérieur de Deir Ez Zor le 30 juillet. De son côté, Daech a lancé deux attaques contre les FDS et les forces d'Assad qui ont fait 11 victimes. Pendant ce temps, le 27 juillet, une mine terrestre abandonnée a blessé quatre enfants qui ramassaient de la ferraille près de Deir Ez Zor.

Le 25 juillet, les forces turques ont bombardé le village de Qabur Qaranja contrôlé par les FDS près de Tel Tamer. Le lendemain, la Turquie a bombardé les villages d'al Darara et de Tal Qara. Le 28 juillet, une frappe de drones turcs sur un camp d'entraînement des FDS près de Khirbet Khoy a fait quatre morts et huit blessés. Le 30 juillet, la Turquie et ses mercenaires ont blessé

trois civils en bombardant Tal Laban et Tal Tamer. Le lundi 31 juillet, un bombardement turc a blessé une femme et son enfant à Afrin, et l'artillerie turque a tué deux membres des FDS à l'est d'Ain Issa. L'AANES a condamné le silence de la coalition dirigée par les États-Unis sur l'agression en cours de la Turquie et a averti qu'il pourrait affaiblir la volonté des FDS et d'autres alliés de participer à de futures opérations conjointes.

Parallèlement à sa guerre à bas bruit contre les FDS, la Turquie continue de se servir de l'arme terrible de l'eau.

Le 3 juillet, la Direction de l'eau de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) a déclaré Hassakah, Tel Tamer et les camps de Washokani et Serékani «zones sinistrées» en raison des pénuries d'eau causées par la Turquie. La Turquie contrôle le débit du Tigre et de l'Euphrate et a coupé l'approvisionnement en eau des territoires contrôlés par l'AANES plus de quarante fois depuis 2019, ce qui a touché plus d'un million de citoyens syriens. Pendant ce temps, un membre d'une milice pro-turque a agressé sexuellement un enfant à Afrin. Le lendemain, les mercenaires turcs de Djaich al-Watan ont saisi 112 animaux sacrificiels donnés aux réfugiés

dans le nord de Hassakah pour l'Aid al-Adha et les ont emmenés à leur siège. Ces mercenaires turcs ont également imposé une taxe aux Kurdes à Afrin, exigeant 100 dollars de chaque citoyen et 1 000 dollars de chaque commerçant.

Sur le plan diplomatique, le 16 juillet, le Premier ministre irakien Mohammad Shia al Sudani a rencontré le président syrien Bashar al Assad à Damas. Alors que l'Irak a maintenu des liens avec la Syrie tout au long de la guerre civile syrienne, les relations entre les deux pays se sont encore améliorées lors de la normalisation du régime d'Assad par la Ligue arabe. Sudani et Assad ont discuté d'une série de questions, notamment le trafic de drogue transfrontalier, le retour des réfugiés syriens d'Irak, la levée des sanctions occidentales contre la Syrie, les attaques israéliennes sur le sol syrien et les pénuries d'eau causées par le contrôle de l'Euphrate par la Turquie. Le président Erdogan a également exprimé sa volonté de rencontrer Assad et de normaliser les relations, mais la Turquie refuse d'accepter les demandes de la Syrie de retirer au préalable les forces turques du nord de la Syrie.

Le 13 juillet, le régime d'Assad a déclaré qu'il autoriserait les Nations Unies (ONU) à continuer d'utiliser

le poste frontière de Bab al-Hawa pour acheminer de l'aide humanitaire dans les régions dévastées par le tremblement de terre du nord-ouest de la Syrie pendant six mois. Cela dit, le régime a interdit à l'ONU de communiquer avec toute entité désignée par le gouvernement syrien comme «terroriste» et a exigé que toute l'aide de l'ONU soit fournie «en pleine coopération et coordination avec le gouvernement syrien». Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a qualifié les exigences du régime d'Assad d'"inacceptables". Le 10 juillet, la Russie a opposé son veto à une prolongation de neuf mois de l'opération d'aide au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU).

Le 27 juillet, le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé que la normalisation entre Damas et Ankara se poursuivrait via le processus d'Astana, bien qu'on ne sache pas où se tiendront les futures réunions. En juin, le Kazakhstan avait annoncé qu'il n'accueillerait plus de telles discussions. Néanmoins, le ministre syrien des Affaires étrangères Faisal Miqdad a rencontré des responsables iraniens à Téhéran le 30 juillet pour discuter du renforcement des liens entre les pays alliés.

PARIS : LARA DIZAYEE A LA FASHION WEEK

Une créatrice kurde à la Semaine de la Mode de Paris : l'événement est inédit et inattendu s'est déroulé le 3 juillet au cœur de Paris. Ce jour-là la jeune créatrice kurde irakienne Lara Dizayee a présenté au public parisien dans les salons historiques de la Maison de l'Industrie, place Saint-Germain des Prés, une bonne trentaine de créations somptueuses inspirées de costumes traditionnels kurdes. Son défilé par la beauté, la diversité et l'harmonie des couleurs, des matières, l'agencement des formes et des accessoires évoquant

dans l'imaginaire collectif les princesses des Mille et une nuits ont ébloui le public parisien, des professionnels de la Mode et des médias.

Après ce défilé, la créatrice a tenu à rencontrer la communauté kurde de Paris le samedi 8 juillet à l'Institut kurde. Devant un public où il y avait beaucoup de jeunes, elle a évoqué son itinéraire, et sa carrière initiale de journaliste aux États-Unis, de communicante dans une grande entreprise étrangère de pétrole au Kurdistan afin d'assurer son indépendance financière.

Une fois celle-ci acquise, elle s'est mise à travailler dur pour s'approprier et faire connaître le riche héritage culturel kurde dans le domaine vestimentaire, domaine qu'elle maîtrise mieux que tout autre même si depuis son enfance elle a baigné dans une atmosphère musicale. Son père, Homer Dizayee, est un auteur compositeur kurde célèbre, considéré par ses fans comme l'Adamo du Kurdistan en raison de ses belles chansons d'amour. Polyglotte, il est aussi tout à fait à l'aise pour chanter « Ma liberté » ou « les Feuilles mortes » en français, Sinatra en

anglais ou les classiques des musiques persane, arabe ou turque.

Au bout des années d'efforts et grâce aux réseaux sociaux Lara Dizayee a su attirer l'attention de la revue de mode Vogue qui lui a consacré un long et élogieux reportage. Celui-ci a dû retenir l'attention des organisateurs de la Semaine de

la Mode de Paris qui ont pris contact avec elle et ils l'ont invitée à venir à Paris présenter ses créations.

C'est le début de réalisation de mon rêve d'enfance, a dit Lara Dizayee lors de rencontre avec les Kurdes avant d'ajouter : Je veux dire aux Jeunes : allez jusqu'au bout de vos rêves ! N'y renoncez jamais ; A tout

prendre, il vaut mieux tenter une nouvelle expérience au risque de se tromper que ne pas la tenter pour ensuite avoir des regrets.

Bel encouragement pour ses jeunes auditeurs dont quelques-uns s'inspireront peut-être de son parcours. (Voir aussi Rûdaw p. 6 et Myluxury p. 84 de la revue e presse).

JERUSALEM : LE FESTIVAL DE LA CUISINE KURDE

Le 8^e festival de la cuisine kurde a été inauguré le 4 juillet à Mesbaret Zion, près de Jérusalem, dans le parc municipal par le maire Yoran Shimon et le président de la communauté kurde d'Israël Yehuda Ben Yosef.

Une vingtaine de chefs venus d'un peu partout d'Israël ont présenté aux visiteurs les grandes spécialités de la cuisine kurde. Parmi elles, les dizaines de variétés des *kutilk* ou *kofte*, boulettes de blé finement concassé farcies aux divers légumes, condiments, viande hachée, fruits secs et autres condiments préparées avec des modes de cuisson variant d'une région à l'autre du Kurdistan. Autre spécialité à l'honneur les innombrables variétés de *dolmas*, aubergines, courgettes, poivrons, oignons, feuilles de vigne ou de lierre farcies avec du riz, du *savar* (boulghour) au sumac agrémentés d'épices et

condiments divers en version végétarienne ou avec de la viande farcie. Et puis des dizaines de plats à base de céréales et de laitages, des lentilles et de pois chiches, un festin des richesses agricoles de la haute Mésopotamie déclinées en spécialités culinaires tout au long d'une histoire multi-millénaire sans oublier les nombreuses et délicieuses pâtisseries au miel, pistaches et noisettes ou au fromage. Un régal pour les 20.000 visiteurs du festival, surtout pour les végétariens. D'après le reportage de la chaîne d'info kurde Rûdaw du 6 juillet, les drapeaux kurdes flottaient dans l'air et Itzek Kala a donné un concert de musique kurde en plein air pour mettre de l'ambiance dans ce festival qui, au fil des ans, est devenu avec la célébration de Newroz, un rituel pour les juifs kurdes qui gardent la nostalgie du Kurdistan et de ses traditions.

Selon les estimations courantes les juifs kurdes seraient de 150.000

à 200.000 en Israël. Outre Jérusalem où il y a un quartier kurde, ils vivent éparpillés dans tout Israël. Ils participent activement à la vie économique et politique du pays. L'un d'entre eux Itzhac Mordekhai est devenu un temps ministre de la Défense, un autre, Mickey Levy, un juif originaire de Cizira Botan, au Kurdistan de Turquie, a été le président de la Knesset dans la précédente législature.

Les juifs constituaient depuis l'Antiquité une composante importante de la population du Kurdistan tant dans les villes que dans les campagnes jusqu'aux années 1950 où ils partirent s'installer en Israël. Depuis il ne reste plus que quelques milliers de *binécû* (de souche juive), des juifs convertis qui depuis la fin du régime de terreur de Saddam Hussein, revendiquent à nouveau leur judéité, restaurent avec l'aide du gouvernement du Kurdistan, leurs lieux de culte et de mémoire.

LAUSANNE : CENT ANS DE MALHEURS POUR LES KURDES

Il y a cent ans, le 24 juillet 1923, les Alliés vainqueurs de la Première Guerre mondiale signaient à Lausanne un traité de paix avec la Délégation du gouvernement de la Grande Assemblée nationale turque victorieux d'une guerre d'indépendance contre une armée grecque soutenue par les Britanniques, une guerre dont les principales batailles eurent lieu en 1921 et 1922, qui fit

environ 10 000 morts côté turc.

Contrairement aux traités du système de Versailles dont les termes étaient dictés par les Alliés aux puissances vaincues, parfois de manière humiliante avec les conséquences que l'on sait, le Traité de Lausanne couronnait plus de huit mois d'après négociations et représentait un compromis où chacun des États signataires, en premier lieu la Turquie, la Grande

Bretagne et la France, semblait y trouver son compte. Aussi, sa signature au Palais Rumine de Lausanne donna-t-elle lieu à une cérémonie grandiose à laquelle assistaient, entre autres leaders de l'époque, le président français Raymond Poincaré, Benito Mussolini, le ministre britannique des Affaires étrangères Lord Curzon, ancien vice-roi des Indes et, bien sûr, le chef de la délégation turque Ismet Pacha qui auréolé

de son succès diplomatique allait devenir plus tard Premier ministre, puis président et « chef national » de la République turque.

Le traité établissait en Droit international un État turc souverain dans des frontières reconnues et abolissait les capitulations et autres privilèges octroyés par le défunt Empire ottoman aux ressortissants de certaines puissances européennes qui jouissaient ainsi d'un droit de regard sur le commerce, les finances et la justice turcs. Les revendications territoriales turques formulées dans leur récent Pacte national (Misak-i-Milli) furent satisfaites à l'exception notable du vilayet de Mossoul, correspondant à l'actuel Kurdistan irakien et déjà occupé de fait par les Britanniques comme l'ensemble de la Mésopotamie, et de quelques îles grecques proches des côtes turques.

Avant de se rendre à la table des négociations les Turcs avaient minutieusement préparé le terrain afin de renforcer leur main face à leur adversaire principal, l'empire britannique. Un accord signé le 3 décembre 1920 avec la République soviétique d'Arménie fixant la frontière entre celle-ci et la Turquie nouvelle lui servit d'argument de poids pour refuser toute négociation sur la question arménienne, prétendant qu'elle était déjà réglée. Ankara avait d'ailleurs conclu dans la foulée, le 26 mars 1921, un très avantageux traité d'amitié avec Moscou garantissant le tracé de ses frontières avec l'Union soviétique qui avait depuis 1919 apporté une aide financière et militaire cruciale aux nationalistes turcs de Mustafa Kemal qui se présentaient volontiers comme « anti-impérialistes » tout en utilisant par ailleurs le thème du « calife de l'islam captif des puissances chrétiennes » pour mobiliser les foules musulmanes. Francophone et laïc, Kemal ne tarda pas à séduire aussi les Français qui, après quelques déboires subis par leurs maigres ba-

taillons dans des affrontements avec la population de Marash et d'Urfa opposée à leur présence, consentirent de signer le 20 octobre 1921 l'accord d'Ankara délimitant la frontière entre la Turquie nouvelle et la Syrie placée sous mandat français. Les provinces à majorité kurde de Djézireh à l'Est et de Kurd Dagh (Afrin) à l'Ouest se trouvaient ainsi incorporées à la Syrie. Paris poussa sa connivence jusqu'à fournir directement des armes aux Turcs en guerre contre la Grèce et contre leurs alliés britanniques. L'Italie fit de même.

Les Britanniques, de leur côté, avaient le 23 août 1921 intronisé à Bagdad l'émir Fayçal, fils du chérif de la Mecque que les Français venaient de chasser de Syrie, comme roi d'Irak, nouveau nom dont ils affublèrent l'antique Mésopotamie. Ils étaient assurés de leur domination sous une forme ou une autre sur les anciennes provinces arabes du défunt Empire ottoman, à l'exception de la Syrie et du Liban tombés dans l'escarcelle de la France. Il ne restait plus qu'à fixer au plus vite les frontières d'un futur État turc tapon entre la Russie communiste et les possessions britanniques et françaises du Proche-Orient et s'assurer que le nouvel État ne fût pas bolchévique.

C'est dans ce contexte particulier que les Alliés, épuisés et ruinés par la Grande Guerre, désunis et pressés d'en finir débutèrent les négociations avec une Turquie sortant pour la première fois depuis près de deux siècles victorieuse d'une guerre, fût-ce contre la fort modeste armée grecque, confiante et consciente de la division et de la fatigue de ses adversaires. En fait, les seuls véritables adversaires d'Ankara étaient les Britanniques affichant une superbe toute impériale. C'est le chef de leur délégation, le redoutable Lord Curzon qui avait fixé le lieu de la conférence, Lausanne, pour « ses excellentes infrastructures hôtelières », un lieu qui convenait

aussi aux Turcs car situé sur la ligne du fameux Orient-Express reliant Constantinople à Paris et où depuis la fin du 19^{ème} siècle résidait une communauté turque patriote, auxiliaire utile pour les besoins pratiques de la délégation turque.

A Lausanne, la délégation britannique avait pour priorité la question des frontières du nouvel État turc. Elle ne voulait à aucun prix céder aux Turcs le vilayet de Mossoul qu'elle savait riche en pétrole et dont les ressources agricoles étaient indispensables pour l'économie de la Mésopotamie placée sous son mandat. Elle argua du caractère kurde de ce vilayet pour refuser son annexion au futur État turc. Et la délégation turque de lui répondre qu'elle représentait les Turcs et les Kurdes, que l'Assemblée nationale d'Ankara comptait 72 députés du Kurdistan, que le futur État serait celui des Turcs et des Kurdes ! Le sort du peuple kurde fut ainsi au centre des débats et des tractations, en son absence. Finalement, la litigieuse question du vilayet de Mossoul fut remise à l'arbitrage de la Société des Nations. Celle-ci dépêcha sur place une mission sous la direction du comte hongrois Teleke. Après enquête, elle conclut que la grande majorité (7 habitants sur 8) de la population de ce vilayet souhaitait la création d'un État kurde indépendant mais la SDN où les Britanniques faisait la pluie et le beau temps décida d'annexer ce territoire à forte majorité kurde à l'Irak contre une vague promesse d'autonomie (self rule). En contre-partie de leur soutien à cette décision inique d'annexion la France et les États-Unis reçurent leur part du gâteau pétrolier kurde, à savoir chacun 23,75% des parts de Turkish Petroleum Company (TPC), rebaptisée Iraq Petroleum Cie, exploitant les riches gisements de Kirkouk. C'est pour l'exploitation de sa part du pétrole du Kurdistan que fut créée la Compagnie française du pétrole (CFP) ancêtre de

Total. Les compagnies britanniques BP et Shell eurent droit chacune à une même part de 23,75% tout comme l'américaine Standard Oil. Les 5% restants allaient à l'ex-sujet ottoman et manager fictif de TPC Gulbenkian, dit Monsieur 5%. Le pétrole kurde fit ainsi le bonheur de tout ce beau monde et le malheur des Kurdes.

La priorité des Français qui avaient beaucoup prêté aux Ottomans et investi dans leur empire finissant était la question du règlement de la dette ottomane. Pour le reste, ils s'étaient déjà entendus avec les Turcs et, signe de leur bonne entente, ils séjournèrent dans le même palace lausannois pendant toute la durée de la conférence.

Ces questions de fonds et prioritaires prirent de longs mois de tractations difficiles, souvent tendues au point de provoquer une suspension de quelques semaines. Pour se donner bonne conscience, les Alliés, qui avaient promis l'émancipation de tous les peuples opprimés par l'Empire ottoman, signé en août 1920 le traité de Sèvres prévoyant la création d'une Arménie et d'un Kurdistan, abordèrent le sort des minorités dans une commission mais la délégation turque se montra intraitable. Elle finit par accepter l'octroi aux minorités non musulmanes, devenues après le génocide arménien et l'expulsion des Grecs numériquement résiduelles, le droit de pratiquer librement leur culte, de créer et entretenir à leurs frais des écoles, des fondations, des églises, d'avoir une presse et des publications et de bénéficier de tous les droits politiques et civils reconnus à tous les citoyens turcs. Le traité de Sèvres fut enterré tout comme les fameux principes wilsoniens sur l'autodétermination des peuples et les exigences démocratiques affichées un temps par les Alliés qui acquiescèrent aussi à l'échange de populations entre la Turquie et la Grèce afin que chacun de ces États devienne « homogène ». Ainsi, après le départ forcé de

près d'un million de Grecs d'Anatolie, victimes des pogroms pendant et au lendemain de la Grande Guerre et de la guerre gréco-turque qui l'a suivie, plus de 1,2 million d'autres Grecs furent arrachés à la terre de leurs ancêtres qui y avaient créé chaque ville, chaque village et développé l'une des civilisations les plus brillantes de l'humanité. Cette première épuration ethnique suscitera de sinistres vocations ailleurs tout au long du 20^{ème} siècle.

Compagnons d'infortune des Arméniens et des Grecs, les Kurdes furent les grands perdants de Lausanne. Ils mirent un certain temps à se rendre compte qu'ils avaient été magistralement dupés par les dirigeants nationalistes turcs. Une fois la victoire militaire acquise et leur indépendance reconnue, ces derniers ne tardèrent pas à trahir leur promesse d'un Etat commun des Turcs et des Kurdes avec un Kurdistan autonome. Quelques mois après Lausanne, le 3 mars 1924 l'Assemblée nationale d'Ankara comptant, en gage de la promesse d'un État commun, 72 « députés du Kurdistan » ès qualités, vêtus souvent de leurs costumes traditionnels fut dissoute et la constitution qui la fondait révoquée. Un décret-loi interdit toutes les écoles et publications kurdes au même titre que les confréries religieuses. Le califat pour la défense duquel Mustafa Kemal avait appelé à l'aide les musulmans du monde entier fut aboli et le dernier calife contraint à s'exiler d'abord en Suisse, où il fut indésirable, puis en France où il vécut jusqu'à sa mort en 1944. Commença alors l'ultime phase de 'l'homogénéisation » de cette Asie mineure déjà expurgée de ses populations chrétiennes grecques, arméniennes, assyro-chaldéennes : l'assimilation forcée des Kurdes constituant plus du quart de la population. De l'interdiction de la langue, de la musique, des publications aux déportations massives vers l'Anatolie, où selon une

loi adoptée en 1932 ils devaient être dilués et turquisés par la population turque, jusqu'aux massacres génocidaires (Dersim 1936-1937) tous les moyens furent utilisés au service de cette « ingénierie démographique » dont les dirigeants nationalistes turcs, animés par le darwinisme social et convaincus d'appartenir à « une race de conquérants » pour laquelle tout est permis, sont devenus des experts. Héritier de Talat Pacha, architecte du génocide arménien, dont il récupéra les principaux cadres pour l'exécution de son « Plan de l'Est », c'est-à-dire du Kurdistan, pour faire disparaître les Kurdes en tant que peuple distinct doté de sa propre langue, de son identité et de son histoire. Les mots kurde et Kurdistan furent prohibés tout comme les prénoms kurdes ; les noms géographiques kurdes, souvent antiques, furent remplacés par des appellations turques agressives ou simplement ridicules comme Tunceli, « main de bronze », pour remplacer Dersim, « Porte argentée » car nichée dans une vallée aux sommets enneigés, martyrisée et détruite par l'armée turque, ou Semsûr, patrie du célèbre Lucien de Samsatte, rebaptisée Adiyaman, « Son nom est terrible » ! Devenus ainsi étrangers à une patrie rebaptisée, turquisée par les conquérants turcs sans complexe, les Kurdes vivent en étrangers pourchassés sur leurs propres terres, affublés des noms turcs triviaux (pierre noire, pierre blanche, rocher) ou déniaient délibérément leur identité (Turc pur, fils de Turc, Turc).

Les Kurdes subirent ainsi un véritable génocide culturel sous la dictature d'Ataturk et sous les régimes de ses successeurs. L'usage dans l'espace public de leur langue resta interdit jusqu'en 1992. Le traité de Lausanne qui consacra la partition du Kurdistan et l'écartèlement du peuple kurde entre quatre nouveaux États fut à l'origine d'un siècle de malheurs et de tragédies pour le peuple kurde.

Un traumatisme terrible dans la mémoire collective kurde.

Avec le recul, on peut reprocher aux dirigeants kurdes de l'époque, qui avaient choisi de bonne foi de rester solidaires du peuple turc en détresse, de s'être fait berné et duper avec une naïveté confondante et imbécile par Mustafa Kemal qu'ils pensaient bien connaître car ce dernier avait durant la Grande Guerre séjourné pendant près d'un an au Kurdistan en tant qu'inspecteur général du front russe ; il avait fréquenté les notables et dignitaires religieux kurdes qu'il traitait avec respect, une déférence qu'on retrouve dans les lettres et messages qu'il leur adressait pendant sa guerre d'indépendance publiés dans son fameux Nutuk(Discours) fleuve de 1927. A leur décharge, qu'ils n'étaient pas les seuls : Kemal a berné et trahi ses propres compagnons d'armes comme le général Karabekir, qui en tant que commandant de l'unique armée ottomane restée intacte, celle de l'Est, combattit avec succès contre l'Arménie et joua un rôle décisif

dans la guerre d'indépendance turque. Même le très expérimenté et rusé Lénine se fit duper par Kemal qui pour les besoins de sa cause et afin d'obtenir le soutien financier et militaire de Moscou fit créer de toutes pièces un Parti communiste turc qui, une fois la victoire acquise, fut dissous. Les activités communistes tolérées jusqu'en 1924 furent interdites ; les militants les plus en vue assassinés ou embastillés pour de longues années comme le grand poète turc Nazim Hikmet. Son prédécesseur Talat Pacha jusqu'à la veille du génocide arménien de 1915 dont il fut l'architecte principal se faisait passer et était considéré par les organisations arméniennes elles-mêmes comme « pro-arménien ». Son parti « Union et Progrès » était arrivé au pouvoir avec la promesse d'établir une monarchie constitutionnelle garantissant l'égalité de tous les sujets de l'empire.

Le recours à la ruse politique, à la duperie, à la dissimulation le temps de parvenir à ses fins sont des moyens vieux comme le monde,

qui ne sont pas l'apanage des seuls dirigeants turcs dépourvus de tout scrupule car issus des systèmes autocratiques où ils n'ont pas de compte à rendre. Force est cependant de constater que de Talat Pacha à Mustafa Kemal et à Erdogan les leaders turcs se surpassèrent dans l'art du cynisme, de la duperie et de la dissimulation ainsi que celui, plus rare, de l'ingénierie politique et démographique ». Leur art diabolique, efficace à court terme, finit tel un poison par détruire le tissu social et les bases d'un vivre ensemble. Malgré un siècle de malheurs sans nombre, les Kurdes sont toujours là et continuent de résister et de combattre les conséquences du funeste traité de Lausanne. Les Alliés qui les ont sacrifiés pour leurs intérêts à court terme devraient aussi se souvenir et assumer leur part de responsabilité dans le chaos actuel du Proche-Orient et dans le sort du peuple kurde.

(Voir aussi dans la revue de presse Le Temps des 12, 13 et 24 juillet, herodot.net des 23 juillet et la dépêche d'AFP du 22 juillet p.82).



Tooba Moshiri,
correspondance particulière à Téhéran (Iran)
2 Juillet 2023

instrumentalisé à des fins répressives

Alors que des religieux de Qom appellent à accélérer la cadence des exécutions « effectuées au nom de l'islam », d'autres figures chiites font entendre leur voix pour contester l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques.

Sur les 25 manifestants iraniens arrêtés dans le cadre du vaste mouvement contestataire et condamnés à mort, au moins sept manifestants ont déjà été exécutés. Un rythme que certains religieux de Qom, la capitale religieuse de l'Iran, en soutien au pouvoir, estiment trop lent. Après l'une de ces exécutions, l'association des enseignants du séminaire de Qom a ainsi publié une déclaration pour appeler à mettre fin à la « clémence et à l'indulgence islamiques » envers les manifestants et à accélérer la cadence. Et l'instance de réclamer des mesures « encore plus décisives » en procédant à des « exécutions exemplaires » d'autres manifestants, qu'elle qualifie de « combattants et de corrompus ».

Pour étouffer le mouvement de révolte « Femmes, vie, liberté », le régime iranien a intensifié les mises à mort, après des arrestations massives de militants syndicaux, de membres de la société civile et d'activistes politiques condamnés à de lourdes et longues peines. Une manière pour le pouvoir de réduire le peuple iranien au silence et de le forcer à battre en retraite.

Pour Sara Karimkhani, experte juridique, dans de nombreuses affaires, les juges privent les accusés du droit de choisir leur

propre avocat et prononcent des verdicts sévères en toute impunité. « Plus de la moitié des citoyens iraniens exécutés en 2022 l'ont été après le début des manifestations de Femmes, vie, liberté et au cours des trois derniers mois de l'année, ce qui représente une augmentation de 75 % du nombre d'exécutions par rapport à 2021. Cela montre bien que la République islamique utilise les exécutions comme un "outil politique". »

Assurer la survie du système islamique

L'Association des enseignants du séminaire de Qom considère qu'il s'agit de la seule peine proportionnelle pour les manifestants qui ont agi contre la République islamique. Pour de nombreux citoyens, les religieux de Qom cherchent à instiller la peur et la terreur parmi la population en approuvant la répression et la violence généralisées afin d'assurer la survie du système islamique.

Reza Mousavi est l'un des fidèles qui prient quotidiennement dans une mosquée de l'est de Téhéran. Cheveux blancs et barbe blanche, il affirme que ses enfants ont participé aux manifestations de ces derniers mois, mais la crainte qu'ils finissent exécutés pour avoir réclamé plus de droits lui pèse lourdement. « Il n'est pas juste d'exécuter les jeunes de

ce pays au nom de l'islam et de forcer leurs familles à le pleurer, estime-t-il. Ce comportement sert-il de leçon au reste de la population ? Je crois que les actions hostiles ne font qu'engendrer plus de haine, et cette haine accumulée débordera d'une manière qui n'est pas bénéfique pour le pouvoir en place. »

Reza Mousavi ne cache pas son dégoût à l'égard de ces religieux qui soutiennent de tels verdicts et les considèrent comme liés à l'islam, déclarant : « Tant que de lourdes peines seront associées à l'islam, les jeunes se détourneront de la religion. C'est la pire forme de propagande pour un pouvoir qui porte le suffixe "islamique" dans son nom. »

Des exécutions effectuées au nom de l'islam

Molavi Abdolhamid, le chef sunnite de la prière du vendredi à Zahedan, est l'un des religieux qui réprovent les peines de mort prononcées à l'encontre des manifestants. Dans l'un de ses récents discours, il a critiqué la nouvelle vague d'exécutions, en particulier celle de citoyens baloutches. Selon les agences de presse locales du Baloutchistan, au cours du seul mois d'avril, plus de 20 Baloutches ont été exécutés en Iran. Un grand nombre de ces exécutions ont eu lieu sans que les

familles n'en soient informées et sans que la procédure judiciaire ne soit achevée.

Pour Molavi Abdolhamid, la République islamique tue, au lieu de créer des emplois et d'assurer l'éducation des jeunes. « Ces exécutions sont effectuées au nom de l'islam », mais « c'est le résultat d'une vision particulière de la religion, et je dis aux gens que ces exécutions par la République islamique n'ont aucun lien avec la religion de l'islam ».

350 Iraniens exécutés depuis janvier

Selon les dernières statistiques de l'ONG Iran Human Rights, 353 personnes ont été exécutées en Iran pour la seule année 2023, dont six femmes. La République islamique a exécuté 7 338 personnes depuis 2010.

Le premier manifestant à être exécuté, le 8 décembre 2022, s'appelait Mohsen Shekari. Il était accusé d'avoir bloqué une rue et d'avoir blessé un membre des bassidjis. Quatre jours plus tard, Majid Reza Rahnavard, un autre manifestant de Mashhad, était à son tour exécuté publiquement.

En 2022, la province du Sistan-et-Baloutchistan a le taux d'exécution le plus élevé du pays, avec 39 mises à mort pour un million d'habitants.



July 2, 2023

Fifth festival held to celebrate views of glacial Hakkari pond

ERBIL, Kurdistan Region - Trekking in the remote and alpine mountains of Hakkari province in the Kurdish region of southeast Turkey (Bakur), a large number of people from different parts of the country took part in the fifth Cilo and Sat Festival which lasted for two days.

“It is the fifth time that we have held the Cilo and Sat Festival. A total of 15,000 people have come here,” Idris Akbayik, Hakkari governor, told Rudaw. «There is peace in the region, there is life, and everyone is happy.»

Located in Hakkari (Colemerg) province, Mount Cilo is the third-highest mountain in the country at 3,400 meters above sea level.

Mount Cilo was a prohibited area from the 1990s until 2018 due to armed clashes between the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish army. The area was opened to the public and the first festival was held four years ago in September after tensions between the two eased in that area. In 2020, it was announced as the 45th



national park, following a decision by Turkish President Recep Tayyip Erdogan.

Mohammed Jasim Harki is a tourist from Erbil province in the Kurdistan Region. He says he considers himself part of the region and this is the second year in a row that he has taken part in the festival.

«I came from Diyana [Soran,

Erbil province] last night. We were in Colemerg [Hakkari]. We left at 4 o'clock in the morning and arrived at 9 o'clock,» Harki told Rudaw on Saturday.

«The route was so difficult. I came last year too. I am from the village of Stune [in Erbil province]... We are close to each other, and therefore we consider ourselves as the people of this area. We are

very happy to have come here,» he added.

During the summer festival, several music concerts, and entertaining activities were held for the tourists.

The festival is held every year at the beginning of July around the glacial Sat pond in Cilo Mountain, a region that is still partially covered with snow.

Le Monde

Nicolas Bourcier, Istanbul, correspondant
03 Juillet 2023

En Turquie, Hakan Fidan, le nouveau chef de la diplomatie, prince des ténèbres de la politique

Cet ancien chef des services de renseignement a été l'exécuteur des basses œuvres d'Erdogan. Fidèle parmi les fidèles du président turc, il est considéré comme un successeur possible.

Pendant treize ans, Hakan Fidan est resté dans l'ombre de son protecteur, toujours présent, là quand il le faut, dans les réunions, dans les coulisses et sur les photos protocolaires, mais à bonne distance. Lorsque le président turc, Recep Tayyip Erdogan, voyageait à l'étranger, en compagnie de son ministre des affaires étrangères, Mevlut Çavusoglu, il était l'autre homme de la délégation, prince des ténèbres de la politique, aussi efficace que discret.

Aujourd'hui chef de la diplomatie turque, Hakan Fidan n'a jamais beaucoup parlé, mais, lorsqu'il dirigeait le Milli Istihbarat Teskilati (MIT), les services de renseignement turcs, sa voix n'en portait pas moins. Il avait l'oreille du chef de l'Etat. Au point qu'on le présentait comme le responsable politique le plus puissant du pays après son mentor. Le fidèle d'entre les fidèles, longtemps chargé des basses œuvres du régime, et possible successeur du président. Ce dernier n'a-t-il pas un jour affirmé, dans une formule éloquent, qu'il était « sa boîte noire » ?

Alors, quand [Recep Tayyip Erdogan, réélu](#), jette son nom en pleine lumière en le plaçant à la tête du ministère des affaires étrangères, la décision ne surprend personne. Depuis longtemps déjà, on parlait de lui à ce poste. En tant que chef du renseignement, Hakan Fidan a géré les dossiers brûlants du Proche-Orient. C'est lui qui a préparé le terrain à [la reprise des relations avec l'Egypte et l'Arabie saoudite](#). Lui, bien plus que son désormais prédécesseur Çavusoglu, qui a mené les tractations avec la Libye et aussi la Syrie, avec laquelle le président Erdogan tente de renouer par l'intermédiaire de Moscou.

Autonomie stratégique

Devant la presse, lors de la cérémonie de passation au ministère des affaires étrangères,

le 5 juin, Hakan Fidan s'est fendu d'une phrase : « *Je poursuivrai la vision nationale de la politique étrangère.* » Ankara défend depuis des années une diplomatie fondée sur le concept d'autonomie stratégique, visant à déterminer, de manière indépendante, sans influence ni contrainte extérieures, sa propre politique sur la scène internationale. Un cadre qui colle comme un gant à cet habile touche-à-tout.

A Londres, le 21 juin, à la conférence internationale sur la reconstruction de l'Ukraine, Hakan Fidan a affirmé que « *la Turquie [était] déterminée à garantir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, y compris de la Crimée, l'ancienne patrie des Turcs tatars* ». La précision en dit long sur le degré d'implication du gouvernement turc sur le dossier ukrainien. Lors d'une réunion dans la capitale britannique avec le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, qu'il a croisé à de nombreuses reprises dans le passé, le nouveau ministre lui donne du « *merci, Tony* ».

Et, lorsqu'un [nouvel exemplaire du Coran est brûlé à Stockholm](#), il n'a pas de mots assez durs : « *Tolérer des actes aussi haineux, c'est être complice.* » Le message s'adresse évidemment à la Suède, qui voit s'éloigner chaque jour un peu plus la perspective d'une adhésion à l'OTAN, au sommet de l'Alliance à Vilnius, le 12 juillet, en raison des blocages hongrois et turc. C'est aussi une manière de flatter l'électorat islamo-nationaliste, socle du pouvoir d'Erdogan.

A 54 ans, l'ex-chef des services secrets possède un avantage rare en Turquie : il connaît non seulement l'armée de l'intérieur, mais également les arcanes et les méandres de l'administration civile. Né à Ankara, d'un père d'origine kurde, il sort diplômé à 18 ans de l'académie militaire et de l'école militaire des études lin-



Le nouveau ministre turc des affaires étrangères, Hakan Fidan, le 5 juin 2023 à Ankara. MURAT GOK / ANADOLU AGENCY VIA AFP

guistiques. Il sert comme soldat pendant quinze ans, avant de finir son cursus militaire en Allemagne, comme sous-officier dans une unité de la Force de réaction rapide de l'OTAN.

Une carrière dans le civil

Titulaire d'un double diplôme – licence de management à l'université du Maryland, aux Etats-Unis, et doctorat en relations internationales à l'université Bilkent, à d'Ankara – il décide de poursuivre sa carrière dans le civil. Auteur d'une thèse sur la politique énergétique de l'Iran, il est successivement affecté à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne, puis à l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement, à Genève, avant de rejoindre l'Agence turque de coopération et de développement (TIKA), levier d'influence de la Turquie dans les pays en développement, en particulier les pays turques. Vite repéré, il entre en 2007 dans le cabinet de Recep Tayyip Erdogan, alors premier ministre, en tant que sous-secrétaire d'Etat adjoint, un poste de conseiller en politique étrangère.

En 2009, alors qu'Ankara tente de rapprocher l'Occident et Téhéran sur le dossier du nucléaire iranien, Hakan Fidan, impliqué dans la médiation, défend le droit de la République islamique à mener un programme atomique à des fins pacifiques. L'année suivante, il

est propulsé à la tête du MIT, les services de renseignement turcs.

Il réorganise immédiatement l'agence, la rendant encore plus puissante en incorporant le renseignement militaire. Toutefois, les débuts de cet homme discret, par nature et fonction, provoquent un nombre surprenant de gros titres dans les médias. L'homme lige d'Erdogan se retrouve au cœur d'une polémique qui éclot en 2013 après la parution d'un article du [Washington Post](#). Selon l'éditorialiste David Ignatius, Israël, qui voit en lui un ami de Téhéran, l'accuserait d'avoir transmis à la République islamique le nom d'une douzaine de ses espions en Iran. Dans un long portrait que lui a récemment consacré le quotidien suisse de langue allemande [Neue Zürcher Zeitung](#), on apprend qu'il aurait aussi entretenu de bonnes relations avec le général Ghassem Soleimani, qui dirigeait les opérations extérieures des gardiens de la révolution, [avant d'être tué par les Etats-Unis en 2020](#).

Les dossiers les plus sensibles

En Syrie, le patron du MIT aurait également organisé des livraisons d'armes aux rebelles à partir de 2012. La nouvelle fait sensation lorsqu'elle sort dans le quotidien d'opposition [Cumhuriyet](#). Il affirme que ces convois clandestins parviennent non seulement à l'Armée

syrienne libre, mais aussi aux islamistes radicaux. Son rédacteur en chef, Can Dündar, sera poursuivi par la justice turque pour ces révélations, avant de s'exiler à Berlin.

Hakan Fidan s'attaque aux dossiers les plus sensibles, dont il rend compte directement au chef de l'Etat. Pendant plusieurs années, il joue le rôle d'intermédiaire du président dans les tractations secrètes avec la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il se rend à la prison d'Imrali, établissant des relations de confiance avec le chef emprisonné du mouvement, Abdullah Ocalan, qui, dans ses messages à ses avocats, ne tarit pas d'éloges à son égard. Au point qu'un juge d'Ankara ouvrira une enquête, reprochant au chef du renseignement d'entretenir des échanges « illégaux avec des terroristes ».

Cette fois, c'est Erdogan en personne qui fait barrage. Il assume et prend l'entière responsabilité des négociations. On découvrira plus tard que cet épisode fut l'un des premiers de la guerre fratricide que les hommes d'Erdogan livrèrent aux réseaux gülenistes, des adeptes du prédicateur conservateur Fethullah Gülen, très introduits dans l'appareil d'Etat. L'imam sunnite, aujourd'hui installé en Pennsylvanie, a toujours refusé de se confronter à la question kurde. Et Hakan Fidan, contrairement à d'autres cadres de la formation au pouvoir, le Parti de la justice et du développement, était connu pour n'avoir que peu de sympathie pour ladite confrérie.

« Vous avez raté l'examen »

Le point culminant de cette guerre survient durant l'été 2016, avec le coup d'Etat manqué d'une faction de militaires. Là encore, Hakan Fidan est

aux premières loges, mais de manière bien étrange. Dans l'après-midi du 15 juillet, il est informé d'activités suspectes, notamment sur une base aérienne près d'Ankara. Le patron du MIT informe, à 16 heures, le chef d'état-major, Hulusi Akar, mais pas les autorités civiles. « J'ai appris la nouvelle par mon beau-frère à 20 heures », racontera Recep Tayyip Erdogan, qui était en vacances à Marmaris, une ville balnéaire. Le président ne s'échappera de sa villégiature, dans le jet du gouvernement, que trois heures après le début du putsch.

Une fois la situation reprise en main, M. Erdogan aurait dit à son bras droit : « Vous avez raté l'examen », tout en refusant sa démission. « On ne change pas de cheval au milieu du gué », a expliqué l'homme fort d'Ankara, plus tard, à plusieurs médias. A ce jour, on ne sait toujours pas si Hakan Fidan a hésité parce

que ses renseignements n'étaient pas assez précis ou s'il a délibérément laissé les putschistes lancer leur tentative afin de les cueillir dans un piège plus grand.

D'après le quotidien *Hürriyet*, le débriefing avec le président a duré plusieurs heures. « Vous avez maintenant une tache sur votre parcours », l'aurait tancé M. Erdogan. « Tout ce que vous ordonnez, je suis prêt à le faire », aurait répondu M. Fidan. Par la suite, le chef du MIT n'a eu de cesse de traquer les responsables du PKK, tout comme les fidèles du prédicateur Gülen. Sans un mot, ou presque, en bon soldat du « reis ». Hakan Fidan a prospéré dans les zones grises du pouvoir, l'opacité propre au domaine du renseignement l'a servi. Mais la « boîte noire » est désormais sous les projecteurs. Il va devoir s'y habituer.

The New York Times

Peter Beinart
July 3, 2023

America's Foes Are Joining Forces

The Biden administration recently made two grim announcements: Iran is helping to manufacture drones for Russia. China operates a spy base in Cuba.

The message is clear: America's foes are joining forces. They now constitute what Washington's influential Center for a New American Security recently called a new "axis of authoritarians," which threatens U.S. interests from East Asia to the Caribbean and Eastern Europe to the Persian Gulf. The phrase implies that what binds the governments of Russia, China, Iran and Cuba is their common aversion to democracy. For a Washington foreign-policy class that often depicts America's geopolitical struggles as contests between

freedom and tyranny, it's an appealing narrative.

But there's a problem. Only a few years ago, the governments of Cuba and Iran — which had the same authoritarian political systems back then — were pursuing closer ties to Washington. They didn't swerve toward Russia and China because they realized they hate democracy. They swerved because the United States spurned those overtures and drove them into the arms of America's great-power foes. Under both Donald Trump and President Biden, Washington has helped create the very anti-American partnerships it now bemoans, which is exactly what it did during the last Cold War.

Take Cuba. For most of the post-Cold War era, its government's strategy has been fairly clear: keep its political system closed while opening the economy to foreign investment. That required better relations with Washington, since U.S. sanctions not only barred Cuba from its biggest potential source of tourism and trade but also scared off European companies. William LeoGrande, a Latin America expert at American University, told me, "Every major component of Cuba's economic strategy in the last two decades had been premised on long-term expectations that the relationship with the U.S. would improve."

In 2014, that bet began to pay off. The Obama administration announced an end to

America's decades-long enmity with the Cuban government, and soon everyone from Conan O'Brien to Andrew Cuomo to Steve Nash began showing up in Havana. As a University of Miami Cuba expert, Michael J. Bustamante, noted at the time, "the American flag has even become the most stylish national standard, appearing on Cubans' T-shirts, tights and tank tops."

Then Donald Trump entered the White House and it all fell apart. In 2019, he imposed the harshest economic sanctions in more than a half-century. A month later, Cuba began rationing soap, eggs, rice and beans. Around that same time, according to The Wall Street Journal, China's surveillance network on the is-

land “underwent a significant upgrade” (the Cuban and Chinese foreign ministries have denied reports of a Chinese surveillance facility in Cuba). Evan Ellis, a Latin America analyst at the U.S. Army War College, [told](#) The Journal that the deal “is basically Chinese pay-to-play,” adding that “China gives money to Cuba it desperately needs, and China gets access to the listening facility.” Last fall, China [agreed](#) to restructure Cuba’s debt and donate \$100 million to the island. One reason Cuba still needs Beijing’s money is that the Biden administration has kept key Trump sanctions in place.

U.S.-Iran relations follow a similar pattern. When the two countries signed the 2015 nuclear deal, Iran’s foreign minister at the time, Mohammad Javad Zarif, [called](#) it “not a ceiling but a solid foundation. We must now begin to build on it.” Iran’s leaders, like Cuba’s, hoped better relations with the United States would spur Western investment. Although some Iranian hard-liners feared that economic ties to the West would weaken the regime, Mr. Zarif and President Hassan Rouhani gambled that a stronger economy would strengthen Iran’s regional position and defuse popular discontent, thus helping solidify the country’s despotic political system.

It didn’t work out that way. Mr. Trump canceled the nuclear deal and reimposed harsh sanctions. Rather than re-enter the agreement on its first day in office, the Biden administration [made additional demands](#), which helped thwart efforts to revive the deal. And as the prospect of substantial U.S. and European investment disappeared, so did Washington’s leverage over Iran’s relationship with Moscow. Iran now has little to lose by developing what a National Security Council spokesman recently [called](#) a “full-scale defense partnership” with Russia.



President Miguel Díaz-Canel of Cuba, left, and President Ebrahim Raisi of Iran reviewing the honor guard during a welcoming ceremony in Havana on June 15. Credit...Yamil Lage/Agence France-Presse — Getty Images

This isn’t the first time the United States has driven smaller nations into the arms of its superpower adversaries. It did so during the Cold War. In his book “Embers of War,” Fredrik Logevall notes that until the late 1940s, Ho Chi Minh, the Vietnamese nationalist leader, believed the United States “could be the champion of his cause” of independence from France. During World War II, Mr. Minh’s rebel army, the Viet Minh, [worked alongside](#) the Office of Strategic Services, the precursor of the C.I.A., in America’s fight against Japan.

But as Cold War tensions rose, the Truman administration disregarded its Asia experts — many of whom considered the Viet Minh a primarily nationalist rather than Communist movement — and backed French efforts to preserve its empire. By 1950, the Viet Minh were receiving arms from Communist China.

A decade later, the United States did something similar in Cuba. After taking power at the beginning of 1959, Fidel Castro set about redistributing wealth

and revising the island’s historically subservient relationship with Washington. But despite Mr. Castro’s leftist inclinations, William LeoGrande and Peter Kornbluh note in their book, “Back Channel to Cuba,” he “showed no special affinity for the Soviet Union during his first year in power.” It was only after Mr. Castro nationalized large plantations, which led the Eisenhower administration to begin plotting his overthrow, that Havana grew dependent on Moscow for economic and military assistance. U.S. animosity, the Soviet leader Nikita Khrushchev observed, pushed Cuba toward the U.S.S.R. “like an iron filing to a magnet.”

The Cold War should remind us that countries with similar political systems aren’t necessarily allies. During the Cold War, many U.S. policymakers doubted that Communist governments could remain independent of the U.S.S.R. But that’s exactly what happened in Yugoslavia, where Josip Broz Tito split with the Soviet Union in 1948 and later welcomed U.S. aid. In the 1960s,

the Soviet Union and China became adversaries themselves. If even governments that shared a common Marxist ideology didn’t always get along, there’s even less reason to believe that the diverse forms of tyranny practiced in China, Russia, Iran and Cuba constitute binding glue today. There’s nothing ideologically predestined about the growing security or military ties between Havana and Beijing or Tehran and Moscow. They stem, in large measure, from Washington’s efforts to starve Cuba and Iran into submission rather than forge working relationships with regimes whose political systems and foreign policy orientations we dislike.

These days, hawks in Washington say the United States cannot lift broad-based sanctions on Iran and Cuba, even though they [deny ordinary people](#) food and medicine, because the two countries are partnering with America’s enemies. Maybe the hawks should have thought of that before they brokered those partnerships in the first place.



July 4, 2023

Kurdish clothes take center stage at Paris fashion week



ERBIL, Kurdistan Region - Lara Dizyee's Kurdish haute couture shined in the capital of fashion, with her modern twist on traditional Kurdish clothes taking center stage during Paris Fashion Week on Monday.

Working tirelessly to finish her designs, Dizyee, an oil and gas professional, showcased her Kurdish clothes during the Haute Couture Week which is held every July as part of Paris Fashion Week.

«My dream finally came true. I am really happy that finally our Kurdish culture and colorful designs were displayed on an international platform, that I took part in the Paris Fashion Week,» Dizyee told Rudaw's

Alla Shally at the end of the event.

Dizyee's collection was presented to fashion lovers in three parts; Dream, Fire, and Ocean accompanied by specially prepared music. Her collection was exhibited by European models.

«I am extremely happy,» she said. «I wholeheartedly, with much love for my job, started designing them in order to reach such an international venue. Now that the whole world saw the colors of our culture, I will not forget at all.»

Paris Haute Couture Week takes place from July 3 to July 6 and is traditionally home to the best designers in the world. Her designs were displayed

with background music from one of her father's songs. The Kurdish designer is the daughter of one of the most famous Kurdish singers, Homer Dizyee.

Throwing their full support behind her outstanding performance, her parents were present during the show.

«In fact, Lara is an artist,» Homer Dizyee said. «When she was a child, I had the feeling that she was an artist. In addition to that, she has a great voice.

«I really wanted her to sing as I do and become a singer. I love all of Lara's works. She has a very soft feeling and she is too smart to choose what she wants. I like all that she

does.»

The fabric colors of each outfit in Dizyee's designs deeply impressed the guests and international designers who attended the event, something that they highly spoke of, and found it difficult for any designer to work on them.

«Lara Dizyee has a great future,» Elisabeth Visoanska, official partner of Oriental Fashion Show told Rudaw. «Because with her fashion designs, she represents what people really want to see.»

Dizyee's continuous work with these unique designs, as the audience of the Paris fashion show said, will eventually make her a global brand and can showcase her work everywhere.



04 Juillet, 2023

Constant Turkish bombardment deprives Duhok villagers of normal life

ERBIL, Kurdistan Region - The Turkish army bombed the vicinity of two villages in Duhok province's Amedi town on Monday, damaging orchards and farms. A villager said the constant bombardment by Ankara has deprived them of a normal life.

Majid Barchi is from Barchi village. He told Rudaw's Haydar Doski that a bomb hit only 300 kilometers away from their village on Monday, sparking fear and panic among restless residents wishing for a return to normalcy.

"We are really in a terrible condition. The bombardment takes place every day. We live in fear as we cannot go out or visit farms," he said.

Many trees in the area were also damaged due to the bombardment.

As the Rudaw team made preparations for a trip to Belav village, another bomb hit a nearby village. Ankara struck the area with at least 13 bombs only on Monday, villagers said.

Amjad Belavi from Belav village said he fears for his

life when leaving his house due to the bombardment.

"My farm is only 20 meters away from my house but I hesitantly visit it," he said, calling on local authorities to help them have a normal life "otherwise the village will be abandoned."

Turkey's armed clashes with the Kurdistan Workers' Party (PKK) have turned hundreds of villages in the Kurdistan Region's border areas into war zones. A large number of them have been evacuated due to constant bombardment.

The PKK is an armed group

struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but it is listed as a terrorist group by Ankara.

Turkey has recently upped its attacks against the PKK in the Kurdistan Region. It has also intensified its targeting of Kurdish fighters in northern Syria due to their alleged ties with the PKK.

The PKK announced a unilateral ceasefire in February due to devastating quakes in Turkey and later extended it to include the Turkish elections period. The group ended the truce earlier this month.



avec AFP
05 Juillet 2023

Turquie : l'inflation ralentit à 38,2% en juin

L'inflation en [Turquie](#) a ralenti en juin à 38,2% sur un an, son plus bas niveau en dix-huit mois, selon les données officielles publiées mercredi. Sur un mois, la hausse des prix à la consommation s'élève à 3,9%. L'inflation était passée en mai sous la barre des 40% pour la première fois depuis décembre 2021, mais les analystes s'attendent à un possible rebond

en juillet sous l'effet de la chute de la livre turque, qui a perdu 23% de sa valeur face au dollar depuis fin mai.

Les chiffres officiels sont toutefois contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), selon lesquels la hausse des prix à la consommation s'élève à 108,6% sur les douze mois écoulés. Le

président [Recep Tayyip Erdogan](#), réélu fin mai, a dit vouloir faire de la lutte contre l'inflation sa priorité.

Celle-ci avait dépassé les 85% à l'automne avant de ralentir mois après mois depuis novembre, un tassement qui s'explique toutefois par un «effet de base», les prix ayant continué à augmenter mois après mois, mais moins fortement

qu'un an plus tôt, et par des mesures de gratuité du gaz pour les ménages. Pour tenter d'endiguer l'inflation, la [Banque centrale turque](#) a relevé fin juin son taux directeur de 8,5% à 15%, abandonnant pour la première fois en deux ans les mesures économiques non conventionnelles défendues par le président Erdogan.

L'Iran devient membre à part entière de l'OCS

Téhéran a intégré l'Organisation de coopération de Shanghai, qui réunit les principales puissances asiatiques, mardi, à l'occasion d'un sommet en visioconférence. Cette adhésion confirme le virage vers l'est d'un régime placé sous sanctions occidentales.

À l'origine de l'exposition, Lars Norén lui-même

À l'automne 2022, une exposition tirée de sa pièce *Stilla liv* (aussi traduite en anglais sous le titre « Still life », difficilement traduisible en français - littéralement « vies tranquilles » et baptisée du même titre, était ouverte au Nationalmuseum de Stockholm. Fait émouvant : elle avait été pensée par Lars Norén lui-même, avec l'aide de Bobo Ericzén, réalisateur et photographe. Ce dernier mettait ainsi son travail au service des quatorze années de collaboration avec l'écrivain suédois. Des centaines d'heures de films de mises en scène, et d'images fixes, lui permettaient mieux que personne de sélectionner les passages les plus à même de définir Lars Norén aux yeux du public national et international. L'exposition actuellement présentée à l'Institut suédois de Paris est une parcelle de *Stilla liv*. Elle n'a pas pour but de retracer de bout en bout la vie et l'œuvre du maître suédois, mais de donner quelques clés essentielles à la compréhension d'une œuvre si vaste et si intense. Des « fragments », pour reprendre un

Un Balzac suédois

Né en 1944 dans un petit village près de Stockholm (ville dans laquelle il décédera en 2021), de parents hôteliers, Lars Norén grandit en côtoyant tous les milieux sociaux. On retrouve

dans son œuvre le fil rouge de cette observation, cette « comédie humaine » très balzacienne. Sa jeunesse et ses relations familiales (lorsque sa mère cède alors qu'il est encore jeune, il est envoyé en maison pour crise de schizophrénie) laisseront également sur lui des traces indélébiles. À 14 ans, il commence à écrire « sérieusement » grâce à l'un de ses professeurs de littérature ; il découvre la poésie, se prend d'amitié pour René Char et Paul Celan. *La Pesanteur et la grâce*, de la philosophe [Simone Weil](#), l'accompagnera toute sa vie. On le comparera aussi à Ibsen, Tchekhov ou Bergman. En 1963, à 19 ans, il publie son premier recueil de poèmes, d'inspiration surréaliste : *Lilas, neige*. Trois ans plus tard, le recueil *Encyklopedile* rend célèbre et le lance dans la poésie pour plus de 20 ans.

Il abandonne la poésie et bascule dans l'écriture dramatique

Dans les années 1970, les nouveaux poètes suédois le prennent comme référence. Son écriture change, devient de plus en plus laconique. Les mots se font rares et expriment ce que Lars Norén considère comme l'essence même de la vie. En 1978, un rêve fait même évoluer sa perception des mots : le langage poétique se révèle impuissant à exprimer sa pensée. Il abandonne alors la poésie et bascule dans l'écriture dramatique.



siège de l'Organisation de coopération de Shanghai, à Pékin, le 4 juillet 2023. GREG BAKER / AFP

Drames

Les quelque 150 pièces, recueils de poésie, romans et journaux intimes qui constituent son œuvre illustrent les préoccupations d'un homme qui n'a cessé de sonder et fouiller les tréfonds de l'âme humaine, tout à la fois dans ce qu'elle a de plus beau, de plus sordide et de plus mystérieux - c'est sans doute ce qui donne à ses écrits un reflet fascinant, sans omettre une dose d'humour. De l'analyse de la vie bourgeoise et familiale (des huis clos la plupart du temps), Lars Norén passe, à la fin des années 1990, à celle des « gens exposés aux épreuves de la vie » (prison, prostitution...), bouquets de solitude où se trouvent d'intenses noyaux de vérité. La pièce *Stilla liv*, dont l'écriture lui pris plus

de dix ans, mise en scène en 2017 au Théâtre dramatique royal de Suède, est sans doute la plus représentative des préoccupations sociales et esthétiques de Lars Norén. 90 scènes sans répliques, comme autant de tableaux, se déroulent dans une fiction temporelle, quelque part entre 1890 et 2015, et dressent un portrait poignant de la société suédoise en pleine évolution.

Lars Norén n'a cessé de sonder les tréfonds de l'âme humaine

La scénographie de l'exposition, où le visiteur est immergé dans une pièce obscure - une ambiance pesante dans un premier temps, qui devient apaisante au fur et à mesure qu'on l'apprivoise -, rend compte de la volonté de Lars Norén de faire

The New York Times

Marlise Simons
July 5, 2023

Years After Iranian Missiles Downed a Passenger Jet, a Suit Seeks Answers

In 2020, Iranian missiles struck a Ukraine Airlines flight, killing all 176 people on board. Four countries have filed suit in The Hague demanding a credible account and full compensation

A Ukraine International Airlines jet was shot down moments after takeoff in Tehran in January 2020, killing all 176 people on board. Abedin Taherkenareh/ EPA, via Shutterstock

On a clear January morning in 2020, Ukraine Airlines Flight 752 was [struck](#) by two Iranian missiles just three minutes after leaving an airport in Tehran, killing all 176 passengers.

Ever since, families of the victims have asked for a credible explanation but have been rebuffed by the Iranian authorities. On Wednesday, four of the countries whose citizens perished in the disaster filed suit at the International Court of Justice in The Hague, requesting Iran provide a full account, to acknowledge its responsibility and pay “full compensation” for the material and moral damages.

The four parties to the suit — Britain, Canada, Sweden and Ukraine — contend that Iran has failed “to conduct an impartial, transparent and fair criminal investigation” but instead has “withheld or destroyed evidence” and “threatened and harassed the families of the victims.”

Iran had no immediate response to the lawsuit.

For the family members, who have long complained that the case was being ignored, the filing meant a symbolic first day in court; or, rather, in the highest judicial forum of the United Nations, based in The Hague, which settles disputes between nations and is not a criminal court.

The families have received no response to a complaint they filed earlier at the International Criminal Court, also in The Hague, which is currently dealing with war crimes investigations in Ukraine.

“We need to find the whole truth, first and foremost,” said Kourosh Doustshenas, who lost his fiancée in the crash and heads an association of Flight 752 victims’ families.

“This is the only way the families can find closure,” he said by telephone from Winnipeg, Canada. “We want no discussion about money, about compensation until the Tehran regime admits the truth about shooting down the plane.”

Under international law, the investigation of an air disaster is conducted by the nation where the aircraft crashed. That has left the Iranian military in a position to examine its own actions, an evident conflict of interest that has drawn wide criticism.

A memorial for the victims of Flight 752 in front of the Iranian embassy in Kyiv in February 2020. Valentyn Ogirenko/ Reuters

In April, the Tehran Military Court tried 10 low-level officers linked to the downing and handed out sentences ranging from one to three years for indiscipline. It said the missile operator was sentenced to 13 years for criminal negligence causing death.

The four countries that filed the suit said in a statement that the names and evidence in the case

were withheld, and dismissed the exercise as a “sham trial.”

Reports by Canada, which had the most victims, and the U.N. special rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, have cited inconsistencies, contradictions and obfuscations by the Iranian authorities, saying they ignored some questions and offered incomplete answers to others.

The plane’s [downing on Jan. 8, 2020](#), came amid heightened tensions between Iran and the United States after the killing of the top Iranian security commander, Maj. Gen. Qassim Suleimani, by a U.S. drone strike at the Baghdad airport.

Hours before the plane was shot down, [Iran fired missiles at two U.S. military bases in Iraq](#) in retaliation for the killing of General Suleimani. After days of denials, Iranian officials acknowledged that the downing [was the result of “human error,”](#) prompting angry protests across Iran.

At first, Iran insisted that the plane suffered a catastrophic mechanical failure. But evidence emerged that the plane had been struck by two missiles. Next, senior military officials acknowledged that the missiles had been fired at the airliner, and blamed the error on a communications breakdown and the actions of someone on the ground who was warned about an incoming American missile.

But the U.N. rapporteur, Agnes Callamard, and many families of the victims have suggested another account.

“The inconsistencies in the official explanation and the reckless nature of the mistakes have led many, including myself, to question whether the downing of Flight PS752 was intentional,” Ms. Callamard wrote in her 2001 report. Iran’s version of events, published in July 2020, she wrote, with its “multiple claims and stories create a maximum of confusion” and seemed aimed “to mislead in one or more ways.”

Some relatives of the victims say they are convinced that orders to shoot down the plane were issued to create a distracting humanitarian disaster that would fend off American actions.

They point to a two-year investigation commissioned by the association of victims’ families, which they say reveals Iran’s effort to hide its motives. The inquiry notes that Tehran took seven months to hand over the flight data recorders, or black boxes, and that even then 16 minutes were missing. A technician who examined a computer and smartphones returned to the victims’ families found that they had been pried open and their memory functions damaged, the report says.

Hamed Esmaeillon, who lost his wife and 9-year old daughter in the crash, said he is determined to keep working to get to the truth. “This is the fight of my life,” he said. “I lost everything in the crash. My wife and daughter were laid in a coffin with the word ‘martyr’ on it. The regime was trying to present their deaths as an act of loyalty.”

L'Iran maintient la pression sur la Suède pour obtenir la libération d'Hamid Nouri

Téhéran, qui détient deux citoyens suédois, veut récupérer un ancien procureur, condamné pour « violations criminelles et flagrantes des lois internationales », et incarcéré dans le pays nordique.

Hamid Nouri n'est pas un prisonnier, c'est un otage. » Par la voix de son chef adjoint du pouvoir judiciaire, Kazem Gharibabadi, Téhéran a de nouveau fustigé la Suède, dimanche 2 juillet, accusée de détenir « sans preuves et pour des motifs politiques » un ressortissant iranien et de défendre les intérêts d'un « groupe terroriste » : une allusion à l'Organisation des moudjahidin du peuple iranien, un groupe de l'opposition en exil. M. Gharibabadi a enjoint à Stockholm de ne « pas sacrifier ses intérêts nationaux au profit d'un tel groupe ».

Le 14 juillet 2022, Hamid Nouri, arrêté en Suède, a été condamné à la prison à perpétuité pour « violations criminelles et flagrantes des lois internationales ». Ancien procureur adjoint de la République islamique d'Iran, il avait été reconnu coupable d'avoir participé à une vague d'exécutions de prisonniers politiques en 1988, au cours de laquelle jusqu'à cinq mille opposants avaient été tués en deux mois, dont de nombreux membres des Moudjahidin du peuple.

Depuis cette condamnation, Téhéran, qui avait jugé le verdict « fondamentalement inacceptable » et tenu le gouvernement suédois pour « responsable des dommages causés aux relations bilatérales », ne cesse de hausser le ton dans l'optique de récupérer M. Nouri. L'Iran détient en outre, dans ses prisons, au moins deux ressortissants suédois. Selon la télévision suédoise TV4, un haut

fonctionnaire d'une organisation internationale y croupit depuis plus d'un an. « Daniel », comme l'appellent ses proches qui ne souhaitent pas révéler sa véritable identité, a été arrêté en avril 2022, alors qu'il se trouvait en Iran pour rendre visite à un ami et qu'il était sur le point de repartir. Les autorités iraniennes l'accusent depuis d'espionnage.

Aurait-il été pris en otage en gage d'un accord d'échange de prisonniers que Téhéran cherche à imposer, sur le modèle de celui conclu avec la Belgique, qui a permis la libération d'un de ses agents, détenu pour terrorisme ?

Le 25 mai, le travailleur humanitaire belge Olivier Vandecasteele, 42 ans, arrêté en Iran le 24 février 2022 et condamné à quarante ans de détention pour espionnage, a été échangé contre Assadolah Assadi, 51 ans, un diplomate iranien en poste à Vienne, qui fut l'organisateur d'un projet d'attentat contre les Moudjahidin du peuple, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), en juin 2018. Une loi belge de 2022 autorisant le transfèrement de prisonniers vers l'Iran a permis l'opération.

« Je n'ai rien à dire à ce sujet pour le moment, car c'est une affaire difficile et compliquée, et je ne pense pas que cela faciliterait la situation », avait réagi le ministre des affaires étrangères suédois, Tobias Billström, interrogé le 29 mai. Ce même jour, les autorités iraniennes affirmaient que des « efforts [étaient] en cours pour libérer Hamid Nouri ». Askar

Jalalian, directeur adjoint des affaires internationales et des droits de l'homme au ministère de la justice iranien, qualifiait même de « bonne nouvelle » la perspective de sa libération.

« Politique d'otages »

« Il [s'agirait] non seulement d'une grave erreur, mais aussi d'une menace directe pour tous les citoyens suédois, en particulier ceux qui ont la double nationalité, met en garde le député suédois d'origine iranienne Alireza Akhondi. Il est essentiel de souligner que la République islamique d'Iran, depuis sa création, en 1979, a mis en place des stratégies visant à kidnapper des citoyens d'autres pays, perpétuant ainsi sa politique d'otages pour servir ses propres intérêts. »

En août 2022, l'ancien ambassadeur d'Iran en Suède Ahmad Masoumifar n'avait pas fait mystère des intentions iraniennes, en déclarant à la radio suédoise qu'il était possible de discuter d'un échange de prisonniers avec la Suède. Cinq mois plus tôt, en mars 2022, les négociations entre Belges et Iraniens avaient débouché sur la signature d'un traité de transfèrement de détenus.

Outre M. Vandecasteele, les autorités belges ont, elles, récemment obtenu la libération de trois autres Européens détenus en Iran : deux Irano-Autrichiens et un Danois, sortis de prison le 2 juin, puis rapatriés vers Bruxelles. Le Danois Thomas Kjems, qui a côtoyé « Daniel » en détention, dans la pri-

son d'Evin, dans le nord de Téhéran, a peu de doutes sur les raisons qui ont conduit le Suédois en prison.

Les personnes n'ayant que la nationalité suédoise ou, comme moi n'ayant que la nationalité danoise, sont considérées comme une sorte de monnaie qui peut être utilisée dans les échanges de prisonniers. C'est pourquoi ils ne nous touchent pas à l'intérieur de la prison. Les Iraniens sont traités plus durement », témoignait-il, le 20 juin, dans une enquête de TV4.

Pion dans la stratégie iranienne

Outre « Daniel », Téhéran détient Ahmad Reza Jalali, un professeur de l'Université libre de Bruxelles, médecin suédo-iranien, arrêté en Iran en 2018 et condamné à mort pour espionnage.

Dans une série de documents piratés par un groupe de hackers baptisé « Ghyam Sarnegouni » (« du soulèvement au renversement »), proche des Moudjahidin du peuple, il apparaît que M. Jalali est aussi un pion dans la stratégie des pressions iraniennes. Des centaines de procès-verbaux de réunions, des correspondances ministérielles, figurent parmi ces informations subtilisées par Ghyam Sarnegouni. Le ministre des affaires étrangères iranien a reconnu, le 7 mai, l'attaque des hackers.

Dans un document interne du ministère, daté du 22 janvier, il

est ainsi suggéré « d'échanger Ahmad Reza Jalali contre Hamid Nouri. A cet égard, si un échange entre Jalali et Nouri

est accepté (...), il peut être présenté sous un motif humanitaire, sans même prétendre que [M. Jalali a été] échangé

contre Hamid Nouri ». Datée du 11 novembre 2022, une note du cabinet du président iranien, Ebrahim Raïssi, demande ex-

plícitement au ministère des affaires étrangères de « travailler à un traité d'extradition avec la Suède ».



AFP
July 06, 2023

Sweden jails Kurd over attempted financing for PKK

A Swedish court on Thursday sentenced a Kurdish man to jail for «attempted terrorist financing» for a pro-Kurdish body, a first in the Scandinavian country seeking Ankara's approval to join NATO.

The man, described by the Stockholm district court as a Kurd in his forties with roots in Turkey, was also found guilty of attempted aggravated extortion and a firearms offence.

The court slapped a four-and-a-half-year prison sentence and said he would be deported upon his release.

The man was arrested in January after making threats and firing a gun outside a restaurant in Stockholm.

Judge Mans Wigen said the man was «attempting to extort money from a Kurdish businessman in Stockholm at gunpoint to for the PKK».

«The attempted extortion took place within the framework of an extensive fundraising programme conducted by the PKK in Europe, including through extortion,» Wigen said.

Ilhan Aydin, the man's lawyer, told AFP he would appeal.

«He is disappointed with the outcome and we do not share the district court's judgement, particularly in the areas of terrorist financing and attempted aggravated extortion,» Aydin said.

Turkey, which is blocking Sweden's NATO bid, has accused

the Scandinavian country of being a haven for «terrorists», especially members of the PKK, and has asked Stockholm to extradite dozens of people.

Sweden tightened its anti-terrorism legislation in July last year, making it easier to prosecute financing activities for terrorist organisations.

This is the first time that the new law, already used in cases linked to the Islamic State group, has been used against an alleged PKK supporter.

The verdict comes as top diplomats from Turkey and Sweden are due meet on Thursday at the NATO headquarters in Brussels.

Swedish Prime Minister Ulf Kristersson also visited US President Joe Biden at the White House on Wednesday to discuss the stalled bid.

NATO counterparts have been pushing Turkey to grant the green light to Sweden by the time a summit is held in Lithuania on July 11-12.

Ending two centuries of neutrality and military non-alignment, Sweden and neighbouring Finland announced bids to join NATO in May last year after Russia invaded Ukraine.

Turkey and Hungary are the only NATO member states yet to ratify Sweden's bid, which requires unanimous approval.



Wladimir van Wilgenburg
July 7, 2023

Two members of Iranian Kurdish party killed in Qaladze

ERBIL (Kurdistan 24) – Two members of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) were assassinated on Friday in the village of Halsho in the Qaladze region of Sulaimani province.

«Luqman Aji and Adel Qaderi, two members of the Democratic Party of Iranian Kurdistan, were killed in the early hours of July 7, 2023, in the village of Halsho in the city of Qaladze,» the Ira-

nian Kurdish human rights organization Hengaw said in a tweet.

Moreover, Hengaw in a report said that another political activist, Saadi Moradpour, formerly affiliated with the Democratic Party, sustained severe injuries. Hengaw also said the assassination was carried out by an individual identified as «Rasul Azarakhsh», who was allegedly previously associated with the

PDK-I, but broke his ties with the party six years ago and returned to Iran where he joined the Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC).

«Azarkhosh arranged a friendly meeting in a tourist area, inviting the victims who used to have friendship history and committed the assassination,» Hengaw said.

The Organizational Center of

PDKI blamed the Islamic Republic of Iran for the attack.

There was no immediate comment from Iranian officials regarding the incident.

Iran has regularly been accused of assassination attacks against Iranian exiles and opposition members abroad, including in the Kurdistan Region.

Iran had in the past assassin-

ated PDK-I leaders Abdulrahman Ghassemlou and Sadeq Sharafkandi in Europe in 1989 and 1992 respectively, weaken-

ing the PDK-I that split up in 2006.

July 13 marks the 34th anni-

versary of the assassination of Ghassemlou.

However, last year the PDK-I

and the Kurdistan Democratic Party – Iran (KDP-I) decided to reunite again after long negotiations.



08 Juillet 2023
Knarik Papoyan

Syrie et Turquie : cinq mois après les tremblements de terre

Qu'est-ce qui a changé en Syrie et en Turquie au cours des cinq mois qui ont suivi le tremblement de terre dévastateur ? Un représentant de l'UNICEF et un volontaire des Casques blancs syriens parlent de la situation actuelle.

C'était en février dernier : en plein hiver, des tremblements de terre dévastateurs ont frappé le sud de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie, faisant plus de 50 000 morts et affectant gravement la vie de millions de personnes qui se sont subitement retrouvées sans abris.

Paolo Mancini, représentant de l'UNICEF en Turquie, nous a expliqué ce qui a été fait depuis et ce dont les régions touchées ont besoin.

«La situation a changé au cours de ces cinq mois. Nous sommes passés par le drame, par les images catastrophiques que tout le monde a probablement vues, puis par le rétablissement. À l'heure actuelle, je dirais que nous sommes déjà dans la phase de rétablissement, en ce sens que la reconstruction a commencé dans certains centres urbains », a déclaré M. Mancini.

La vie reprend son cours normal, mais l'UNICEF estime qu'«environ 4 millions d'enfants» ont encore besoin d'une aide humanitaire et que 1,6 million de personnes vivent dans des tentes ou d'autres abris temporaires. Les besoins humanitaires sont encore plus importants pour les personnes

vivant en dehors des villes.

Mais même dans les villes, les gens ont grand besoin d'aide. En Turquie, de nouvelles mesures sont proposées, telles que la réduction des impôts et leur maintien à un niveau inférieur pendant un certain temps.

Le besoin d'aide restera élevé pendant longtemps : la tragédie a touché environ 15 millions de personnes en Turquie et plus de 5 millions en Syrie.

Du pain quotidien, de l'eau et des écoles

De nombreux défis restent à relever. L'un d'entre eux consiste à fournir de l'eau potable à la population. Au cours d'un été déjà très chaud, cet aspect est particulièrement important. Selon l'UNICEF, 1,6 million de personnes vivant dans des campements temporaires en Turquie n'ont toujours pas d'accès régulier à l'eau. La situation en Syrie est d'autant plus compliquée que le pays est toujours en guerre.

Un autre problème concerne l'accès des enfants à l'éducation. Le pays est actuellement en vacances d'été et le ministère de l'éducation tente de préparer la nouvelle année scolaire afin que les enfants

des zones touchées puissent aller à l'école régulièrement.

Pendant ce temps, dans des centres d'apprentissage temporaires, les enfants rattrapent ce qu'ils ont manqué pendant la tragédie durant les vacances d'été. En Syrie, dans les territoires contrôlés par les rebelles, des bus transformés en salles de classe mobiles circulent dans les camps de déplacés.

Médecins et psychologues en première ligne

Les personnes sont traumatisées à la fois par ce qu'il s'est passé et par leur nouvelle vie quotidienne. Les médecins et les psychologues sont très demandés. L'UNICEF-Turquie s'efforce d'envoyer le plus grand nombre possible de spécialistes dans les zones sinistrées.

«Nous avons de très bons partenaires ainsi que des personnes spécialisées dans les traumatismes liés aux tremblements de terre. Heureusement, il y a ici en Turquie des capacités qui ne sont probablement pas disponibles dans d'autres pays », explique Paolo Mancini. L'UNICEF s'efforce de créer un environnement protecteur pour que les enfants puissent parler de leurs traumatismes. Plus de 50 centres ont été créés à cet

effet, mais il en faut davantage. Les enfants qui ont survécu au tremblement de terre de 1999 disent aujourd'hui, en tant qu'adultes, qu'ils auraient aimé bénéficier du soutien psychologique dont les enfants bénéficient aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, le traumatisme psychologique impactera la vie des habitants encore longtemps.

Dans le nord-ouest de la Syrie, les personnes qui vivaient dans des camps avant les tremblements de terre sont toujours là, et certains blessés attendent toujours un traitement adéquat. Ils sont eux aussi traumatisés par ce qu'il s'est passé mais, contrairement à la Turquie, ils ne peuvent pas compter sur l'aide qualifiée de psychologues. «Nous ne disposons pas du type de soutien dont chaque famille pourrait avoir besoin pour surmonter ce traumatisme. Dans les camps, nous, les Casques blancs, faisons quelque chose. Mais ce n'est pas suffisant. Nous avons besoin de personnes plus spécialisées pour les aider. Des ONG locales ou internationales travaillent ici. Mais nous n'avons pas de centres de ce type », explique Ismail Abdullah, un volontaire des Casques blancs, une ONG qui opère dans les

territoires contrôlés par les rebelles. Il est sur le terrain depuis le début, aidant à sauver des personnes sous les décombres.

«Il faut d'abord arrêter la guerre Les volontaires des Casques blancs sont maintenant passés à l'étape suivante : ils s'em-

ploient à déblayer les décombres, à aider les gens à sortir des zones où les bâtiments d'urgence risquent de s'effondrer à tout moment, à installer des camps de tentes et à construire des routes pour faciliter le transport vers les camps.

Mais ils affirment que le travail de reconstruction est entravé par les bombardements incessants et que les besoins de la population ne sont satisfaits qu'à 10 ou 20 %.

«Il y a des bombardements et des craintes d'une nouvelle offensive sur le terrain de la part

de la Russie et des forces du régime. Si seulement nous pouvions ramener les gens chez eux, les aider à quitter les camps... C'est un besoin urgent », déclare Ismail avant d'ajouter: «Mais pour cela, il faut d'abord arrêter la guerre».

Le Monde

avec AFP
08 Juin 2023

Iran : deux hommes exécutés en public après l'attaque contre le sanctuaire de Chiraz

L'attentat perpétré contre le principal sanctuaire musulman chiite du sud du pays avait causé la mort de treize personnes en octobre 2022.

L'Iran a exécuté en public deux hommes, samedi 8 juillet, [annoncé Mizan Online, le site du pouvoir judiciaire](#). Accusés d'être [impliqués dans l'attaque](#), revendiquée par l'organisation Etat islamique, contre un sanctuaire chiite de Chiraz, dans le sud du pays, qui avait fait treize morts et trente blessés en octobre dernier, les deux hommes ont été pendus à l'aube dans une rue de Chiraz.

Mizan Online a identifié les deux hommes exécutés comme Mohammad Ramez Rashidi et Naeem Hashem Qatali, sans donner plus de détails. [Selon l'agence de presse officielle IRNA](#), les exécutions ont eu lieu près

du sanctuaire, un lieu de pèlerinage chiite très important en Iran.

En mars, un tribunal les avait condamnés à mort après les avoir reconnus coupables de « corruption sur terre », « rébellion armée » et « atteinte à la sécurité nationale ». Ils ont également été inculpés d'appartenance à l'organisation Etat islamique et de « complot contre la sécurité du pays ».

Kazem Moussavi, le chef de l'autorité judiciaire de la province de Fars, dont fait partie Chiraz, avait alors déclaré qu'ils étaient directement impliqués dans l'armement, l'approvisionnement et la logistique du principal auteur de l'attaque.

Celui-ci, identifié par les médias iraniens comme étant Hamed Badakhshan, est mort des suites de blessures subies lors de son arrestation, selon les autorités.

Des peines de prison

Trois autres accusés dans cette affaire ont été condamnés à des peines de cinq, quinze et vingt-cinq ans de prison pour leur appartenance à l'organisation Etat islamique, selon M. Mousavi.

En novembre, les autorités avaient déclaré que vingt-six « *terroristes takfiri* » d'Afghanistan, d'Azerbaïdjan et du Tadjikistan avaient été arrêtés en lien avec l'attaque. En Iran, pays à majorité chiite, le terme « takfiri »

désigne généralement les djihadistes ou les partisans de l'islam sunnite radical. L'organisation Etat islamique a revendiqué [sa première attaque en Iran en 2017](#) lorsque des hommes armés et des kamikazes ont attaqué le siège du Parlement à Téhéran et le mausolée de l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, le fondateur de la République islamique, tuant dix-sept personnes et en blessant des dizaines.

L'attaque d'octobre dernier, qui compte parmi les plus meurtrières de ces dernières années en Iran, était intervenue plus d'un mois après que des [manifestations ont éclaté dans tout le pays](#) contre la mort en détention de Mahsa Amini.



Béatrice Dillies
July 08, 2023

A forgotten genocide, the broken voice of the Kurdish people»

The war in Iraq and Syria has shown the world the tremendous capacity of Kurdish fighters to resist Daesh. They stood up to barbarism while the great nations hesitated to engage. No doubt, this people has a long history of fighting and resistance, having suffered one of the greatest genocides of the 20th century under the orders of Saddam Hussein: Operation Anfal. The West was moved in March 1988 by the Halabja massacre: the tip of an iceberg of suffering, which caused in total the deaths of 182,000 Kurds, victims of a genocidal policy initiated in 1968 by the Baathist regime of Saddam.

This book plunges us into the heart of the tragedy of a people whose existence was denied in 1923 by the signatories of the Treaty of Lausanne. A story that the world must face, as does Snur – a common thread of this investigation – who discovers why her voice broke when she was a baby one day in Aug. 1988, when Chemical Ali had sent his Sarin bombs. Snur never went to school because of her injuries, although she did begin to speak gradually at the age of 12. She has not completely overcome her disability, even though today she is doing well. So, with Kavout Mahy, my main translator, we told her about our encounters with genocide survivors in all regions of Kurdistan just like a history lesson at home. She has become the red thread of this book and has



allowed the ellipses to fill in the little holes over 50 years of history.

Snur plays the role of Candide (the title of an 18th-Century book by the French philosopher Voltaire). Through her reactions, her questions, and the answers we give her, Snur allows us to project Kurdish history over several years, from 1968 to 2018.

With the help of Kavout, but also of his father Zoubeyr, his uncle Ismaël, their friend Osman and two other French-speaking Kurds, I interviewed more than 100 survivors of all the great massacres suffered by the Kurds these last 50 years. Headlining the group of interviewees were three of the judges who condemned Saddam Hussein and his accomplices. I had access to some pretty terrible video archives, I have to say. However, I had re-

ceived parts of the investigation file against Saddam Hussein and Ali Hassan al-Majid. This allowed me to gather a lot of information.

The result is this book, written like a historical novel, with very colorful, almost cinematographic writing, and it immerses Snur and readers in the heart of the important periods of Kurdish history. Maps help French readers understand the book's narrative.

Pierre Perret, a famous French singer who wrote «La Petite Kurde» in 1992, wrote the book's afterword. And Joost Hiltermann, former head of the Human Rights Watch in Iraq, wrote the preface. The preface was followed with an introduction to the Kurdish question, from the end of the 19th century to the Treaty of Lausanne,

which helps explain the context of the book's setting—the past 50 years.

I have also chosen to write 21 chapters for this book. 21, a symbolic number, since the sun in the center of the Kurdistan flag has 21 rays, and it is also the day of Newroz, March 21.

I consider the official recognition of the Kurdish genocide by France first, and then the entire international community participating in the rebirth of the Kurds, a people who have already shown resilience, as the name that I chose for my blog: The Kurdish Phoenix (Le Phénix Kurde, in French). But Kurds need recognition. Helping the victims heal their physical and moral wounds to allow them to rebuild themselves is a critical condition for helping Kurdistan move forward.

Erdogan poursuit son exercice d'équilibriste entre Kiev et Moscou

Lors de la première visite à Istanbul du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, le président turc a annoncé la venue de Vladimir Poutine sur place, en août.

Un dîner avec un poisson en croûte de sel au menu, une heure de discussion en tête à tête avec son hôte, Recep Tayyip Erdogan, et une conférence de presse commune d'une vingtaine de minutes à peine, à minuit : la première visite à Istanbul, depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est terminée, vendredi 7 juillet, tard dans la nuit avec un catalogue de bonnes intentions mais sans aucune percée sur les sujets chauds du moment.

Après une visite en Bulgarie, en République tchèque et en Slovaquie, où il a cherché à obtenir davantage d'armes occidentales et un soutien appuyé à ses ambitions de rejoindre l'OTAN, le dirigeant ukrainien a tenté d'infléchir la position du président turc, qui maintient des liens étroits à la fois avec Kiev et avec Moscou, vers plus de fermeté envers Vladimir Poutine. En vain. Les deux dirigeants ont même paru fatigués et peu souriants, y compris durant leur poignée de main devant les photographes.

A tour de rôle, Recep Tayyip Erdogan et Volodymyr Zelensky ont évoqué l'avenir de l'accord d'exportation des céréales ukrainiennes à travers un corridor en mer Noire. Le protocole, conclu en juillet 2022 avec le parrainage des Nations unies et de la Turquie, expire le 17 juillet. La Russie a menacé de ne pas autoriser sa prolongation au-delà de cette date butoir. « *Nous espérons que l'accord sera prolongé* », a réaffirmé M. Erdogan, qui a précisé vouloir évoquer le sujet avec M. Poutine en août. Des millions de personnes dans le monde comptent sur ce corridor sécurisé pour se nourrir, a rappelé M. Zelensky, « *et ces vies ne peuvent dépendre de l'humeur du président de la Fédération de Russie* ».

Une légère crispation a marqué le visage du président ukrainien, toujours vêtu de son polo kaki, lorsque son homologue turc a annoncé la visite, « *le mois prochain* » en Turquie, du dirigeant russe. L'occasion pour M. Erdogan d'évoquer « *en tête à tête* » le sujet des échanges de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine. L'intermédiaire

de M. Erdogan avait permis en septembre le transfert de quelque 200 combattants, dont des soldats du régiment Azov. « *Nous avons entendu M. Zelensky sur ce sujet, a insisté M. Erdogan, nous écouterons M. Poutine.* » Vendredi, le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, avait salué le « *rôle de médiateur* » de M. Erdogan dans le conflit, soulignant que le président turc a « *déployé à plusieurs reprises de grands efforts pour résoudre divers problèmes* ».

L'Ukraine « mérite » d'intégrer l'OTAN

Le dirigeant turc a réitéré son soutien à l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN, estimant, à quelques jours du sommet de l'Alliance à Vilnius des 11 et 12 juillet, que l'Ukraine « *merite* » d'en faire partie, tout en appelant les deux pays, Russie et Ukraine, à « *retourner aux pourparlers de paix* ».

Selon plusieurs experts, Volodymyr Zelensky devait aussi encourager son homologue turc à donner son feu vert à l'adhésion de la Suède à l'Alliance atlantique,

mais ce point n'a pas été abordé devant la presse. Peu avant, M. Erdogan avait simplement précisé que la Turquie allait prendre « *la meilleure décision, quelle qu'elle soit* », concernant l'adhésion de Stockholm qu'Ankara bloque depuis mai 2022.

Samedi matin, Volodymyr Zelensky devait rencontrer le patriarche de Constantinople, Bartholomée I^{er}, le plus prestigieux dignitaire des Eglises orthodoxes. Ce dernier, qui avait reconnu en 2018 l'Eglise orthodoxe ukrainienne, a affirmé depuis être devenu « *une cible pour Moscou* ». [L'attribution par le patriarcat œcuménique de Constantinople, dont le siège est à Istanbul, du statut d'Eglise « autocéphale »](#), c'est-à-dire indépendante, à l'Eglise orthodoxe ukrainienne a mis la Russie en colère au point qu'elle veuille s'en prendre à lui, avait expliqué le patriarche au début du conflit. L'Eglise orthodoxe russe a, elle, dénoncé un « *schisme* » et rompu ses liens avec Constantinople. Pas de quoi freiner les ambitions du président ukrainien.

OTAN : la Turquie donne son accord à l'adhésion de la Suède

Le premier ministre suédois a salué « un bon jour » et le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, « une étape historique qui bénéficie à la sécurité de tous les alliés de l'OTAN ». Les membres de l'Alliance sont réunis à Vilnius pour un sommet crucial.

Reccep Tayyip Erdogan a finalement dit oui. Pressé par les alliés, le président turc a donné son accord lundi 10 juillet à l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, a salué « un bon jour » pour son pays. « Nous faisons un grand pas vers la ratification formelle de l'adhésion de la Suède à l'OTAN », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Vilnius, où se déroule un sommet crucial de l'Alliance atlantique.

Annoncé par le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, l'accord de la Turquie permet aux alliés d'afficher leur unité au début d'un sommet centré sur le soutien à l'Ukraine, près de dix-huit mois après le début de l'offensive russe. Il s'agit d'« une étape historique qui bénéficie à la sécurité de tous les alliés de l'OTAN en cette période critique. Elle nous rend tous plus forts et plus en sécurité », a affirmé Jens Stoltenberg.

M. Erdogan, réélu fin mai pour cinq ans, a accepté de transmettre le protocole d'adhésion de la Suède au Parlement turc « dès que possible ». En début de journée, pourtant, le président turc avait jeté un froid sur les perspectives d'un règle-



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, serre la main du premier ministre suédois, Ulf Kristersson, en présence du secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, à Vilnius, le 10 juillet 2023. YVES HERMAN / AFP

ment rapide de cette question, en liant l'adhésion de la Suède à l'OTAN à celle, au point mort depuis plusieurs années, de la Turquie à l'Union européenne (UE).

Au tour de la Hongrie

Une rencontre avec le président du Conseil européen, Charles Michel, avait laissé entrevoir une éclaircie, ce dernier évoquant, dans un tweet, la volonté commune de « redynamiser » les relations Turquie-UE. M. Stoltenberg a aussi dit que la Suède avait accepté de « soutenir active-

ment » les efforts visant à redynamiser le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE et de contribuer à la modernisation de l'accord d'union douanière UE-Turquie et à la libéralisation des visas.

C'est maintenant au tour de la Hongrie d'approuver l'adhésion de la Suède à l'OTAN, et son premier ministre, Viktor Orbán, a laissé entendre qu'il pourrait le faire rapidement. Soulignant qu'il était « impatient » d'accueillir la Suède comme 32^e Etat membre de l'OTAN, le président améri-

cain, Joe Biden, s'est dit prêt à travailler avec le président Erdogan « au renforcement de la défense et de la dissuasion dans la zone euro-atlantique ».

La ministre des affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, s'est, elle, félicitée des « bonnes nouvelles en provenance de Vilnius ». La cheffe de la diplomatie française, Catherine Colonna, a dit dans un tweet souhaiter que la ratification du protocole d'adhésion de la Suède « intervienne au plus vite ».



July 11 2023

Turkey bombards mountainous areas in Duhok

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish warplanes heavily bombarded the Gara and Metina mountains in Duhok province early Tuesday, inciting panic and fright in the residents of nearby villages.

Fayaq Birkahini, a resident from Balava village, told Rudaw that the warplanes began bombarding at around 10:20am, targeting four positions on the mountains.

According to the villager, the

bombardment has caused a lot of panic for the resident in the nearby villages.

No civilians were harmed in the bombardment, as the targeted area is banned from civilians due to frequent clashes between the Turkish army and the Kurdistan Workers' Party (PKK), according to Birkahini.

PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but is listed as a terrorist group by Ankara.

In the past month, Turkey has intensified its attacks on the villages in the vicinity of Amedi and Akre towns in Duhok. It has been bombing the villages almost on a daily basis under the pretext of targeting PKK fighters.

Baghdad has repeatedly condemned Turkey's violations of its borders, but has called on the exiled armed groups not to use Iraqi territory as a launchpad to attack neighboring nations.

Civilians are frequently caught in the crossfire between Turkish forces and the PKK and hundreds of villages have been emptied with families moving in search of safety.

PKK announced a unilateral ceasefire in February due to devastating quakes in Turkey and later extended it to include the Turkish elections period. The group ended the ceasefire in June.

Le Monde

avec AFP
11 Juillet 2023

L'ONU échoue à prolonger une voie majeure d'aide humanitaire à la Syrie

Le Conseil de sécurité cherchait à prolonger ce mécanisme qui permet d'acheminer de l'aide humanitaire aux habitants du nord-ouest de la Syrie, sans autorisation de Damas. Mais la Russie a mis son veto à cette résolution.

Après un veto russe, le Conseil de sécurité de l'ONU a échoué, mardi 11 juillet, à prolonger le mécanisme d'aide humanitaire transfrontalier vers la Syrie, interrompant une voie de passage vitale pour des millions d'habitants de zones rebelles du pays.

Les quinze membres du Conseil tentaient depuis des jours de trouver un compromis pour prolonger ce mécanisme qui permet d'acheminer depuis la Turquie, en passant par le poste frontière de Bal Al-Hawa,

sans autorisation de Damas, de la nourriture, de l'eau ou des médicaments aux habitants du nord-ouest de la Syrie.

Face aux besoins encore plus criants depuis les séismes de février, l'ONU, les humanitaires et une majorité de membres du Conseil réclamaient une prolongation d'au moins un an pour permettre notamment une meilleure organisation de l'aide.

Veto russe

Le texte initial, rédigé par la Suisse et le Brésil, chargés de ce dossier, proposait ainsi cette

extension de douze mois. Face à l'opposition de la Russie, qui insistait pour seulement six mois comme c'était le cas actuellement, un compromis de neuf mois a été mis au vote mardi. Mais la Russie a mis son veto à cette résolution qui a recueilli treize voix pour et une abstention (Chine).

Le Conseil a également rejeté mardi par deux voix pour, trois contre et dix absences, un texte concurrent présenté par la Russie qui proposait une prolongation de six mois, mais qui dénonçait les sanctions oc-

cidentales imposées à la Syrie.

« C'est un triste moment pour ce Conseil, sauf pour un pays », a lancé l'ambassadrice américaine après le veto russe, dénonçant un « acte de cruauté absolue ».

« Ce calendrier aurait permis de passer les durs mois d'hiver », a déploré, de son côté, l'ambassadrice suisse Pascale Baeriswyl, se disant « très déçue ». « Nous ne laisserons pas ce veto mettre un terme à nos efforts pour trouver une solution », a-t-elle assuré, préci-

sant que son homologue brésilien et elle allaient « se remettre au travail immédiatement ».

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, est « déçu » par cet échec et a appelé « tous les membres du Conseil de sécurité à redoubler d'efforts pour soutenir la poursuite de la distribution d'aide transfrontalière », a déclaré son porte-parole, Stéphane Dujarric, précisant que l'ONU avait prépositionné de l'aide à l'intérieur du pays dans l'hypothèse d'un arrêt.

Intérêts du peuple syrien

L'ambassadeur russe, Vassili Nebenzia, a, lui, accusé les Occidentaux de « provocation pour pousser la Russie à utiliser son veto », estimant que le mécanisme « ne prend pas du tout en compte les intérêts du peuple syrien ».

« L'aide humanitaire devrait être basée sur les besoins, pas la politique », a fustigé Floriane Borel, de Human Rights Watch, dénonçant le « veto cynique » de la Russie. L'ONU « devrait explorer immédiatement d'autres moyens (...) pour s'assurer que les Syriens reçoivent suffisamment de nourriture, de médicaments et [d']autres aides dont ils ont désespérément besoin sans avoir à supplier la Russie ou le président syrien pour un accès », a-t-elle ajouté.

Le mécanisme créé en 2014 permet à l'ONU d'acheminer de l'aide humanitaire aux populations des zones rebelles du nord-ouest de la Syrie, sans autorisation du gouvernement syrien, qui dénonce régulièrement une violation de sa souveraineté.

Au départ, il prévoyait quatre points de passage, mais après

des années de pression, en particulier de Moscou, allié du régime syrien, seul le poste de Bab Al-Hawa était resté opérationnel, et son autorisation avait été réduite à six mois renouvelables, compliquant la planification de l'aide humanitaire.

Deux autres points de passage opérationnels

Malgré l'expiration du mécanisme de l'ONU, au moins temporairement, deux autres points de passage sont opérationnels, même s'ils sont largement moins utilisés que Bab Al-Hawa. Le président syrien, Bachar al-Assad, avait en effet directement autorisé leur ouverture après les séismes de février, mais cette autorisation expire mi-août.

« J'ai grand espoir qu'ils continuent à être renouvelés, je ne vois pas de raison qui expliquerait que non », a commenté

la semaine dernière le responsable de l'ONU pour les affaires humanitaires, Martin Griffiths, qui avait rencontré le président Assad à Damas fin juin.

Depuis les séismes du 6 février, plus de 3 700 camions d'aides de l'ONU ont traversé les trois points de passage, selon l'ONU. Mais la grande majorité sont passés par Bab Al-Hawa, dont 79 lundi.

Selon l'ONU, quatre millions de personnes dans le nord-ouest de la Syrie, la plupart des femmes et des enfants, ont besoin d'aide humanitaire pour survivre après des années de conflit, de chocs économiques, d'épidémies et de pauvreté grandissante aggravée par des séismes dévastateurs. Et le mécanisme qui a expiré lundi permettait de fournir de l'aide à 2,7 millions de personnes chaque mois.

The New York Times

Ben Hubbard and Zolan Kanno-Youngs
July 11, 2023

Erdogan's Flip on Sweden Signals Mending of Ties With U.S.

Long seen as an in-house disrupter in NATO, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey could be trying to repair relations with the Biden administration, partly by scaling back close ties with Russia.

While Europe and the United States were trying to isolate Moscow for its invasion of Ukraine, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey referred to Russia's president as "my friend." While NATO leaders worked to enlarge the alliance, Mr. Erdogan held up the process by seeking concessions for his nation.

Then on Monday, Mr. Erdogan suddenly flipped after more than a year of being treated as an in-house spoiler by Western allies. He dropped his objections

to Sweden joining the alliance and allowed a NATO summit to convene on Tuesday with a new sense of strength and unity.

Mr. Erdogan has yet to comment publicly on his decision, much less explain his change of heart, but he appears to have concluded that he had little more to gain from continuing to block Sweden — and that he could potentially benefit more from mending his sour relationships with the United States and other NATO allies. Already on Tuesday, Mr. Erdogan cast a one-on-one meeting

with President Biden in terms of a bright new start between the two leaders, who have had chilly relations. "All of our previous meetings were like warm-up rounds, but right now we launch a new process," Mr. Erdogan told Mr. Biden when they met ahead of the summit in Vilnius, Lithuania.

As Mr. Erdogan has made gestures of rapprochement, he has also given recent indications that he is distancing Turkey from Russia, a shift that would ingratiate him with Western leaders and further isolate President Vladimir V. Putin of Rus-

sia.

"This is not Erdogan's first U-turn and will not be the last," said Osman Sert, the research director for PanoramaTR, a Turkish risk analysis organization. "Mr. Erdogan knows he needs to do something to create a bridge to the West."

Since Russia invaded Ukraine last year, Turkey has occupied a unique middle ground between Moscow and the West. Mr. Erdogan condemned the invasion and closed the Turkish straits to most military ships, limiting Russia's ability to bolster its fleet in the Black Sea.

Mr. Erdogan and President Volodymyr Zelensky and their wives arriving Wednesday at a dinner for NATO leaders. Pool photo by Ludovic Marin

At the same time, Turkey not only refused to impose sanctions on Russia but has expanded trade ties, stepping up Turkish exports to Russia and buying cut-rate Russian gas.

Turkish officials argue that Turkey's position has made it a necessary diplomatic intermediary, helping to broker prisoner swaps and a U.N. deal to ensure the export of Ukrainian grain through the Black Sea. Still, Mr. Erdogan's frequent and apparently friendly meetings with Mr. Putin left Western officials wondering where his true allegiances lay.

But on the sidelines of the NATO summit Lithuania on Tuesday, the mood was more jovial as Mr. Erdogan and Mr. Biden spoke to reporters before their talks.

Mr. Biden welcomed Mr. Erdogan to what he called a "historic meeting" and Mr. Erdogan described it as "the first step" in a stronger relationship.

He said he wished to work with Mr. Biden through the rest of the new five-year term that [Mr. Erdogan won in May](#).

"And with the forthcoming elections, I would like to take this opportunity to also wish you the best of luck," he said, prompting Mr. Biden to laugh.

"Thank you very much," Mr. Biden replied, saying he looked forward to cooperating "for the next five years."

Mr. Erdogan's about-face on Sweden is consistent with his political style: He often doubles down on policies he expects to strengthen him and then unapologetically throws them out once their worth has diminished, analysts said.

The turn also comes as Turkey's economy [teeters under the pressures of runaway inflation](#), heavy debt and the soaring recovery costs from devastating earthquakes. Maintaining good relations — and economic ties — with Western nations could help Mr. Erdogan weather the crises, just as he has sought to preserve trade with Russia.

Shoppers in Istanbul. Turkey's economy teeters under the pressures of runaway inflation. Sergey Ponomarev for The New York Times

Ever since Sweden applied to join NATO last year, Mr. Erdogan has been the primary stumbling block, accusing Sweden of harboring dissidents whom Turkey considers terrorists, and vowing to let the country join NATO only after it cracked down on them.

And Sweden responded, a win for Mr. Erdogan. Sweden has hardened its antiterrorism laws, amended its Constitution and agreed to extradite a number of people Turkey has requested.

Turkey won a few more concessions on Monday: Sweden agreed to continue its counterterror efforts and to increase economic cooperation with Turkey.

Mr. Erdogan also made a surprise effort on Monday to link Turkey's long-stalled bid to join the European Union with Sweden's quest to join NATO — but that did not [bear any tangible fruit](#). Other issues may have played a larger role in changing Mr. Erdogan's mind, analysts said.

Turkey has been trying to buy F-16 fighter jets and other military equipment from the United States, but the deal has been held up by Congress, where some lawmakers said they would not approve it unless Turkey approved Sweden's NATO bid.

On Tuesday, Jake Sullivan, Mr. Biden's national security adviser, said the president supported the transfer but had not directly linked it to Turkey's Sweden decision.

He said Mr. Biden had a "long, detailed, constructive" phone call with Mr. Erdogan on Sunday, during which he told the Turkish president that Sweden had done what it was supposed to do to join NATO. That call, Mr. Sullivan said, left Mr. Biden confident that Mr. Erdogan would agree. Mr. Sullivan said that he had also called his Swedish and Turkish counterparts in recent days.

The U.S. officials tried to convince Mr. Erdogan that it supported his request for F-16 fighter jets, but maintained that the White House needed support from Congress to make the transfer. The officials told their Turkish counterparts it would be easier to sway Congress if Mr. Erdogan first agreed to allow Sweden to join NATO, according to a U.S. official who spoke on the condition of anonymity to discuss the internal conversations.

Even if the two issues were not explicitly linked, a number of Turkish analysts said that White House guarantees that Mr. Biden would work to push the deal through Congress likely influenced Mr. Erdogan.

Mr. Erdogan was probably also aware that NATO allies' patience was beginning to wear thin, and that holding out on Sweden's membership bid would make relations even worse. "Turkey made the assessment that the potential additional benefits they could gain by prolonging the process were no longer worth the pressure that Turkey would need to face," said Ozgur Unluhisarcikli, the director of the Ankara office of the German Marshall Fund of the United States.

The move, he said, also ap-

peared to be part of an effort by Mr. Erdogan to shift Turkey away from Russia and toward the West. That would be significant, if sustained, he said.

"Turkey and Russia did not and do not have a love affair," he said. Instead, they engage in "competitive cooperation" and tend to get closer when Turkey feels distant from the West.

Mr. Erdogan with President Vladimir V. Putin of Russia at the Kremlin in 2020. Pool photo by Pavel Golovkin

Mr. Unluhisarcikli gave two recent indications of Turkey moving away from Russia: the decision to allow fighters from Ukraine's Azov Regiment to [return to Ukraine from Turkey last weekend, angering the Kremlin](#), and Mr. Erdogan's failure to stand unambiguously by Mr. Putin as Wagner mercenary forces [marched toward Moscow](#) in June.

"Erdogan might have assessed that putting all the eggs in Putin's basket is not a good idea," he said.

On the flip side, allowing Sweden into NATO and working out the F-16 agreement could allow Mr. Erdogan to warm up what has been a cool relationship with Washington.

Mr. Biden has kept Mr. Erdogan at arm's length since he entered the White House. During his electoral campaign, he characterized Mr. Erdogan as anti-democratic and [spoke about supporting](#) the Turkish opposition.

The two heads-of-state have met during Mr. Biden's presidency, but he is the first U.S. president not to host Mr. Erdogan in the White House since the Turkish leader began his national political career in 2002

Selahattin Demirtas : la voix bâillonnée des Kurdes de Turquie

PRISONNIERS POLITIQUES. Le populaire et charismatique dirigeant de la gauche pro-kurde, emprisonné depuis 7 ans, s'est mis en retrait de la vie politique.

Il y a dix ans, Selahattin Demirtas était [l'étoile montante de la politique turque](#). Co-dirigeant du parti de la gauche pro-kurde, le BDP (Parti de la paix et de la démocratie), devenu, après sa dissolution, le HDP (le Parti démocratique des peuples), le quadragénaire participait avec succès à la première élection présidentielle au suffrage universel, en 2014, arrivant troisième et récoltant près de 10 % des voix. L'année suivante, [Demirtas](#) poussait même Erdogan dans ses retranchements, conduisant son parti à un score historique aux législatives.

Dix ans plus tard, cet ancien avocat, désormais âgé de 50 ans, a annoncé qu'il se mettait en retrait « de la vie politique active ». Cette annonce a suivi [la réélection de Recep Tayyip Erdogan](#), reconduit le 28 mai pour un nouveau mandat de cinq ans à la tête de la [Turquie](#). Demirtas, lui, n'a pas pu se présenter. Et la situation politique lui donne peu d'espoir de voir sa situation changer.

Il risque jusqu'à 142 ans de prison

Il faut dire que cela fait bientôt sept ans que Demirtas croupit en prison, exilé à Edirne, à la frontière grecque, à 1 500 kilomètres de sa famille et de son Kurdistan natal. Il y purge plusieurs peines de prison cumulées : quatre ans pour « propagande terroriste », trois ans pour « insulte au président » Erdogan, deux ans pour des

propos jugés menaçants à l'encontre d'un procureur et onze mois pour « insulte » à l'ancien Premier ministre Ahmet Davutoğlu...

D'autres condamnations pourraient encore venir épaissir son dossier judiciaire. Au total, il risque jusqu'à 142 ans de prison. [La Cour européenne des droits de l'homme \(CEDH\) s'est émue de sa condition](#), en décembre 2020, appelant à sa « libération immédiate » au motif que sa détention violait manifestement la convention européenne des droits de l'homme, qu'Ankara a ratifiée. Mais malgré le refus de la Turquie de se conformer à cette décision de justice qui l'oblige, aucune sanction n'a été prononcée.

« L'unique raison pour laquelle je suis encore ici est que l'AKP a peur de moi, disait l'an dernier l'ancien chef de file des Kurdes de Turquie. Ils pensent qu'il est courageux de lier mes mains et mes bras et de me calomnier dans les espaces publics. »

Candidat et écrivain en détention

Le seul horizon de Selahattin Demirtas demeure pour le moment un soupire muni de barreaux donnant sur une courette où viennent s'ébrouer quelques moineaux. Il occupe son temps grâce à [la littérature](#) et à la musique. Sur une table en plastique recouverte d'une nappe à carreaux, il passe le plus clair

de son temps à lire et à écrire. Il a publié trois ouvrages depuis son incarcération et il épluche des caisses de courrier qui lui parviennent du monde entier. Sa femme et ses deux filles viennent lui rendre visite quasiment chaque semaine.

En retrait forcé de la vie politique, il ne veut pas entraver la mission des dirigeants actuels du mouvement pro-kurde, déjà très affaibli par la répression politique. Mais il pourrait reprendre du service si son sort était révisé. « Bien sûr, il n'a pas de calendrier en tête. Demirtas est un acteur politique influent et expérimenté, et il le reste. Il jouera bien son rôle lorsque les conditions seront réunies », affirme l'un de ses avocats.

Candidat à la présidence en 2018, il avait mené campagne depuis sa cellule où il se trouvait alors en détention provisoire. « Une première mondiale dans l'histoire de la démocratie », s'était enthousiasmé l'agence de presse d'État turque, Anatolie. Depuis son huis clos, il avait organisé un « parloir » géant avec la nation et avait obtenu dix minutes d'antenne sur la TRT, la chaîne publique turque. Malgré son enfermement, il avait obtenu 8,4 % des voix au premier tour de l'élection.

Erdogan le qualifie de « terroriste »

Cette année, pendant la cam-

pagne électorale, Demirtas continuait de donner des consignes à ses militants, via les réseaux sociaux. Il s'était même prononcé en faveur d'un désarmement de la guérilla du PKK, une opinion pas toujours très bien comprise au sein de sa base militante. Ses positions et sa popularité lui ont aussi attiré jalousies et inimitiés, jusqu'au sein de son parti. Son mouvement avait choisi de ne pas présenter de candidat et de soutenir [Kemal Kılıçdaroglu, candidat d'une opposition presque unie contre Erdogan](#).

Les responsables du HDP espéraient une libération juste après les élections. Mais le soir de sa victoire, Erdogan, devant des milliers de supporters, a qualifié le politicien kurde embaïllé de « terroriste » et a balayé d'un revers de main la possibilité d'une remise en liberté tant qu'il serait aux affaires. L'opposition « voulait libérer Selo de prison ? » hurlait le président turc du haut de son balcon. Et ses partisans de scander : « Peine de mort ! Peine de mort ! »

La peine de mort a pourtant été abolie par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, en 2005, et la peine prononcée contre le leader du PKK, Abdullah Öcalan, arrêté en 1999, a été commuée en peine de prison à vie. Là encore, cette époque où Erdogan promettait de résoudre politiquement la question kurde semble bien loin

Will Turkey Become a Member of the E.U. Now? Here's What to Know.

As part of his U-turn on unblocking Sweden's bid for NATO membership, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey appears to have received vague promises about changing his country's strained relationship with the European Union.

As part of his surprising U-turn that [unblocked Sweden's bid for NATO membership](#) Monday evening, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey appears to have extracted [vague commitments to "re-energize"](#) his country's complicated relationship with the European Union.

In a Monday meeting, Mr. Erdogan and Charles Michel, the president of the European Council, agreed to focus on migration and refugees, economic links and the prospect of opening up visa-free travel to the E.U. for Turks, a senior E.U. official said. The official, who spoke on the condition of anonymity to brief reporters, described the meeting as a change to a more positive tone.

Turkey is officially a candidate for membership in the European Union, a status it has held for two decades. The process was practically frozen in 2018, cementing a kind of frenemy status between the bloc and its neighbor to the east. The two are deeply connected, but the relationship between them has been strained. Most E.U. countries consider Turkey's E.U. accession bid to be dead — but they have not pushed to make that official out of concern that that would further alienate Mr. Erdogan and make improvements on key policy areas such as energy cooperation and migration harder. Here is a look at the history of Turkey's E.U. bid and where it stands now.

Why has Turkey's candidacy been frozen?

Turkey applied to become a member of the then-smaller European Union in 1987; it was granted candidate status in 1999 and began negotiations to join in 2005. Talks for E.U. accession are normally lengthy, on average lasting about 10 years. In the case of Turkey they have officially been going on for 18 years, although they have been practically suspended for five of those.

Negotiations are organized in chapters — or policy areas — in which the candidate nation tries to meet E.U. laws and standards, usually through tough overhauls.

Membership talks hinge on a set of principles, known as the Copenhagen political criteria, such as respect for human rights, a well-functioning democracy and institutions, and the rule of law guaranteed through free and independent courts. These are seen as the cornerstones for membership in the club.

The E.U. suspended accession talks with Turkey in 2018, citing the country's lack of progress on human rights and the rule of law. That came after Mr. Erdogan's leadership took an even more authoritarian turn [in response to a failed coup attempt](#) in 2016, with thousands of public workers fired and hundreds of organizations closed.

So can Turkey's E.U. bid be resurrected?

E.U. diplomats believe Turkey is highly unlikely to join the E.U. anytime soon, if ever, saying the country's standards on the rule

of law and respect for human rights have worsened in recent years.

Turkey's hostile relations with its neighbors Greece and Cyprus, both E.U. members, are another major problem. While both countries are NATO members, Turkish officials, including Mr. Erdogan himself, frequently question their common borders and say Turkey is entitled to more territory, to Greece's outrage.

Turkey also maintains [control and troops in the northern part of the island of Cyprus](#) — which it invaded in 1974, claiming it was intervening to protect a Turkish-speaking minority. The international community does not recognize its administration there, and Turkey does not recognize the Republic of Cyprus, an E.U. and United Nations member that governs the southern two-thirds of the island.

Efforts to resolve the Cyprus question, one of the world's most intractable frozen conflicts, have stalled after several attempts. To be let into the E.U., or even to make genuine progress in that direction, Turkey would likely have to recognize the Republic of Cyprus.

But what is also evident is that the E.U. no longer has any appetite to expand eastward. Letting Turkey join would mean integrating a large Muslim country into the bloc and moving its external borders to Syria, Iran and Iraq.

What could happen next?

Experts say that the current framework of the E.U.-Turkey relationship, which is still centered on Turkey's candidacy, creates false expectations and lets both sides down, arguing that it would be better to create a new type of special relationship between the bloc and its neighbor.

But the E.U. and Turkey have their reasons for sticking to the existing framework. E.U. diplomats who see Turkey as [key to managing migration](#) and other major policy challenges believe that even if the process never leads to full accession, it can be a useful path, tethering Ankara to Brussels and providing a structure for talks.

If only they'd talk!

What is expected to happen next is a re-engagement, especially in terms of public communication, between the bloc and Turkey. The E.U. will produce a report about the future of the relationship, the senior E.U. official said.

The officials said there were no illusions about how difficult some parts of the bloc's relationship with Turkey are, but the meeting still felt like a moment of resetting the tone toward the more positive.

A change of tack in E.U.-Turkey relations would help Mr. Erdogan say that he improved Turkey's relations with the E.U., while enabling the E.U. to support NATO unity by helping Sweden's accession, aiding its overriding goal of backing Ukraine against Russia's aggression.

La Suède partagée après avoir obtenu son ticket d'entrée dans l'OTAN

La levée du veto turc soulève des critiques sur les concessions faites à Ankara par le royaume scandinave pour obtenir le droit d'adhérer à l'Alliance.

La Suède qui rit et la Suède qui grimace. Au lendemain de l'accord turc à l'adhésion à l'OTAN de ce pays de 10,5 millions d'habitants, annoncé lundi 10 juillet soir, à Vilnius, par Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Alliance, le premier ministre Ulf Kristersson et la plupart des responsables des principaux partis politiques suédois se sont félicités de la nouvelle, après plus d'un an de tractations pénibles et souvent humiliantes pour le royaume scandinave.

Côté officiel, l'heure est à la satisfaction. « Je suis très heureux de ce pas important », a déclaré Ulf Kristersson depuis Vilnius après avoir fêté l'accord autour d'une bière avec ses collaborateurs. *Même si le champagne attendra jusqu'à ce que l'on soit membre à part entière de l'OTAN.* » Magdalena Andersson, cheffe de l'opposition et première ministre sociale-démocrate, qui avait lancé le processus de demande d'adhésion en 2022, s'est également réjouie pour la sécurité de la Suède : « Il est positif que tous les pays nordiques fassent désormais partie de la même union de défense », ce que le ministre suédois de la défense, Pal Jonson, a également souligné, notant que « tout le flanc nord de l'OTAN va se trouver ren-

forcé ».

Mais nombreux sont ceux, aussi, qui se demandent quel sera le prix à payer. Dès 1994, la Suède avait rejoint le Partenariat pour la paix, antichambre de l'Alliance. Elle a participé depuis près de trente ans à ses exercices militaires, et ses procédures et matériels sont déjà largement compatibles avec ceux de l'OTAN. Mais outre l'effacement de deux cents ans de neutralité et de liberté d'alliance, sans le moindre débat, le renoncement à des valeurs fondamentales inquiète, après des mois de soumission aux exigences turques. « La Suède va avoir une nouvelle identité », a ainsi déclaré Pierre Schori, ancien ministre et diplomate social-démocrate qui fut notamment l'un des proches d'Olof Palme, l'ex-premier ministre chantre de la troisième voie entre Est et Ouest. *Une identité où nous allons vendre des armes à des pays en guerre et où nous trahissons les combattants de la liberté.* »

« Les Turcs ont utilisé la Suède comme un bélier »

Parmi les concessions faites à Ankara, Stockholm a levé l'embargo sur la livraison d'armes à la Turquie en place depuis 2019. Une loi antiterroriste entrée en vigueur le 1^{er} juin a également permis à la Haute Cour de justice sué-

doise d'autoriser le renvoi d'un homme de 35 ans, condamné pour une affaire de drogue en Turquie – même si lui clame qu'il est mis en cause pour ses sympathies pro-PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan traqué par le régime turc par-delà ses frontières.

« Les Turcs ont manifestement utilisé la Suède comme un bélier pour obtenir que le PYD [Parti de l'union démocratique, branche syrienne du PKK] et le YPG [branche armée du PYD] soient mentionnés dans le contexte de la lutte contre le terrorisme », commente Michael Sahlin, ancien ambassadeur suédois en Turquie. *La loi est rédigée de telle sorte qu'elle reflète presque entièrement la vision turque du terrorisme.* »

Les présidents des sections suédoises du PEN Club et de Reporters sans frontières ont également mis en garde contre des discussions sur un autre projet de loi qui aurait pour effet de limiter la liberté d'expression, en réponse aux récents autodafés de Coran en Suède, dont la Turquie s'était offusquée. « Si la Suède prend dès maintenant l'initiative d'interdire de brûler le Coran, l'image d'un Ulf Kristersson agenouillé devant le dirigeant autoritaire turc Recep Tayyip Erdogan restera à ja-

mais gravée dans l'esprit des générations futures », [dénonçaient les deux organisations dans une tribune commune parue dans la presse, le 7 juillet.](#)

Kurdo Baksi, journaliste et commentateur suédo-kurde, qui s'inquiète depuis longtemps de la liste de Kurdes qu'Ankara voulait voir extraire, se dit indigné par l'accord. « Ce qui me fait réagir, c'est le paragraphe qui dit que la Suède va agir activement en faveur de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne [UE]. C'est une comédie ! Un des pays les plus démocratiques et humanistes au monde, connu pour défendre des minorités sexuelles, les droits des femmes, va maintenant aider un des pays au monde les plus homophobes, les plus antiminorités, les plus misogynes ? C'est une atteinte à la réputation internationale de la Suède. »

« Il ne coûte rien aux pays de l'UE de promettre à Erdogan de dégeler les négociations pour permettre un jour à la Turquie d'entrer dans l'UE, tempère, mardi 11 juillet, le quotidien conservateur Svenska Dagbladet dans son éditorial. Ils l'ont déjà fait par le passé. D'un autre côté, le président turc peut maintenant laisser la Suède entrer dans l'OTAN sans perdre la face. »

Il y a 100 ans, le Traité de Lausanne instaurait une Turquie nouvelle

OPINION. Les Arméniens et les Kurdes sont les grands perdants du Traité de Lausanne, qui a fait de la Nouvelle Turquie un Etat neuf, souverain dans ses frontières. Contexte et coulisses avec l'historien Antoine Fleury, professeur émérite de l'Université de Genève

Le nom de Lausanne résonne dans les mémoires des peuples du Moyen-Orient de façon très contrastée. Pour les Turcs, le traité signé à Lausanne le 24 juillet 1923 sert de référence à l'existence d'une Turquie Nouvelle, victorieuse et souveraine d'un espace qui constitue aujourd'hui encore la République turque; sa formation et ses frontières ont été négociées à Lausanne, il y a un siècle. Depuis lors, son territoire a été stable, à part l'acquisition du sandjak d'Alexandrette (Iskenderun), cédé par la France en 1939, prélevé du territoire de la Syrie, sur laquelle elle exerçait un mandat de la Société des Nations depuis 1920.

Pour les populations non turques de l'ancien Empire ottoman, Lausanne évoque au contraire la fin de rêves d'émancipation et de création d'Etats nationaux qui paraissaient prendre forme dans le contexte du premier conflit mondial. S'étant engagé aux côtés de l'Allemagne, l'Empire ottoman a été entraîné dans une défaite humiliante. Les interventions des puissances de l'Entente, et surtout de la Grande-Bretagne, pour libérer de l'emprise ottomane les peuples non turcs – en premier lieu les provinces arabes et les populations arméniennes, grecques et kurdes d'Asie Mineure jusqu'au Caucase – ont nourri et appuyé les revendications nationales; celles-ci s'inspiraient des aspirations à la création d'Etats-Nations en Europe tout au long du XIXe siècle.



Les négociateurs de la Conférence, avec au premier rang Lord Curzon, le ministre des Affaires étrangères britannique; Benito Mussolini, président italien; et Raymond Poincaré, président français. Lausanne, 24 juillet 1923. — © STR / KEYSTONE

La formation d'Etats-Nations en Europe à la suite de la défaite des Empires allemand et austro-hongrois a soulevé un énorme espoir parmi les peuples de l'Empire ottoman. Les déclarations britannique et française laissaient espérer que les aspirations des minorités de l'Empire ottoman pourraient être satisfaites. Mais les rivalités des puissances impérialistes vont conduire à l'abandon de leur engagement en faveur de la libération de ces peuples et de la création d'Etats-Nations tant espérés. C'est là la cause profonde d'un vif ressentiment à l'encontre du Traité de Lausanne, ce dernier illustrant la trahison des promesses et des valeurs proclamées par les puissances européennes.

Il est vrai que la «question d'Orient» qui a tant occupé la diplomatie européenne depuis des siècles, mais surtout tout

au long du XIXe siècle, est d'une grande complexité, mêlant des intérêts stratégiques, économiques, historiques, religieux et moraux.

La Première Guerre mondiale et l'accaparement de l'espace ottoman

Résumons le processus diplomatique qui a conduit au démembrement de l'Empire ottoman dès son entrée dans le conflit mondial, le 3 novembre 1914, aux côtés de la coalition conduite par l'Allemagne contre l'Entente: Grande-Bretagne, France et Russie. Certes, le sort de l'Empire ottoman, plus précisément son démembrement, est à l'ordre du jour des diplomaties européennes bien avant le premier conflit mondial; mais, ce dernier a accéléré un processus d'accaparement de l'espace ottoman par les puissances européennes qui rivali-

saient entre elles pour étendre leur influence sur cet «homme malade», qui persistait à survivre en se jouant des rivalités impérialistes.

Les Russes et les Britanniques s'entendent en mars 1915 pour un nouveau contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles tandis que, de son côté, la France déclare son intérêt pour étendre son influence en Syrie et au Liban. Poursuivant ses buts de guerre, l'Angleterre escompte compléter son empire dans le vaste espace ottoman, situé entre l'Egypte et la Mésopotamie. L'instrument de cette ambition, c'est son projet d'un Grand Royaume arabe (Lawrence d'Arabie) auquel elle donnerait sa garantie. Or, les choses ne sont pas aisées tant il est difficile pour des chefs arabes et musulmans de se liquer contre leur khalife et souverain aux côtés de puissances chrétiennes. Après de longues tractations, le chérif Hussein, gardien des Lieux saints de La Mecque, accepte l'offre d'alliance des Britanniques, ceux-ci ayant accepté sa principale revendication: l'indépendance des terres arabes allant des régions kurdes à la frontière iranienne jusqu'au golfe Persique, délimitées au sud par l'océan Indien, à l'est par la mer Rouge et à l'ouest par la Méditerranée.

Parallèlement, Londres s'adonne à d'autres scénarios en vue d'un partage de l'Empire ottoman, d'abord en négociant



Signature du Traité de Lausanne au Palais de Rumine. 24 juillet 1923. — © RIA NOVOSTI / KEYSTONE

avec la France des zones d'influence dans les mêmes territoires que ceux réservés au Grand Royaume arabe. Ce sont les Accords Sykes-Picot de mai 1916. Les deux puissances reconnaissent la création d'un Etat arabe et s'entendent sur leur prédominance respective dans les régions définies à l'intérieur de cet Etat ou Confédération arabe. En plus, Londres, après de longues négociations avec les milieux sionistes, se hasarde à promettre un *national home* destiné à accueillir les Juifs en Palestine. C'est la déclaration du 2 novembre 1917 de James Balfour, chef du Foreign Office, adressée à Lord Walter Rothschild. En d'autres termes, avant même que le gouvernement ottoman n'ait signé l'armistice, à Moudros, le 30 octobre 1918, impliquant sa défaite, l'Angleterre avait déjà pris des mesures diplomatiques et militaires pour s'assurer le contrôle d'une grande partie de l'Empire ottoman.

D'autres facteurs, politiques et moraux, vont accélérer le démembrement de l'Empire ottoman avant même la signature d'un traité de paix. Il faut mentionner le discours en 14 points, en janvier 1918, du président des Etats-Unis Woodrow Wil-

son, dont le point 12 postule le démembrement de l'Empire ottoman; il déclare qu'aux nations non turques «qui se trouvent présentement sous la domination turque, on devra garantir une sécurité absolue de leur existence, et la possibilité pleine et entière de se développer d'une façon autonome... devra leur être assurée». Autrement dit, le principe d'autodétermination pourrait s'appliquer aussi aux peuples ayant appartenu à l'Empire ottoman. En tout cas, ce message a été perçu par les diverses composantes ethniques ou religieuses (Arabes, Arméniens, Kurdes, Grecs, Chaldéens, etc.) qui y virent la possibilité de se former en nations souveraines, conformément au principe des nationalités qui était en train de s'imposer en Europe.

Le compromis des mandats de la Société des Nations

Dans la réalité, les vœux de ces populations vont se heurter aux appétits impérialistes des puissances européennes en concurrence pour le contrôle politique et économique de ces territoires. Un compromis est trouvé avec le principe wilsonien dans l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, qui préconise l'instauration de terri-

toires confiés à l'administration de grandes puissances sous mandat de la Société des Nations. Ainsi, les territoires que s'étaient octroyés l'Angleterre et la France deviendront autant d'Etats, à l'indépendance retenue provisoirement jusqu'à ce qu'ils soient «capables de se conduire seuls», selon les termes du mandat.

Tandis que la Mésopotamie (Irak) et la Palestine sont confiées à la Grande-Bretagne, la Syrie et le Liban passent sous contrôle français. Ce texte adopté à la Conférence de la Paix à Paris (1919-1920) entérine, avant même que soient négociées les conditions de paix avec l'Empire turc, l'amputation d'une grande partie du territoire «anciennement ottoman».

Dans ces conditions, le Traité de Sèvres, signé en août 1920, retient le principe d'un Etat turc (et non «ottoman») sous le pouvoir d'un sultan consentant, avec un territoire limité essentiellement à l'Anatolie jusqu'aux frontières de la Perse, de la Mésopotamie et de la Syrie; d'autres territoires sont amputés: la Thrace orientale et les îles de la mer Egée sont remises à la Grèce, qui acquiert en outre le droit d'administrer

Smyrne et sa région, sous l'autorité nominale du sultan. Les provinces orientales sont incorporées à l'Arménie, dont la création est entérinée par le Traité de Sèvres tandis qu'un Royaume du Hedjaz (confié au chérif Hussein) – et non le Grand Royaume arabe promis – figure déjà dans la liste des Etats fondateurs de la Société des Nations.

Le Traité de Sèvres, cible de la contestation turque

Le texte du Traité de Sèvres constitue une référence essentielle de la situation dans l'ancien espace ottoman depuis la fin du premier conflit mondial et dans les perceptions qu'en ont les acteurs européens et américains, qu'ils soient militaires, diplomates ou responsables politiques. Malgré les efforts déployés par les puissances victorieuses, ce traité n'a pas été ratifié: c'est le seul des traités imposés aux Etats vaincus à n'avoir pas été ratifié. La raison en est l'affirmation d'un mouvement national en Anatolie, opposé aux conditions de ce traité de paix.

Un vaste mouvement de contestation et de rébellion conduit par Kemal pacha (Atatürk) aboutit à la création d'une

Turquie Nouvelle après les victoires, entre 1921 et 1922, sur les armées grecques qui s'étaient hasardées à créer en Asie Mineure une Grande Grèce. Rejetant une partie des clauses du Traité de Sèvres, tout en acceptant le détachement des provinces arabes de l'Empire ottoman, la Nouvelle Turquie prend part à une nouvelle conférence qui débute à Lausanne, le 20 décembre 1922, et qui aboutit à l'abandon du Traité de Sèvres et à la signature d'un nouveau Traité dit «de Lausanne», le 24 juillet 1923.

Dans ce document, les signataires reconnaissent la légitimité du nouveau pouvoir instauré par Atatürk. Un nouveau tracé de frontières est adopté; l'indépendance de l'Arménie aux frontières encore non déterminées dans le Traité de Sèvres est sacrifiée, reléguant les Arméniens à l'Arménie caucasienne d'Erevan, dont les dirigeants communistes avaient déjà cédé une partie des territoires arméniens à Atatürk, dans un traité du 3 décembre 1920, prélude au Traité d'amitié turco soviétique du 26 mars 1921. Dans la mémoire arménienne, la douleur est très vive aujourd'hui encore, du fait que ce peuple a subi des transferts massifs de populations, des massacres qui ont causé l'élimination d'une part importante de ce peuple dans un territoire qu'il habitait depuis des siècles.

Le Traité de Lausanne, un traumatisme pour les Kurdes et les Arméniens

Quant à l'autonomie d'un grand Kurdistan, prévu dans le Traité de Sèvres, les Britanniques n'insistent pas, intéressés au rattachement d'une bonne partie du Kurdistan au nouvel Etat irakien sur lequel ils exercent un mandat dans le cadre de la Société des Nations. Pour les Kurdes comme pour les Arméniens, le nom de Lausanne rappelle un traumatisme pro-



Le chef de la délégation turque, Ismet Pacha Inonu, se détend sur le lac Léman. Lausanne, juillet 1923. — © STR / KEYSTONE

fond, qui persiste chez ces deux peuples jusqu'à nos jours. Ils éprouvent une grande amertume à l'égard des grandes puissances qui ont trahi leurs engagements inscrits dans le Traité de Sèvres, sans parler des nombreuses déclarations en leur faveur.

Le Traité de Lausanne met aussi fin au régime des capitulations, qui accordaient à plusieurs puissances étrangères des droits de contrôle sur les finances et le commerce et des privilèges pour les activités de leurs ressortissants dans l'Empire ottoman. La Turquie s'engage pour sa part à respecter le droit des minorités, tout en déclarant n'accepter aucune revendication à caractère national, ni arménienne, ni kurde dans le cadre de ses frontières nationales. Avec la Grèce sont convenus des échanges de populations sous contrôle international: ce sera le premier grand échange de populations entre Etats au XX^e siècle, qui a laissé des marques douloureuses dans la mémoire des deux peuples.

De tous les traités du système de Versailles, signés entre 1919 et 1920, c'est surtout celui de Sèvres du 10 août 1920, révisé par le Traité de Lausanne de 1923 sur le règlement de la question d'Orient, qui garde encore toute son actualité, du fait

qu'il n'a pas du tout contribué à établir la paix et la stabilité dans le Moyen-Orient. En effet, la présence hégémonique des grandes puissances dans l'ancien espace ottoman et leurs rivalités depuis 1918 n'ont cessé de nourrir jusqu'à nos jours les déséquilibres internes et les tensions dans toute cette région entre le Caucase, le golfe Persique et la Méditerranée orientale.

Une Nouvelle Turquie

De tous les peuples de l'ancien Empire ottoman, seuls les Turcs – bien que vaincus en 1918 – ont acquis une pleine souveraineté dans des frontières reconnues et stables jusqu'à nos jours. Sur le plan intérieur, ils ont bénéficié d'une véritable révolution politique et sociale, ses dirigeants ayant décidé de rompre définitivement avec l'ancien régime, totalement discrédité, car inféodé aux puissances étrangères. Sous l'impulsion d'un chef charismatique, Kemal pacha, dit «Atatürk», une nouvelle grande Assemblée nationale décrète le 1^{er} novembre 1922 l'abolition du Sultanat, réservant uniquement un pouvoir spirituel au khalife. Humilié, le khalife Mehmed VI quitte Constantinople pour Malte, le 15 novembre. Son successeur, Abdul Majid II, a été le dernier khalife des musulmans jusqu'à l'abolition du khalifat le 3 mars

1924. Il partit en exil avec sa famille pour se rendre d'abord à Territet/Montreux, puis en France (à Paris, où il mourra en 1944), du fait que la Suisse considérait son séjour comme indésirable.

Entre-temps, les nouveaux dirigeants turcs ont créé une nouvelle capitale à Ankara le 13 octobre 1923 et quelques jours plus tard, le 29 octobre, ils proclamèrent une République; celle-ci sera résolument tournée vers la modernisation des institutions et de la société. La Nouvelle Turquie, sécularisée et démocratique, est décidée à s'inscrire dans une civilisation d'inspiration européenne, ce qui lui assurera le respect et un rang honorable dans le concert des nations, tant sur le plan politique que sur le plan économique et social. Certes, pour imposer cette transformation radicale des us et coutumes de l'ancien Empire ottoman, Atatürk instaura un régime autoritaire dont certaines pratiques lui survivront.

Pour les Turcs, Lausanne signifie certes la perte d'un vaste empire, mais surtout la reconnaissance d'une souveraineté complète sur un territoire national défini et la fin des ingérences étrangères dans ses affaires intérieures qui ont été si funestes à l'ancien Empire ottoman.

Quant à la Suisse, la Conférence de Lausanne de 1922-1923 illustre sa disponibilité à organiser de grandes rencontres diplomatiques, en marge de la Société des Nations, mais aussi sa faible capacité à en assurer la sécurité. L'assassinat du délégué soviétique Vorovsky, le 10 mai 1923, par un Suisse réfugié de Russie, innocenté à l'issue de son procès par le Tribunal de Lausanne (affaire Conradi), a hypothéqué l'établissement de relations diplomatiques avec l'URSS jusqu'en 1946.

L'Iran s'invite en douce dans le « off » d'Avignon

Dans son Pavillon du futur Iran, le Théâtre La Manufacture accueille, du 12 au 18 juillet, expositions, projections, lectures et rencontres autour des artistes iraniens.

Avignon n'est pas le centre du monde, mais son festival de théâtre, cette formidable caisse de résonance estivale, oui. Raison pour laquelle il n'était pas question de laisser la manifestation se dérouler sans y glisser des échos de ce qui se passe loin des frontières de l'Hexagone, dans ces pays où des régimes totalitaires entravent la liberté d'être, de penser et de créer.

Du 12 au 18 juillet, dans le cadre du Festival « off », le Théâtre La Manufacture (associé à la compagnie Tréteaux de France) battra donc pavillon iranien. A la manœuvre de cette semaine inédite éclatée dans plusieurs lieux et durant laquelle se succéderont expositions, projections, lectures et rencontres : Isabelle Barbéris, universitaire et essayiste, et Laurent Garreau, fondateur de Nouvelles images persanes, un festival de cinéma iranien. Financée en partie par la région Ile-de-France, leur initiative, marrainée par les artistes franco-iraniennes Mina Kavani et Hanieh Delecroix, est d'autant plus remarquable que, du côté du Festival « in », dirigé par Tiago Rodrigues, rien de tel n'a lieu cette année. Mais le public avignonnais n'a pas besoin d'étiquette « in » ou « off » pour franchir le seuil des salles et prendre le pouls d'une vitalité culturelle iranienne qui a appris à déjouer la censure. Les écrivains, les photographes, les artistes présents

au Pavillon du futur Iran vivent en exil : « *C'est impossible de les faire venir d'Iran*, explique Isabelle Barbéris. *Les effets de mise en danger sont incontrôlables.* » Maîtresse de conférences à l'université Paris-VII, où l'un de ses sujets de recherche porte sur la « Nouvelle Vague » iranienne, elle a, en novembre 2022, coécrit *une tribune (publiée dans Le Monde)* appelant à soutenir le peuple iranien. Deux mois auparavant, le 16 septembre, Mahsa Amini, étudiante iranienne d'origine kurde de 22 ans, mourait sous les coups de la police des mœurs, qui l'avait arrêtée pour « port de vêtements inappropriés ». Une mèche de cheveux s'échappait de son voile. « *L'anniversaire de son décès ne peut être passé sous silence* », redoute l'universitaire, qui aimerait éviter que « *la sourdine* » ne s'abatte sur ce drame.

Mode « poétique » des manifestations

Au pays des mollahs, les femmes ne désarment pas. En première ligne, *elles se coupent les cheveux*, se filment avec leur téléphone portable et diffusent les images sur Internet. « *Il ne s'agit pas d'une révolution nationaliste, mais d'un mouvement universaliste, porté par les femmes, les jeunes, les minorités et les hommes qui ont rejoint le combat*, analyse Isabelle Barbéris, qui note le mode « *poétique* » des mani-

festations. *Lorsque les femmes se nouent ou dénouent les cheveux devant les caméras, elles font référence aux princesses guerrières évoquées dans Le Livre des rois, un ouvrage fondateur que les Iraniens connaissent par cœur. C'est leur façon de parler à tout le monde.* » Soumise au joug de la répression, la créativité des opposants s'enflamme : « *Ils opèrent des gestes furtifs, comme ces jeunes qui courent très vite, décoiffent les mollahs et s'enfuient. Ces actions performatives se multiplient. Leurs actions sont reprises, répétées. Elles finissent par constituer une sorte de répertoire diffusé sur les réseaux sociaux.* »

Dans la galerie Petit paradis, partenaire du Pavillon du futur Iran et du Théâtre La Manufacture, deux univers d'artistes se font face. A gauche, les œuvres bleutées de Hanieh Delecroix, qui superpose graphie et couleurs. A droite, les photographies de Fatimah Hossaini, née en Iran en 1993, mais dont le passeport est afghan. Exilée depuis 2021, elle a quitté Kaboul dès l'arrivée des talibans. « *Je n'y retournerai jamais, affirme-t-elle. J'appartiens à l'ethnie hazara, qui est particulièrement menacée par le régime.* » Sur les murs sont exposés ses tirages. Une femme fume par la vitre d'une voiture. Sur sa tête, un châle vert. A son bras, des bracelets. Rouge à lèvres, sourire, joie de vivre. C'est « *cette beauté, cette ré-*

silience, cet espoir » qu'il faut défendre coûte que coûte.

Parce qu'elle ne veut pas qu'on oublie les artistes iraniens, l'actrice Mina Kavani a dépassé son rejet de la politique pour participer, elle aussi, au Pavillon du futur Iran. Elle met en scène et joue *l'm Deranged*, un texte qu'elle a écrit pour « *ne pas mourir étouffée par les cris et la rage* ». Etre présente dans la cité des Papes coulait de source : « *Il faut venir ici et faire savoir au monde occidental que le soulèvement du peuple continue. Que la jeunesse est moderne, talentueuse, acharnée à déchirer les chaînes de l'islam, de la dictature et de la censure. Que les artistes sont exilés dans leur propre pays, mais qu'ils font preuve d'une vitalité et d'une créativité incroyables.* » Elle en sait quelque chose, elle qui, pour les besoins du film de Jafar Panahi, *Aucun ours, en 2022*, a été dirigée grâce à l'application Zoom parce que le cinéaste ne pouvait pas quitter l'Iran. Et qu'elle ne pouvait pas s'y rendre. Neuf ans qu'elle est partie. Il y a de quoi, effectivement, avoir envie de « vomir » sa rage et ses cris.

Pavillon du futur Iran. Théâtre La Manufacture, Musée Angladon, Cinéma Utopia, galerie Petit paradis, Avignon. Du 12 au 18 juillet. *l'm Deranged*, texte, mise en scène et jeu par Mina Kavani, La Manufacture, le 12 juillet à 20 heures. Lamanufacture.org



July 12, 2023

KDPI member found dead in Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - A member of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) opposition group was found dead near a refugee camp north of Erbil city, a senior party official said. His death comes a day after Iran made fresh threats against the Kurdish groups based in the Kurdistan Region.

Siyamand Shaboyi, 35, was found dead near the Jezhnikan camp near Erbil's Baharka area. A former Peshmerga of the KDPI, he had been missing since Tuesday. His body was found with a bullet wound in the

back of his skull, a senior KDPI official told Rudaw's Bahroz Faraidun, speaking on condition of anonymity.

The official added that Kurdistan Regional Government (KRG) authorities have launched an investigation into Shaboyi's death.

The head of Hengaw Organization for Human Rights, Arsalan Yarahmadi, confirmed the death of Shaboyi, a blacksmith. He disappeared after a man driving a car with an Iraqi plate showed up at his workshop on Tuesday and asked

him to measure his house door and windows. Shaboyi drove off with the man and was not seen again.

The KDPI is a Kurdish opposition party that has waged an on-and-off war against the Iranian government since the 1979 Islamic Revolution. It has been based in the Kurdistan Region since the 1980's and Iran frequently bombards areas where the KDPI is present, including using ballistic missiles in what it says are efforts to target the group.

Tehran has [threatened](#) further military action if Baghdad and

Erbil do not secure the border areas and disarm the several Kurdish opposition groups who have bases in the Kurdistan Region.

Iraqi and Kurdistan Region officials have repeatedly criticized the presence of exiled Kurdish opposition groups within their borders, saying they harm relations with neighbors.

On Friday, two KDPI members were [killed](#) in an overnight attack in Sulaimani province. The party issued a statement blaming the Iranian regime.



Kirkuk Minute July 13, 2023

A weekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

Kirkuk

Renewal of Voter Registration

On July 9, the Independent High Electoral Commission (IHEC) of Kirkuk held a [press conference](#) to announce the voter registration renewal process. During the conference, Loay Arkan, the director of the commission, provided details on how citizens could update their information and encouraged them to visit the commission for this purpose. Arkan emphasized the importance of first-time eligible voters registering before the upcoming elections. The Provincial Council elections in Kirkuk are scheduled to take place on December 18, 2023, marking a significant gap of 18 years since the last elections held in 2005.

Division [seen](#) widely internally among Kurds, Arabs, Turkmen, and Christians. In another development, Wasfi al Asey, a Sunni tribal leader, [called for Arab parties](#) to unite under one list for the provincial elections. Al Asey expressed frustration with the low level of Arab participation in elections. [The Arab Council](#) responded positively to Al Asey's remarks, recognizing the significance of the current period and stressing the need for all forces to work together. Al Asey has been backed by Shitte parties in Baghdad.

The Seizure of Kurdish Lands

The issue of seizing agricultural Kurdish lands by the [Defense Ministry](#), as well as [Arabization policies](#), were discussed on

July 11 in Baghdad. [Fahmi Burhan, Chairman of the Kurdistan Areas Outside the Kurdistan Regional Administration](#), presented the outcomes of his visit to Baghdad, having met with various Iraqi political leaders. Burhan emphasized the need for Kurdish political parties to establish a unified stance and present a cohesive narrative in order to address all outstanding issues and implement Article 140 of the Constitution. He also mentioned discussions with senior Iraqi officials regarding the annulment of decisions made by the former dictator's Revolutionary Leadership Council through the Iraqi parliament.

Birth and Death Statistics

[Regarding birth and death statistics](#), on July 7, the Kirkuk Health Department released

semi-annual data indicating an average daily birth rate of 76 newborns. From the beginning of 2023 until June 30, 2023, a total of 13,921 children were born, while 1,033 deaths were recorded during the same period, averaging six deaths per day: an indication of massive population growth and youth bulge.

Governor's Sibling Jailed for Corruption

On July 12, the [Integrity Commission](#) disclosed that the Kirkuk Court of Investigation had issued summons to Ali Hammadi, the Assistant Governor for Technical Affairs, and Suzan Suliman, the Director of the Property Department of the Kirkuk Governorate. Both officials are accused of deliberately violating their duties, including

allegations of gifting land to employees. Additionally, [Farhan al Jabouri](#), the sibling of the acting governor, was arrested on corruption charges and allegations of misusing public funds. The acting governor, Rakan al Jabouri, who took office on [October 16, 2017](#), is currently facing numerous [corruption cases](#).

Khanaqin

Faili Kurds Demand Identity Cards

[On July 12](#), Faili Kurds residing in the Khanaqin district organized a rally to demand identity

cards. The Failis, an indigenous community in Iraq, have been assigned foreign status since the formation of the Iraqi state under British rule. In the 1980s, the Ba'ath regime deported them to Iran, claiming they held Iranian citizenship. The Failis have found themselves caught between two familiar identities after the decline of the Ottoman Empire: Ottoman and Iranian citizens. They lack official recognition, employment rights, and basic rights in Iraq.

Garmian University Students Demand Recognition

[On July 9](#), students and grad-

uates of Garmian University in Kalar staged a rally, urging the federal government to acknowledge their university. This marks the second demonstration within a span of 20 days by students and graduates from Khanaqin, who are predominantly affiliated with Garmian University. While Garmian University is a public institution under the Kurdistan Regional Government (KRG), the Iraqi government refuses to recognize it, resulting in the denial of access to federal employment opportunities for Kurds. Due to the absence of a Kurdish-language university provided by the Iraqi government for the residents of Kha-

naqin, they have turned to Garmian University as an alternative.

Shingal (Sinjar)

Yazidi Girls Rescued

[On July 11](#), the Yazidi Hostages Rescue Office reported the successful rescue of two Yazidi girls, Alia Khalaf Khadr and Base Khalaf Khadr. These sisters were abducted by ISIS (Da'esh) terrorists on August 3, 2014 during the genocide perpetrated against Yazidi Kurds in the Sinjar Region. Still, the fate of 2,763 Yazidi women and children who were enslaved by terrorists remains unknown.



avec AFP
14 Juillet 2023

Turquie: «On a survécu au séisme, mais cette poussière va nous tuer»

«Ils n'arrosent même pas!», s'insurge Cagdas Can, 33 ans, militant écologiste de la plateforme Yeniden Insa (Reconstruire), en observant les mouvements des camions qui partent du centre de Samandag vers l'immense décharge à ciel ouvert, mitoyenne d'une des plus longues plages de Turquie.

Située à l'extrême sud de la province d'Hatay, la plus touchée par le séisme du 6 février qui a dévasté le sud du pays et la Syrie, faisant plus de 55.000 morts, la ville côtière de Samandag vit dans un cocon de fine poudre grise qui noie l'horizon.

Cinq mois après la catastrophe le chantier est colossal. Le gouvernement turc a décompté près de 2,6 millions de bâtiments détruits.

Selon le programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), il faut évacuer 116 à

210 millions de tonnes de gravats - le site de Ground Zero à New York, après l'effondrement

du World Trade Center le 11 septembre 2001, cumulait 1,8 million de tonnes.



Les mâchoires de la pelleteuse attaquent la structure béante de l'immeuble pour en arracher les derniers pans encore debout qui s'écrasent dans un nuage de poussière.

Dans cette province limitrophe de la Syrie, de nombreuses décharges ont été ouvertes: celle de Samandag, monstrueux pachyderme grisâtre balayé par les vents marins, jouxte la Méditerranée et la réserve naturelle d'oiseaux de Milleyha, site de ponte des tortues Caretta Caretta et des tortues vertes Chelonia Mydas, classées parmi les espèces en danger.

- fers et métaux -
«Il y avait d'autres sites possibles... Mais les entreprises privées qui ont remporté les appels d'offres (pour le déblaiement) viennent ici pour économiser le carburant», accuse Cagdas Can.

«Pour elles, tout ce qui compte

c'est récupérer les fers et les métaux», lance-t-il en rappelant combien ces engins de chantier avaient fait défaut les premiers jours du désastre.

Avec son association, ils ont «formé des chaînes humaines pour barrer le passage aux camions. Mais les gendarmes sont intervenus, dix-huit personnes ont été interpellées. Moi j'ai eu la clavicule cassée».

«Personne ne porte de masque. Les chantiers de démolition ne sont pas bâchés, pas arrosés, les bennes des camions non plus, comme la législation l'oblige», remarque le militant.

La population, lasse, a cessé de se mobiliser, regrette-t-il. Pourtant, elle s'inquiète tout autant que les défenseurs de

l'environnement et les médecins de l'absence de précautions.

«Les enfants sont les premiers touchés, ils toussent beaucoup, nous aussi. Dès qu'il y a du vent tout est recouvert de poussière», constate Mithat Hoça, 64 ans, qui surveille son étal de primeurs dans le centre de Samandag.

«Il faut tout mettre à l'abri», confirme Mehmet Yazici, un retraité de 61 ans qui passe en scooter. «On essuie la table 15 à 20 fois par jour. Il faut le faire toutes les demi-heures». «On a survécu au séisme mais cette poussière va nous tuer», soupire Michel Atik, fondateur et président de l'Association de protection de l'environnement de Samandag. «On va mourir de maladies respiratoires

et de cancers du poumon avec toutes ces matières dangereuses».

- amiante et plomb -

Installé dans le petit conteneur blanc qui lui sert de clinique au centre d'Antakya, à 26 km de Samandag, le Dr Ali Kanatli voit déjà défiler «conjonctivites, flambées allergiques, asthme, bronchites»...

Mais, surtout, ce sont les matières dangereuses contenues dans les gravats dispersées par la poussière et les conséquences sanitaires à long terme, dont une flambée de cancers, qui préoccupent le Dr Kanatli, représentant de l'Association des médecins de Turquie dans la province d'Hatay.

La Turquie n'a interdit l'amiante que tardivement, en 2013, rappelle-t-il, et la plupart des bâtiments touchés sont plus anciens.

«En plus de l'amiante, on a du plomb dans les peintures, des métaux lourds dont du mercure dans les équipements électroniques tels que les télévisions, l'électroménager...», énumère-t-il.

Le médecin signale une autre décharge problématique dans le nord-est d'Antaya, un vallon d'oliviers au pied des monts Nur qui dominent la ville.

Avec près de 17 millions d'oliviers (en 2021, selon la Chambre d'agriculture d'Hatay), l'huile d'olive constituait la première source de revenu de la province.

The New York Times

Farnaz Fassihi
July 14, 2023

Alcohol Poisonings Rise in Iran, Where Bootleggers Defy a Ban

Iran's prohibition of the drinking and selling of alcohol has led to a flourishing underground market. But even officials have acknowledged a wave of hospitalizations and deaths in recent months.

When a renowned Iranian artist hosted friends at his apartment in Tehran last month, he served, as he did often, a bottle of homemade aragh, a traditional Iranian vodka distilled from raisins, that he had secured from a trusted dealer.

His guests and his partner did not drink that evening, so he raised shot glasses to them and drank alone.

Within a few hours, the artist, Khosrow Hassanzadeh, 60, felt his vision blur. By the next morning, his sight was gone, he was delirious and short of breath. He was rushed to a

hospital, where doctors diagnosed him with methanol poisoning from the aragh, according to his partner, Shahrzad Afrashteh.

Mr. Hassanzadeh fell into a coma that night and died two weeks later, on July 2. His death, from something as innocuous as having drinks with friends, shocked and infuriated many Iranians who have found ways around the Islamic Republic's longstanding ban on the sale and consumption of alcohol, which is punishable by a penalty of up to 80 lashes and fines.

The Iranian artist Khosrow

Hassanzadeh died this month of methanol poisoning from bootleg alcohol. Negar Esfandiary

Rather than stopping drinking, the ban over time has led to a flourishing and dangerous bootleg market. In the past three months, a wave of alcohol poisonings has spread across Iranian towns big and small, with an average of about 10 cases per day of hospitalizations and deaths, according to official tallies in local news reports.

The culprit is methanol, found in homemade distilled alcohol and counterfeit brand bottles,

apparently circulating widely, according to Iranian media reports and interviews with Iranians who drink, sell and make alcohol.

To many Iranians, the deaths are an example of how the Islamic Republic's religious rules oppress ordinary citizens and meddle in their personal lives.

"Khosrow was taken from us because of the lack of social freedoms. It was you who took Khosrow from us," Nasser Teymourpour, a fellow artist, wrote on Twitter, blaming the government for the alcohol-related deaths.

Iran is still reeling from a nearly yearlong [uprising](#) against the rule of the Islamic Republic, which erupted after a 22-year-old woman, [Mahsa Amini](#), died in the custody of [morality police](#) on accusations that she violated a strict religious law requiring women to cover their hair and bodies. Many Iranian women are now [defying the hijab rule](#) and appearing in public with their hair showing.

After Mr. Hassanzadeh's death, a collective of artists and writers in exile issued a [statement](#) saying that he was, "without a doubt, a victim of religious authoritarianism." At his funeral, his partner screamed, "Don't ever forget that they killed him."

Mr. Hassanzadeh was known in art circles in Iran and abroad [for his remarkable trajectory](#) from a fruit seller in a working-class neighborhood to a celebrated artist whose [work was exhibited](#) at venues like the British Museum and auctioned at Christie's and Sotheby's.

His [art, a mixture of painting, Persian calligraphy and print](#), captured the everyday triumphs and struggles of Iranians, and his themes included [religious rituals](#), scars of war and the reverence of cultural icons, consumerism and [pop culture](#).

"Khosrow spent his entire life trying to preserve in his art certain ideals, rituals and lives of ordinary people in Iran. Drinking aragh is very much part of the socializing culture here," said his partner, Ms. Afrashteh, in a telephone interview from Tehran, Iran's capital. "It feels as if he was killed while practicing his own art. Now you can't even have a drink without fear in Iran." The clerical rulers who took power after the 1979 revolution, instituting a theocracy,



Illicit alcohol being served at a party in Tehran. Iran's theocratic government has banned the consumption and sale of alcohol for decades, but a bootleg industry has survived. The New York Times

banned the consumption and selling of alcohol in accordance with Islamic rules prohibiting intoxication. Religious minorities are exempt. Over the decades, reports of methanol contaminations occasionally surfaced, but not in the scope and frequency seen in recent months.

Even officials are now publicly acknowledging that the problem has escalated. Mehdi Forouzesh, Tehran's chief coroner, said in a news conference in June that the number of hospitalizations and deaths from methanol poisoning had sharply risen. In only Tehran, he said, it had climbed by 36.8 percent since the beginning of March.

From the beginning of May until July 3, at least 309 people had been hospitalized and 31 had died from methanol poisoning, according to Iranian news reports. But the real number is likely much higher because many cases go unreported out of fear of retribution for breaking the law.

At least one lawmaker recently called for government action to prevent deaths. Abbas Masjedi Arani, the head of Iran's Forensic Medicine Organization, said last month that 644 people had died in 2022 from alcohol poisoning, a 30 percent rise from the previous year. Many victims permanently lost their eyesight.

The reason for the latest sharp increase in alcohol contaminations remains unclear.

"I don't believe that some dealers have suddenly decided to kill their customers all at the same time," said an alcohol producer and seller in Tehran who goes by Soheil, defending his trade despite the recent contaminations.

"Dealing and making homemade alcohol is already very risky in Iran," he said. "Nobody wants to harm their clients and their business." Dealers, if caught, could face jail, with their inventory confiscated or destroyed.

Alcohol consumption has deep roots in Persian culture. The New York Times

The authorities have attributed the increase in poisonings to reasons like the use of industrial-level alcohol in drinks, sloppy production, the greed of producers and a disregard for safety in search of a quick profit.

Many Iranians love to drink, and nothing has [dissuaded them from a tradition deeply rooted in ancient Persian culture](#). Homemade alcohol and imported bottles of liquor flow freely at many parties, weddings and social gatherings. Some upscale restaurants secretly serve patrons vodka in pots of tea.

"Drinking alcohol has become a form of escape from our difficult circumstances and a way for us to experience some fun," said Nina, 39, who like many interviewed in Iran asked that her last name not be used for fear of retribution. She said that the crisis of

contaminations required proper oversight, but that she had little hope that the government would reverse course.

Some Iranians have turned to making their own liquor. Mostafa, 34, said he taught himself how to distill alcohol by watching videos on the internet because he was scared of buying the bootleg kind. He bought machinery for distilling rose water, took over a friend's empty kitchen and began making aragh. Rather than stopping consumption, Iran's alcohol ban

over time has led to a flourishing and dangerous bootleg market. The New York Times

The police have discovered underground distilleries in a veterinary clinic, a roadside shack, a deodorant factory and abandoned warehouses. The business of bottled liquor can involve underground operations that pay scavengers to collect vodka and whiskey bottles from the trash to be filled with bootleg alcohol and sold as imported brand labels, according to interviews and media reports.

Experts say it is nearly im-

possible for an average consumer to detect deadly methanol, which does not smell or taste different from ethanol, in a drink. Home distillation increases the risk of methanol poisoning, they say, if the process is not carefully and properly executed.

Some Iranians shrug at the risks and down the shots. Others weigh their choices carefully, opting for one type of alcohol over another.

The choices can carry dire consequences. At a New Year's party in Tabriz, a 49-year-old man named Majid

drank whiskey that he thought was imported; within a few minutes, he was screaming in pain, and he died a few days later, according to his family. A man in Shiraz drank homemade aragh and became permanently blind.

Mr. Hassanzadeh, the artist, did not trust the bootleg brand bottles and preferred homemade aragh, relying on a dealer he trusted, his partner said. Friends have tried to contact the dealer, but he has not answered his phone. Someone spotted him at Mr. Hassanzadeh's funeral.

Le Monde AFP
16 Juillet 2023

En Iran, la police renforce le contrôle des femmes non voilées dans les lieux publics

Dix mois après la mort de Mahsa Amini, arrêtée pour avoir enfreint le code vestimentaire de la République islamique, la police des mœurs entend rétablir les mesures visant à faire respecter le code vestimentaire en vigueur dans le pays.

La police iranienne a annoncé, dimanche 16 juillet, avoir rétabli les patrouilles pour sanctionner les femmes de plus en plus nombreuses à ne pas porter le voile dans les lieux publics. « A partir d'aujourd'hui, la police va, en menant des patrouilles en voiture et à pied, avertir et sanctionner les personnes qui, malheureusement, désobéissent aux ordres et continuent à ne pas respecter le code vestimentaire », a déclaré le porte-parole de

la police Saïd Montazeralmahdi, cité par l'agence Tasnim.

Cette annonce a été faite dix mois après la mort, le 16 septembre 2022, de la Kurde iranienne de 22 ans Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire de la République islamique, imposant notamment aux femmes le port du voile en public.

Mouvement de protestation

Des photos et des vidéos, dont l'authenticité ne pouvait être indépendamment vérifiée par l'Agence France-Presse, ont été postées sur les réseaux sociaux, montrant des policières en tchador admonester et arrêter

des femmes ne portant pas le voile.

La mort de Mahsa Amini avait déclenché un vaste mouvement de protestation avec des manifestations dans plusieurs villes en octobre et novembre avant de refluer. Plusieurs centaines de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers ont été arrêtées. Sept hommes ont été exécutés pour leur implication dans ce mouvement.

Mise en cause par les manifestants, la police des mœurs avait, depuis, en bonne partie disparu des rues. Et les femmes étaient de plus en plus nombreuses à sortir la tête non couverte, particulièrement à Téhéran et dans les grandes villes.

12 juillet 2023



ERDOGAN FAVORABLE À L'ENTRÉE DE L'UKRAINE DANS L'OTAN

À CONDITION QUE JE PUISSE RASER LE KURDISTAN!



Chirak

C'est la pauvreté qui les pousse » en Turquie, les mariages infantiles devant la justice

Un tribunal turc doit rendre sa décision ce lundi 17 juillet dans l'affaire d'une fillette mariée de force à l'âge de 6 ans. Ankara peine à endiguer cette pratique bien ancrée en Anatolie.

Assise sur son canapé, devant un écran plat de la taille d'un mur, Elif Güler, 64 ans, passe ses vieux jours à regarder des films. Une fois, son frère lui a dit qu'elle devrait écrire un scénario sur sa vie. À l'écouter, il y a effectivement de quoi remplir un feuilleton : fiancée de force à 12 ans, mariée à 14, premier enfant à 15 ans. À ce script, il faut ajouter ce dénouement récent : elle vient d'encourager sa fille, 40 ans, à divorcer au terme d'un an et demi de mariage. Sous son voile violet, Elif Güler sourit en y pensant. « J'ai ouvert les yeux, j'étais une femme. Au moins ma fille aura connu, libre, le temps de la jeunesse. »

Une pratique encore commune

Ce lundi, Elif Güler suivra depuis son écran plat la décision de la justice turque dans l'affaire dite « H.K.G. ». Yusuf Ziya Gümüşel, à la tête d'une fondation de la communauté islamique Ismailaga, est accusé d'avoir marié de force sa fille de 6 ans, appelée « H.K.G. » pour la durée du procès, à un homme de 29 ans. Son père et son mari sont en détention pour abus sexuels qualifiés sur enfant.

Révéler par voie de presse, ce scandale a fait beaucoup de bruit en Turquie début 2023, avant d'être éclipsé par le séisme. Il a remis sur le tapis

l'épineuse question des mariages d'enfants, encore communs en Turquie. Une femme sur cinq a été mariée de force avant ses 18 ans révolus, parmi les 16 millions d'habitants que compte la métropole d'Istanbul, d'après les données de la municipalité. Leur nombre diminue mais dans certains coins d'Anatolie, cela concerne toujours un sixième des nouveaux mariages enregistrés.

Hors contrôle

Ce type d'affaires atterrit aujourd'hui dans les colonnes des journaux, mais Elif Güler se dit que, à son époque, son cas n'aurait même pas valu une brève. À Malatya, où elle a grandi, un mariage d'enfant ne faisait pas sourciller. Un voisin avait fait part de ses doutes. Le médecin chargé de son premier accouchement avait passé un savon aux parents. C'est tout. Et cela n'avait rien changé à sa douleur : trois jours de travail, la césarienne n'étant alors pas répandue, pour accoucher d'un bébé dont elle ne savait quoi faire. « Je l'ai accueilli comme mon petit frère, pas comme un fils. Je jouais avec lui, ma mère s'occupait du reste. »

Selon la loi turque, une fille ne peut être mariée légalement avant 18 ans, 16 ans en cas d'accord des parents ou d'un tribunal. Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est

clairement exprimé contre cette pratique. Mais depuis 2016, l'abrogation par la Cour constitutionnelle d'un article de loi obligeant les mariages religieux à être précédés d'une union civile a brouillé le message. Plus rien n'empêche les familles de marier leurs enfants religieusement avant l'âge adulte, à l'abri du contrôle de l'État, et de les marier civilement une fois la majorité atteinte.

Leurs filles après elles

L'affaire « H.K.G. » a mis au jour les dysfonctionnements de la justice. Une première enquête, ouverte en 2012, fut close faute de poursuite par le parquet. La jeune fille, placée sous protection de l'État en 2020, a dû attendre deux ans pour que la justice procède à des interpellations. « Dans un système où un chanteur peut être envoyé derrière les barreaux à cause d'un terme employé sur scène, celui qui a violé une fillette de 6 ans peut se promener librement », relève Sedat Erdin, éditorialiste du journal pro-pouvoir Hürriyet.

Dans la rue où habite Elif Güler, une zone déclassée du quartier de Bayraklı, à Izmir, sur la côte égéenne, la plupart de ses voisines ont, après elles, arrangé des mariages pour leurs filles mineures. « C'est la pauvreté qui les pousse. Elles n'ont pas reçu d'éducation, ces femmes. » Elif

Güler voulait apprendre la cuisine, en faire son métier, « car en cuisine on parle à des gens toute la journée ». Au lieu de cela, elle a cuisiné pour ce mari inconnu, si différent – calme là où elle a la bougeotte – jusqu'à sa mort, emporté par le Covid-19 au printemps 2020. Au fil des années, elle s'est mise à ressentir de la peine pour lui. Les mains jointes, elle dit qu'il ressemblait, avec sa mâchoire saillante, à ces vieux acteurs italiens qu'elle voit défiler sur son écran plat.

Dans le monde, une fille sur cinq mariée avant 18 ans

Le mariage d'enfant, selon l'Unicef, désigne tout mariage officiel ou toute union non officialisée entre un enfant de moins de 18 ans et un adulte ou un autre enfant.

Cette pratique est en baisse, mais reste répandue : dans le monde, une fille sur quatre était mariée avant d'avoir atteint l'âge adulte il y a dix ans, contre environ une sur cinq aujourd'hui. Le Niger, la République centrafricaine, le Tchad, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée sont les pays les plus concernés.

Les objectifs de développement durable des Nations unies appellent à une action mondiale afin d'éradiquer cette violation des droits humains d'ici à 2030.



July 17 2023

French Minister of Armed Forces to visit Kurdistan Region on Tuesday

The French minister will be received by Kurdistan Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani.

ERBIL (Kurdistan 24) – The Minister of France’s Armed Forces, Sebastien Lecornu, will visit the Kurdistan Region on Tuesday, according to the French newspaper Le Figaro.

The French minister will be received by Kurdistan Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani.

Lecornu is also scheduled to meet with his country’s deployed troops as part of both NATO operations and the Coalition against ISIS in the Kur-

distan Region and Iraq. The aim of his visit is to discuss several issues related to security, stability, and terrorism threats in the region.

Earlier today, the French Armed Forces Minister met with Qatar’s Sheikh Tamim bin Hamad al-Thani.

On July 17, several prominent Kurdish officials, including KDP President Barzani, attended France’s Bastille Day reception held in Erbil.

Erbil and Paris share close econ-

omic, cultural, and political ties. The two capitals are sister cities. As an integral part of the US-led coalition against ISIS, France has provided the Kurdistan Region’s Peshmerga forces with training as well as air support in the Kurdish forces’ fight against the terror group between 2014 and 2017.

Two French presidents, including incumbent President Emmanuel Macron and his predecessor François Hollande, have visited the Kurdistan Region in recent years.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani visited Paris in February 2023 and met with the country’s top officials in a bid to further strengthen bilateral ties, the Region’s officials said at the time.

Kurdish officials praise France regularly for the effective role it played in lifting “the diplomatic embargo” imposed by Baghdad on Erbil following the Kurdistan Region’s 2017 independence referendum, in which an overwhelming 90-plus percent of KRG citizens voted in favor of secession. ■



July 17 2023

Turkey not leaving Syria but open for talks with Assad: Erdogan

ERBIL, Kurdistan Region – Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Monday said that Ankara has not closed the door for talks with Syrian President Bashar al-Assad but is unwilling to leave northern Syria.

“Right now in Syria, Assad, unfortunately, wants Turkey to leave northern Syria. Such a thing cannot happen,” Erdogan said during a press conference in Istanbul before departing on his planned Gulf tour. Since a deadly civil war erupted in Syria in 2011, Turkey has supported rebel forces attempt-

ing to overthrow Syrian President Bashar al-Assad’s regime and maintains a heavy military presence in northern Syria that fights both the Syrian army and the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), to the ire of Damascus.

“It is all about the way they approach us,” Erdogan said, adding that Syria cannot request other countries inside its borders to withdraw while claiming that Turkey’s position there is to fight “terrorism” on its borders. Turkey also justifies its presence in Syria on the grounds of its desire to repatriate around four

million Syrian refugees who have resided in Turkey since the onset of the civil war. Moreover, it has launched several military operations against Kurdish forces of the People’s Protection Units (YPG) – the backbone of the SDF and a force that Ankara views as the extension of the Kurdistan Workers’ Party (PKK).

The PKK is a Kurdish armed group that has fought for cultural and political rights of Kurds in Turkey and is designated a terrorist organization by Ankara.

Although Erdogan stated his

readiness to hold talks with Assad, the latter set the withdrawal of the Turkish army from the northern regions of the war-torn country as a prerequisite for the talks.

In May, a quadripartite meeting of foreign ministers of Syria, Turkey, Russia, and Iran in Moscow reached an agreement to prepare a roadmap to resolve issues between Ankara and Damascus.

The meeting in May meeting marked the first official setting between foreign ministers of Syria and Turkey since the start of the Syrian civil war.

The New York Times

Vivian Yee and Leily Nikounazar
July 17, 2023

Iran Steps Up Policing of Women Who Defy Strict Dress Code

The country's morality police disappeared from the streets late last year as the authorities tried to calm anti-government protests. Now, patrols are once again watching for violators.

Iran is once again deploying police officers on the streets to enforce its conservative dress code for women, which many have flouted since the protest movement that rattled the country began last fall, according to state news media and social media posts.

Months into the protests, Iran quietly withdrew the morality police from the streets in an apparent concession to try to calm the nationwide upheaval against the government. The protests began last September after Mahsa Amini, a 22-year-old woman, died in custody after the morality police accused her of violating the dress code and arrested her on a Tehran street.

A spokesman for Iran's police force, Gen. Saeed Montazer al-Mahdi, said on Sunday that effective immediately, police officers would begin patrolling to "deal with those who, unfortunately, regardless of the consequences of dressing outside the norm, still insist on breaking the norm." He added that the patrols would "expand public security and strengthen the foundation of the family."

He said the police would first warn people caught breaking the hijab law governing dress, which requires women to cover their hair and wear long, loose clothing that hides the shape of their bodies. Those who still refuse to comply, he said, will be prosecuted.

It was unclear whether the

authorities were again deploying the morality police — a force that an official said in December had been dismantled — or were requiring the regular police to do what the morality police had once done.

The mass antigovernment demonstrations focused at first on the mandatory hijab law, then expanded to encompass a variety of grievances, including other social restrictions, corruption, soaring inflation, a perpetually limping economy and political repression. The movement morphed into the biggest challenge in decades to Iran's entire system of authoritarian clerical rule.

Women tore off their head scarves and burned them, dancing in front of the flames. Many refused to put them back on even after the protests dissipated amid a violent government crackdown, in which thousands of protesters were arrested, hundreds killed and at least seven executed. University students chanted, "To hell with morality police!"

For months, the government largely looked the other way as bare heads proliferated across Iranian cities, hemlines got shorter and more Western-style clothing appeared in the streets.

Iranian women walking on the street without the mandatory head scarf in Tehran on Sunday. Wana News Agency/Via Reuters

But the hijab is too important a

symbol of Iran's ultraconservative Islamic system of government for its clerical leadership to let go entirely, and while some conservatives called for compromise, others urged the government to do more.

Earlier this year, the authorities began shutting down businesses that they accused of serving customers who were not wearing the hijab, and announced they would use surveillance cameras to track women who were violating the dress code, among other enforcement measures.

In recent weeks, several celebrities have faced prosecution for breaking the law, including Azadeh Samadi, an actress who appeared unveiled at a funeral two months ago, according to local news reports. She was banned from social media and ordered to see a psychologist to secure written proof that she was not a sociopath.

Another woman caught driving without a hijab in Varamin was sentenced to a month of washing and preparing corpses for burial, the reports said.

After Sunday's announcement, it was not long before the promised patrols appeared to re-emerge. That evening, several photos of police officers and the white vans they use to transport detainees to law enforcement centers were published on Gershad, an application and Twitter account initially created by antigovern-

ment activists that crowdsources user reports of police patrols so people can avoid those areas. Users had spotted the vans around Tehran, Iran's capital, as well as in the cities of Kermanshah and Shiraz.

Gershad said on Twitter that one user had sent in a photo on Sunday of two women police officers standing by a white van outside a mall in eastern Tehran. They warned passing women about wearing their hijabs improperly before entering the mall, it said.

State news media pushed back on such reports in an apparent attempt to downplay the new measure.

Tasnim, a semiofficial news agency, said that "under no circumstances" would the vans of the morality police return to the streets, though it acknowledged that police would once again enforce the hijab law.

If a video appeared on social media purporting to show police officers forcing people into vans, Tasnim said, "it is either fake or from an archive." The report went on to suggest that the purpose of such videos would be to undermine the government.

Yet, marked with the morality police's logo or not, the vans are widely viewed with fear and anger by many Iranians. One such video sparked outrage on social media when it went viral over the weekend. It showed a

woman in a chador — the long black cloak commonly worn by conservative Iranian women and female officers of the morality police — pulling a woman who was not wearing her head scarf toward a van.

“Help, help,” the woman who is being pulled shouts in the video.

But Javan, a newspaper affiliated with Iran’s powerful Islamic Revolutionary Guards Corps, declared the video “fake” on Monday, saying it and others like it “were distributed

to create confrontation between women and the government.”

For many Iranian women, the broader confrontation over the hijab is already resolved — decisively in their favor. There is no going back to the days before the protests, they have said repeatedly in recent months.

Shiva, 44, a translator in Tehran who asked to be identified only by her first name to avoid legal repercussions, said she expected the new crackdown to play out differently in

different neighborhoods, depending on how socially liberal they already were.

“How long will we endure this push and pull?” she said. “The taboo of the veil has been broken in our society. On the other hand, the regime is brutal.”

In one indication of how inflamed the hijab issue has become, Iranian news media and social media alike were abuzz on Monday about the violent arrest of Mohammad Sadeghi, a theater actor who had been vehemently criticizing the new

crackdown on an [Instagram livestream](#) at the moment of his arrest.

“If my friend, my sister and my mother want to wear clothes in a certain way, that has nothing to do with you,” Mr. Sadeghi said, addressing the government and calling for resistance. Soon after, the police raided his home, setting off a tussle during which he tried to escape out a window while screaming for help. It was no good: Mr. Sadeghi was soon taken into custody.



Aras Amin
July 17 2023

Drone, bearing Turkish flag, crashes in Sulaimani

Security forces and local residents rushed to the area, which has seen at least two similar incidents in the last month.

ERBIL (Kurdistan 24) — Bearing the Turkish flag on its wings, an unmanned aerial vehicle found crashed on Monday in a mountainous area of Sulaimani province, Kurdistan 24 has learned.

The crashed UAV resembles a Turkish military drone, a Kurdistan 24 reporter at the site said, describing the aircraft as “giant,” and estimating the wings’ length to be over two meters.

The drone’s wreckage has been found near Daru Kotir village of the Sanga Sar subdistrict in the Raparin Administration, the reporter said, adding the incident took place at 12:30 p.m. local time.

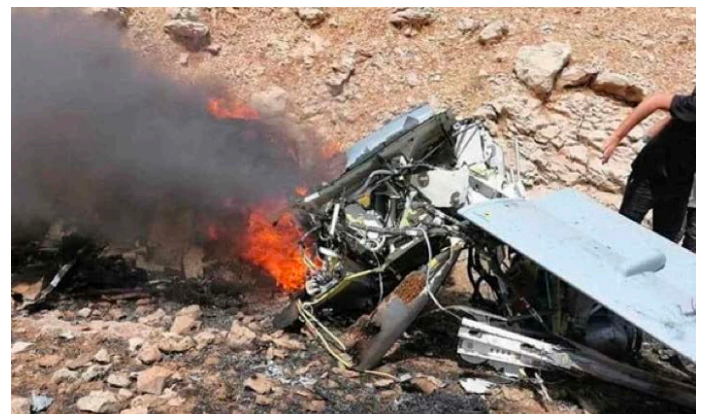
Security forces and local residents rushed to the area, which

has seen at least two similar incidents in the last month.

Turkey has previously conducted aerial strikes against the alleged Kurdistan Workers’ Party (PKK) positions in the area. The PKK and Ankara have been engaged in a bloody military conflict since the mid-1980s, resulting in the deaths of about 55,000 people.

Bolstered by its advanced drone industry, Turkey has ramped up its drone strikes in recent years, particularly in the urban centers of Iraq and the Kurdistan Region, to target suspected PKK positions.

Similar strikes in the past have also been blamed on Turkey, which have resulted in casualties, including senior PKK militants.



Locals gather at the crash site of the drone in Raparin administration, July 17, 2023. (Photo: Submitted to Kurdistan 24)

Kurdistan Region officials regularly call on Baghdad, officially in charge of border security affairs, to prevent the insurgents and foreign militaries from engaging in hostilities within its territory. Officials have voiced

concerns about increased militia forces presence in the area. Much of the conflict has been fought in the border areas of the Kurdistan Region, which has endangered the civilian population.

Challenge^s

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

Marc semo
18 Juillet 2023

Turquie : Erdogan met le cap à l'ouest

EDITORIAL - L'homme fort d'Istanbul met le cap à l'ouest. Si le tournant se confirme ces prochains mois, il constituera un changement majeur dans les équilibres de forces dans le Vieux continent où la Turquie, bien qu'allié difficile, reste le pilier de l'Alliance Atlantique au sud-est de l'Europe.

C'était présenté comme du donnant-donnant. «Ouvrez d'abord la voie de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne», lançait le président turc Recep Tayyip Erdogan juste avant de se rendre au sommet de l'Otan à Vilnius, les 11 et 12 juillet clamant sa lassitude de voir la Turquie «attendre depuis 50 ans dans l'antichambre» et posant cette nouvelle condition à la levée de son veto à l'intégration de la Suède dans l'Otan. La surprise fut générale. A Paris comme à Berlin, on rappela que les deux processus sont distincts. Le président du Conseil européen Charles Michel souligna toutefois dans un tweet la volonté de l'UE de «redynamiser les relations».

Le président turc a cédé. La Suède fera partie de l'Otan. La Turquie reste toujours à la porte de l'Europe mais la coopération avec les 27 est relancée au moins symboliquement même si le processus d'adhésion ouvert en octobre 2005 reste plongé depuis des années dans un coma profond. Recep Tayyip Erdogan s'est révélé être une fois de plus un redoutable négociateur.

Loin d'être seulement un coup de bluff pour faire monter les enchères, cette annonce est un nouveau signe. Coutumier de spectaculaires volte-face,

l'homme fort d'Istanbul met le cap à l'ouest. Si le tournant se confirme ces prochains mois, il constituera un changement majeur dans les équilibres de forces dans le Vieux continent où la Turquie, bien qu'allié difficile, reste le pilier de l'Alliance Atlantique au sud-est de l'Europe.

La guerre en Ukraine a rappelé aux Européens le rôle géostratégique clef de la Turquie mais elle a surtout montré aux autorités d'Ankara l'importance en termes de sécurité mais aussi de crédibilité économique de l'ancrage du pays dans les structures euro-atlantiques. Aujourd'hui la Turquie a plus que jamais besoin de l'Otan et l'UE même si elle continue à faire entendre sa différence revendiquant «une vision nationale de la politique étrangère» qui lui a permis d'asseoir sa position parmi les émergents qui comptent.

Un tournant nécessaire

Nul ne se fait d'illusions quant à la relance des négociations d'adhésion que refuseraient d'ailleurs dans l'état, l'écrasante majorité des opinions publiques des «27» notamment en raison du caractère toujours plus autoritaire et illibéral du pouvoir turc. En réponse aux attentes d'Ankara, les «27» pourraient néanmoins réactualiser l'accord d'Union

Douanière de 1994 en l'étendant aux services et surtout libéraliser le régime des visas. Il serait même possible d'aller plus loin en profitant du besoin de la Turquie engluée dans une crise économique et [une inflation record](#) de resserrer les liens avec ses principaux partenaires occidentaux à commencer par les pays de l'Union européenne.

Le processus d'adhésion qui implique l'intégration dans le droit du pays impétrant des 35 chapitres de l'acquis communautaire est gelé depuis 2018. «Pourquoi ne pas prendre Erdogan au mot en proposant de rouvrir les négociations sur les chapitres 23 et 24 concernant la liberté de la presse et les droits fondamentaux», propose ainsi l'universitaire Ahmet Insel auteur notamment de *La nouvelle Turquie d'Erdogan* (La Découverte). Ce serait un levier pour le changement en Turquie et un moyen de soutenir l'opposition de la société civile...

Même s'il tente de conserver ses relations avec Vladimir Poutine, le président turc revient vers ses alliés traditionnels d'autant que désormais réélu à la tête du pays, même si laborieusement, il n'a plus besoin de galvaniser le nationalisme de son électorat. Ce tournant lui est nécessaire. Pour l'économie bien sûr alors

que la monnaie turque a perdu ces deux dernières années plus de 90% de sa valeur en raison d'une politique de baisse systématique des taux d'intérêts à rebours de celle pratiquée par les autres puissances économiques qui a eu pour effet d'attiser une inflation qui avait l'an dernier dépassé 80% pour depuis un peu régresser. Or l'économie était le point fort de l'AKP, le parti islam-conservateur au pouvoir depuis 2002, qui en 20 ans avait multiplié par trois le PIB par habitant. Le mécontentement croissant s'était traduit dans les urnes lors de [la présidentielle du printemps obligeant pour la première fois le Reis comme l'appellent ses partisans à un second tour](#). Depuis il tente de corriger le tir en donnant des signaux apaisants comme en nommant à la tête du ministère de l'Economie et à la banque centrale des experts financiers reconnus et plus orthodoxes.

La fragilité de Poutine inquiète Ankara

Dans ce retour vers l'Occident, la donne sécuritaire stratégique compte au moins autant que l'économie. Avant même de lever son veto à l'intégration suédoise dans l'Otan, Recep Tayyip Erdogan avait multiplié les gestes de bonne volonté, clamant que l'Ukraine «mérite» d'entrer dans l'Otan, en

recevant Volodymyr Zelensky à Ankara à qui il a remis cinq commandants du bataillon Azov qui avaient été libérés dans le cadre d'un échange de prisonniers avec Moscou et qui étaient censés rester sur le territoire turc. Le Kremlin n'a guère apprécié comme en témoigne son refus de reconduire l'accord pour le transit en mer Noire des céréales ukrainiennes conclu grâce à une médiation turque. Certes, Ankara n'applique par les sanctions économiques mais dès le début du conflit avait choisi son camp en livrant de très efficaces drones de combat à Kiev et a bloqué les détroits aux navires de guerre russes comme le prévoient les accords de Montreux de 1936 empêchant les unités navales russes en Méditerranée de rejoindre la mer Noire.

«La conscience de l'affaiblissement de Vladimir Poutine explique nombre de ces initiatives», commente Sinan

Ülgen, ancien diplomate et pilier du think tank Edam. Recep Tayyip Erdogan fut certes l'un des tout premiers dirigeants à appeler le président russe au moment de la mutinerie de Wagner pour lui affirmer son soutien. Vladimir Poutine avait fait de même en juillet 2016 lors du coup d'État militaire raté. A l'époque, des dizaines de milliers de Turcs étaient descendus dans les rues affronter les chars des putschistes. Il n'y eut rien de semblable en Russie. La fragilité de l'homme fort du Kremlin et la montée de tensions qui peuvent mener le pays au chaos inquiète sérieusement Ankara qui marque de plus en plus son soutien à Kiev et aux Occidentaux.

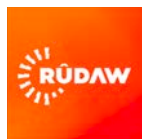
Relations avec les Etats-Unis et politique intérieure

«La Turquie est déterminée à garantir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine y compris la Crimée, l'ancienne patrie des

Turcs tatars», martelait ainsi fin juin lors d'une conférence internationale sur la reconstruction de l'Ukraine le nouveau ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan, fidéliste d'Erdogan et ancien patron des services secrets. La nomination de cet ancien militaire formé outre-atlantique et bien rodé aux pratiques ottomanes ne peut que réjouir l'administration Biden qui est aussi en train de resserrer les liens avec un président turc auparavant considéré avec une grande suspicion notamment pour ses achats à la Russie de missiles anti-aérien S 400. Le Reis espère bien désormais bien obtenir de Washington la livraison de 40 avions de chasse F-16 et la modernisation de 79 autres engins de sa flotte aérienne bloquée par le Congrès.

Recep Tayyip Erdogan s'apprête à célébrer avec faste le centenaire de la république inspirée du modèle jacobin

et proclamée par Mustafa Kemal en octobre 1923. «La voie de la civilisation est une», c'est-à-dire l'Occident aimait à rappeler ce général nourri de Jean-Jacques Rousseau et des Lumières qui refusa le diktat des alliés vainqueurs dépeçant le pays. Si Recep Tayyip Erdogan honnit en lui le mécréant qui déposa le sultan, supprima le califat et instaura la laïcité, il reste fasciné par le général qui forgea la nation. Il doit s'inscrire en partie dans cet héritage même s'il le dénature. Le rêve européen en effet reste fort en premier lieu dans les grandes villes de l'ouest dont Istanbul et Ankara gagnées par l'opposition en 2019. De nouvelles élections municipales ont lieu l'an prochain et c'est aussi pour cela qu'au moins en termes d'affichage le Reis met le cap à l'ouest. Le plus important pour lui est de garder le pouvoir.



Karwan Faidhi Dri
July 18 2023

Iraqi cabinet approves draft law to resolve Kirkuk land dispute

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq's Council of Ministers unanimously approved a draft law that revokes all rulings made by the Baath regime decades ago to confiscate agricultural lands of Kurds and Turkmen in Kirkuk, finally moving towards closing a bitter chapter in Iraq's history.

The Baath regime's notorious Revolutionary Command Council in the 1970s issued nine decrees transferring ownership of properties belonging to Kurdish and Turkmen farmers in Kirkuk province to the defense ministry and the municipality. After the fall of Saddam Hussein's

regime in 2003, the farmers returned to their land. Several efforts were made to annul the Revolutionary Command Council decrees and officially return the land to its rightful owners, but they were never seen through to completion because of political wrangling.

Kurdish and Turkmen farmers this year feared they would lose their properties again after the Iraqi army asked them to vacate the land to make way for military bases. The farmers staged weeks of sit-ins and protests. With the Council of Ministers' decision, it appears the problem may finally be on the road to a resolution.

In a statement, the cabinet said that it "passed a draft law that annuls the decrees of the Revolutionary Command Council pertaining to Kirkuk province," adding that this decision is supported by the constitution.

Iraqi Justice Minister Khalid Shwani, a Kurd from Kirkuk, told reporters after the cabinet meeting that the draft law passed unanimously. He described it as "good news" for Kurdish and Turkmen farmers in Kirkuk. "This draft law includes the revocation of all nine decisions issued after 1976 to invade the agricultural lands of Kurds and Turkmen," he said.

Shwani also said that this issue was on the government's agenda following an agreement between parties during negotiations to form the cabinet.

The draft law will now be sent to the parliament for approval. The minister later told Rudaw that because there was consensus in the cabinet, he believes it will be passed by the legislature without difficulty. "This does not only apply to Kirkuk but all disrupted areas and it will not harm any group. The affected people will be compensated," he said. Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani in June ordered the formation of

a specialized high committee to investigate the ownership of farmland in Kirkuk, after the farmers had been protesting

for nearly two weeks. The protests began after the commander of Iraqi army Brigade 11 in late May sent a letter

to the Kirkuk agriculture department, asking them to make land in several villages south of Kirkuk available to be turned

into military bases and residential units for soldiers. The army wanted approximately 13,000 dunams of land.

Le Monde

Jean-Philippe Lefief
18 Juillet 2023

En Iran, « le pouvoir souhaite retrouver ce qu'il estime être sa juste place dans le concert des nations »

Après avoir brutalement mis fin au soulèvement contre le port du voile obligatoire, les théocrates iraniens se sont lancés dans une vaste offensive diplomatique vers l'Est, mais multiplient aussi les initiatives à l'Ouest. Entretien et décryptage avec l'essayiste Ardavan Amir-Aslani.

Que cherche donc l'Iran ? Après une visite en Chine en février, puis en Indonésie en mai, en Amérique du Sud en juin, le président iranien, Ebrahim Raïssi, a entamé, mercredi 12 juillet, sa première tournée en Afrique. La République islamique a par ailleurs **adhéré, au début de juillet, à l'Organisation de coopération de Shanghai** et pourrait intégrer prochainement le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Cette omniprésence diplomatique traduit évidemment la volonté de rompre l'isolement et d'alléger le poids des sanctions internationales, rétablies puis alourdies progressivement après la **dénonciation**, à l'initiative de Donald Trump, de l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien. Mais aussi la volonté, partagée avec Moscou et Pékin, de donner corps à un « nouvel ordre mondial » émancipé de la tutelle américaine. Mais que dire

de la spectaculaire **normalisation, en mars, des relations avec l'Arabie saoudite**, puis avec les autres monarchies du Golfe ? Et de la reprise, certes encore informelle mais tout aussi surprenante, du **dialogue avec les Etats-Unis** ?

Malgré son rapprochement avec la Chine et la Russie, l'Iran semble décidé à renouer avec l'Occident. Faut-il y voir une volonté d'ouverture ou juste un moyen de garder deux fers au feu ? Réponses de l'avocat et essayiste Ardavan Amir-Aslani, expert du Moyen-Orient et auteur d'*Iran, le sens de l'histoire* (Editions du Moment, 2016).

Comment expliquer cet activisme diplomatique ?

L'Iran sort de plusieurs mois de difficultés internes, avec le soulèvement de la jeunesse. Le pouvoir a pris conscience qu'il ne pouvait pas se contenter de proposer un chômage éternel et des restrictions des

libertés publiques à ces jeunes, qui représentent les deux tiers de la population – 72 % des Iraniens ont moins de 42 ans et n'ont connu que la théocratie islamique. Le pouvoir souhaite retrouver ce qu'il estime être sa juste place dans le concert des nations, se débarrasser des sanctions, augmenter les échanges et faire en sorte que la jeunesse ait un avenir.

Une telle chose n'est possible que dans le cadre d'un accord avec l'Occident. La Russie et la Chine ne lui ont apporté que des déceptions. L'accord « dragon-lion » [*pacte de coopération stratégique entre l'Iran et la Chine signé en avril 2021*] ne lui a jamais valu la manne financière espérée. Quant à la Russie, elle véhicule, avec le conflit en Ukraine, l'image d'un pays aux abois. Je crois que les dirigeants iraniens ont compris qu'une démarche vers l'Ouest était indispensable.

Téhéran cherche à véhiculer

l'image d'un Etat de droit responsable. Ce qui, au demeurant, est une gifle pour la nation iranienne : l'une des revendications de la jeunesse était que les puissances étrangères rompent toute relation avec l'Iran. Non seulement cela ne s'est pas produit, mais une quinzaine de pays les ont rétablies, ce qui a semé le désespoir.

La normalisation des relations avec l'Arabie saoudite, puis la reprise informelle des discussions sur son programme nucléaire avec les Etats-Unis ont été particulièrement spectaculaires. Comment les expliquer ?

Les Saoudiens, constatant qu'ils ne pouvaient pas tenir tête indéfiniment à l'Iran, se sont dit qu'ils ne pourraient pas déployer leur **Vision 2030**, grand projet de diversification économique, si des missiles tirés du Yémen par les rebelles pro-iraniens houthistes continuaient à s'abattre sur leur ter-

ritoire. Ils ont donc fait volte-face pour se rapprocher de l'Iran en emmenant les autres pétromonarchies du Golfe dans leur sillage.

Ensuite, Téhéran a renoué le dialogue avec les Etats-Unis. Ces discussions directes auraient amené l'administration Biden à autoriser l'Irak à régler une dette de 3 milliards de dollars (2,67 milliards d'euros) à l'Iran et à permettre l'ouverture de négociations sur le déblocage de 20 milliards de dollars (17,8 milliards d'euros) d'avoirs iraniens gelés, notamment en Corée du Sud.

De leur côté, les Américains reconnaissent aujourd'hui que la diplomatie est la seule voie possible. L'hypothèse d'un recours à la force n'est plus envisageable, parce que la coopération avec la Russie a permis à l'Iran de changer de statut militaire. La République islamique a acheté un escadron de Soukhoï Su-35, dont la livraison a commencé, ainsi que des batteries de missiles antiaériens S-400, qui sont arrivées. Attaquer l'Iran aujourd'hui aurait un coût humain, matériel et financier exorbitant.

Constatant que [l'enrichissement de l'uranium iranien a déjà atteint 60 %](#) et que Téhéran dispose de vecteurs balistiques, les Américains ont pris acte du fait qu'il s'agissait désormais d'un « *Etat du seuil* » [en mesure de se doter de l'arme atomique sans franchir le pas]. L'option militaire n'étant plus sur la table, et toute la région semblant s'en accommoder, les Etats-Unis se sont dit qu'ils ne pouvaient pas procéder différemment.

Est-ce la capacité de nuisance de l'Iran qui lui a per-

mis d'obtenir tous ces résultats ?

Incontestablement, l'une des raisons pour lesquelles les points de vue à son égard ont évolué tient à la perception de sa puissance, cela à plusieurs niveaux. Sur le plan nucléaire, chacun sait que le passage de 60 % à 95 % d'enrichissement de l'uranium – seuil nécessaire à un usage militaire – est une question politique plus que technologique.

Ensuite, le réarmement de l'Iran, avec le concours de la Russie, et son hyperpuissance dans la région avec son réseau de supplétifs font qu'on ne peut pas l'appréhender isolément. L'Iran exerce une réelle influence en Irak, en Syrie, devenue de facto un pays satellite, au Liban avec le Hezbollah, au Yémen avec les houthistes... L'évolution de la position occidentale est la conséquence de cette puissance, mais elle exprime également la volonté d'extraire l'Iran du camp oriental formé autour de la Chine et de la Russie, ce qui serait une belle victoire. La puissance de l'Iran dans la région, le fait que les autres acteurs régionaux, notamment saoudiens, aient capitulé, font qu'on ne peut plus l'ignorer.

La réussite de cette offensive diplomatique passe par la conclusion d'un accord sur son programme nucléaire. Peut-on s'attendre à une percée dans ce domaine ?

Je pense que oui, mais pas dans le cadre d'un accord formel, comme celui de 2015, qui n'est plus à l'ordre du jour. Ce qui peut l'être, c'est que les Iraniens s'engagent à s'arrêter à 60 % d'enrichissement. La dénonciation de l'accord de 2015

a permis à l'Iran de devenir un Etat du seuil. Il n'est plus question, aujourd'hui, de l'amener à renoncer à son programme, mais de le limiter, ce qui permettrait aux Iraniens de sortir la tête haute.

Cette situation est-elle acceptable pour Israël ?

Pour l'Etat hébreu, l'option militaire, déjà très complexe auparavant, n'est plus viable sans le concours des Etats-Unis. Or, les Américains veulent aujourd'hui cesser de se disperser. Leur priorité, c'est la confrontation avec la Chine. Ils cherchent donc à calmer les Israéliens. On entend d'ailleurs de hauts fonctionnaires dire qu'Israël pourrait accepter un accord entre l'Iran et les Etats-Unis sur le programme nucléaire, chose qui n'avait jamais été dite en Israël. Ephraïm Halevy, ancien directeur du Mossad, a lui-même estimé qu'[Israël devait changer de point de vue sur la question iranienne](#), après la normalisation entre Téhéran et Riyad.

Cette normalisation peut-elle ouvrir la voie à un règlement du conflit au Yémen et stabiliser la situation en Syrie, en Irak et au Liban ?

En ce qui concerne le Yémen, c'est déjà une réalité. Les houthistes n'ont envoyé aucun drone au-delà de la frontière depuis six mois. Les Saoudiens, eux, cessent de perdre 5 milliards de dollars (4,45 milliards d'euros) par mois dans cette guerre qui ne mène nulle part.

De la même façon, un accord entre l'Iran et les Etats-Unis sur le dossier nucléaire pourrait-il entraîner un arrêt de la coopération militaire entre Téhéran et Moscou

dans la guerre en Ukraine ?

Les Iraniens se sont jusqu'ici abstenus de vendre aux Russes les missiles performants dont ils disposent. Pour l'instant, leur concours s'est limité aux drones Shahed. Ils n'ont pas voulu aller plus loin parce qu'ils ont mesuré l'hostilité que l'Occident ne manquerait pas de leur témoigner. Ils vont continuer à limiter leur coopération militaire avec les Russes. Ils ont d'ailleurs d'autres raisons de le faire, parce que, depuis que la Russie fait l'objet de sanctions internationales elle vend son pétrole moins cher aux Chinois, ce qui concurrence le leur.

Malgré la reprise en main de la situation après le soulèvement de l'automne, la République islamique peut-elle survivre à son Guide suprême, âgé de 84 ans ?

Il y a un fossé énorme aujourd'hui entre la théocratie iranienne et l'immense majorité des Iraniens. Toute cette jeunesse qui n'a connu que ses exactions ne veut qu'une seule chose : que l'Iran devienne un pays laïque, qu'il retrouve sa place dans le concert des nations pour pouvoir vivre une vie normale. Cette population n'adhère en aucun cas aux principes théocratiques du pouvoir.

Je pense que la disparition du Guide ne pourra mener qu'à un changement naturel et structurel, en passant par une transition dominée par les gardiens de la révolution qui, lors des élections, imposeront leur candidat et feront de l'Iran un pays séculier sur deux mandats de quatre ans. Cela me paraît inéluctable.



Laurie Mylroie
July 18 2023

U.S. Beefs Up Military Presence to Counter Iranian Ship Seizures

That proved insufficient to deal with Iran's more aggressive posture, and Monday's announcement followed of a bigger, more sophisticated military presence, including the USS Thomas Hudner destroyer

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – In response to Iranian aggression directed at oil shipping around the Strait of Hormuz, the U.S. Defense Department announced on Monday that it is increasing its military presence in the region.

"In response to a number of recent alarming events in the Strait of Hormuz, the Secretary of Defense has ordered the deployment of the destroyer USS Thomas Hudner, F-35 fighters and F-16 fighters" to the region in order "to defend U.S. interests and safeguard freedom of navigation," Sabrina Singh, the Pentagon's Deputy Press Secretary told reporters.

On July 5, Iranian naval vessels twice tried to seize two oil tankers in international waters off the coast of Oman. Both attempts were thwarted by the arrival of a U.S. Navy guided missile destroyer, the USS McFaul.

In the second instance, which involved the Bahamian-flagged oil tanker, Richmond Voyager,

"Iranian personnel fired multiple, long bursts from both small arms and crew-served weapons," before the McFaul arrived, which prompted the Iranian ship to leave, a CENTCOM press release explained at the time.

The press release also noted that there had been—as of July 5—an "uptick in Iranian merchant vessel seizures" which, in May, had caused the US to "increase the rotation of ships and aircraft patrolling the Strait of Hormuz."

That measure proved insufficient to deal with Iran's more aggressive posture, however. Thus, Monday's announcement has followed with a bigger, more sophisticated U.S. military presence, including the USS Thomas Hudner destroyer.

That move comes, as friction between the White House and Congressional Republicans on Iran policy is increasing, as The Washington Times reported on Monday.

The Times cited a statement by the Chairman of the House Foreign Affairs Committee, Michael McCaul (Republican, Texas), to CBS News suggesting that Robert Malley, who had served as the Biden administration's top emissary for renewing the Iranian nuclear deal, had shared classified U.S. information with Iranian officials.

"That would be treason in my view," McCaul said.

Initially, Malley was placed on paid leave, when his security clearance was suspended, pending a question about how he had handled classified information. But in late June, his status was changed to unpaid leave, suggesting that the inquiry was not going well for him.

McCaul's statement was the first time a U.S. official publicly explained just how Malley might have mishandled classified information and just what the FBI was investigating about his actions.

Asked on the same CBS program about Malley's status, National Security Council Advisor Jake Sullivan praised him, but added, "I can't speak to the current circumstances."

Also on Monday, State Department Spokesperson Matthew Miller was asked about Tehran's renewed crackdown on Iranian women who are not wearing a headscarf.

Notably, perhaps, Miller's response referred to Iran's "so-called morality police," underscoring the dubious status of their actions.

"We are concerned by the reports that Iran's so-called morality police," Miller replied, are "again cracking down to enforce mandatory hijab."

"It seems the regime has learned nothing from the recent protests," he continued. "And we believe that women and girls everywhere should be allowed to wear what they want."



The policies of Baghdad exhibit an anti-Kurdish rhetoric

On July 12, 2023, the Washington Kurdish Institute (WKI) hosted a [panel on the subject](#): “does Iraq seek to dismantle the Kurdistan Region?” moderated by Dr. Shilan Fuad Hussain, a Marie Curie Postdoctoral Fellow at Middlesex University. The panel featured guests Ambassador Peter W. Galbraith and Mr. Vincent Campos.

Throughout a century of struggle, marked by genocide, massacres, and chemical weapons attacks, the Kurds in Iraq have achieved a semi-autonomous status within the “new Iraq” following the overthrow of the Ba’ath dictatorship in 2003. Despite possessing constitutional rights, the Kurdistan Region remains confronted with existential threats emanating from Baghdad. Baghdad employs various tactics, such as upholding outdated Iraqi laws that perpetuate Arabization policies, slashing the Kurdistan Region’s federal budget, and undermining the status of the Peshmerga forces as a federal force. Furthermore, since 2018, the Iraqi Supreme Court has been deployed multiple times against the Kurdistan Region, driven by Iranian pressure, exacerbating its vulnerability. On March 23, the International Court of Arbitration ruled in favor of Iraq in a case concerning Kurdistan’s independent oil exports. However, Baghdad has failed to resume oil exports through Turkey, resulting in billions of dollars in economic damages. Concurrently, it has enacted a three-year budget law that violates the constitution by dividing the Kurdistan Region.

Background and historical facts

“Geographically, this area in northern Iraq is perceived by most Kurds as one of the four parts of a Greater Kurdistan, and often referred to as Southern Kurdistan. I mention this fact, because although the political issues you

will hear about today primarily deal with the Iraqi Government’s policies, in many ways, to understand any of the four parts of Kurdistan, you need to recognize the ways that their issues intersect with all four states controlling wider Kurdistan: Namely, Iraq, Iran, Turkey, and Syria.” said Dr. Hussain in her opening remarks.

She emphasized that lack of statehood results in exposure to attacks. “Because Kurds as a people lack of fully independent state of their own in north Iraq, northwestern Iran, southeast Turkey, and north Syria – this leaves them vulnerable and often times at the mercy of the dictates of the surrounding states, who despite their own rivalries, will usually come together and unite to keep the Kurds from gaining full independence or autonomy in any one of the regions.” added Dr. Hussain.

Control Over Oil Revenues and the Budget

Both Ambassador Galbraith and Mr. Vincent Campos started with the point that regional control over oil revenues, as was included in the design of the 2005 Constitution, is essential to preserving Kurdish autonomy.

Ambassador Galbraith explained that the Constitution imagined that, “as new oil fields came online, regions ...would control the resources and keep the revenues. This would, over time, shift power from a centralized state of Iraq to a more decentralized one.”

Baghdad never implemented the Constitution.

Amb. Galbraith continued that “when Kurdistan proceeded, its right to develop its own oil industry was challenged. Kurdistan from the start never insisted that the oil revenues from new fields would

come to Kurdistan ...instead, it went through the budget, meaning that the government in Baghdad, that is the Prime Minister and his cabinet, made recommendations. The Council of Representatives then had to vote on their share. That was never part of the constitutional arrangement. Since then, Kurdistan’s authority has been further eroded in an unconstitutional matter.”

Mr. Vincent Campos added on this, stating, “Article 112 [of the constitution] has traditionally been seen as an item that required or called for a strategic framework and a law. Whether this was interpreted incorrectly or not was seen by most parties as a requirement to establish an overall oil and gas law so that the Kurds knew what their responsibilities and their authorities were. At the same time, the relationship between Erbil and Baghdad with regard to oil and gas management could be delineated in that law. But, as we’ve seen, the law has never materialized. Now, the main elements of the law are encapsulated in the new budget, which is a disservice to the Kurdistan region.”

Military Incursion into Kurdistan

A major incursion into Kurdistan’s autonomy has been the encroachment of anti-Kurdish forces.

Mr. Campos explained that during the fight against ISIS, the Iraqi government institutionalized the Iran-affiliated Popular Mobilization Forces (PMF). He expands that “their closer relationship with Iran has also created a continuous source of conflict, in particular, as we’ve seen over the last couple of years, where Iran has fired rockets into the Iraqi Kurdistan region with very little response from Baghdad.” Without the prospect

of Iraq reigning the PMFs in, they pose an obstacle towards autonomy.

Ambassador Galbraith warned that Baghdad may be willing to take military action against Kurdistan in an extreme event. He explained that following the 2017 referendum, Baghdad invaded Kurdish territories to “expel, to the greatest degree possible, Kurdish authority within Kirkuk.”

However, in this event, the international community would play a role. Mr. Campos predicted that he, “would fully expect that if there was an incursion or a buildup towards moving on Kurdistan. The U.S. Government would have to speak up. [He] can’t say what they would do, but [he] hope[s] that would demonstrate a redline that they could not sit there and watch from the sidelines.”

While both guests acknowledged the imminent threat to Kurdish autonomy, they both rejected the possibility that Turkey or Iran, both powers with influence in Iraq, would directly invade the Kurdistan Region.

Other Constitutional Powers

The panel noted a general lack of protection for the constitutional powers of the Kurdistan Regional Government.

Ambassador Galbraith criticized that “Kurdistan has not really asserted its constitutional rights,” pointing out the examples of the block grant, accepting Baghdad’s authority in areas where it the region should have control – such as education and personal status – and the failure to implement Article 140 of the constitution on Kirkuk and other disputed territories.

Mr. Vincent Campos added on this, noting that the Provincial

Powers Law, which would “decentralize authorities in Iraq and allow the regions and provinces to become more autonomous,” was recently suspended. [Iraq has only become more centralized](#), with the federal structures created in 2005 failing to come to fruition.

The Failure of the Federal Supreme Court

The protection of Constitutional rights, powers, and liberties in Iraq is prescribed to the Federal Supreme Court of Iraq. While, in theory, it should perform this function, the panelists explain the failure of the Iraqi parliament to establish the court and the de facto legal authority’s [failure to protect Kurdistan’s autonomy](#).

According to Ambassador Galbraith, “Article 92 [of the Constitution] provided that the Supreme Court would be set up by a law passed by two-thirds of the Council of Representatives. Such a court was never established. There is no legitimate Federal Supreme Court in Iraq. The transitional court asserts that it is a Supreme Court, and it has attempted to invalidate Kurdistan’s control over its own oil revenue.”

Mr. Vincent Campos, on this sub-

ject, added that “strict adherence to the Constitution and strict adherence to the legal process will not stop Baghdad from their interpretation of how matters should be carried out in the country... Unfortunately, there’s very little that the Kurds can do, mainly because Baghdad isn’t interested in listening. So, we’re in a very difficult situation in Iraq right now. Eventually, the international community will need to speak up.”

How can the situation improve?

For Kurds to protect their autonomy in Iraq, Ambassador Galbraith raised the important point that they must unite towards their common interest. He advised that, “the inter-Kurdish tensions between the PUK and the KDP, are the worst they’ve been in many years. Obviously it hasn’t descended to the level that it was when the Civil War was fought in the 1990s. I think there are reasons for it. One is that with Jalal Taliban’s death, there have been leadership issues within the PUK, including the most recent struggle between the cousins. So, the party has not been able to engage in the way it should. I hope that the Kurds can work together.”

Mr. Campos agreed, urging the Kurds, “to take a hard stance with

Baghdad and start fixing these issues. If they don’t, Baghdad is going to continue to run over the Kurds.” He continues that, “As we’ve seen in the budget, essentially all rights regarding oil and gas are now in the hands of the budget process, which has no validity whatsoever. However, that’s the direction they’re heading. That’s my main message: the Kurds really need to look out for themselves, get their house in order, and not let Baghdad continue to weaken them at every opportunity.”

Ambassador Galbraith is an author, commentator, policy advisor, and former diplomat. From 1993 to 1998, he served as the first U.S. Ambassador to Croatia, where he negotiated and signed the 1995 agreements that ended the Croatian War of Independence. Other roles during his distinguished career include being a staff member of the U.S. Senate Committee on Foreign Relations from 1979 to 1993, directing the UN mission in East Timor in 2001, and serving as Assistant Secretary General of the United Nations in Afghanistan.

Mr. Campos recently completed a long and distinguished career as a Foreign Service Officer with the United States Department of

State and as an officer in the U.S. Coast Guard. His international assignments in these roles saw him working four times in Iraq, but also in Chile, Bulgaria, Bahrain, and Romania as an Iraq analyst. His portfolio saw him work at the U.S. Embassy in Baghdad, where he helped support the constitutional process and dealt with Kurdish affairs, including the disputed territories that I mentioned earlier in my remarks. He was in Iraq during the 2007 surge, and again, in 2013 to help counter ISIS operations and support Iraqi civil society.

Dr. Shilan Fuad Hussain is Marie Curie Postdoctoral Fellow in Middle-Eastern Studies, with a focus on Women & Cultural Analysis. Previously, she was a visiting fellow at the Washington Kurdish Institute (WKI). Dr. Hussain was a cultural analyst specializing in Middle Eastern and Kurdish Studies and a Researcher at the Geneva Centre for Security Policy. She is an interdisciplinary academic and focuses on social and political contexts in cultural production and intellectual activity from gender and anthropological perspectives. Her current work sits at the intersection of sociology and literary studies and its symbiotic relevance to modern society.



18 Juillet 2023

L’UE et à la Turquie doivent trouver d’autres pistes de coopération

A moins qu’il n’y ait un changement de cap radical de la part du gouvernement turc, le processus d’adhésion à l’UE de la Turquie ne peut pas reprendre dans les circonstances actuelles, affirment les députés au sein de la commission des affaires étran-

gères dans un rapport adopté mardi (par 47 voix pour, aucune voix contre et 10 abstentions).

Exhortant le gouvernement turc, l’Union européenne et ses États membres à sortir de l’impasse actuelle et à progresser

vers un partenariat plus étroit, les députés recommandent de lancer un processus de réflexion afin de trouver un cadre parallèle et réaliste pour les relations UE-Turquie. Ils invitent la Commission à étudier les formats possibles d’un cadre mutuellement satisfaisant.

Dans le rapport, les députés confirment que la Turquie reste candidate à l’adhésion à l’UE, alliée de l’OTAN et partenaire clé dans les domaines de la sécurité, des relations commerciales et économiques et des migrations, soulignant qu’elle est censée respecter

les valeurs démocratiques, l'État de droit, les droits humains et respecter les [lois, principes et obligations de l'UE](#).

Le rapport exhorte la Turquie à ratifier sans plus tarder l'adhésion de la Suède à l'OTAN et souligne que le processus d'adhésion à l'OTAN d'un pays ne peut en aucun cas être lié au processus d'adhésion à l'UE d'un autre. Les progrès accomplis par chaque pays sur la voie de l'UE restent fondés sur leurs propres mérites, soulignent les députés.

Alignement sur la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE

Le rapport se félicite du vote de la Turquie pour condamner de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine à l'Assemblée générale des Nations

unies et de son attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du pays, regrettant que la Turquie ne soutienne pas les sanctions en dehors du cadre des Nations unies. Le taux d'alignement de la Turquie sur la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE est tombé à un niveau historiquement bas de 7 %, ce qui en fait de loin le plus bas de tous les pays de l'élargissement.

Engagement de l'UE à soutenir les réfugiés et les efforts de reconstruction après le séisme

Les députés saluent les efforts déployés par la Turquie pour continuer à accueillir la plus grande population de réfugiés au monde, qui compte près de quatre millions de personnes. Ils se félicitent de la poursuite du financement de l'UE en faveur des réfugiés et des communautés d'accueil à la

Turquie, et expriment leur ferme engagement à le soutenir à l'avenir.

Exprimant leurs sincères condoléances aux familles des victimes des tremblements de terre dévastateurs du 6 février 2023, les députés déclarent que l'UE doit continuer à soutenir le peuple turc dans ses besoins humanitaires et ses efforts de reconstruction. Ils soulignent que la solidarité européenne pourrait conduire à une amélioration tangible des relations entre l'UE et la Turquie.

Citation

Le rapporteur [Nacho Sánchez Amor](#) (S&D, ES) a déclaré: «Nous avons récemment constaté un regain d'intérêt de la part du gouvernement turc pour relancer le processus

d'adhésion à l'UE. Cela ne se produira pas à la suite de négociations géopolitiques, mais lorsque les autorités turques montreront un réel intérêt à mettre un terme au recul continu des libertés fondamentales et de l'État de droit. Si le gouvernement turc est sincère à cet égard, il devrait le montrer par des réformes et des actions concrètes.»

Contexte

Les négociations d'adhésion à l'UE sont effectivement au point mort depuis 2018, en raison de la détérioration de l'État de droit et de la démocratie en Turquie.

Prochaines étapes

Le rapport sera maintenant soumis au vote de l'ensemble du Parlement lors d'une prochaine session plénière.



July 18, 2023

Kurdistan's Weekly Brief July 18, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Iranian regime officially [reactivated the "morality police"](#), which was created to enforce Islamic dress codes for women, ten months after the start of anti-government demonstrations protesting the death of Zhina Mahsa Amini in September 2022. Amini died at the hands of the morality police. On December 4, 2022, [Iran's chief prosecutor](#) falsely claimed the regime was shutting down the morality police. The U.S. Office of the Special Envoy for Iran denounced the [regime's decision](#) and said, "It seems the regime has learned nothing

from the protests. Women and girls everywhere should be allowed to wear whatever they want."

The Hengaw Organization for Human Rights reported the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) [clashed](#) with Kurdistan Workers' Party (PKK) militants along the Iranian-Turkish border near Khoy. Hengaw also stated the Iranian military has been subjecting the areas surrounding Khoy to intense artillery bombardment.

A member of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) named Siamand

Shaboie was [assassinated](#) north of Erbil on Wednesday. Shaboie was from Shinno, joined the party as a teenager, and was a vocal opponent of the Iranian regime. Several Kurdish parties accused Iran of perpetrating the assassination, but no one has officially claimed responsibility yet. Separately, [Iranian security forces](#) killed a Kurdish man from Halabja in Iraqi Kurdistan who was helping to extinguish a wildfire near Bamo Mountain. This coincided with Iranian authorities' arrest of [dozens of civilians](#) and former protesters in Senna, Saqqez, Piranshahr, Bokan, Mehabad,

Mehabad, and Marivan. Concurrently, the regime [summoned](#) 54 attorneys for expressing support for the family of Zhina Mahsa Amini and releasing images, documents, and films. Lastly, the regime [executed five Kurds](#) in Naqadeh, Urmia, and Lorestan.

Iraq

On July 17, a Turkish drone reportedly [crashed](#) in Sulaimanyah's Ranaya District. On the previous day, Turkish drone strikes [injured](#) a child in Bradost. Turkish drone strikes [in Duhok](#) on July 16-17 threatened the livelihoods of local farmers by causing

several uncontrollable fires on agricultural lands. An Iraqi lawmaker named Ali Saedi [responded](#) by calling the attacks a violation of Iraqi sovereignty and criticizing the Iraqi government's silence on the ongoing Turkish incursions that have [killed](#) over 110 civilians and injured at least 187 since 2015.

On July 12, the Kurdistan Regional Government (KRG) [appealed](#) articles 2, 11, 12, and 13 of Iraq's new budget law. The KRG lawsuit claims the articles violate articles 110, 111, 112, 114, and 115 of the Iraqi Constitution. Article 115 addresses powers shared between the KRG and the Iraqi government, and the KRG's primary legal complaint stems from the budget bill's requirement that the KRG provide 400,000 barrels of oil per day to the federal government in exchange for its share of the national budget. As things stand, the Iraqi government will pay the financial entitlements of the KRG until the Federal Supreme Court rules on the matter. Kahlil Doski, a member of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Kurdistan Parliament's Finance Committee, said [both the KRG and Ministry of Finance](#) are against some of the articles of the budget. The KRG may have a strong legal argument against the disputed articles, but its prospects for a favorable outcome are slim due to the Federal Supreme Court's history of [ruling](#) against Kurdish constitutional rights.

On July 12, Turkish President Recep Tayyip Erdogan [addressed](#) the freeze on oil

exports from Iraqi Kurdistan, stating, "We [Turkey] have no problems with receiving Iraqi oil. The current problem is the conflict inside Iraq between the central government and the northern government of Iraq. When these problems are eliminated, we are in favor of opening oil pipelines." Iraqi authorities rejected Erdogan's claims, and Iraq's Minister of Petroleum said there was no political issue between the KRG and the Iraqi government, instead [asserting](#) Turkey does not want to resume exports until the Iraqi government forgives the damages the International Court of Commerce ruled Turkey owes Iraq for the unauthorized import of oil from Iraqi Kurdistan. Though several alternatives have been discussed, including the export of oil to Iran and Jordan, Sabah Subhi, a member of the Oil and Energy Committee of the Council of Representatives, told Kurdistan 24 it is [unlikely](#) any of the alternatives will be implemented soon.

Syria

On July 16, Iraqi Prime Minister Mohammad Shia al Sudani [met with](#) Syrian President Bashar al Assad in Damascus. While Iraq has maintained ties with Syria throughout the Syrian Civil War, relations between the two nations have improved during the Arab League's normalization of the Assad regime. Sudani and Assad discussed a range of issues, including cross-border drug trafficking, the return of Syrian refugees from Iraq, the removal of Western sanctions on Syria, Israeli attacks on Syrian soil, and water

shortages caused by Turkey's control of the Euphrates. President Erdogan also expressed his willingness to meet with Assad and normalize relations, but Turkey [refuses](#) to accept Syria's demands to pull Turkish forces out of northern Syria.

On July 13, the Assad regime said it would [allow](#) the United Nations (UN) to continue using the Bab al-Hawa border crossing to deliver humanitarian aid to earthquake-devastated parts of northwest Syria for six months. That said, the regime prohibited the UN from communicating with any entities the Syrian government designates as "terrorists" and demanded all UN aid be delivered "in full cooperation and coordination with the Syrian government." The UN Office for Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) called the Assad regime's stipulations "[unacceptable](#)." Russia vetoed a nine-month extension of the aid operation in the United Nations Security Council (UNSC) on July 10.

On July 17, Turkish-backed factions in Afrin [arrested](#) four civilians for completing their mandatory civil and military service when the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) controlled the city. Turkey also [continues](#) to deny water to residents of al Hasakah Governorate. Yasser al Sulaiman, deputy co-chairman of the General Council of the AANES called for the UN to denounce Turkey's ongoing water cuts and previously declared areas affected by the cuts to be disaster zones.

Turkey

Turkey's President, Recep Tayyip Erdogan, embarked on a [three-day visit](#) to Arab Gulf States, which included Saudi Arabia, Qatar, and the United Arab Emirates, in an effort to secure [financial support](#) for Turkey's struggling economy. Accompanying Erdogan were numerous businessmen as part of his delegation. Additionally, following a meeting with Erdogan, Saudi Crown Prince Mohammed bin [Salman agreed to purchase](#) Turkish drones. Erdogan's visit comes at a time when the Turkish lira has reached record lows amid government [austerity measures](#) and an [increase in taxes](#), such as a 200% hike on [fuel prices](#).

Kurdish communities across Europe are preparing to organize rallies and conferences commemorating the 100th anniversary of the [Lausanne Treaty](#), which resulted in the denial of Kurdish statehood. "Before the summit, NATO Secretary General Jens Stoltenberg, Swedish Prime Minister Ulf Kristersson and Erdoğan released a 7-point agreement, showing deference to the impositions of the Turkish state and wholesale disregard for the laws and democratic traditions of Sweden and international human rights conventions. Once again, Turkey used its NATO membership to blackmail democratic nations and obtain a green light for its dictatorial policies and campaigns of military aggression and genocide targeting the Kurdish people." [Read the statement](#) by the Kurdistan National Congress (KNK) on the treaty's anniversary.

Turquie: Erdogan veut attirer les investissements européens

Encore un nouveau coup de poker d'Erdogan? En conditionnant, lors du sommet de l'Alliance atlantique à Vilnius, l'entrée de la Suède dans l'Otan à la réouverture des négociations sur l'adhésion de son pays à l'Union européenne, le président turc a une fois de plus imposé son tempo. «Les deux sujets n'ont rien à voir entre eux. Mais en les reliant à la dernière minute, le chef de l'État turc est parvenu à imposer son agenda, au point que Louis Michel, le président du Conseil européen, s'est retrouvé à participer à des réunions qui n'étaient pas prévues et à faire des déclarations dans le sens d'une redynamisation des relations», observe Didier Billion, directeur adjoint de l'Iris et spécialiste de la Turquie. À Bruxelles, comme à Ankara, on parle déjà d'une reprise des discussions autour de la modernisation de l'Union douanière et d'une amélioration du régime des visas, même si, précise le géopolitologue, personne ne se fait d'illusion sur une réactivation des pourparlers d'intégration de l'UE par la Turquie.

Le sujet, particulièrement épineux, connaît des hauts et des bas depuis plus de deux décennies. Tout commence en 1987, lorsque la Turquie dépose sa candidature à la Communauté économique européenne, avant de nouer un accord d'union douanière avec les Européens en 1995, et de démarrer des négociations d'adhésion en 2005. À Ankara, une série de réformes sont alors enclenchées pour mener à bien ce processus. Très vite, pourtant, les discussions s'enlisent, sur fond de désaccord et de malentendus.

En évoquant, dès 2007, un simple «partenariat privilégié» avec An-

kara, les dirigeants français et allemands Nicolas Sarkozy et Angela Merkel auraient, selon les observateurs, entamé la confiance des Turcs. Mais du point de vue européen, la non-résolution de la question chypriote, les atteintes à la liberté d'expression et la régression en matière de droits humains, notamment depuis le putsch raté de 2016, ont contribué chaque jour un peu plus à éloigner la Turquie des valeurs démocratiques promues dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. «Les négociations d'adhésion sont au point mort», avait tranché le Conseil de l'Union européenne en 2018. «La vérité est là: Erdogan n'a pas l'intention d'adhérer à l'UE. Et la question de la démocratisation ne le taraude guère», estime le journaliste turc Mehmet Yilmaz, dans une chronique parue le 12 juillet sur le site d'information indépendant T24.

Un redoutable calculateur

L'homme fort du pays n'en demeure pas moins un redoutable calculateur. «Erdogan est un cavalier infatigable. Ressortir la question européenne en pleine négociation avec l'Otan, c'est une façon de dire: je me prépare déjà à la prochaine bataille. C'est ainsi qu'il opère. Il ne descend jamais de cheval. C'est ce qui le fait tenir. Il a besoin de batailles, de défis, de menaces et de tensions pour pouvoir gagner», observe Bayram Balci, chercheur au Ceri-Sciences Po Paris, et ancien directeur de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul. Une façon, aussi, d'imbriquer différents dossiers à son avantage, et de faire monter les enchères au moment opportun. «L'adhésion de la Suède, qu'il a finalement acceptée contre d'im-

portantes concessions de Stockholm, reste désormais conditionnée au vote du Parlement, en octobre prochain. Ce qui lui permet indirectement de mettre la pression sur l'Europe et d'inviter les Européens à faire des gestes de bonne volonté à l'égard d'Ankara», poursuit-il.

Le président Erdogan en est conscient: l'Europe a besoin de la Turquie, que ce soit pour tenter de sauver l'accord céréalier permettant l'exportation du blé ukrainien via la mer Noire, ou encore pour la question migratoire. En 2016, un «deal» fut scellé, afin de «retenir» les réfugiés, notamment syriens, sur le territoire turc, moyennant une enveloppe financière. Coutumier des volte-face, le «reis» d'Ankara n'a eu aucun scrupule à jouer ces dernières années au maître-chanteur, en menaçant à plusieurs reprises d'ouvrir le «robinet à réfugiés» à chaque regain de tension avec ses interlocuteurs européens. Sans compter les enjeux énergétiques européens: depuis la fin des livraisons d'hydrocarbures russes, l'Union européenne se doit de diversifier ses sources d'approvisionnement et la Turquie, qui se positionne comme un hub, pourrait jouer un rôle important. «En ressortant la question de l'adhésion au moment où l'on ne s'y attendait pas, Erdogan continue à faire parler de lui et à poser les conditions du débat», estime Bayram Balci.

En interne, la manœuvre constitue également un gain politique pour le «reis», réélu pour cinq ans en mai dernier avec 52 % des voix, mais déjà d'attaque pour les municipales de mars 2024. «Il a confiance en son pouvoir de propagande et il sait qu'en l'utilisant il pourra convaincre le public qu'il a obtenu beau-

coup en échange de l'acceptation de l'adhésion de la Suède», écrit Mehmet Yilmaz, en faisant état des éloges relayés par la presse gouvernementale, unanime sur cette «victoire diplomatique».

Mais la Turquie, elle aussi, a besoin de l'Europe. Si Ankara continue de flirter avec Moscou, les autorités turques ont récemment prouvé qu'elles étaient capables de concessions envers l'Ukraine et l'Europe: le retour à Kiev de cinq membres du régiment Azov, capturés par les forces russes et libérées dans le cadre d'un échange de prisonniers, au terme d'une visite du président Volodymyr Zelensky en Turquie - suivi d'un soutien ouvert à l'intégration de l'Ukraine dans l'Otan - en est la preuve la plus récente. La conscience de l'affaiblissement de Vladimir Poutine, après la mutinerie avortée de Wagner, pourrait en être l'explication. «Pour Erdogan, il y a un avant et un après-Prigojine. La Russie n'est pas un avenir possible. La Turquie n'a pas intérêt à rompre avec l'Europe. Même si l'adhésion n'est plus une option, le maintien d'une relation solide est dans son intérêt», estime Bayram Balci.

Dans cette nouvelle main tendue à l'Europe, le facteur économique joue un rôle primordial. Confrontée à une inflation record et à une chute de sa monnaie, la Turquie ne peut faire abstraction de ses partenaires européens. «Même si la Turquie s'est tournée vers d'autres pays, notamment dans le Golfe, elle a besoin de se rabibocher avec l'Europe pour relancer les échanges commerciaux et attirer les investissements directs, en chute accélérée depuis le putsch avorté de 2016», évoque Didier Billion, de l'Iris. Pour ceci, précise-t-il, il est indispensable de recréer un climat

de confiance: «Les investisseurs français et européens sont évidemment très intéressés par le marché turc, mais ils n'ont pas les coudées franches, ils ont peur. Et ils attendent des signaux positifs.»

La composition du nouveau gouvernement turc est à lire dans ce sens. Le changement de certains visages pourrait, disent les plus optimistes, marquer un vrai tournant. L'ex-chef des renseignements, Hakan Fidan, aujourd'hui chargé du portefeuille des Affaires étrangères, est au

fait des dossiers les plus pointus du pays. Quant à la nomination de Mehmet Simsek, connu pour son penchant pour une politique monétaire orthodoxe, au poste de ministre des Finances, elle indique une volonté de rassurer les investisseurs internationaux. «En constituant son nouveau gouvernement, Erdogan a démenti ce qu'on lui reprochait: privilégier la loyauté au détriment de l'efficacité. Là, il a prouvé le contraire en s'entourant d'une équipe de technocrates compétents. C'est un message fort envoyé à l'Occident, un gage d'ou-

verture à la communauté internationale, avec une équipe ouverte, professionnelle, ni idéologue ni islamiste, comme certains auraient pu le craindre», relève Bayram Balci.

Le choix de la nouvelle gouverneur de la Banque centrale s'inscrit dans cette même tendance: dès sa première réunion de politique monétaire, fin juin, Hafize Gaye Erkan a élevé le taux directeur en abandonnant pour la première fois depuis deux ans les mesures économiques non conventionnelles promues par le

président turc. Pour autant, ce changement de cap ne traduit pas un bouleversement radical. «La tâche ne sera pas facile, dans la mesure où un retour comparable à des politiques orthodoxes fin 2020 avait duré moins de cinq mois. Le fait qu'Erdogan soutienne actuellement une approche plus conventionnelle ne signifie pas nécessairement qu'il renoncera totalement à ses convictions s'agissant des taux d'intérêt», observe l'économiste Selva Demiralp, présidente de Yapi Kredi Economic Research à l'Université Koç.

Le Monde

Philippe Jacqué (Bruxelles, bureau européen)
20 Juillet 2023

Turquie : les Vingt-Sept s'interrogent sur une relance des discussions avec Ankara

Les ministres des affaires étrangères doivent débattre, jeudi 20 juillet, à Bruxelles, de leur positionnement vis-à-vis de leur voisin après les signes de bonne volonté affichés par Recep Tayyip Erdogan depuis sa réélection fin mai.

L'Union européenne (UE) doit-elle tendre la main à la Turquie ou patienter encore, afin de restaurer et améliorer ses relations diplomatiques avec Ankara ? Cette question sera au cœur des débats entre ministres des affaires étrangères, jeudi 20 juillet, à Bruxelles. Un mois et demi après sa réélection à la présidence du pays, Recep Tayyip Erdogan a multiplié les signaux vis-à-vis de l'Europe, à sa manière.

Le 10 juillet, le chef d'Etat turc a lancé, à la surprise générale, « un appel aux pays qui laissent la Turquie à la porte de l'UE depuis plus de cinquante ans. Ouvrez d'abord la voie à la Turquie dans l'UE et alors nous ouvrirons la voie pour la Suède, comme nous l'avons

fait pour la Finlande ». A sa façon provocatrice et en liant le processus à la candidature suédoise à l'OTAN, il rappelait que la Turquie, qui a tourné le dos à l'Europe depuis une décennie, était prête à renouer le fil avec l'UE.

Lors du sommet de l'OTAN des 11 et 12 juillet, à Vilnius, la capitale lituanienne, l'homme fort d'Ankara a multiplié les entretiens bilatéraux, notamment avec Charles Michel, le président du Conseil européen, ou encore Emmanuel Macron, le président français, et le **premier ministre grec récemment réélu, Kyriakos Mitsotakis**. « Il existe une dynamique dans la région. Des élections ont eu lieu en Turquie, en Grèce et à Chypre. C'est donc le bon moment pour avancer », expliquait-on dans l'entourage de Charles Michel après la rencontre avec le chef d'Etat turc.

« **Le dialogue reprend** »

Si les vingt-sept dirigeants de l'UE attendent un rapport de la Commission et du service diplomatique européen sur la re-

lation à la Turquie d'ici à octobre, cette déclaration d'Erdogan a permis de reprendre le dialogue. « *Le contexte est favorable*, glisse un diplomate à Bruxelles, *car il a besoin de nous, notamment pour relancer son économie*. »

« Depuis lors, Josep Borrell, le haut représentant, a rencontré son homologue turc, Hakan Fidan, lors du G20 en Indonésie. Le dialogue reprend », indique-t-on à Bruxelles. « *La question de l'intégration de la Turquie à l'UE n'est aujourd'hui clairement dans l'esprit de personne* », rappelle cependant un diplomate européen. Mardi 18 juillet, la commission des affaires étrangères du Parlement européen estimait dans un rapport qu'« à moins qu'il n'y ait un changement de cap radical de la part du gouvernement turc, le processus d'adhésion à l'UE de la Turquie ne peut pas reprendre dans les circonstances actuelles ».

En revanche, de nombreux autres sujets, bloqués depuis 2015, peuvent être discutés,

comme la révision de l'accord d'union douanière entre l'UE et la Turquie, pour l'élargir aux services, la question de la migration ou la libéralisation des visas. Mais faut-il s'engager sur ces sujets et faire des propositions ? La prudence prévaut encore. « *Pas grand-chose n'a changé dans leur comportement ces dernières semaines* », relève un diplomate du nord de l'Europe. « *Pour évoluer, il va falloir que la Turquie montre patte blanche sur de nombreux dossiers, notamment en matière de droits de l'homme* », relève un autre de la même région. « *Il faut que l'on se mette d'accord à Vingt-Sept sur nos objectifs et ce que l'on souhaite offrir à la Turquie*, explique un troisième. *C'est un premier débat entre nous et nous verrons où cela mène*. »

Permanence de nombreux différends

Entre les Vingt-Sept, les positions restent pour l'instant encore figées sur les suites à donner à ces premiers échanges à haut niveau. « *L'Allemagne, qui a*

une relation spéciale historique avec la Turquie, mais également la Bulgarie et la Roumanie, deux de ses voisins, plaident pour relancer les projets économiques communs, décrypte un haut fonctionnaire à Bruxelles. En revanche, Chypre, dont l'île est en partie occupée par la Turquie, n'acceptera de relancer les échanges que si son avenir s'éclaircit. Entre ces deux pôles, beaucoup de pays n'ont pas défini leur position. Mais une chose est sûre, tous sont marqués par le traitement infligé par la Turquie à la Suède concernant l'adhésion à l'OTAN. Ils sont réellement traumatisés. »

Pour la Grèce, qui a un différend historique sur la délimitation du plateau continental et

de la zone économique exclusive, la relation avec son voisin s'est largement améliorée depuis plusieurs mois. « La préservation d'un bon climat entre les deux pays nous permettra, d'une part, d'éviter les tensions inutiles et les violations de territoire qui nous ont toujours contraints à réagir par le passé, et, d'autre part, de nous appuyer sur un agenda positif. C'est en soi une réalisation importante », indiquait, le 12 juillet, Kyriakos Mitsotakis à la télévision grecque, après sa rencontre avec son homologue turc, avant d'ajouter : « Ce que nous voulons avant tout, ce sont des canaux de communication ouverts et une relation de confiance. »

« Erdogan a réellement le sou-

hait de stabiliser sa relation avec l'UE, confirmait-on dans l'entourage du président français, Emmanuel Macron, à Vilnius. Nous sommes disposés à avancer sur la question de la libéralisation des visas, la rénovation de l'accord douanier ou sur Chypre. Aux Turcs de remplir leurs obligations. »

Elles sont nombreuses pour les Européens. Il y a avant tout la situation dans la mer Egée, mais l'Europe a également de nombreux différends sur la Syrie ou la Libye, ou la question du contournement des sanctions prises contre la Russie. « Et ce sans compter les questions intérieures de respect de l'Etat de droit et des

droits humains », ajoute un diplomate à Bruxelles.

« Les Européens ont également besoin de la Turquie, notamment concernant l'Ukraine, rappelle un diplomate. Son intervention a été essentielle dans l'accord sur les céréales de la mer Noire. Et elle fait partie de la solution pour relancer ce projet auprès de la Russie. » De même, sur les questions migratoires, la Turquie joue un rôle-clé pour l'UE, qui a versé à Ankara près de 6 milliards d'euros afin que les réfugiés syriens restent sur son sol. Le débat pourrait durer plusieurs semaines. « On tentera d'arriver à l'automne à une position claire », espère-t-on à Bruxelles.

LA CROIX

Recueilli par Corentin Mittet-Magnan
21 Juillet 2023

Qu'est-ce que l'Union européenne peut offrir à la Turquie ?

Les chefs de la diplomatie des Vingt-Sept discutaient jeudi 20 juillet à Bruxelles d'un possible renforcement de leurs relations avec la Turquie, à défaut de pouvoir lui offrir une perspective crédible d'adhésion à l'UE.

Une condition posée par Istanbul à son feu vert à l'intégration de la Suède dans l'Otan.

Le coup diplomatique réalisé par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, au sommet de l'Otan à Vilnius, en se servant de la levée de son veto sur l'entrée de la Suède dans l'Alliance pour exiger la reprise des négociations sur l'adhésion de la Turquie, est un coup de bluff. Cela ne signifie pas qu'il va y avoir une réactivation tous azimuts du processus de négociation entamé en 1999, qui n'a d'ailleurs jamais cessé. Il a cessé de facto depuis sept ans, mais de jure le processus est encore ouvert.

Ce « coup de maître » du président turc a cependant contraint le président du Conseil européen, Charles Michel, à

participer à des négociations à Vilnius, alors que ce n'était pas prévu malgré sa présence en Lituanie. En ce sens, il a réussi à avancer ses pions, et à obtenir des engagements, encore très vagues sur deux dossiers. Le premier porte sur l'accord d'union douanière, qui date de 1995 et qu'il est nécessaire de réviser, puisque la Turquie n'est plus la même qu'à l'époque. D'ailleurs, ce n'est pas seulement le gouvernement qui pousse à cela, mais aussi le grand syndicat du patronat turc. Le second dossier sur les visas qui, un peu comme le monstre du Loch Ness, apparaît, disparaît et revient. En 2016, quand l'Union Européenne (UE) et la Turquie avaient conclu un accord sur les réfugiés, Erdogan

avait déjà posé comme condition une révision du système de visa, sans succès. Il faut que les Européens se donnent les moyens d'avancer sur ces dossiers essentiels, qui sont des demandes anciennes de la Turquie.

La question de l'adhésion de la Turquie, elle, ne se pose plus à court ou à moyen terme, ce n'est plus à l'ordre du jour. Le sujet n'est plus vraiment l'adhésion mais une refondation des relations entre la Turquie et l'UE. Il est très urgent que les deux parties soient capables de prendre des dossiers d'intérêts communs pour avancer, il y en a un bon nombre. L'UE ne peut pas faire comme si la Turquie n'existait pas et réci-

proquement. L'UE est le premier partenaire commercial de la Turquie.

Si nous sommes capables de mettre en avant ces dossiers, cela contribuera au rétablissement du climat de confiance qui a été perdu. C'est une question de volonté et de combat politique. Le défaut de l'UE sur ce sujet, comme sur d'autres, c'est de mettre la poussière sous le tapis. Il ne faut pas couper les ponts avec la Turquie. Certes, le dialogue avec Erdogan n'est pas des plus simples, il est rude en affaire. Pour autant, ce que l'on peut constater en Turquie, c'est une aspiration et un désir d'Europe chez une majorité de la population. »

Challenge^s

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

avec AFP
22 Juillet 2023

Au coeur de l'Iran, les zoroastriens entretiennent le feu sacré

Tout de blanc vêtu, le prêtre dépose délicatement une bûche sur les braises: brûlant depuis des siècles, le feu ne doit pas s'éteindre pour que perdure la religion zoroastrienne, l'un des plus vieux cultes monothéistes du monde.

«Ce feu est actif depuis plus de 1.500 ans. Pour qu'il ne meure jamais, deux personnes le surveillent jour et nuit par roulement», explique Simin, une jeune femme accueillant les visiteurs dans le «temple du feu» de Yazd, ville du centre de l'Iran.

Doté de pouvoirs purificateurs et symbole de la vérité, le feu est vénéré dans le zoroastrisme, cette religion fondée il y a environ 3.500 ans par le prophète Zarathoustra (ou Zoroastre).

Toutes les précautions sont donc prises pour que «le feu ne soit jamais contaminé», indique Simin. Seul le prêtre peut s'approcher de la vasque où il se consume, un masque sur la bouche pour que son souffle ne le souille pas. Croyants et visiteurs le regardent derrière une vitre depuis une grande salle vide, dont le seul décor est un grand tableau représentant Zarathoustra.

Le zoroastrisme a été la religion officielle de la Perse jusqu'à ce que la plupart de ses adeptes ne se convertissent à l'islam lors de la conquête arabe au VII^e siècle.

Depuis, malgré les répressions et les conversions forcées, les zoroastriens ont réussi à traverser les siècles. Mais leur nombre ne dépasserait pas les 200.000 dans le monde, surtout en Iran et en Inde, selon les estimations.

«Notre religion a toujours sa place dans l'histoire du monde et elle continuera à exister», affirme, optimiste, Bahram Demehri, 76 ans, l'un des piliers de la communauté de Yazd.

- « **Joie de vivre** » -

Ce professeur retraité cultive le volontarisme en assurant que le zoroastrisme possède des réponses aux préoccupations spirituelles et environnementales de l'époque. Notamment en accordant une dimension sacrée aux quatre éléments indispensables à la vie: l'air, l'eau, la terre et le feu, qui «ne doivent pas être contaminés par l'action de l'homme».

Le code de bonne conduite du zoroastrisme - «bonnes pensées, bonnes paroles, bonnes actions» - est symbolisé par les ailes géantes de l'homme-oiseau (le Faravahar), qui est sculpté aux frontons de tous les temples, celui de Yazd en tête.

«Cultiver la joie de vivre est essentiel dans la pratique de notre religion», souligne Simin. L'année est rythmée par une succession de célébrations, dont les plus anciennes ont été adoptées par l'ensemble des

Iraniens, pourtant en très grande majorité musulmans chiites.

C'est le cas de la fête très populaire de Norouz qui marque, le 21 mars, le Nouvel an persan et l'arrivée du printemps.

Depuis la révolution de 1979, la République islamique reconnaît les zoroastriens comme une «minorité religieuse» et leur accorde la liberté de culte.

Ils sont représentés au Parlement avec un député élu par leurs soins, qui siège aux côtés de trois chrétiens (deux Arméniens et un Assyrien) et d'un juif.

«Les lois nous protègent. Les zoroastriens sont des membres actifs de la société iranienne. Beaucoup d'entre eux sont secrétaires, professeurs d'université, employés du gouvernement ou ouvriers», assure Bahram Demehri.

En revanche, le rang d'officier de l'armée leur est interdit, ainsi que la possibilité d'être candidat à la présidence de la République.

- **Discrets** -

Au fil des siècles, les zoroastriens ont pris l'habitude de rester discrets, se gardant de tout prosélytisme.

Ils ont également dû abandonner certaines de leurs traditions, comme les «funérailles célestes» au sommet des «tours de silence», des monticules si-

tués dans le désert, à la périphérie de Yazd. Ils y disposaient leurs morts pour qu'ils y soient dévorés par les oiseaux charognards, vautours et corbeaux en tête.

Depuis l'interdiction de cette pratique pour raisons sanitaires à la fin des années 1960, le site déserté accueille les curieux et les zoroastriens enterrent leurs défunts dans un cimetière implanté à proximité.

Pour l'avenir, l'un des défis est de maintenir les rites alors que la communauté s'éparpille dans le monde, avec le départ de nombreux jeunes vers les Etats-Unis, le Canada ou l'Europe.

«Des efforts ont été faits pour moderniser les rites. Mais il est difficile de demander à des jeunes qui aiment la pizza de manger nos pains traditionnels insipides cuits à l'occasion des célébrations», explique Bahram Demehri.

Alors qu'il ne resterait qu'environ 35.000 zoroastriens en Iran, des centres ouvrent à l'étranger, comme celui qui occupe depuis peu un bâtiment historique en Californie, où vit une importante communauté iranienne.

Le plus célèbre de ces exilés est Freddy Mercury, le chanteur du groupe Queen, dont la famille zoroastrienne avait quitté l'Inde pour s'installer en Angleterre. Après son décès en 1991, une partie de ses obsèques se déroula selon les rites zoroastriens.

Cent ans après le Traité de Lausanne, l'impossible pardon des Arméniens

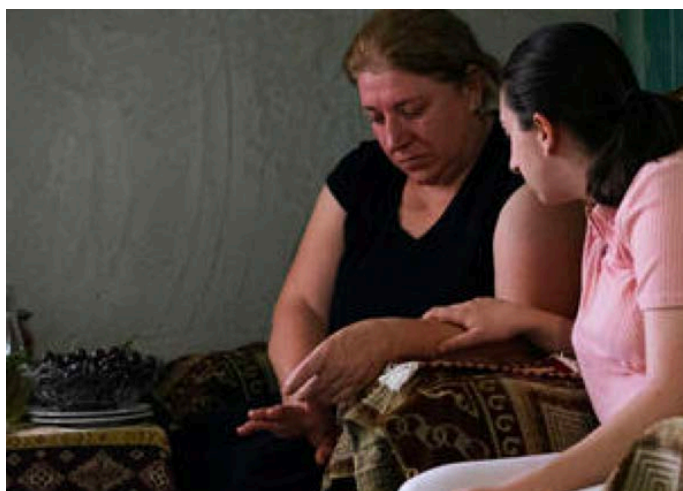
En 1923, le Traité de Lausanne enterre la question arménienne et pose les jalons du déni du génocide. Aujourd'hui, dans une Arménie épuisée par sa guerre contre l'Azerbaïdjan, le gouvernement amorce un rapprochement avec le voisin turc, au grand dam des descendants de survivants

Norik Azatian se lève brusquement de sa chaise. «Non, non, je ne peux pas, parce que...» Ses yeux s'embuent. Certains jours, il peut en parler, d'autres, cela lui est impossible. «Et aujourd'hui c'est vraiment trop difficile», murmure l'ancien directeur d'école à la retraite. Des larmes s'écrasent sur sa joue. Pudiquement, il les essuie du revers de la main, se retourne, le visage vers l'ouest. Vers *ergir*, le «vieux pays», celui que ses grands-parents ont quitté dans une course contre la mort. Il y a deux ans, Norik Azatian y est allé pour la première fois. Il a retrouvé la maison de ses grands-parents, «collée à la petite église en ruine où traînent des moutons». Désormais, l'émotion lui déchire le ventre, et la douleur du souvenir le condamne au silence, comme ses grands-parents avant lui.

A Ujan, les survivants sont morts. Alors, leurs enfants les ont enterrés face à l'ouest, l'«Arménie occidentale», située à 30 kilomètres à vol d'oiseau et devenue turque aux termes des traités de Kars, de Moscou et de Lausanne. Mais elle est surtout devenue le lieu d'un impossible retour.

«La gifle» de Lausanne

En Arménie, Lausanne rime avec «cette gifle de plus», «ce bout de papier» et la détermination de «se faire justice soi-même». En 1923, dans la capitale vaudoise, le traité de paix signé entre la Turquie kémaliste et les alliés se termine par une déclaration d'amnistie générale sous forme d'annexe au texte



Armine, petite-fille de survivants du génocide arménien et sa fille Gyulnara. A Ujan, en Arménie, le 10 juillet 2023.

© Camille Pagella pour Le Temps

principal: les crimes commis par toutes les parties entre 1914 et 1922 ne seront pas sanctionnés. Tous sont condamnés à oublier. Et en Europe, malgré les revendications de la diaspora, les débats autour d'un potentiel jugement du génocide s'éteignent subitement: la question arménienne est enterrée au forceps. «Mais les crimes contre l'humanité ont-ils réellement une date de péremption?» interroge Ruben Safrastian, historien arménien.

Sous le soleil de la mi-journée, le thermomètre s'envole. L'historien crapahute doucement autour de Tsitsernakaberd, le mémorial aux victimes du génocide niché sur une colline qui surplombe la capitale Erevan. A Lausanne, dans la délégation arménienne non officielle emmenée par Boghos Nubar Pacha, il y avait son grand-oncle, le diplomate Arshak Safrastian. Venus faire reconnaître sa cause et défen-

dre les clauses du Traité de Sèvres, les diplomates arméniens n'auront pas voix au chapitre. Impuissants, ils n'ont pu qu'observer les discussions entre les représentants turcs et des alliés au langage aseptisé qui, jusqu'au 17 juillet 1923, date de la dernière réunion, leur ont fait croire à un possible retour: après tout, l'amnistie était donnée aux Arméniens, aussi.

L'œil de Moscou

«Pour nous, la Turquie restera une menace tant qu'elle ne reconnaîtra et ne condamnera pas le génocide», assure le chercheur. A Lausanne, la délégation arménienne n'était composée que de membres de la diaspora. Car dans le Caucase, l'Arménie est devenue soviétique et toute mention du génocide, considérée comme une manifestation nationaliste, est strictement interdite. C'est dans les foyers arméniens, loin

de l'œil de Moscou, que les survivants et leurs descendants se transmettent leur histoire en cachette. «Je me souviens de ces gens qui venaient chez nous le week-end et des journaux intimes que tenaient les survivants: mon grand-père écrivait en bleu jusqu'en 1915. Après cette date, tout est écrit à l'encre rouge.» Le grand-père de Ruben Safrastian vivait à Constantinople.

Cent ans après la signature du Traité de Lausanne, l'Arménie se débat toujours avec ses frontières. A l'est, il y a l'Azerbaïdjan, qu'elle sépare de son grand frère turc et avec qui elle se dispute la région du Nagorny-Karabakh. Terre gagnée en 1994, puis perdue après 44 jours de guerre il y a deux ans. La défaite, à l'arrière-goût de «traumatisme», et d'«abandon», laisse le moral des Arméniens au plus bas. «Le pays fait aujourd'hui face à des questions existentielles», répète le professeur Safrastian. Car dans la mosaïque culturelle et religieuse d'un Caucase devenu une poudrière, beaucoup d'Arméniens se sentent trahis par l'allié russe accusé de ne pas assurer son mandat de maintien de la paix dans le Nagorny-Karabakh. Malgré la présence des troupes de Poutine, les heurts avec Bakou, qui contrôle notamment le couloir de Latchine, seule voie d'accès à l'enclave depuis l'Arménie, menacent de faire dérailler la fragile trêve.

A Ujan, des réfugiés du Karabakh se sont installés dans la maison d'à côté de celle d'Armine et Lavrent, un cousin de

Norik Azatian. «Beaucoup de gens se plaignent de leur présence et cela me rend folle, explique Armine. Car nous aussi, étions des réfugiés, nous n'avions pas eu le choix, comme eux. Et lorsque nos ancêtres sont arrivés, ils ont été rejetés des villes, forcés à s'installer dans des villages.» Lavrent, lui, en veut aux Russes «qui tuent en Ukraine, qui essayent de mettre la pression sur une région qui ne leur appartient plus. Sont-ils vraiment chrétiens?»

Les frontières de la discorde

Dans ce pays de 2,8 millions d'habitants, beaucoup sont ceux qui souhaitent prendre leur distance avec le Kremlin, devenu un peu encombrant. Ils se heurtent aux plus réalistes: l'économie arménienne dépend de ses relations avec la Russie dont elle importe plus de 90% de son énergie consommée. Et en échange, Moscou possède sa plus importante base militaire à l'étranger: le numéro 102, près de la ville de Gyumri. «Ils sont tous là», murmure Lavrent. Il ouvre une bouteille de vodka distillée avec les pommes du jardin.

Armine regarde son mari. Sa grand-mère, originaire de Sasun de l'autre côté de la frontière, voulait qu'elle épouse un descendant de survivant. «Si tu épouses quelqu'un d'ici, le jour où nous rentrerons, il ne te laissera pas partir», répétait-elle. Dans le petit cimetière d'Ujan, le corps de la grand-mère d'Armine regarde désormais sa terre natale.

Depuis quelques mois, les descendants de survivants sont en colère. Le gouvernement du premier ministre Nikol Pachinian a ouvert des négociations avec le voisin turc dans le but d'ouvrir deux points de passages sur les 268 kilomètres de frontière commune. Un couloir symbolique: celui que les survivants du génocide ont traversé à la hâte, celui qui fut l'une des rares frontières entre l'OTAN



Photos de la grand-mère et des parents de Lavrent Azatian, rescapés du génocide arménien. A Ujan, en Arménie, le 10 juillet 2023. — © Camille Pagella pour Le Temps

et l'URSS, celui que les Turcs avaient choisi de fermer après la première guerre du Nagorny-Karabakh en 1993 en soutien à l'Azerbaïdjan et qui n'a jamais rouvert depuis.

Photos de la grand-mère et des parents de Lavrent Azatian, rescapés du génocide arménien. A Ujan, en Arménie, le 10 juillet 2023. — © Camille Pagella pour Le Temps

Sauf une fois, il y a quelques mois. Cinq camions et puis d'autres le lendemain. Le 6 février 2023, des sauveteurs arméniens franchissaient le petit pont de Margara, sur l'Araxe pour venir en aide aux victimes du séisme qui avait mis à genoux le voisin tant redouté. Devant sa petite épicerie à une cinquantaine de mètres du check-point, Iskuhi Beniaminian, 67 ans, a observé toute la scène: cela faisait trente ans que personne n'avait franchi ce pont. Iskuhi a vécu toute sa vie à Margara. Elle se souvient des conducteurs de camions turcs qui venaient chercher du blé en Arménie lorsqu'elle était petite. Par la fenêtre, ils leur lançaient bonbons et chewing-gums. Le premier village turc est à 3 kilomètres.

«Je ne veux pas que cette frontière rouvre, s'exclame la femme courbée par l'âge. Certains Arméniens pensent que ce serait bien pour nous et pour les affaires. Mais notre histoire est si

cruelle, ma fille.» Depuis son jardin, elle montre le pont auprès duquel des officiers russes, chargés de la surveillance de cette zone de démarcation si sensible, patrouillent sous le soleil et l'œil des cigognes nichées aux sommets des poteaux frontières. «Nous savons très bien ce qu'il s'est passé il y a cent ans, nous ne pouvons pas le risquer encore aujourd'hui. La situation ne peut pas s'améliorer, mais elle peut être bien pire», murmure de son côté Artak, qui quitte l'épicerie, des pains *lavash* sous le bras.

A Margara, la rénovation du pont a commencé il y a deux semaines et devrait encore durer quelques jours. «Astvats chani», répète Iskuhi près de la petite chapelle qu'elle a installée dans son jardin. «Que Dieu ne laisse pas faire.» Anahit, la belle-fille d'Iskuhi, décroche, elle, un petit portrait au mur: c'est celui de son fils, il est enfin revenu au village après ses deux ans d'armée obligatoire près de la frontière azérie. Ici comme partout en Arménie, on fait peu cas du Traité de Lausanne. Le Nagorny-Karabakh occupe tous les esprits.

«Le Traité de Lausanne? Oh, un ou deux paragraphes dans les livres d'histoire, tout au plus.» Dans le salon de la maison familiale où vivent trois générations à Tavshut, village d'altitude à l'extrême nord du pays,

Edgar Sargsian, professeur d'histoire, s'est installé sous les tableaux représentant des églises à l'architecture byzantine. «Lorsque j'enseigne, j'apprends aux enfants où est Lausanne, ce qu'il s'est passé, combien de temps les négociations ont duré. Mais surtout, j'avertis les enfants qu'ils ne peuvent que compter sur eux-mêmes et sur le peuple arménien. Sur personne d'autre.»

Le cri du silence

Ses parents, Samvil et Genya, sont les petits-enfants de survivants du génocide, originaires de la région de Mus. Samvil ne cache pas son amertume envers le gouvernement actuel. L'homme qui appartient à la Fédération révolutionnaire arménienne, un parti nationaliste d'extrême gauche, a fait circuler une pétition dans le village de 300 habitants pour interdire au premier ministre d'y mettre les pieds. «Nous ne pouvons pas être amis avec ceux qui ont voulu nous voir disparaître.» D'un geste las de la main, Edgar montre les montagnes: «Ça, c'est la Turquie». «Vous savez, le pire c'est que nous ne pouvons même pas pardonner. Nous ne pouvons pas pardonner, parce que personne ne nous a demandé pardon.» Dans la chambre de sa fille, Nane, entre les peluches et les dessins d'enfants, une carte est placardée au mur. C'est celle de la victoire de 1994. Lorsque le Nagorny-Karabakh, «Artsakh», comme on l'appelle ici, était arménien.

Parce que personne ne le leur a demandé, les Arméniens ne pardonneront pas. Et malgré l'amnistie de Lausanne, ils n'oublieront pas non plus. A Ujan, tous les 24 avril – date retenue pour commémorer le génocide – les villageois mettent le feu à des pneus. Les colonnes noires de fumées qui s'en échappent sont visibles à des kilomètres à la ronde. Pour que le voisin turc soit, lui, condamné à se souvenir.

En Iran, de plus en plus de ménages ne peuvent plus payer leur loyer en raison de l'inflation galopante

L'inflation, qui a frôlé 50 % en mars, selon les chiffres officiels, oblige les Iraniens à tailler dans leurs dépenses de manière drastique.

La cherté hallucinante des prix sur le marché de location de logements », « la hausse vertigineuse des loyers », « un marché immobilier en plein chaos » : ces dernières semaines, l'envolée des loyers a fait les gros titres de la presse et des sites d'information iraniens.

En mai, Mahmoud (les Iraniens cités dans cet article ont souhaité l'anonymat), un habitant de Téhéran, a reçu l'appel de son propriétaire, lui annonçant que son loyer serait subitement multiplié par deux, passant à environ 300 euros mensuels. « Avec ma femme, nous nous sommes dit que ce n'était plus possible, sachant qu'on ne gagne qu'un peu plus de 330 euros par mois », explique ce comptable de 40 ans à Téhéran. Mahmoud et sa femme, productrice artisanale de fromage, ont donc décidé de vider leur appartement et de retourner vivre chez les parents de cette dernière. « Ce n'est vraiment pas évident avec un enfant de 2 ans, mais nous n'avons pas eu de choix », soutient-il.

Selon le Centre iranien des statistiques, en automne 2022, les loyers ont connu une hausse de 46 % par rapport à la même période de 2021. Une tendance qui s'est accentuée depuis. En mars, selon les données des autorités, l'inflation du rythme annuel a atteint 49,7 % (contre 40,1 %

un an plus tôt) et le chômage 9,7 %, des chiffres sous-évalués selon de nombreux économistes.

D'après Bijan Khajepour, directeur associé chez Eurasian Nexus Partners, une société internationale de conseil stratégique basée à Vienne, « l'Iran n'est pas encore entré en hyperinflation, c'est-à-dire la situation où l'inflation est supérieure à 50 % pendant quelques années consécutives ». Mais selon cet expert, le fait que l'inflation officielle soit supérieure à 40 % pendant ces cinq dernières années constitue un « phénomène nouveau. Et si cela n'est pas résolu, dans les deux, trois prochaines années, nous entrerons dans l'hyperinflation ». Un fléau qui sera très difficile à vaincre.

La monnaie iranienne, le rial, ne cesse, quant à elle, de perdre de la valeur face aux devises étrangères. Aujourd'hui, un euro s'achète, sur le marché noir, 574 000 rials, soit presque cinq fois plus cher qu'il y a cinq ans. Les prix des produits alimentaires connaissent également une flambée vertigineuse, supérieure à 40 %, obligeant les familles iraniennes à changer leurs habitudes.

Corruption endémique

Les Iraniens, contactés par *Le Monde*, à Téhéran, mais aussi dans d'autres villes du

pays, membres de la classe moyenne, expliquent avoir été contraints de supprimer la viande et les fruits de leurs achats journaliers. « D'abord, j'ai commencé par me passer de viande rouge, en la remplaçant par de la dinde, moins chère, raconte Soureh, libraire à Téhéran et veuve, vivant avec sa fille de 17 ans. Ensuite, je me suis contentée de poulet, encore moins cher. Aujourd'hui, je ne prépare que des repas végétariens. Les fruits ne font plus partie de mes achats et je réfléchis deux fois avant d'acheter un produit laitier. Ceci alors que j'ai toujours eu les moyens de mener une vie confortable. »

L'économie iranienne, en détresse à cause d'une corruption endémique et des années de mauvaise gestion, souffre également des sanctions américaines, visant à dissuader l'Iran de poursuivre son programme nucléaire. Les négociations avec les Etats-Unis pour ranimer l'accord nucléaire de 2015 n'ont pour le moment pas donné de résultat tangible, privant l'économie iranienne d'une bouffée d'oxygène. Pendant l'automne 2022 et les premiers mois de l'année 2023, l'Iran a été traversé par une vague de contestation inédite, déclenchée par la mort en garde à vue de la jeune Mahsa Amini, qui avait été arrêtée pour sa tenue « inappropriée ». Un mouvement qui a été graduellement étouffé par les au-

torités.

Dans ce contexte, l'Etat essaie de remplir ses caisses, en laissant s'envoler le prix de devises étrangères comme l'euro et le dollar. Autre mesure prise par Téhéran : augmenter les salaires des fonctionnaires mais à un rythme plus faible que l'inflation, ce qui appauvrit des pans entiers de la société. « Le gouvernement a également des dettes inédites envers ses prestataires », explique un homme d'affaires iranien, bon connaisseur de ce milieu. Les budgets alloués pour l'achat de médicaments et l'aide aux plus défavorisés ont également été radicalement revus à la baisse.

Alors que le pouvoir iranien ne montre aucun signe d'infléchissement sur les questions des libertés individuelles – ce dont atteste le retour dans les rues de la police des mœurs qui veille au bon respect des codes vestimentaires, notamment le port du voile par les femmes –, il s'expose à une possible nouvelle vague de contestation, nourrie par des griefs économiques et sociaux. « Nous sommes extrêmement en colère face à l'incurie des dirigeants, explique Moloud, une comédienne de Téhéran. Notre niveau de vie s'effondre alors que les fils à papa, proches du régime, bénéficient de tous les avantages et toutes les rentes. Le feu couve sous la cendre. »

Il y a un siècle à Lausanne, le traité des traumatismes

Il y a 100 ans, le Traité de Lausanne signait la naissance de la Turquie actuelle, mais aussi la défaite des minorités, qui ne seront jamais considérées pleinement comme telles



La diaspora kurde manifeste et commémore le centenaire du Traite de Lausanne, le samedi 22 juillet 2023 à Lausanne. — © FABRICE COFFRINI / AFP

C'est le résultat d'une énorme injustice. Il y a 100 ans, le 24 juillet 1923, était signé au Palais de Rumine le Traité de Lausanne, l'un des accords de paix qui mirent fin à la Première Guerre mondiale. Dans l'exercice, les Kurdes allaient devenir le plus grand peuple du monde privé d'Etat, les Arméniens n'obtiendraient jamais réparation pour le génocide dont ils furent les victimes, le sort des Assyro-Chaldéens passerait à la trappe et l'expulsion des populations grecques de Turquie atteindrait des proportions bibliques.

Un siècle plus tard, les traumatismes causés par ce traité «de paix» perdurent, comme le montre la série de reportages publiés par ce journal ces derniers jours. Mais, à l'époque,

celle du triomphe des Etats-nations, la perception était tout autre. Pour la Turquie, dont les contours d'un Etat moderne allaient jaillir des décombres de l'Empire ottoman, c'est un jour de célébration, loin de l'humiliation subie trois ans plus tôt, lors du Traité de Sévres de 1920, qui visait à tailler en pièces le pays. Les Alliés, de leur côté, se soucient alors comme d'une guigne des souffrances de ces populations, obnubilés par leurs intérêts économiques, par le pétrole et les investissements dans le chemin de fer, et soucieux désormais d'apaiser une Turquie dont ils n'avaient pas prévu qu'elle resterait si coriace après la défaite ottomane.

Cécité, arrogance, contradictions...

La cécité, l'arrogance et les contradictions des grandes puissances occidentales dans cette région ne sont plus à démontrer. Depuis longtemps déjà, Français et Britanniques, notamment, se frottaient les mains en imaginant se répartir les trésors de l'Empire ottoman, à l'image de la ligne Sykes-Picot qui partageait le Moyen-Orient et dont les méfaits se font toujours sentir.

Cent ans plus tard, faut-il rouvrir la boîte de Pandore et annuler cette sorte de péché originel commis sur les bords du Léman? C'est le rêve que caresse une partie de l'élite kurde, qui tente par la même occasion de surmonter les divisions produites au fil des décennies par un Kurdistan éparpillé entre quatre Etats – Turquie, Irak,

Iran, Syrie – tous bien peu accommodants.

Mais c'est aussi le même fantasme qu'évoquent les ultranationalistes turcs, qui fanfaronnent à qui mieux mieux pour revoir les frontières actuelles qu'ils estiment trop étriquées. Le président Recep Tayyip Erdogan, réélu récemment sur un programme qui mêle néo-ottomanisme et clins d'œil appuyés aux nationalistes, ne fait pas mystère de ses ambitions. Par son seul nom, Lausanne porte en partie tous ces fardeaux. Sans toujours mesurer combien le regard des Turcs, Kurdes, Arméniens, Grecs ou Assyro-Chaldéens qui se croisent dans cette ville peut être chargé, à l'heure de jeter un coup d'œil sur la façade du Palais de Rumine.

24 juillet 1923 - Le traité de Lausanne fonde la Turquie

La Turquie moderne émerge des négociations de Lausanne sous la forme d'un quadrilatère massif de 780 000 km² dont seulement le coin nord-ouest, avec Istamboul et son arrière-pays, appartient au continent européen (3% de la superficie du pays). Elle compte au total 13 millions d'habitants, ce qui fait d'elle un pays malgré tout modeste avec trois fois moins d'habitants que la France sur une surface moitié plus grande (un siècle après, le rapport de force a bien changé, la Turquie étant devenue le pays le plus peuplé au nord de la Méditerranée avec 85 millions d'habitants).

Alban Dignat

Le 24 juillet 1923, les cloches de la cathédrale de Lausanne, sur les bords du lac Léman, carillonnent pour annoncer au monde la signature d'un traité entre la République turque et les vainqueurs de la Grande Guerre.

Ce texte annule et remplace le précédent traité de paix, [signé à Sèvres](#), près de Paris, le 10 août 1920, par les représentants du sultan.

Les Turcs et leur chef, [Moustafa Kémal](#), prennent avec ce traité une spectaculaire revanche sur le destin.

Fin du premier conflit mondial et préfiguration du second

Venant après les guerres de tous ordres en Anatolie, en Russie, dans le Caucase, dans les Balkans, en Hongrie, en Pologne, dans les pays baltes, etc., le traité de Lausanne met fin pour de bon aux violences consécutives à l'attentat de Sarajevo. Mais le répit est de courte durée. À l'automne 1923, un inconnu tente de [prendre le pouvoir à Munich](#). Il a nom Adolf Hitler et dix ans plus tard, il accèdera à la tête de l'Allemagne. Il se souviendra alors du traité de Lausanne par lequel les Turcs, en usant de la force militaire et de la menace, ont fait reculer les vainqueurs de



Signature du traité de Lausanne, dans le palais de Rumine (24 juillet 1923). Le texte est ratifié par la Turquie d'une part, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon d'autre part ; il est cosigné par la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes (Yougoslavie)."

la Grande Guerre et obtenu la révision du traité de paix qu'ils lui avaient imposé. Lui-même obtiendra des avantages d'ampleur comparable à [Munich](#)...

Le sursaut de la dernière chance

Sans attendre l'humiliant [traité de Sèvres](#), qui dépèce la Turquie ottomane au profit de ses voisins et des minorités, les Grecs ont envahi l'Anatolie avec l'approbation tacite des Alliés ! Mais en janvier puis en mars 1921, ils sont battus à İnönü par le lieutenant de Moustafa Kemal, Ismet Pacha. Malgré cela, ils arrivent à repousser les forces nationales turques au-delà de la Sakarya, un fleuve

qui se jette dans la mer de Marmara.

Dans un sursaut d'énergie, et avec l'aide active de la Russie communiste, les forces nationales turques écrasent dans un premier temps les Arméniens. Ces derniers, à peine sortis d'un génocide, [le premier du genre](#), voient leur territoire partagé par Lénine et Kémal à l'issue de l'accord de Moscou de mars 1921. L'[État arménien](#) renaîtra sous la forme d'une petite république soviétique, au cœur du Caucase.

Au sud de l'Anatolie, les troupes turques se livrent à quelques combats contre les troupes françaises mais le gou-

vernement français n'insiste pas et, par l'accord d'Ankara d'octobre 1921, abandonne très vite le terrain aux Turcs en échange de la reconnaissance de ses mandats sur la Syrie et le Liban.

Vient le tour des Grecs, forts de cent mille hommes. Avec le titre de généralissime et des pouvoirs dictatoriaux, Moustafa Kémal les arrête sur la Sakarya en août 1921 après une longue bataille de trois semaines. Il complète son succès par une victoire à Doumloupinar le 30 août 1922.

Les troupes grecques refluent vers la mer Égée, semant la terreur et le feu sur leur passage. Le 8 septembre 1922, elles quittent Smyrne en désordre. L'illustre métropole de la Grèce d'Asie, abandonnée aux troupes turques, est livrée au pillage et ses populations chrétiennes massacrées. C'est pour les Grecs la « [Grande Catastrophe](#) ».

Le vainqueur (turc) signe avec l'ennemi héréditaire (grec) un armistice ([dico](#)) à Mudanya un mois plus tard, le 11 octobre 1922. Ce triomphe inespéré lui vaut de recevoir de l'Assemblée nationale d'Angora (Ankara) le titre de « [Ghazi](#) » (le [Victorieux](#)).

La revanche

Les vainqueurs de la Première Guerre mondiale ont très vite compris que le traité de Sèvres, signé dans la manufacture de porcelaine et justement surnommé le « *traité de porcelaine* », devait être réécrit.

Une nouvelle conférence de la paix s'ouvre à cet effet à Lausanne le 20 novembre 1922, dans le palais de Rumine. [Mussolini](#) et [Poincaré](#) participent à la séance d'ouverture de même que [Venizélos](#) pour la Grèce.

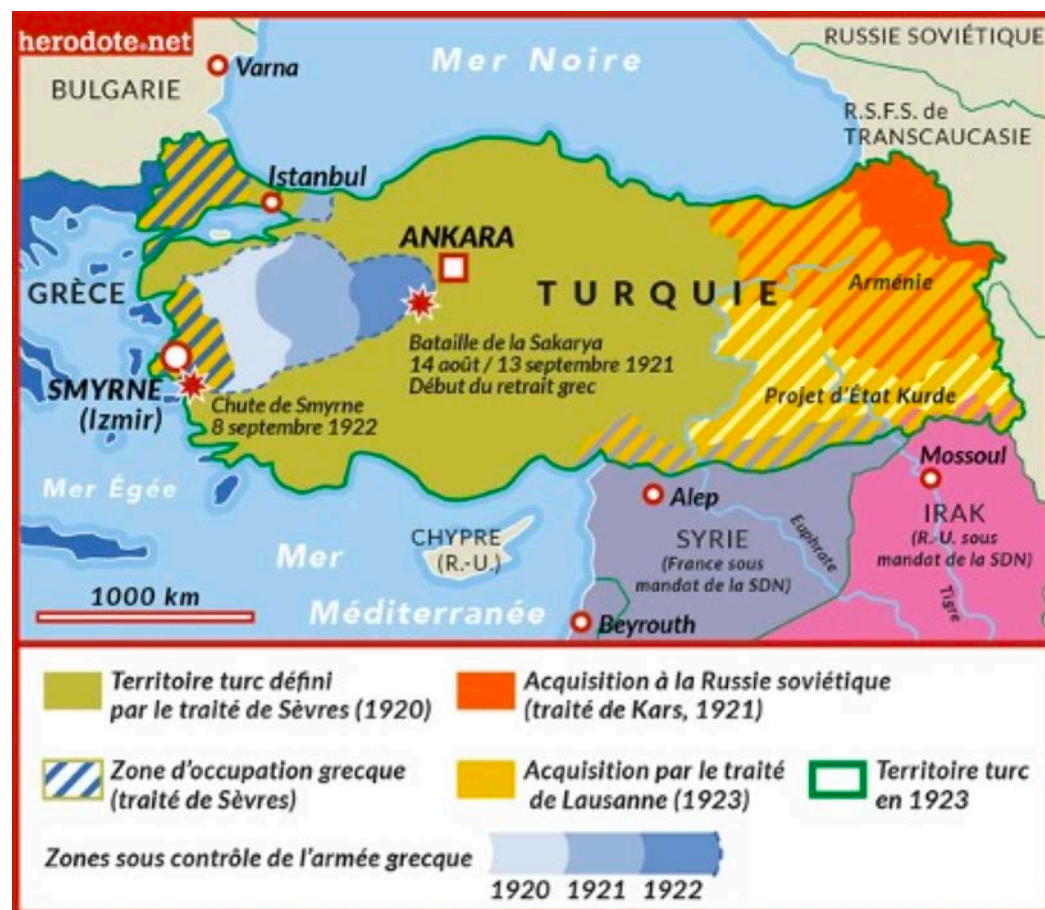
Le général Ismet Pacha représente la Turquie. Il est assisté de Riza Nur, un ancien chirurgien militaire vice-ministre du gouvernement kémaliste, connu pour des thèses ultra-racistes... D'emblée, Ismet Pacha dénonce avec vigueur les atrocités des Grecs en Anatolie !

Moustafa Kémal est alors au zénith de sa gloire et vient d'abolir sans ciller le sultanat ottoman de Constantinople. Par le truchement de son ami Ismet pacha, il va proprement dicter les termes du traité.

Avec le traité de Lausanne violent en éclats les principes édictés par le président américain Wilson sur les [droits des peuples et des minorités](#) :

- Les Turcs récupèrent une pleine souveraineté sur Istanbul et son arrière-pays européen ainsi que sur l'Arménie occidentale, le Kurdistan occidental et la côte orientale de la mer Égée (Smyrne, Éphèse...).
- Les troupes françaises qui s'étaient installées en Cilicie, au sud, ne conservent plus qu'une enclave majoritairement arabe, le [sandjak d'Alexandrette et Antioche](#), qu'elles évacueront en 1939 et remettront à la Turquie, en violation du droit international.
- La frontière avec l'Irak est dessinée en pointillé :

Les Britanniques, qui occupent l'Irak, proposent habilement de laisser à la Société des Nations (SDN) le soin de décider du sort du *vilayet* de Mossoul (l'an-



L'Asie mineure et la Turquie entre le traité de Sèvres (1920) et le traité de Lausanne (1923) ; carte de Paul Coulbois pour Herodote.net

cienne Assyrie), une région du nord de l'Irak peuplée de Turcs, de Kurdes, d'Arabes et d'Assyro-chaldéens, revendiquée tant par les Turcs que par les Britanniques eux-mêmes. Comme on pouvait s'y attendre, le 16 décembre 1925, sans avoir pris la peine de consulter les populations, la Société des Nations octroie à titre définitif la région de Mossoul à l'Irak et donc aux Britanniques.

Notons que, suite à la plaidoirie d'Ismet pacha, la proposition d'un « [territoire autonome des Kurdes](#) » inscrite dans le traité de Sèvres passe aux oubliettes.

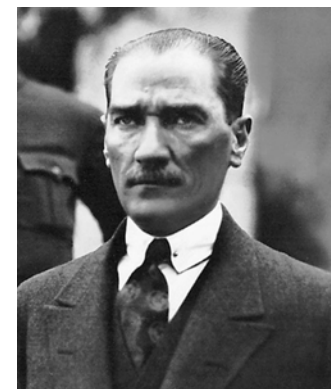
- Une annexe au traité prévoit - fait inédit - des échanges de populations entre la Grèce et la Turquie. Elle entérine pour l'essentiel les déplacements plus ou moins forcés qui se sont produits au cours.
- Les [Capitulations](#), établies en 1536 entre le sultan Soliman

le Magnifique et le roi de France François Ier et plus tard élargies à d'autres pays européens, sont abolies ; ces conventions octroyaient aux Occidentaux des droits particuliers en Turquie ainsi qu'un droit de regard sur le sort fait aux chrétiens de ce pays. En échange de ce cadeau, la République turque accepte toutefois de prendre à sa charge l'essentiel de l'immense dette ottomane, ce qui va peser sur son développement futur...

- Les Détroits bénéficient de la liberté de navigation mais il est prévu une zone démilitarisée de 10 à 20 kilomètres sur les deux rives du Bosphore, de la mer de Marmara et du détroit des Dardanelles. De plus, la garnison de Constantinople est limitée à 1200 hommes... La Turquie profitera des tensions mondiales pour abolir ces atteintes à sa souveraineté par la convention de Montreux du 20 juillet 1936.

A ce détail près, les Turcs ont tout lieu d'être satisfaits du texte. C'est le seul des traités d'après la Grande Guerre dans lequel les vainqueurs et le vaincu ont pu négocier d'égal à égal.

Moustafa Kémal va pouvoir proclamer la [République turque](#) sur les ruines du vieil empire



Mustafa Kemal Atatürk en 1923.

multiculturel ottoman. Premier « *nettoyage ethnique* » de l'Histoire



La délégation turque lors de la signature du traité de paix devant le palais de Rumine, Frank Henri Jullien, photographe, bibliothèque de Genève. Agrandissement : Délégation turque à la conférence de Lausanne, 24 juillet 1923, Palais de Rumine, Photographie Eugène Würzler, Frank and Frances Carpenter Collection."

Grèce, en retour, expulse 300 000 Turcs ou Grecs islamisés à l'exception d'une petite communauté musulmane de Thrace occidentale.

En inaugurant la pratique des « nettoyages ethniques » et en faisant de la Turquie l'un des pays les plus homogènes de la planète, au moins sur le plan religieux, Moustafa Kémal a ouvert la voie aux nationalismes totalitaires : « un État, une terre, une religion, une langue, une race ». Ces nettoyages ethniques légitimés par le traité de Lausanne constituent une première dans l'histoire de la diplomatie. Mais force est de reconnaître qu'ils ont évité des conflits incessants entre les deux pays concernés et en leur sein...



Camp de réfugiés grecs au Théséion (Grèce, 1923)"

Chassés par l'offensive turque de 1922, 1,3 million de Grecs orthodoxes établis en Anatolie depuis la haute Antiquité traversent précipitamment la mer Égée et sont recueillis par la Grèce, qui voit sa population de seulement cinq millions d'habitants croître d'un tiers.

Notons le sort particulier des «

Karamanlides », une communauté paysanne d'origine grecque et chrétienne qui peuple l'antique Cappadoce, au centre de l'Anatolie. Forte de 400 000 âmes, elle a adopté la langue de ses maîtres, le turc, et ne souhaite aucunement émigrer en Grèce, abandonner ses champs et ses fameuses églises troglodytes. Elle y est

néanmoins forcée par les accords gréco-turcs. Ses traces sont aujourd'hui soigneusement effacées par les autorités turques.

La république laïque de Moustafa Kémal ne compte dès lors plus qu'une poignée de chrétiens, notamment 100 000 Grecs de Constantinople, autorisés à rester sur place. La



26/07/2023

DANS UN PAPIER publié dans « Le Point » (20/7), l'historien suisse Hans-Lukas Kieser, spécialiste de l'Empire ottoman, auteur de « When Democracy Died » (« Quand la démocratie est morte »), se penche sur le centenaire du traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923. Cette conférence placera la Turquie sous la férule d'un parti unique et instaurera un discours négationniste sur le génocide arménien.

Voici comment Hans-Lukas Kieser parle de Riza Nur, ce chirurgien-diplomate envoyé à Lausanne comme assistant du chef de la délégation turque, Ismet Pacha, un portrait qui fait froid dans le dos à un siècle d'écart : « On m'a signalé le manuscrit de son "Histoire des Arméniens" à la Staatsbibliothek de Berlin. Je suis germanophone mais je crois n'avoir jamais lu un texte aussi raciste. Les Turcs ont imposé pour la première fois leur écriture de l'Histoire, leur refus de parler du génocide, un refus accepté par les Alliés. Un siècle plus tard, on en est toujours là. »

Moralité : les Turcs mènent.

The New York Times

By Cora Engelbrecht
July 24, 2023

Iranian Mothers Choose Exile for Sake of Their Daughters

Some have risked their lives to escape to Iraq or other nearby countries, where they have found havens to start over.

One rainy spring evening, a young Iranian mother with a mangled arm, her husband and their 3-year-old daughter met a smuggler near the Iraqi border who gave them a stern ultimatum: Ensure the child's silence or leave her behind.

The mother, Sima Moradbeigi, 26, recalled that she dashed to a pharmacy for a bottle of cough syrup to drug her daughter into a stupor.

Under the cover of night, the family followed the smuggler out of Iran along mountain paths, sometimes crouching or crawling through muddy scrubland to avoid border guards stalking their route with flashlights. Hours later, Ms. Moradbeigi and her husband said, they arrived safely at a mosque outside the city of Sulaimaniya in Iraq's northern Kurdistan Region.

Their daughter, Juan, barely stirred.

The Islamic Republic — the theocracy that arose after Iran's 1979 revolution — was never hospitable to women who rebelled against its strict religious codes for dress and behavior. But their perils were amplified by a revolt that began last September, [set off by the death of a 22-year-old woman, Mahsa Amini](#), while she was in the custody of the country's morality police.

Women played a central role in the months of antigovernment protests that followed, demanding nothing less than the abolition of the entire system of authoritarian clerical rule. The government eventually stamped out most of the protests, leaving hundreds dead, according to rights groups.



Sima Moradbeigi fled Iran with her husband and daughter, with the aid of a human smuggler, after being shot and seriously wounded by state security forces. Photographs by Emily Garthwaite

Some mothers concluded that it would be better to risk their lives fleeing Iran to spare their daughters a lifetime under the authoritarian regime. These are the stories of three women who made that difficult choice.

Transformed by Rage

Days after the protests began, Ms. Moradbeigi said she walked out her front door gripping a head scarf, which she planned to burn on the streets of her hometown, Bukan. Before that moment, she had not considered herself political.

She had found happiness with her husband, Sina Jalali, who

owned a fabric shop, and their daughter. But she was enraged by the death of Ms. Amini, who had lived in Saqhez, not far from Ms. Moradbeigi's hometown in Iran's northwestern Kurdish region. Like Ms. Amini, she was part of Iran's Kurdish minority, which has faced discrimination and repression.

Ms. Moradbeigi with her husband and daughter while they lived in Iran.

"But my heart was with my daughter — I could not die and leave her under this corrupt regime," Ms. Moradbeigi said.

When she joined the protest that

day in Bukan, Ms. Moradbeigi said, she came under a hail of gunfire from a security officer, who shot her with dozens of metal pellets. X-rays of her injuries, provided by Ms. Moradbeigi and one of her doctors, showed the pellets had pulverized her right elbow bone.

"Every minute, I was seeing death before my eyes," Ms. Moradbeigi said in December, in one of a series of interviews over the past seven months. "But my heart was with my daughter. I could not die and leave her under this corrupt regime."

Doctors warned that her arm might need to be amputated unless she

got an elbow replacement quickly. But the surgery was too complicated to undergo in Iran. And Ms. Moradbeigi feared her injury made her an easy mark for the police.

It was then that she resolved to leave the country.

Ms. Moradbeigi said security forces shot her with metal pellets, mutilating her right arm.

X-rays of her injuries showed the pellets had pulverized the elbow bone.

Ms. Moradbeigi and her husband spent seven months in hiding as they struggled to find a smuggler to take them out of Iran. But over and over they were told that taking a young child would be too dangerous because her cries could give them away. In late April, they finally received a call: For 10 million Iranian to-mans, about \$230, a smuggler agreed to arrange their escape. Within days, they sold everything they owned, even their children's books, and left home with pain-killers and \$600 in cash.

The family is now living in Iraqi Kurdistan in a home supplied by Komala, an armed Iranian Kurdish opposition group based in that region. The group has helped Ms. Moradbeigi and about 70 other Iranian women like her escape since the protests began, according to members.

A number of other women who spoke with the Times have managed escapes to other nearby countries like Turkey.

For Ms. Moradbeigi, her exile has turned into an excruciating race against time. The longer she delays treatment for her arm, the greater the risk she will lose it. She and her husband have spent the past months scrambling to marshal the resources to reach a country where she can receive the surgery she needs, which is not available in Iraq.

Still, she insists it was all worth it.

"I would lose this arm rather than

abandon my daughter to my government's nightmare," she said. Ms. Moradbeigi's daughter at their home in Iraqi Kurdistan.

Ms. Moradbeigi and her husband, Sina Jalali, sold everything they owned and left for the Iraqi border with \$600 in cash. Emily Garthwaite for The New York Times

A Family Divided, Then Re-united

Even before the protests began in September, Iranian women were risking their lives to try to ensure a better future for themselves, and in particular for their daughters. Some have been aided in their escapes by armed Iranian-Kurdish opposition groups, like Komala, based in the mountains of Iraq's northern Kurdistan region, which has become a haven especially for Kurds escaping Iran.

Nasim Fathi, 38, an antigovernment activist from the predominantly Kurdish city of Sanandaj in northwestern Iran, was one of them.

She said she fled to Sulaimaniya a year ago after she was summoned to appear in court for participating in a political rally. In the weeks before her escape, Ms. Fathi said, she came under the scrutiny of Iranian security forces, who barred her from leaving the country.

She faced a terrible dilemma: She needed to flee Iran, but she was a single mother of two daughters, aged 21 and 10.

In July 2022, she decided there would be no future for any of them as long as she remained in the country. Leaving her daughters behind, Ms. Fathi said, she slipped over the border with the help of a smuggler.

"I promised we would find each other when the moment was safe," she said in a phone interview from Sulaimaniya. But weeks after she arrived, demonstrations engulfed Iran, throwing her reunion with her daughters into doubt.

Parya Ghaisary, left, and her mother, Nasim Fathi, began military training with Komala, an armed Iranian opposition group. Emily Garthwaite for The New York Times

"I have my best friend back," Ms. Ghaisary said of her mother.

Her older daughter, Parya Ghaisary, was inspired by the protests and joined in. But when two of her friends were arrested in late September, her mother intervened from Iraq.

"She asked me to take my sister over the border," Ms. Ghaisary said. "We were all she had in this life."

Grasping their passports and her sister's hand, Ms. Ghaisary took a taxi to the Iraqi border, where she told guards that she and her sister, Diana, were crossing for a relative's wedding. Within hours, they were reunited with Ms. Fathi.

"I have my best friend back," Ms. Ghaisary said of her mother, who looked thinner but could still finish her daughter's sentences with the same infectious laugh.

The mother and her older daughter swapped their head scarves for matching pixie haircuts — a rebuke to the regime that drove them from their home — and they began military training with Komala.

A Fearless Force of Nature

For some Iranian women who have ended up separated from their daughters, the agony is superseded only by the fear of the dangers that a reunion might bring.

"I go dark when I imagine my daughter falling victim to the same horrors that forced me to flee her side," said Mozghan Keshavarz, an anti-government activist who spoke by phone from a location outside Iran that she did not want to disclose. "But I cannot return to Iran."

Ms. Keshavarz's troubles began in 2019 when she started a campaign to hand out roses to veiled

and unveiled women in an effort to unite them. Security forces entered her home and beat her in front of her daughter, who was then 9, before hauling her off to prison, Ms. Keshavarz said.

Mozghan Keshavarz, a prominent antigovernment activist, said she was forced to escape from Iran last year to avoid a possible death sentence against her.

Ms. Keshavarz said that she rarely speaks with her daughter for fear that Niki's phone may be tapped by Iranian security forces.

She next saw her daughter, Niki, in 2021, after she was granted leave from prison to heal from a spinal injury she suffered while detained. But their reunion was brief.

Ms. Keshavarz was forced into hiding last July, when officers stormed her father's home after she attended a protest against mandatory hijabs, or head scarves. When a lawyer told her that she would probably be sentenced to death, she fled Iran.

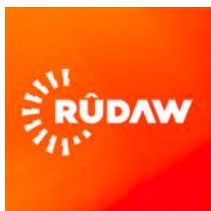
Mohammad Moghimi, one of Ms. Keshavarz's lawyers, said she was charged in January with waging war against God, a crime that carries an automatic death sentence.

While in exile, she said, she rarely speaks with her daughter for fear that Niki's phone may be tapped by Iranian security forces, who are known to harass the families of dissidents. Instead, she scrolls through photographs and messages from Niki — pale reminders of their life together.

She recalled the night of her arrest in 2019, when security forces ordered Niki to tear up a drawing tacked to the refrigerator that read, "We don't want the hijab."

"She refused," Ms. Keshavarz said. "I am humbled that I helped shape such a fearless force of nature."

Sangar Khaleel, Nasir Sadiq and Leily Nikounazar contributed reporting.



July 24 2023

Iran executed at least 11 in the past month: Reports

ERBIL, Kurdistan Region - At least 11 Kurds were executed and two died under torture, while over 50 others were detained over the past month in Iran, a human rights monitor said on Monday in its monthly report.

Paris-based Kurdistan Human Rights Network reported that in the past month, Iranian security forces detained at least 54 Kurdish activists and citizens in the western provinces of Iran. Two detainees were sent to

prison while the fate of the rest, including two children remains unknown.

The human rights network says it has recorded at least 11 Kurdish prisoners were executed on charges related to drugs or murder.

The network publishes its monthly reports at the end of every month according to the Kurdish calendar. This month's reports detail the cases of June and July.

Iran has a notorious reputation for executions in the world. A report by Amnesty International in May said that Tehran accounted for 70 percent of the executions carried out in the Middle East and North Africa in 2022.

According to the reports. Iran carried out 576 executions in 2022, an 83 percent increase compared to the year prior, which saw 314 people executed, making it the country with the second-highest rate of

known executions during that year.

In June, Amnesty described the increase in Iran's drug-related executions as a "war on the poor", claiming that it has mainly targeted the country's marginalized and economically disadvantaged communities. Oslo-based Iran Human Rights (IHR) estimated at least 307 people were executed during the first five months of 2023.

Le Monde

AFP
29 juillet 2023

Iran : un journaliste interdit d'exercer son métier pendant un an pour sa couverture des manifestations

Le rédacteur en chef du quotidien « Etemad », Behrooz Behzadi, a également été mis en examen par un tribunal iranien pour « diffusion de faux contenus ».

Le rédacteur en chef du quotidien *Etemad*, Behrooz Behzadi, a été condamné par un tribunal iranien à une suspension d'un an de ses activités professionnelles, a annoncé, samedi 29 juillet, le journal.

Le tribunal a prononcé une interdiction d'exercer « toute activité de presse pendant un an » pour sa couverture des manifestations liées à la mort de Mahsa Amini survenue en septembre 2022. Le journaliste, âgé de plus de 70 ans, a

également été mis en examen pour « diffusion de faux contenus », à la suite d'une plainte déposée par une branche du corps des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, a précisé le quotidien réformateur.

La plainte, selon la même source, concernait des articles publiés par le journal sur « l'envolvement » d'un scientifique au mois d'octobre, ainsi que « l'interdiction et l'arrestation » d'artistes qui avaient soutenu le mouvement de contestation

déclenché par la mort de la jeune Iranienne d'origine kurde de 22 ans.

Plus de 70 journalistes interpellés, selon le quotidien

L'Iran a été secoué pendant des mois par des manifestations sans précédent déclenchées par le décès de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les règles vestimentaires très strictes imposées par la République islamique.

Des centaines de personnes, parmi lesquelles des dizaines de membres des forces de sécurité, ont été tuées. Des milliers de manifestants ont également été arrêtés, accusés par les autorités de participer à des « émeutes » fomentées par Israël, ennemi juré de l'Iran, et par les pays occidentaux.

En janvier, le quotidien *Etemad* avait évalué à 79 le nombre de journalistes interpellés depuis le début des manifestations dans le pays.

The New York Times

By Alissa J. Rubin
Photographs and Video by Bryan Denton
July 29, 2023

A Climate Warning from the Cradle of Civilization

The word itself, Mesopotamia, means the land between rivers. It is where the wheel was invented, irrigation flourished and the earliest known system of writing emerged. The rivers here, some scholars say, fed the fabled Hanging Gardens of Babylon and converged at the place described in the Bible as the Garden of Eden.

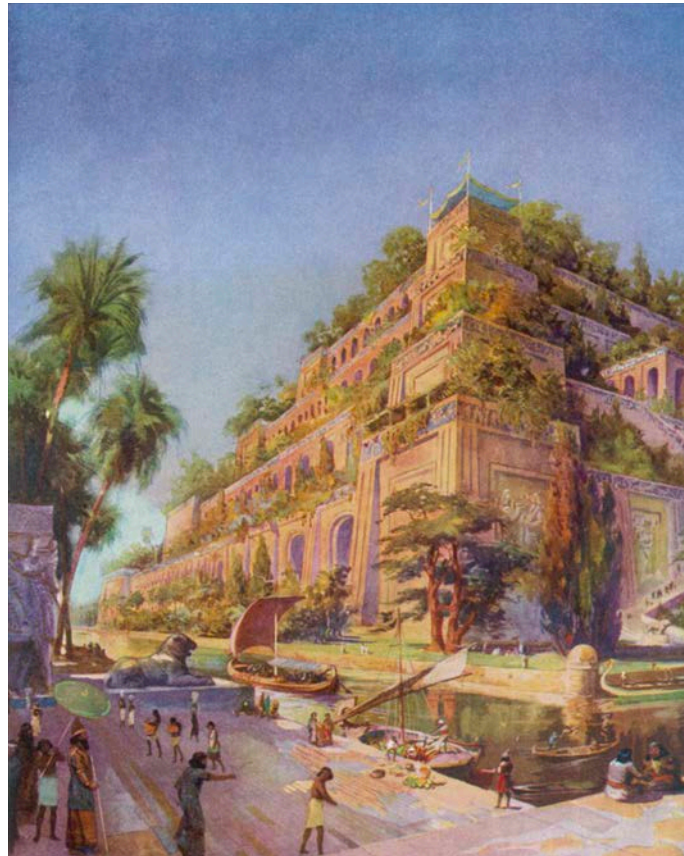
Now, so little water remains in some villages near the Euphrates River that families are dismantling their homes, brick by brick, piling them into pickup trucks — window frames, doors and all — and driving away.

“You would not believe it if I say it now, but this was a watery place,” said Sheikh Adnan al Sahlani, a science teacher here in southern Iraq near Naseriyah, a few miles from the Old Testament city of Ur, which the Bible describes as the hometown of the Prophet Abraham.

These days, “nowhere has water,” he said. Everyone who is left is “suffering a slow death.”

You don’t have to go back to biblical times to find a more verdant Iraq. Well into the 20th century, the southern city of Basra was known as the “Venice of the East” for its canals, plied by gondola-like boats that threaded through residential neighborhoods.

Indeed, for much of its history, the Fertile Crescent — often defined as including areas of modern-day Iraq, Israel, Lebanon, Syria, Turkey, Iran, the West Bank and Gaza — did not lack for water, inspiring centuries of artists and writers who depicted the region as a lush ancient land. Spring floods were common, and rice, one of the



Every schoolchild learns the name: Mesopotamia – the Fertile Crescent, the cradle of civilization.

most water-intensive crops in the world, was grown for more than 2,000 years.

But now [nearly 40 percent](#) of Iraq, an area roughly the size of Florida, has been overtaken by blowing desert sands that [claim tens of thousands of acres](#) of arable land every year.

Climate change and desertification are to blame, scientists say. So are weak governance and the continued reliance on wasteful irrigation techniques that date back millenniums to Sumerian times.

A tug of war over water — similar to the struggles over [the Colorado River in the United States](#), the [Mekong in South-east Asia](#) and the [Nile in north-](#)

[ern Africa](#) — has also intensified water shortages for tens of millions of people across the region.

Another culprit is common to large regions of the world: a growing population whose water demands continue to rise, both because of sheer numbers and, in many places, higher living standards, increasing individual consumption.

Here in Iraq, the fallout is everywhere, fraying society, spurring deadly clashes between villages, displacing thousands of people every year, emboldening extremists and leaving ever more land looking like a barren moonscape.

In many areas, water pumped

from below the surface is too salty to drink, the result of dwindling water, agricultural runoff and untreated waste. “Even my cows won’t drink it,” one farmer said.

Even in the north, where fresh water has historically been available, well diggers in Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan, bore down 580 feet last summer — and still found only salty water.

Iraq is now the fifth most vulnerable country to extreme temperatures, water scarcity and food shortages, [the United Nations says](#). Next door in Iran, a province of two million people [could run out of water](#) by mid-September, Iranian lawmakers said, leaving few options beyond mass exodus.

And for the rest of the Middle East and some other areas of the world — including parts of Mexico, Pakistan, India and the Mediterranean — Iraq and its neighbors offer an unmistakable warning.

“Because of this region’s vulnerabilities, one of the most vulnerable on the planet, it is one of the first places that is going to show some kind of extreme succumbing, literally, to climate change,” said Charles Iceland, the director of water security for the World Resource Institute, a research organization.

But, he added, “no countries, even the rich countries, are adapting to climate change to the degree they need to.”

PART 2 Hotter, Drier, Faster

Many people in the villages near the Euphrates River remember how, 20 years ago,

the date palm trees grew so thick and close together that their leaves blocked the sunlight. The splashing of children in the irrigation canals and the sloshing of water jugs being carted home provided the backbeat of summer life.

Now, the irrigation canals are so dry in summer that the small bridges spanning them are barely necessary and the sounds of daily life signal water's scarcity: the crackle of brown grasses and the rustle of dried out palm leaves. Some palms have no leaves at all, their bare trunks standing like the columns of ancient ruins.

Water comes from the government in red plastic barrels, in rations of about 160 gallons a month per family. Even when used sparingly, it barely lasts a week in the heat, said Mr. Sahlani, the sheikh and science teacher, who lives in the village of Abu Jumaa. Graffiti scrawled in Arabic on a half-destroyed concrete wall expressed the frustration: "Where is the state?" it read.

As recently as the 1970s and 1980s, Iraq's water ministry built artificial lakes and dams to hold the immense annual overflow from winter rains and gushing snow melt from the Taurus Mountains, the headwaters of the Tigris and Euphrates.

Even today, traces of Iraq's greener past can be seen every spring. In the Anbar desert, a brief winter rain can turn the shallow valleys green and speckle them with flowers. Along the Tigris and Euphrates Rivers, the water still nourishes trees beside the narrow banks, with bands of green fields on either side.

But even those bands have shrunk in recent decades.

The region is [getting hotter — faster](#) — than many parts of the world. By some estimates, the Middle East and eastern Mediterranean could warm by 5 degrees Celsius (9 degrees



Boys searching for fish in the stagnant, shallow waters of a shrinking irrigation canal in a village on the outskirts of Najaf, Iraq. **Photographs and Video by Bryan Denton**

Fahrenheit) or even more during this century. In the worst months of summer, some places are already [nearly unlivable](#).

Precipitation, already low, is expected to wane across the Middle East. The drought gripping Iraq is now in its fourth year, and the country is particularly vulnerable because most of its water comes from rivers that originate outside the country, holding it hostage to the decisions of its neighbors Turkey and Iran.

PART 3 Water Wars

The chokehold on Iraq's rivers has been tightening for decades.

Since 1974, Turkey has built 22 dams, hydroelectric plants and irrigation projects on the Tigris and Euphrates Rivers, modeled in part on the Tennessee Valley Authority in the United States.

Then, in the early 2000s, Iran started building more than a dozen smaller dams and tunnels on tributaries to the Tigris, devastating Iraqi provinces like Diyala, which was known just 10 years ago for its peaches, apricots, oranges and dates. The tributaries from Iran are the only source of water in the province, other than the dwindling rainfall.

The impact has been drastic: The water flowing into Iraq has dropped almost 50 percent on the Euphrates and by about a third on the Tigris since major dam building began in the 1970s, according to statistics from Iraq's water ministry.

Hashem al-Kinani and his family have felt the changes firsthand. For generations, they farmed 20 acres east of Baghdad, on the Diyala border, facing one trial after another.

First, the American invasion and the ouster of Saddam Hussein bit into the state's support of farmers. Then in 2006, Al Qaeda moved in and killed many local men, leaving their headless bodies in ditches. Hashem lost an uncle, and the family house was bombed by Al Qaeda. Making matters worse, rainfall has become more erratic and gradually diminished. As the Iranian dams came on line, river water became too scarce to grow fruit.

The fig and pomegranate trees have died. His family sold off their 1,500 head of cattle and their sheep, because it was impossible to feed them. He's not sure how much longer he can hang on.

"Farming is over here," he said. "I cannot stay, but what can I do?"

History is replete with water wars, and one of the earliest

recorded conflicts took place here in the Fertile Crescent, where [scribes documented](#) a fight over water between Sumerian city states more than 4,000 years ago in what is now Iraq.

Many modern nations have gone on the offensive to ensure that their people have enough water. Ethiopia has spent years [building a colossal dam on the Nile](#), inciting fear and anger from Egypt downstream. China has done the same [with the Mekong](#). Central Asian nations have had a long-running feud over the Amu Darya and Syr Darya Rivers, which have been drained to such an extent that by the time they reach the inland Aral Sea, [there is little water left](#).

Worldwide, countries share nearly [900 rivers, lakes and aquifers](#), according to the United Nations, and though a [treaty](#) exists to govern their use, fewer than half of all countries have ratified it. Notably absent from the list are upstream nations like Turkey, Iran and China.

In 2021, Iraq's water ministry threatened to drag Iran to the International Court of Justice for taking its water. But Iraq's Shiite-dominated government, which is close to Tehran's leaders, dropped the issue.

The Kinani family, whose farm withered as Iran built dams, still grows a little wheat, mostly for its own consumption. But the once-clear irrigation canal the farm uses now has nearly stagnant, viscous water with a brownish-green color and a nauseating smell.

"We are irrigating with sewage water," Mr. Kinani said.

PART 4 ISIS RETURNS

Drought brings other, less obvious dangers, too.

In parts of Iraq, rivers and irrigation canals once provided strategic barriers — their waters too wide, fast or deep for extremist fighters to traverse.

Today, if those waters are running at all, they are often low enough to walk across.

Militants who had been pushed back in recent years are taking advantage of the drying landscape to come back and attack with ease, according to Sheikh Muhammed Dhaifan, who has been fighting to keep his tribe northeast of Baghdad from leaving the 44 villages where they have worked the land for generations.

When Al Qaeda seized the tribe's land in 2005, it used stones to block the irrigation canals fed by the Adaim River and forced many farmers to flee.

After Al Qaeda's defeat, Sheikh Muhammed persuaded most of his clan to return. But then in 2012, as the Islamic State began to emerge, his tribe was forced to leave again.

Finally, after almost five years, ISIS was vanquished and the villagers began to come back.

Now the chief enemy is drought, stealing not just their livelihoods, but also their sense of safety. In some places, the water hardly covers the pebbles lining the riverbed. ISIS barely has to slow down to get across.

"We used to be protected by the river," said Sheikh Muhammed. "Now, sometimes they walk, sometimes they drive their motorbikes, the water is so low."

Last year, Islamic State fighters crossed on foot at night and killed 11 soldiers, many as they slept, at an Iraqi Army outpost on the river's banks.

This year, the fighters have moved farther east, attacking villages on the Diyala River, which is also low because of drought and Iran's dams. More than 50 civilians were killed in the province in the first five months of 2023, most by fighters aligned with ISIS.

Farmers' homes that were de-



A dead water buffalo in a family's corral near Basra, Iraq. As water has become scarce, farmers have struggled to keep their herds alive.

stroyed by the Islamic State during its occupation of this area of Diyala Province in 2014 and 2015.

In the past, the snowmelt and rains sometimes swelled the region's rivers, prompting Turkey and Iran to share more water with Iraq. But the future looks unlikely to offer much respite.

The current trend of a hotter, drier Iraq — and a hotter Middle East — is expected to last for decades, making the once-fertile crescent less and less livable.

Already, Iraq does not have enough water to meet its needs, [the World Bank says](#). But by 2035 its water deficit could widen significantly, cutting into the country's homegrown food supply and the economy as a whole.

Pleas to Turkey to share more water have largely gone unheeded.

In the summer of 2022, at the height of last year's drought, Turkey's ambassador to Iraq responded to Iraq's requests for more water by complaining that Iraqis were "squandering" it, calling on the Iraqi government to enact "immediate measures to reduce the waste." This year, when a similar request came, Turkey shared more water for a month before cutting back again.

Turkey's complaints about Iraq are not unfounded. Iraq's irrigation efforts lose large quantities to evaporation and runoff. Water soaks into earthen canals, leaks from rusted pipes and runs off after being used in flood irrigation — the 6,000-year-old method of saturating fields.

The fertilizer in the runoff makes the groundwater saltier. Studies in southern Iraq show large areas with salt levels so high that the water cannot be used for drinking, irrigation or even washing clothes.

Iraq's population makes the forecast even more dire: It is [one of the fastest-growing](#) in the region.

Mr. Sahlani, the science teacher near Naseriyah, recalled how much of life in rural southern Iraq life was lived on the water just 20 years ago. Locals started their days in small boats, pushing off at first light to fish before returning after sunrise to tend the fields. While some still do, the river fish are often too small, their flesh too inundated with pollutants, to make it worthwhile these days.

The changes are especially evident in [the vast marshes of southern Iraq](#). Some 60 years ago, they were the largest wetlands in western Eurasia. People have lived there for thousands of years.

Saddam Hussein drained the marshes of about 90 percent of their water to deprive his enemies of a place to hide in their thick reeds and small islands. In doing so, he stifled "the lungs of Iraq," said Azzam Alwash, the Iraqi-American engineer who helped re-flood the wetlands that helped the United States invasion.

Surprisingly quickly, marine life rebounded, migratory birds returned and so did the people who had left. Once again, the mashouf — the long, narrow boats used by the Sumerians — glided through the waterways. Herds of water buffalo flourished.

But years of drought, along with the chokehold on river water from Turkey and Iran, have devastated the marshes again.

"The marshes are drying," Mohammed Raed, 19, said as he left them behind, walking his family's emaciated buffalo toward a neighboring province, where there was still the hope of feeding them.

Mr. Sahlani, the science teacher, said people now eyed their upstream neighbors with suspicion, accusing them of taking more water from the irrigation canals than they're due and then shutting the sluice gates, leaving too little for residents downstream to grow crops.

Without realizing it, he was describing — on a much smaller scale — Iraq's standoff with Turkey and Iran, which control much of the Euphrates and the Tigris.

"I understand the problem," said Ghazwan Abdul Amir, the Iraqi water ministry's director in Naseriyah, adding that the government was hoping to bring more water to residents in the area.

But water is scarce and money is tight, he said: "Maybe next year."

Fixing Iraq's outdated farming techniques, which waste as much as 70 percent of the water

used for irrigation, according to a study done for Iraq's water ministry, is paramount. But persuading farmers to change has been slow going. There were just 120 drip irrigation systems allotted to farmers in Mr. Sahlan's province last year to save water — and the farmers had to pay for them.

Past the urban sprawl of northern Naseriyah, with its small auto repair shops and vegetable stands, the land empties out. Storm clouds gather in the late afternoon but then disperse without shedding a drop. Tufts of grasses, yellow and brown by late June, offer signs that crops grew here not so long ago.

The wind starts early each morning, blowing ceaselessly until dusk. It strips the topsoil, drying the land until all that is left is an earthen dust that piles on the quickly mounting dunes.

A short drive off the highway, deeper into the desert, lies Al Najim, a village being blown off the map. Thirty years ago, it had 5,000 people. Today there are just 80 left. The temperature hovered at 122 degrees.

Qahatan Almihana, an agricultural engineer, pointed at the town's landmarks: buildings half-covered in sand, doors buried too deep to open. Sand piled halfway up the walls, poured in the windows and weighed down the roofs.

"That was the school," he said. The teachers stopped coming in early 2022.

Sheikh Muhammad Ajil Falghus, the head of the Najim tribe, was born in the village. "The land was good, the soil was good," he explained. Until the early 2000s, he said, "we grew wheat and barley, corn and clover."

Now, all that grows are small groups of tamarisk trees planted as a bulwark against the sands.

"We are living now on the verge of life," the sheikh said. "There is no agriculture, no planting possible anymore. This is the end of the line, the end of life. We wait for a solution from

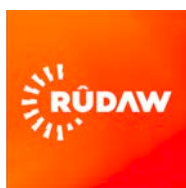
God, or from the good people."

A Climate Warning from the Cradle of Civilization

Jane Arraf contributed reporting from Chibayish, Iraq, Falih Hassan from Baghdad, and Kamil Kakol from Sulimaniyah.

Produced by Mona Boshnaq, Michael Beswetherick and Rumsey Taylor. Top illustration Chronicle, via Alamy

Alissa J. Rubin is a former Kabul Bureau Chief who spent more than seven years in Afghanistan and is a Pulitzer Prize winner for her work there. [More about Alissa J. Rubin](#)



July 30 2023

Wildfires destroyed up to 7000 hectares of land in Turkey: Minister

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's Minister of Agriculture and Forestry said on Saturday that the wildfires in the country have destroyed close to 7,000 hectares of forests since the start of the year, days after a wildfire was brought under control in the southwestern Antalya province.

"This year, all over the country, around 6,900 hectares of land were damaged in 1022 wildfires," Ibrahim Yumakli, Turkey's minister of agriculture and forestry said in a press conference, counting smaller fires that had been recorded in the country so far in 2023.

Yumakli said 18 wildfires caused

the largest amount of damages destroying over 5,800 hectares of land, 17 of which happened between 10-18 July this year.

"Our focus point is to minimize the damages," Yumakli said.

Wildfires started in the forests of Kemer in southwestern Antalya province last Sunday and continued for four days, destroying more than 220 hectares of the forests, according to Turkey's general directorate of forests.

The fire in Kemer was brought under control on Thursday, as well as other wildfires in the forests of Kinik and Odemis in the province of Izmir, western Turkey.

Antalya is one of the most famous tourist destinations during the summer, being home to a number of resorts and hotels.

Wildfires in Turkey during the summer are not a new occurrence. Last year wildfires destroyed an area of over 8,100 hectares. Yumakli boasted that the current decrease in the amount of damage is due to the precautions taken by the ministry.

The largest wildfire in Turkey's history, known as Manavgat Wildfire, started in July 2021 and lasted for more than two weeks. A total of 299 forests caught fire all over the country, resulting in eight deaths and

over 1,500 people injured.

Investigations are still underway to determine the reasons behind the 2021 fire though Turkish state media at the time pointed fingers at the Kurdistan Workers' Party (PKK), which Turkey labels as a terrorist group, to be the invisible hand behind the wildfires.

Yumakli said that 90 percent of the reasons behind the wildfires are due to human activities, and the interior ministry is currently investigating the fires. He said that this year they don't see any connection with what he labeled as "terrorist acts".

Après le séisme en Turquie, les poussières toxiques mettent en danger les habitants: “Vous jouez avec ma vie, avec celle de mes enfants”

Les travaux de reconstruction dans les régions touchées par les tremblements de terre de février ont commencé. Mais la manière dont sont gérés les gravats, chargés en particules toxiques, est décriée.

Les travaux de reconstruction dans les régions touchées par les tremblements de terre de février ont commencé. Mais la manière dont sont gérés les gravats, chargés en particules toxiques, est décriée.

“Vous jouez avec ma vie, avec celle de mes enfants”, s’énervait Yusuf Bolat auprès d’un responsable de chantier. Un employé était en train de détruire les restes d’une maison, sans recourir à un arrosage qui doit éviter de provoquer un important nuage de poussières. C’est la deuxième fois que Yusuf essaie de faire arrêter le chantier. Il est l’un des créateurs du Kolektif Koordinasyon, une association basée entre Samandag et Antakya, dans la province d’Hatay. Une grande partie du travail que celle-ci réalise est tournée vers l’éducation mais, avec d’autres membres, Yusuf essaie parfois d’arrêter des destructions. “*Tant que vous n’utiliserez pas d’eau, vous ne travaillerez pas*”, martèle ainsi Ümit Güç, un cofondateur de l’association.

La famille propriétaire de la maison en train d’être détruite regarde la scène, impuissante. “*Je suis une personne en bonne santé normalement, mais aujourd’hui, j’ai du mal à respirer à cause de la poussière*”, nous explique Nazli. Elle habite avec sa famille



Un des membres de l’association Kolektif Koordinasyon essaie de faire arrêter une opération de destruction qui n’est pas effectuée dans le respect des règles de sécurité sanitaires. ©Mathilde Warda

dans un préfabriqué installé juste à côté. Feray Incir, une élue locale arrivée sur les lieux un peu plus tard, assure avoir pris en charge la situation et reproche à Yusuf et Ümit leurs actions.

Des reconstructions à la va-vite

Près de six mois après le séisme de février, ayant fait plus de 50 000 morts selon les chiffres officiels, les travaux de destruction battent leur plein. Le séisme a détruit plus de 300 000 bâtiments et plusieurs

villes sont presque entièrement effondrées. Selon l’organisation des Nations unies pour le développement (UNDP), 116 à 210 millions de tonnes de gravats sont à évacuer. Ces gravats, composés des débris des bâtiments détruits, d’électroménagers, de meubles... laissent échapper des poussières toxiques. Les conséquences sur la santé mais aussi sur l’environnement inquiètent les associations et les habitants.

Le gouvernement a fait l’ambitieuse promesse de tout reconstruire en un an. Mais les

démolitions rapides et le tri des gravats par des entreprises privées ne respectent pas toujours les règles. Elles doivent théoriquement procéder à des arrosages et isoler le sol. Plusieurs associations se sont ainsi rassemblées pour alerter sur les risques sanitaires qui découlent de cette situation. “*Nous avons organisé des manifestations, raconte Ümit Güç, les militaires nous ont attaqués, des amis ont été arrêtés*”. S’il insiste pour que de l’eau soit utilisée pendant les destructions, il sait que cela ne règle pas tout. EN RUISSE-

lant, cette eau peut en effet contaminer les sols, mais cela permet de limiter la poussière et donc l'inhalation de particules dangereuses. Sur les lieux des destructions, il essaie de faire connaître leurs droits aux habitants et alerte sur la dangerosité de cette poussière. Il tente de mobiliser, mais après avoir vécu un tel traumatisme, beaucoup "n'ont plus de forces et sont fatigués. Tout le monde a perdu des membres de sa famille", se désole Ümit Güç.

Une soupe de particules nuisibles

Ces gravats et la poussière qui s'en échappe peuvent provoquer de nombreux problèmes de santé à court comme à long terme. Selon le représentant de l'Association des médecins de Turquie dans la province d'Hatay, le Dr Ali Kanatli, l'amiante, le mercure, le nickel, les métaux lourds sont particulièrement dangereux et viennent des bâtiments effondrés mais aussi des appareils électroménagers. "Tout se mélange dans l'air lorsque l'on

rase les bâtiments endommagés", explique-t-il. L'exposition à l'amiante peut causer des cancers plusieurs années plus tard, "dix ou quinze ans plus tard", rappelle le médecin. L'amiante a été interdit tardivement en Turquie, en 2010, et la majorité des bâtiments sont plus anciens. Dès à présent, le Dr Kanatli commence à voir les effets de la poussière sur ses patients, puisque "les autres matériaux peuvent causer des allergies et des maladies pulmonaires à court terme". L'usage de masques devrait être systématique mais le médecin concède qu'avec la chaleur ambiante, il serait impossible de porter cet équipement toute la journée.

Des décharges à l'air libre

Après la destruction des bâtiments, les gravats sont emportés dans des camions, la plupart du temps sans bâche pour retenir la poussière qui s'en échappe. Ils sont ensuite déposés dans des décharges en plein air. Dans la ville côtière de Samandag, les gravats sont empilés dans une dé-

charge et laissés à l'air libre à quelques mètres de la mer. Un des responsables du site, croisé sur le site accessible au public, sans masque lors de la discussion, assure que le travail est en règle. En montrant des tuyaux, il affirme utiliser de l'eau pour trier les déchets. Conscient qu'à cause du vent, de la poussière peut s'échapper de la décharge, il explique faire "au mieux". Le travail des pelleteuses continue jusque tard dans la nuit dans les différentes décharges de la ville et des villages avoisinants.

Le choix du lieu de la décharge fait pourtant débat car il est proche de la mer, d'un camp de conteneurs et d'une réserve ornithologique. Certains, comme Michel Atik, fondateur et président de l'Association de protection de l'environnement de Samandag, se demandent si les entreprises déchargent leurs gravats si près des habitations, pour économiser en carburant. "Les oiseaux parcourent des milliers de kilomètres. Ici, ils font une pause, se nourrissent. Cette décharge est dangereuse pour eux", ex-

plique-t-il. Samandag est aussi un lieu de ponte, aujourd'hui en danger, pour les tortues vertes et les tortues Caretta caretta, que Michel Atik surveille également.

La poussière, les gravats sont en outre en train de contaminer tous les sols d'une région où l'agriculture est particulièrement importante. Hatay représente 20 % de la production alimentaire du pays, selon les Nations unies. "Les personnes, les animaux, les plantes et la nature font face à une grande menace", se désole Michel Atik. Cette contamination des sols affecte la santé des habitants, l'économie de la région va donc continuer à être un problème durable.

Pour Ümit, dont l'association a accueilli plus de 700 enfants pour qu'ils puissent continuer leur scolarisation, sa mobilisation citoyenne est une question de survie. "Nous donnons des cours aux enfants ici. Mais quel sens a cet enseignement, s'ils meurent dans cinq ans à cause de l'amiante ?", se désole-t-il.

LE TEMPS

avec AFP
31 juillet 2023

Trois ans d'angoisse pour la famille d'un Germano-Iranien condamné à mort en Iran

Une vingtaine de personnes se sont rassemblées devant le ministère allemand des Affaires étrangères en faveur de Jamshid Sharmahd, Germano-Iranien condamné à mort par l'Iran. Berlin assure «utiliser tous les canaux» pour «empêcher l'exécution»

Il a été jugé pour avoir participé, selon la justice iranienne, à un attentat contre une mosquée à Chiraz, dans le sud de l'Iran, qui avait fait 14 morts et 300 blessés en avril 2008. Sa famille rejette toutes les accusations. Ce développeur de logiciels avait contribué à la création d'un site internet pour un groupe d'op-

position iranien en exil connu sous le nom de Tondar et considéré comme «terroriste» par Téhéran. Lors de son procès, il a été reconnu coupable de «corruption sur terre», un des chefs d'accusation les plus graves en Iran.

Capturé il y a trois ans

Selon sa famille, Jamshid Sharmahd, qui avait immigré en Allemagne dans les années 1980 avant de s'installer aux Etats-Unis, a été enlevé par les forces de sécurité iraniennes aux Emirats arabes unis, avant d'être conduit en Iran, en transitant par Oman. L'Iran avait alors fait état d'une «opération complexe», sans jamais préci-

ser les circonstances de sa capture. Amnesty International a dénoncé une «disparition forcée» suivie d'un «procès manifestement inéquitable» et d'actes de torture.

Une vingtaine de personnes se sont rassemblées devant le ministère allemand des Affaires étrangères à Berlin lundi

après-midi pour marquer le troisième anniversaire de l'annonce de sa capture. Les manifestants brandissaient des pancartes disant «Libérez Jamshid» et «Arrêtez les exécutions».

«Un adieu?»

Sa famille ignore le lieu de détention de Jamshid Sharmahd et demande aux autorités plus d'efforts pour obtenir sa libération. «Il n'y a pas de pression. Un citoyen allemand a été kidnappé et c'est comme si rien ne s'est passé», déplore auprès de l'AFP sa fille Gazelle, qui vit aux Etats-Unis.

Berlin assure au contraire «utiliser tous les canaux» et «s'engager de toutes (ses) forces» pour «empêcher l'exécution» de Jamshid Sharmahd, a indiqué à l'AFP un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Sa famille «vit des choses inimaginables et intolérables», ajoute ce porte-parole qui assure que le ministère est «en contact permanent avec elle depuis le début».

Début juillet, Jamshid Sharmahd a été autorisé à appeler sa femme, installée également aux Etats-Unis, pour la première fois depuis cinq mois. Il a aussi été autorisé à parler à sa fille à qui il n'avait pas parlé depuis deux ans. Gazelle Sharmahd décrit une conversation d'une heure avec son père dont la voix était «casée» et qui semblait «fatigué». «Les appels téléphoniques sont formidables, mais ils sont



Des manifestants brandissent une photo de l'irano-allemand Jamshid Sharmahd (à droite), condamné à mort en Iran, et des pancartes lors d'une manifestation pour sa libération devant le ministère allemand des Affaires étrangères à Berlin, le 31 juillet 2023. — © INA FASSBENDER / AFP

aussi une source d'inquiétude», a-t-elle déclaré. «Ils (les Iraniens) ont toujours un but. Etais-ce pour nous faire taire avant qu'ils ne l'exécutent? Etais-ce un adieu?», a-t-elle confié.

Si la plupart des prisonniers étrangers sont détenus à la prison d'Evin à Téhéran, aucune information n'a filtré quant à la présence éventuelle de Jamshid Sharmahd dans cet établissement pénitentiaire. Les craintes pour sa vie se sont accentuées depuis que l'Iran a exécuté en début d'année le dissident irano-suédois Habib Chaab, également condamné pour «corruption sur terre» et qui, selon Amnesty, a été enlevé en Turquie en octobre 2020 pour être jugé en Iran. Un

autre citoyen irano-suédois, l'universitaire Ahmadrza Djalali, arrêté en Iran en 2016 et condamné à la peine capitale pour des charges similaires en 2017, risque toujours la pendaison.

Un goût amer

Gazelle Sharmahd dit s'être réjouie de la libération par l'Iran de détenus occidentaux, comme l'humanitaire belge Olivier Vandecasteele, libéré en échange d'un diplomate iranien, Assadollah Assadi, condamné en Belgique en 2021 pour «tentative d'assassinats terroristes» à 20 ans de prison. Deux Autrichiens et un Danois ont été libérés quelques jours plus tard par

Téhéran dans le cadre d'un accord négocié par Oman.

Mais ces libérations ont aussi laissé un goût amer à Gazelle Sharmahd. «Quand vous libérez certains otages mais pas tous, c'est une bonne affaire pour l'Iran», a-t-elle déploré, dénonçant un manque de coordination à l'échelle européenne. «Il est inhumain de laisser derrière soi des personnes condamnées à mort», a-t-elle estimé.

Ses espoirs pour un éventuel échange en vue de la libération de son père sont désormais liés à la Suède où un ancien fonctionnaire iranien, Hamid Nouri, a été condamné et écroué pour des exécutions massives de figures de l'opposition à la fin des années 1980.

PARIS : Découverte de la tombe de la princesse kurde, Leyla Bedirkhan

PARIS – La tombe de la célèbre ballerine et princesse kurde Leïla Bedirkhan a été retrouvée dans le cimetière de Saint-Cloud, en région parisienne. On ne sait pas comment sa tombe est tombée dans l'oubli.

La nouvelle de la découverte de la tombe de Leyla Bedirkhan a été annoncée par la soprano kurde Pervin Chakar sur Twitter qui a déclaré : « *La protection de notre patrimoine et de nos artistes devrait être notre plus grand devoir* » et remercié le groupe qui a mené les recherches pour retrouver la tombe de Bedirkhan.

Leyla Bedirkhan était une princesse kurde et ballerine de renommée internationale. Après la Seconde Guerre mondiale, elle a mis un terme à sa carrière de danseuse et ouvert une école de danse classique à Paris.

D'après la photo sur sa tombe, Leyla Bedirkhan (Leyla Bedirxan) est née à Istanbul en 1907 et est devenue la première fille du Kurdistan à émerger dans le domaine de la danse classique. Leyla Bedirkhan est la fille d'Abdulrezaq Bedirkhan et la petite-fille de Bedirkhan Pacha. En 1913, après l'ordre d'extermination de la famille Bedirkhan, Leyla et sa mère ont quitté l'Empire ottoman pour l'Égypte où elle a passé son enfance.

Après la Première Guerre mondiale, 1914-1918, Leyla Bedirkhan s'est rendue en Europe et étudié en Suisse. Elle fut diplômée de l'Institut de danse



en Allemagne. Elle est décédée à Paris, en 1986.

Leyla Bedirkhan, une icône kurde de la danse classique

La date de naissance de Leyla Bedirkhan est contestée, mais c'était probablement le 31 juillet 1903 à Constantinople. Leyla elle-même a déclaré qu'elle était née en 1908, mais que son père était en prison en Libye entre 1906 et 1910. Elle est née dans une famille noble d'Abdurrezzak Bedirkhan, un descendant de Bedirkhan Beg et d'Henriette Ornik, une dentiste autrichienne d'origine juive. Ses premières années, elle a passé dans l'Empire ottoman, mais sa famille s'est rapidement installée en Égypte, où elle a grandi dans le cercle de la société diplomatique du Caire et d'Alexandrie. Après la mort de son père, elle et sa mère sont allées vivre à Vienne, où Leyla a pris ses premiers cours de

danse. Pour terminer ses études secondaires, elle a fréquenté une école à Montreux, en Suisse.

Elle a commencé une carrière de danseuse par la suite et en 1924, elle a joué au Concert Hall de Vienne. Leyla est partie en France pour poursuivre sa carrière. Pendant son séjour à Paris, elle étudie pendant un an les danses des cultures indienne et perse ainsi que les rites zoroastriennes. Elle s'est produite dans des opéras en Europe et aux États-Unis. Elle a été la première danseuse de ballet kurde à apparaître à l'opéra avec La Scala à Milan en 1932 et s'est produite à l'Exposition universelle de New York en 1939.

À propos de sa chorégraphie de ses danses orientales, il a été rapporté qu'elle a dit qu'elle n'avait pas vraiment appris les danses qu'elle exécutait, elle

improvisait, tout en utilisant principalement ses bras et son corps et pas tellement ses jambes. Elle a pu inclure dans son répertoire des danses des différentes cultures qu'elle a traversées dans la vie, comme l'égyptienne et l'assyrienne. Au cours de sa carrière, elle a souvent été citée comme une princesse kurde ou une star kurde. Après la Seconde Guerre mondiale, elle décide de mettre fin à sa carrière de danseuse et ouvre une école de danse à Paris. Le peintre français Jean Target l'a représentée dans son tableau « *une danse kurde* » et la Compagnie de Danse de Mésopotamie a mis en scène la pièce Leyla en sa mémoire en 2015.

Leïla Bederkhan et Henri Touache se sont mariés en 1930.[10] Le couple est devenu parent d'une fille, nommée Nevin. Leyla est décédée à Paris en 1986. (Wikipedia)

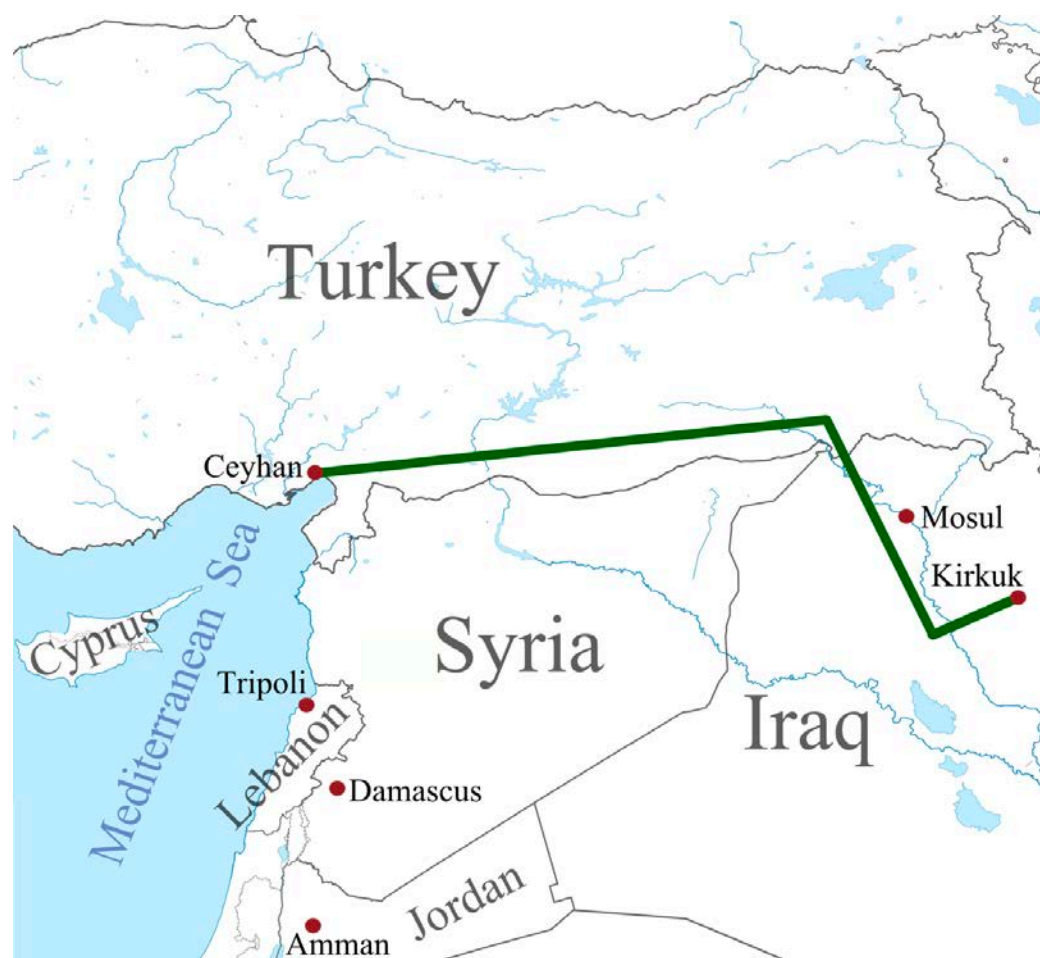
Autonomy Curbed? Kurdish Oil Exports Hit Snags from Turkey and Baghdad

In this new edition of Tel Aviv Notes, Josh Krasna examines the implications of the closure of the pipeline that delivered oil from the Kurdistan Regional Government of Iraq to Turkey's Ceyhan port, focusing on the state of relations between Erbil and Baghdad.

For the past three months, the Kurdish region in northern Iraq and its government, the Kurdistan Regional Government (KRG) have been facing one of the most serious challenges in the two decades of its formal existence. The pipeline through which it exports some 400,000 barrels of oil a day (b/d) – 10 percent of the overall Iraqi exports and 0.5 percent of global production – has been closed since March 25, at an estimated cost of close to a billion dollars a month (approximately \$30 million daily). The KRG has depended on income from oil exports for some 80 percent of its budget.

The stoppage came after a decade-long arbitration between the Government of Iraq (GOI) and Turkey by the Paris-based International Chamber of Commerce was decided in March in Iraq's favor. Turkey was ordered to cease loading Kurdish oil without GOI supervision, and to pay Baghdad \$1.5 billion in owed fees (Baghdad had demanded \$30 billion). Baghdad had claimed that use of the pipeline from northern Iraq to the port of Ceyhan in Turkey by the Kurds without GOI consent was in violation of a bilateral agreement between the two countries from 1973, the annex of which states Turkey would only buy oil from Iraq's state-owned oil marketer.^[1]

The pipeline was laid in 2013 to facilitate the independent export of oil produced in Iraqi Kurdistan, previously carried in tanker trucks, through Ceyhan. Kurdistan's economy has been



Kirkuk–Ceyhan Oil Pipeline. Amirki, via Wikimedia Commons (CC by SA 3.0)

dependent on independent export of their oil production since 1991. This followed the First Gulf War and the establishment of the de facto Kurdish autonomy in the governorates of Dohuk, Erbil and Sulaymaniyah, which was formalized upon the creation of federal Iraq in 2003. Iraq had tried for the past decade to gain control of the Kurdish oil exports, as part of a larger effort to curtail Kurdish autonomy in Iraq, as well as to

limit its competition with other Iraqi oil exports: Kurdish oil has been offered at a discount of \$10-20 per barrel, creating a two-tiered market for Iraqi oil.^[2]

After the arbitration ruling, Turkey immediately stopped the loading of Iraqi oil at Ceyhan. This included 75,000 b/d exported through the pipeline by the Iraqi government oil company from the oil fields of Kirkuk, seized by the GOI after the

abortive 2017 Kurdistan-wide referendum on independence.^[3] On April 4, Erbil and Baghdad quickly reached an interim agreement on the method of export of northern Iraqi oil in the future, and, on May 10, Baghdad formally requested from Turkey to renew exports. Turkey has yet to do so. It apparently wants to use the current leverage to open direct negotiations over the amount of money it has to pay

to Iraq, and to perhaps pressure Iraq to suspend its efforts in US courts to enforce the arbitration ruling, as well as to settle a second ongoing arbitration between the two countries regarding oil flows since 2018. It is reported that Turkey also wants to pressure Baghdad and the KRG to settle their own oil dispute so as to avoid disputes in the future. It is also fair to note that Turkey suffered major earthquakes in February (which it claims also affected the Ceyhan facilities and has been the cause of delays in renewing shipments) and that the country has been embroiled in the past months in crucial elections, which may have distracted the political level from other issues.[4]

In any case, Iraq's overall exports dropped in May to their lowest in nearly two years, due to the stoppage of northern oil exports. The IMF said earlier this month that it has caused Iraqi economic growth to slow in recent months.[5]

A first technical meeting was held between a Turkish technical delegation and the Iraqi oil ministry on June 19. Additional meetings are expected, but renewal of exports does not seem imminent. An Iraqi official noted that "a decision to restart oil flow needs political talks on higher levels: issues blocking the resumption of oil exports are more political than technical." [6]

Oil and the Struggle for Kurdish Autonomy

There has long been bitter dispute between Erbil and Baghdad regarding who controls the energy sector in Iraqi Kurdistan. At the time of the establishment of the new Iraqi system in 2003, it was agreed that the KRG would export from its fields via Iraq's State Oil Marketing Organization (SOMO), and refrain from marketing oil independently. In return, it would receive a percentage from Iraq's central budget. However, a federal oil and gas law was never ap-

proved by parliament, and in 2007 the Kurdish regional parliament passed its own oil and gas law. Deals were struck in 2014 and 2018, under which KRG would export oil through SOMO in return for a percentage of the federal budget, but the budget transfers – used *inter alia* to pay KRG government salaries – were sporadic, and unreliable due to political manipulation. As the KRG continued to export oil independently, Iraq has retaliated by cutting off budget payments, causing financial crises in the KRG and damaging the KRG's ability to regularly pay the salaries of many of the large number of KRG public sector employees.

The Kurdish oil industry, and Kurdish political and economic autonomy in general, have been under especially severe pressure in the past year. In February 2022, the activist, Shi'i-influenced Federal Supreme Court of Iraq ruled that the KRG oil and gas law of 2007 was unconstitutional.[7] The court then ordered the Iraqi government to take measures to force the Kurdish authorities to hand over their crude supplies to the Iraqi federal government. The ruling granted Baghdad the power to pursue the nullification of contracts signed with foreign states international oil companies relating to the exploration, production, export and/or sale of crude oil from Kurdistan. This led to a campaign by the Iraqi oil ministry and SOMO against Kurdistan-based operators and service companies, as well as traders handling Kurdish oil, warning of legal action if they handled the oil without their consent, and bringing suit in Iraqi courts – which annulled four contracts – against some of them.[8] Large oilfield services firms Schlumberger, Baker Hughes, and Halliburton pledged to curtail operations in the Kurdish region.[9] The U.S. State Department has expressed concern that the dispute risks driving U.S. firms out of Iraq, but the official U.S. reaction to both the clash between

GOI and KRG, and the Turkish suspension of oil exports, has been, at last publicly, surprisingly low-key, in view of the close ties between Washington and the Iraqi (and Syrian) Kurds.

Kurdish authorities rejected the decision and described it as "politically motivated," saying the court's ruling was not aligned with the Iraqi constitution. The judicial system is seen, not only by the KRG, as being controlled/coopted by the Iranian-oriented parties that form the Shi'i Coordination Framework (SCF), and acting in its interests.[10] The Supreme Court decision was celebrated by the SCF, who have since then advanced parliamentary legislation to bring the Kurdistan oil industry even more under Baghdad's control. In January 2023, the Federal Supreme Court ruled also against new national fiscal transfers to the KRG.

Since the February 2022 Supreme Court decision, the KRG found it harder to find buyers for its crude, and the discount it offered for political risk increased. KRG has also been late in making payments to suppliers and traders, and owes them hundreds of millions of dollars. The international oil companies working in Kurdistan are small – the major companies such as Chevron, Total and Exxon-Mobil, with the notable exception of Russian companies, reduced their activity in the region in recent years due to political risk – and mostly are focused only in the region. This makes them highly exposed in the current situation. Since March, they have mostly been forced to suspend production, due to Turkey's decision to close the pipeline and the limits of their own modest storage capacity.

In addition to the tension between the KRG and the GOI, the recent developments also put intra-Kurdish tensions on display. The Kurdish region has long been characterized by competition, occasionally break-

ing into open warfare, between the Kurdish Democratic Party (KDP) of the Barzani clan, who control the Dohuk and Erbil governorates and therefore, most of the energy resources and the border with Turkey, and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), of the Talabani, whose power base is Sulaymaniyah governorate. The PUK, as well as other, smaller, Kurdish parties, feels that its personnel and territory are neglected by the KRG, which is dominated by the KDP, and that if KDP lost its ability to manage and sell oil independently, its power would be reduced in both Kurdish and Iraqi politics.

Under the aforementioned temporary agreement reached by KRG Prime Minister Masrour Barzani and Iraqi Prime Minister Mohammed al-Sudani on April 4, SOMO would have the authority to market and export KRG oil (at the same price as its other exports), and the revenues will be deposited in an account at the Iraqi Central Bank under the control of the KRG: government authorities in Baghdad would have access to audit the account. KRG oil would also be restricted from export to Asia, where southern Iraqi oil has major markets.[11] Thus, in a grand compromise, the KRG dropped its insistence on marketing its own crude, and Baghdad for its part relaxed its demands for revenue control. [12]

That deal was, as noted, temporary, and superseded by arrangements anchored in the new 2023-2025 budget law, approved by parliament on June 12. Under the new budget law, Iraqi Kurdistan will provide 400,000 b/d to the GOI, to be marketed by SOMO or used domestically; the KRG will be compensated for the costs incurred to produce and transport the oil. The revenues will be deposited at a bank account in the Central Bank of Iraq that can be audited by Iraqi officials as well as by an international auditing firm.[13] The KRG had preferred direct access to oil

revenues through a single bank account of its own, and had chosen Citibank in the UAE as its preferred option. In return, the federal government will pass 12.7 percent of the \$153 billion national budget to the KRG. That is, while the KRG will retain management of its oil production sector (though not of marketing abroad), the finances will now be in Baghdad's hands. The budget process was accompanied by furious debate, with delegates of the SCF and PUK trying to impose further constraints on the KRG (for instance, that oil production, and not only exports, would be handed over to GOI).[14]

The final law included clauses which riled the KDP, especially one which enables funds from the state budget to be provided directly to governorates, without going through the KRG, in case the regional government fails to distribute the budget equitably. This is seen as helping the PUK, which is close to Iran-aligned SCF, since it enables direct transfers from Baghdad to Sulaymaniyah governorate, a PUK stronghold.[15]

Looking Forward

It remains to be seen if the Iraqi-Kurdish arrangement now reached is sustainable. The debate over the new budget showed the eagerness of the pro-Iranian Shi'ite groups to further curtail Kurdish autonomy, assisted by long-standing inter-Kurdish rivalry and awareness of KDP-KRG weakness. While it appears that the current Iraqi prime minister, al-Sudani, is committed to reaching an agreed compromise solution to the tension with the KRG, it is not at all clear he has the support of his restive coalition. Any change in the government in Baghdad – and elections may be as early as 2024 – may well lead to changes in policy towards the KRG energy sector. As the EIU notes, a new government might leverage its control over KRG oil revenue to pressure the regional government into offering additional

concessions on other matters, such as relinquishing control over territories claimed by the federal government in Nineveh and Diyala provinces.[16] The current budget arrangements may be, as in the past, disregarded or disrupted in Baghdad for political reasons, and in any case, will only be in force until 2026. Iraq is also reported to be examining other export options for oil, including the currently unusable pipeline from Kirkuk to Baniyas in Syria. Turkey will retain significant influence in Iraq, through its capacity for military intervention against Kurdish targets in the North, its control over much of Iraq's water sources, and the fact that whatever agreement the Iraqis and Kurds have reached, at least 10 percent of Iraqi oil will probably continue to be exported through Turkey in the foreseeable future (unless it is prioritized for domestic use, freeing up other oil for export).

An additional issue which has not yet been significantly addressed, is that of natural gas. Iraq has not yet developed a significant gas industry, and wastes about 50 percent of its gas at wellhead by flaring, which also contributes to significant air pollution problems. Its current weakness in capturing gas makes it dependent on Iran for gas imports and for electricity, especially in summer. This has already led to tensions with Iran – which is owed vast sums for gas – and within Iraq, as Iran often cuts off supplies, preferring to provide its own consumers, during the hot summers (and to use the dependence for political signaling). Kurdistan has been tooling up for major gas projects: these were the target for rocket and missile attacks by pro-Iranian forces in 2022, reportedly aimed at signaling Iranian displeasure to Erbil and at frightening off foreign investors. The gas issue has not been publicly mentioned in the recent political discussions.

The arbitration decision, and the Turkish suspension of oil loading, have well served Bagh-

dad's efforts to harm the KRG's international position, and curtail its independent foreign and economic policies. The new political and economic reality is forcing Erbil to accept arrangements under the new budget law which it may well have rejected previously. Loss of control over its major source of income will mean significant loss of autonomy, though it may also somewhat alleviate the economic problems, including corruption and non-payment of salaries and pensions, which have plagued the Kurdish region for a decade. The new situation will help Baghdad manage nationwide energy development and policy, and should also make it easier for Baghdad to ensure that Kurdish energy and export policy does not clash or compete with federal policy, and that the KRG implements its share of any future OPEC cuts Iraq agrees to. In the conflict between the federalist vision of Iraq held by the Kurds, and the centralist-majoritarian one held in Baghdad by the Shi'ite majority, the second seems to be ascendant.

Joshua Krasna is a Research Fellow at the Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies (MDC), Tel Aviv University and the Director of the Center for Emerging Energy Politics in the Middle East at the Foreign Policy Research Institute (FPRI).

*The opinions expressed in MDC publications are the authors' alone.

[1] Mehmet Alaca, "Long-Running Turkey-Iraq Oil Dispute Continues to Simmer, Despite Court Decision," Arabian Gulf States Institute in Washington (AGSIW), April 20, 2023.

[2] The Kurdish region is also reportedly the major channel for smuggling of over 40,000 barrels oil a day, from Iraq proper to neighboring countries. Various Iraqi actors – especially Iranian-backed Shi'ite militias – take advantage of the differen-

tials between heavily subsidized prices for oil products inside Iraq (not in Iraqi Kurdistan) and the prices in neighboring countries (notably Syria), to obtain profits through arbitrage (Laura Adal and Sarah Fares, "Smuggling, subsidies and shortages: Iraq's latest oil troubles," Global Initiative Against Transnational Organized Crime, February 10, 2023).

[3] Iraq as a whole accounted for 27 per cent of Turkey's imports of oil and other petroleum products in December 2022, behind only Russia, according to the most recent data from the Turkish Energy Market Regulatory Authority.

[4] Adam Lucente, "Oil flow from Iraqi Kurdistan to Turkey remains stopped, threatening sector," *al-Monitor*, April 14, 2023; and, "Iraq Petitions US Court to Enforce Oil Export Arbitration Award Against Turkey," *Reuters*, April 11, 2023.

[5] Khalid Al-Ansary, "Iraq Is in Talks With Turkey to Resume Oil Flows From Ceyhan," *Bloomberg*, June 3, 2023 and "IMF Staff Concludes Staff Visit to Iraq," *IMF*, May 31, 2023.

[6] Ahmed Rasheed and Rowena Edwards, "More talks needed to resume Iraq's northern oil exports," *Reuters*, June 19, 2023.

[7] "Iraqi Supreme Court casts doubt over legitimacy of Kurdistan's oil and gas sector," *Norton Rose Fulbright*, March 2022.

[8] "Baghdad court declares four KRG oil contracts void, service firms exit – IOR," *qcin-tel.com*, July 6, 2022; and, "KRG Eyes Oil & Budget 'Grand Bargain' With Baghdad," *Middle East Economic Survey* (MEES), November 18, 2022.

[9] "Iran Strikes Kurdistan as Baghdad Offers Olive Branch," *Middle East Economic Survey* (MEES), October 7, 2022.

[10] Michael Knights, "Iraq Is Quietly Falling Apart: Iran's

[Proxies Have Seized Power in Baghdad—and Are Gutting the State](#) ; " *Foreign Affairs*, June 5, 2023.

[11] "Iraq's northern oil exports show few signs of restarting after stoppage" ; " *Reuters*, April 24, 2023.

[12] There is an Israeli aspect,

as well: Iraqi Kurdistan was Israel's top supplier of oil in 2022 and through April 2023, as well as before 2018. It apparently re-exported the oil from Eilat to customers in Asia. This has ended: SOMO, which has secured oversight over the KRG's oil exports, does not permit exports to Israel. Peter Stevenson, "Israel Turns to Kazakh Crude

as KRG Flows Dry Up," *Middle East Economic Survey* (MEES), June 2, 2023.

[13] "Kurdistan Region welcomes passage of Iraq's three-year budget bill, says president" ; " *Kurdistan 24*, June 13, 2023.

[14] "Baghdad-Erbil Agreements Buffeted by Political Headwinds

," *Middle East Economic Survey* (MEES), June 2, 2023.

[15] "Iraq's 'Final' 2023 Budget: Mixed Fate for KRG Oil Sector" ; " *Middle East Economic Survey* (MEES), June 16, 2023.

[16] "Iraqi Kurdistan will remain restive, despite oil agreement," *Economist Intelligence Unit* (EIU), June 2, 2023. ■

Les dépêches de l'afp du mois

L'Iran a exécuté 354 personnes au premier semestre 2023, selon une ONG

Lundi 3 juillet 2023

Paris, 3 juil 2023 (AFP) — Au moins 354 personnes ont été pendues en Iran au cours du premier semestre 2023, un rythme d'exécutions en hausse de 36% par rapport à 2022, selon l'organisation Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège.

Les ONG de défense des droits de l'homme accusent régulièrement les autorités iraniennes d'utiliser la peine capitale comme moyen d'écraser la contestation débutée en septembre après la mort d'une

jeune Kurde iranienne, arrêtée par la police des mœurs pour ne pas s'être conformée au strict code vestimentaire islamique.

Selon IHR, 20% des exécutions recensées en 2023 ont touché des membres de la minorité sunnite baloutche, souvent en pointe dans la contestation.

Quelque 206 personnes ont été exécutées pour des charges de trafic de drogue, une hausse de 126% par rapport à 2022. Parmi les personnes exécutées, l'ONG a re-

censé six femmes. Deux hommes ont été pendus en public. Sept pendaisons ont été en lien direct avec les manifestations.

"La peine de mort est utilisée pour créer la peur dans la société et empêcher d'autres manifestations", selon le directeur d'IHR Mahmood Amiry-Moghaddam.

"La majorité des personnes exécutées sont des citoyens de seconde zone, issus des communautés les plus marginalisées", a-t-il ajouté.

L'Iran exécute plus de condamnés que tout autre pays à l'exception de la Chine, selon plusieurs ONG de défense des droits humains, notamment Amnesty International.

En 2022, 582 personnes ont subi la peine capitale, en hausse de 75% par rapport à l'année précédente, selon Iran Human Rights.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Paris a rapatrié 10 femmes et 25 enfants des camps de prisonniers jihadistes en Syrie

Mardi 4 juillet 2023

Paris, 4 juil 2023 (AFP) — La France a rapatrié mardi 10 femmes et 25 enfants qui étaient détenus dans les camps de prisonniers jihadistes dans le nord-est de la Syrie, une quatrième opération collective du genre en un an, dont les familles redoutent qu'elle soit la dernière.

"Les mineurs sont remis aux services chargés de l'aide so-

ciale à l'enfance" et vont faire l'objet d'un suivi médico-social tandis que "les adultes sont remises aux autorités judiciaires compétentes", a précisé le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Sur les 10 femmes, âgées de 23 à 40 ans, trois, qui étaient visées par un mandat d'arrêt, ont été présentées dans la journée à un juge d'instruction du tribunal de Paris qui les a mises en examen pour association

de malfaiteurs terroriste criminelle, selon le parquet national antiterroriste (Pnat). Elles ont été placées en détention provisoire.

Les sept autres, visées par un mandat de recherche, ont été placées en garde à vue, selon le Pnat. Par ailleurs, parmi les mineurs, une adolescente de 17 ans a également été placée en garde à vue.

Les adultes françaises s'étaient

rendues volontairement dans les territoires contrôlés par les groupes jihadistes en zone irako-syrienne et avaient été capturées au moment de la chute de l'organisation Etat islamique (EI) en 2019.

Tout adulte qui a rejoint la zone irako-syrienne et qui y est resté fait l'objet d'une procédure judiciaire.

Il y a tout juste un an, la France a mis fin à la politique du "cas

par cas", qui lui a valu d'être condamnée par des instances internationales et blâmées par des organismes consultatifs français.

Aux côtés de nombreuses femmes de diverses nationalités, ces ressortissantes françaises vivent dans les camps d'Al-Hol et de Roj contrôlés par les Kurdes, où la violence est endémique et les privations nombreuses.

- Crainte des attentats -

Au total, 16 femmes et 35 enfants avaient ainsi été ramenés en France lors d'une première opération collective il y a un an, suivie en octobre du retour de 15 femmes et 40 enfants.

En janvier, la France avait ensuite annoncé le rapatriement de 15 femmes et 32 enfants, quelques jours après avoir été condamnée par le Comité contre la torture de l'ONU.

La question de leur rapatriement

est sensible dans de nombreux pays, particulièrement en France qui a été frappée par des attentats jihadistes, notamment en 2015, fomentés par l'EI.

La France avait donc opté jusqu'à l'été 2022 pour le rapatriement ciblé, à savoir le retour d'enfants orphelins ou de mineurs dont les mères avaient accepté de renoncer à leurs droits parentaux.

Seuls une trentaine d'enfants présumés orphelins avaient ainsi été rapatriés par Paris, les derniers début 2021.

Début mars, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres avait réclamé le rapatriement des familles retenues dans le camp d'Al-Hol en Syrie, le qualifiant alors de "pire camp au monde", qui abrite des milliers de ressortissants étrangers.

Le ministère français n'était pas en mesure de dire combien de femmes françaises et enfants

sont encore détenus en Syrie.

- Dernier rapatriement ? -

Une source proche du dossier indiquait en mai à l'AFP qu'environ 80 Françaises toujours dans les camps ne voulaient "pas rentrer". Ce qui pose la question de l'éventuel rapatriement des enfants quand celles-ci sont mères.

"Il reste dans ces camps une centaine d'enfants qui ne connaissent que la fange, les barbelés et la violence", a affirmé mardi Marie Dosé, avocate de familles de femmes et d'enfants retenus dans les camps du Nord-Est syrien.

Selon elle, la France "a les moyens d'imposer le retour de ces enfants, qui peuvent tout à fait être conduits avec leurs mères au Kurdistan irakien en vue de leur expulsion vers la France, que ce retour soit ou non accepté par ces femmes".

Elle déplore la double peine

pour des enfants "victimes (...) du choix de leurs parents d'abord, de celui de la France ensuite, qui a refusé de les rapatrier pendant cinq ans".

Selon le collectif des familles unies, des représentants du gouvernement français se sont rendus dans le camp Roj en mai, où ils se sont entretenus avec "toutes les femmes françaises". Ils "leur ont demandé si elles acceptaient ou non d'être rapatriées avec leurs enfants lors d'un rapatriement (...) présenté comme étant +le dernier+".

Le collectif, qui dénonce des conditions de vie "incompatibles avec le respect de la dignité humaine", exhorte le gouvernement à prendre "dès à présent toutes les mesures nécessaires pour rapatrier l'intégralité des enfants français détenus en Syrie, ainsi que leurs mères".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

La répression persiste en Iran, selon la mission d'enquête de l'ONU

Mercredi 5 juillet 2023

Genève, 5 juil 2023 (AFP) — L'Iran réprime toujours les personnes soupçonnées d'implication dans la contestation pour les droits des Iraniennes qui a suivi la mort de Mahsa Amini en septembre, a déclaré jeudi une mission d'enquête de l'ONU.

Une contestation inédite, sévèrement réprimée, a éclaté en Iran après la mort en détention le 16 septembre 2022 de Mahsa Amini, une Kurde irannienne âgée de 22 ans, trois jours après son arrestation par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant aux femmes notamment le port du voile dans la République islamique.

Les 47 membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU avaient voté le 24 novembre la mise en place d'une enquête internationale.

Elle a été confiée en décembre à trois femmes: Sara Hossain, avocate auprès de la Cour suprême du Bangladesh, Shaheen Sardar Ali, une Pakistanaise professeure de droit à l'université de Warwick au Royaume-Uni, et l'Argentine Viviana Krsticevic, directrice du Center for Justice and International Law (CEJIL).

Mme Hossain, qui a présidé la mission, a déclaré au Conseil que dix mois après, le droit de la famille Amini "à la vérité et à la justice reste lettre morte".

"Le manque de transparence qui a entouré les enquêtes sur

sa mort est également attesté par le maintien en détention des deux femmes journalistes, Niluufar Hamedi et Elaheh Mohammadi, premières à rapporter l'événement", a-t-elle ajouté.

L'Iran a annoncé que 22.000 personnes avaient été graciées en lien avec les manifestations, ce qui "suggère que beaucoup d'autres sont emprisonnées ou inculpées", selon Mme Hossain.

Aucune donnée officielle n'est disponible sur la nature des accusations ni sur les condamnations, les détentions ou les accusations ayant trait aux manifestations, a-t-elle ajouté.

Mme Hossain a expliqué que, selon des informations de presse, les manifestants gra-

ciés ont été obligés d'exprimer leurs remords et d'"admettre effectivement leur culpabilité" en signant des engagements écrits à ne pas commettre de "crimes similaires" à l'avenir.

"De lourdes peines continuent d'être infligées à ceux impliqués dans les manifestations, y compris pour exercer des droits protégés aux termes des lois internationales sur les droits de l'homme", a-t-elle souligné.

"Plus effrayant, sept hommes ont déjà été exécutés après des procédures hâtives entachées de graves allégations de violation de l'équité des procès, y compris des aveux obtenus sous la torture."

La mission d'enquête a appelé Téhéran à cesser les exécutions.

tions de personnes condamnées à mort en raison des manifestations et à libérer tous ceux qui ont été arrêtés pour s'être rassemblés pacifiquement et avoir diffusé des informations sur les manifestations.

Mme Hossain a demandé à Téhéran de coopérer avec l'enquête.

- L'Iran accuse l'Occident -

L'Iran a réagi en affirmant que les pays occidentaux avaient fomenté les manifestations et que "les terroristes sont entrés

en scène".

"Plus de 75 policiers et civils ont été tués par les émeutiers, et plus de 7.000 membres des forces de l'ordre ont été blessés", a déclaré Kazem Gharib Abadi, secrétaire général du Haut Conseil iranien des droits de l'homme.

"La politique de l'Iran face aux émeutes a été d'utiliser les pouvoirs légaux minimaux", a-t-il insisté, tout en qualifiant la mise en place de l'enquête de l'ONU de "politiquement moti-

vée et inacceptable".

Il a affirmé qu'une chaîne de médias sociaux a "diffusé des formations sur la fabrication de bombes" et une autre "a créé plus de 50.000 faux comptes en persan pour agir contre l'Iran", tandis que des chaînes de télévision étrangères "anti-iraniennes" ont fait la promotion de "terroristes notoires dans des interviews".

Il a également souligné les récentes émeutes contre la violence policière en France, qui,

selon lui, "témoignent d'un recours excessif à la force contre des manifestants pacifiques, d'arrestations arbitraires généralisées et de restrictions sur Internet et les médias sociaux".

"Il serait prudent que le Conseil des droits de l'homme convoque une session spéciale pour examiner la situation en France", a-t-il déclaré.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

La police grecque évacue un bâtiment abritant des réfugiés kurdes

Mercredi 5 juillet 2023

Athènes, 5 juil 2023 (AFP) — La police grecque a indiqué mercredi avoir évacué près d'Athènes un bâtiment qui abritait des réfugiés kurdes depuis des décennies et qui va être démolie, une mesure dénoncée par les défenseurs des droits humains.

Dans un communiqué, la police indique avoir transféré 26 hommes, huit femmes et 19 enfants de cet immeuble de la ville portuaire de Lavrio vers d'autres lieux d'hébergement gérés par le ministère des Migrations.

Les autorités ont souligné que

le bâtiment, qui avait hébergé des réfugiés issus d'Union soviétique à partir de 1947, puis avait accueilli à partir des années 1980 des Kurdes fuyant la Turquie, était vu à la démolition.

"Un séisme de petite ampleur pourrait faire s'effondrer le bâtiment", a argué le maire de Lavrio, Dimitris Loukas, aux journalistes qui se s'étaient rendus sur les lieux.

Un représentant des Kurdes a affirmé que la police avait "enfoncé toutes les portes et était entrée brutalement dans les chambres" pour évacuer les réfugiés.

La police a de son côté affirmé que l'opération avait été menée "dans le calme".

Mais selon le Centre culturel et démocratique du Kurdistan, une organisation représentant les réfugiés kurdes en Grèce, c'est une "armée" de 300 policiers qui est intervenue et a emmené les réfugiés dans un camp de migrants à Malakasa, près d'Athènes.

"Ils ont été réveillés et rassemblés, ils n'ont même pas eu le temps de prendre leurs vêtements", a affirmé ce centre dans un communiqué.

L'organisation a affirmé que la Grèce avait fermé ce refuge

pour satisfaire une demande de la Turquie, qui assure depuis des décennies que le bâtiment était un centre d'entraînement des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme "terroriste" par Ankara, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Mercredi en soirée, une centaine de personnes se sont rassemblées au centre d'Athènes à l'appel du centre culturel et démocratique du Kurdistan pour protester contre cette évacuation.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Suède: un Turc emprisonné pour "tentative de financement terroriste" du PKK

Judi 6 juillet 2023

Stockholm, 6 juil 2023 (AFP) — Un Turc d'origine kurde a été condamné jeudi en Suède à quatre ans et demi de prison pour "tentative de financement terroriste" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et "d'extorsion", une première dans le pays scandinave qui

attend le feu vert de la Turquie pour entrer dans l'Otan.

Le quadragénaire a tenté sous la menace d'une arme à feu de forcer un commerçant kurde à Stockholm à verser de l'argent au PKK, a déclaré dans un communiqué le juge Måns Wigén.

"La tentative d'extorsion a eu lieu dans le cadre d'un vaste programme de collecte de fonds mené par le PKK en Europe", a-t-il ajouté.

L'homme avait été arrêté en janvier après avoir proféré des menaces et tiré avec une arme à feu devant un restaurant de Stockholm.

Selon le tribunal, son objectif était d'exercer un racket et d'utiliser les fonds pour financer le PKK, classé comme organisation terroriste par la Turquie mais aussi par la Suède, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Le tribunal l'a également condamné à une expulsion

avec interdiction de retourner sur le territoire suédois une fois sa peine purgée.

Contacté par l'AFP, son avocat İlhan Aydın a affirmé que son client ferait appel de la décision du tribunal.

"Il est déçu et nous ne partageons pas le jugement du tribunal en ce qui concerne le financement du terrorisme et la tentative d'extorsion", a-t-il dit.

Cette condamnation est la conséquence d'un durcissement de la législation antiterror-

iste suédoise entrée en vigueur en juillet 2022, permettant notamment de faciliter les poursuites en matière de financement de terrorisme.

C'est la première fois que la nouvelle loi, déjà utilisée dans des affaires liées à l'organisation jihadiste Etat islamique, est appliquée pour un sympathisant du PKK.

Coincée aux portes de l'Otan, Stockholm attend le feu vert de la Hongrie et de la Turquie pour intégrer l'Otan depuis plusieurs mois.

Le Premier ministre Ulf Kristersson était mercredi aux Etats-Unis où il a rencontré le président américain Joe Biden qui veut accueillir la Suède dans l'Alliance "dès que possible".

Ankara reproche à la Suède sa mansuétude présumée envers les militants kurdes réfugiés dans le pays scandinaves et réclame des dizaines d'extraditions de militants qu'elle qualifie de "terroristes".

Le jugement du tribunal de Stockholm est rendu le même

jour qu'une réunion entre représentants turcs et suédois à Bruxelles.

Cette rencontre, qui rassemblera les ministres des Affaires étrangères, les chefs du renseignement et des conseillers à la sécurité nationale, a lieu quelques jours avant le sommet de l'Otan organisé à Vilnius les 11 et 12 juillet.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Turquie : une chaîne d'opposition suspendue une semaine

Judi 6 juillet 2023

Istanbul, 6 juil 2023 (AFP) — L'autorité de régulation des médias en Turquie a suspendu l'autorisation d'émettre d'une chaîne de télévision d'opposition pendant une semaine en raison de commentaires sur le leader kurde en prison Abdullah Öcalan.

Un éditorialiste de la chaîne Teleg, Merdan Yanardag, a été arrêté le 27 juin, accusé d'avoir tenu à l'antenne des propos assimilables à de la "propagande terroriste" et d'avoir fait "l'apologie de criminels".

Merdan Yanardag s'était de-

mandé à l'antenne pourquoi Abdullah Öcalan - une figure de la rébellion kurde en Turquie - était toujours maintenu à l'isolement dans une prison d'une île de la mer de Marmara.

Il a été arrêté quelques heures à peine après avoir tenu ces propos et inculpé dès le lendemain.

Leader du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan classé comme "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux, Abdullah Öcalan, 74 ans, a été arrêté le 15 février 1999, puis condamné à mort en Turquie le 29 juin 1999 pour trahi-

son et tentative de diviser le pays.

Sa condamnation a toutefois été commuée en 2002 en réclusion à perpétuité après l'abolition de la peine de mort.

Teleg (gauche) est l'une des quatre chaînes de télévision d'opposition qui se sont vu infliger des amendes par l'autorité de régulation, pour leur couverture de la campagne électorale présidentielle en mai.

L'autorité de régulation des médias a également imposé jeudi une amende à Teleg équivalente à 5% de ses revenus publicitaires du mois de juin.

Reporters sans Frontières a relevé que, pendant la campagne électorale, le président Recep Tayyip Erdogan, réélu pour cinq ans le 28 mai, avait bénéficié d'un temps d'antenne soixante fois supérieur à celui de l'opposition.

La Turquie a été rétrogradée de la 149e place en 2022 à la 165e en 2023 dans le classement de RSF sur la liberté des médias dans 180 pays passés en revue.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Sept autres femmes rapatriées de Syrie mises en examen et écrouées

Vendredi 7 juillet 2023

Paris, 7 juil 2023 (AFP) — Les sept femmes qui avaient été placées en garde à vue mardi après avoir été rapatriées des camps de prisonniers jihadistes dans le nord-est de la Syrie ont été mises en examen vendredi et placées en détention provisoire, a indiqué le

Parquet national antiterroriste (Pnat).

Ces femmes, qui étaient visées par un mandat de recherches, ont été, à l'issue de leur garde à vue, mises en examen pour association de malfaiteurs terroriste criminelle et, pour l'une d'elle également, pour soustraction ou complicité

de soustraction par un parent à ses obligations légales.

Trois autres femmes, qui étaient pour leur part visées par un mandat d'arrêt, avaient été mises en examen dès mardi et écrouées.

Une adolescente de 17 ans, qui avait également été placée

en garde à vue mardi, a été libérée sans poursuites, "en l'absence d'éléments permettant de retenir en l'état sa participation à une association de malfaiteurs terroriste", selon le Pnat. Elle a fait l'objet d'une prise en charge judiciaire ordonnée par le juge des enfants.

La France a rapatrié mardi ces dix femmes âgées de 23 à 40 ans, ainsi que 25 enfants, quatrième opération de ce type en un an. Une source diplomatique a déclaré à l'AFP que celle-ci était la dernière, comme le redoutaient les familles des femmes et enfants retenus dans les camps, expliquant que "l'ensemble des mères ayant exprimé leur souhait de quitter la Syrie ayant

été rapatriées".

"Certaines mères très radicalisées ont explicitement affirmé vouloir demeurer en Syrie", a expliqué la même source, sans pouvoir communiquer le nombre de personnes concernées. En mai, une source proche du dossier avait indiqué à l'AFP qu'environ quatre-vingts Françaises ne souhaitaient "pas rentrer".

Une autre source diplomatique n'a toutefois pas exclu la possibilité de rapatrier quelques femmes sur une base individuelle et de façon ciblée.

Ces Françaises s'étaient rendues volontairement dans les territoires contrôlés par les groupes jihadistes en zone irako-syrienne et avaient été capturées au moment de la chute de l'organisation Etat is-

lamique (EI) en 2019.

Tout adulte qui a rejoint la zone irako-syrienne et qui y est resté fait l'objet d'une procédure judiciaire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Iran: deux hommes pendus en public pour l'attaque d'un sanctuaire

Samedi 8 juillet 2023

Téhéran, 8 juil 2023 (AFP) — L'Iran a pendu samedi en public deux hommes impliqués dans l'attaque contre un sanctuaire chiite à Chiraz, dans le sud du pays, qui avait fait 13 morts en 2022, selon Mizan Online, le site du pouvoir judiciaire.

Perpétrée le 26 octobre, l'attaque, qui avait fait également 30 blessés, était parmi les plus meurtrières de ces dernières années en Iran. Elle avait été revendiquée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

"La condamnation à mort des auteurs de l'attaque terroriste de Chah-Cheragh a été exécutée en public ce matin", a indiqué Mizan Online, l'agence officielle de l'Autorité judiciaire.

Les deux hommes, dont la nationalité n'a été précisée, ont été pendus dans une rue de Chiraz, a-t-on précisé.

Selon l'agence de presse officielle Irna, les exécutions ont eu lieu près du sanctuaire, un lieu de pèlerinage chiite très important en Iran.

Mizan Online a identifié les deux hommes exécutés comme Mohammad Ramez Rashidi et Naeem Hashem Qatali.

Selon cette agence, Rashidi avait avoué avoir collaboré avec le groupe ayant mené l'attaque.

En mars, un tribunal les avait condamnés à mort après les avoir été reconnus coupables de "corruption sur terre, rébellion armée et atteinte à la sécurité nationale".

Ils ont également été inculpés d'appartenance au groupe Etat islamique et de "complot contre la sécurité du pays".

Kazem Moussavi, le chef de l'autorité judiciaire de la province de Fars, dont fait partie Chiraz, avait alors déclaré qu'ils étaient directement impliqués dans l'armement, l'approvisionnement et la logistique du principal auteur de l'attaque.

Celui-ci, identifié par les médias iraniens comme étant Hamed Badakhshan, est décédé des suites de blessures subies lors de son arrestation, selon les autorités.

Trois autres accusés dans cette affaire ont été condamnés à des peines de 5, 15 et 25 ans de prison pour leur appartenance à l'EI, selon M. Moussavi.

En novembre, les autorités avaient déclaré que 26 "terroristes takfiris" d'Afghanistan, d'Azerbaïdjan et du Tadjikistan

avaient été arrêtés en lien avec l'attaque.

En Iran, pays à majorité chiite, le terme takfiri désigne généralement les jihadistes ou les partisans de l'islam sunnite radical.

L'EI a revendiqué sa première attaque en Iran en 2017 lorsque des hommes armés et des kamikazes ont attaqué le siège du Parlement à Téhéran et le mausolée de l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, le fondateur de la République islamique, tuant 17 personnes et en blessant des dizaines.

Les exécutions en public sont relativement rares en Iran, la plupart des pendaisons ayant lieu dans les prisons.

L'Iran a exécuté 582 personnes en 2022, soit plus de condamnés que tout autre pays à l'exception de la Chine, selon plusieurs ONG de défense des droits humains incluant Amnesty International.

L'attaque contre le sanctuaire dernier était intervenue plus d'un mois après que des manifestations ont éclaté dans tout l'Iran contre la mort en détention d'une jeune kurde iranienne.

Mahsa Amini, âgée de 22 ans, est décédée trois jours après son arrestation par la police

des moeurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant aux femmes notamment le port du voile dans la République islamique.

En octobre, le président iranien Ebrahim Raisi avait affirmé que les "émeutes", terme utilisé par les autorités pour désigner les manifestations, ouvraient la voie à des attaques "terroristes".

Début juillet, une mission d'enquête de l'ONU avait fait état de l'exécution de sept hommes en lien avec les manifestations, dénonçant notamment "des aveux obtenus sous la torture."

Par ailleurs samedi, un médiateur d'Etat a fait état de la mort d'un policier dans l'attaque d'un commissariat à Zahedan, chef-lieu de la province du Sistan-Baloutchistan (sud-est), l'une des plus pauvres régions d'Iran qui abrite une forte population sunnite.

Quatre personnes armées ont attaqué à la grenade le bâtiment, selon l'agence de presse de la télévision d'Etat Irib, qui n'a pas donné d'autres détails dans l'immédiat.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Syrie: huit morts dans deux explosions de voitures piégées dans le nord

Dimanche 9 juillet 2023

Beyrouth, 9 juil 2023 (AFP) — Au moins huit personnes, dont des enfants, ont été tuées dimanche dans deux explosions de voitures piégées dans le nord de la Syrie, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'une des explosions a touché un atelier de réparation automobile à Shawa, un village proche de la frontière turque tenu par des combattants pro-Ankara, ont rapporté des habitants à l'AFP.

Cinq civils, dont trois enfants,

ont été tués et dix autres blessés dans cette attaque, a indiqué l'OSDH, une ONG basée au Royaume-Uni et disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Les zones tenues par la Turquie et les groupes affiliés dans le nord de la Syrie sont régulièrement le théâtre d'assassinats ciblés, d'attentats à la bombe et d'affrontements entre groupes armés.

Dans le second incident, un engin explosif placé dans un véhicule a tué trois combattants affiliés aux Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées

par les Kurdes dans la ville de Manbij, selon l'Observatoire.

Manbij est un ancien bastion du groupe jihadiste Etat islamique (EI) désormais tenu par un conseil militaire affilié aux FDS.

Les attaques n'ont pas été revendiquées dans l'immédiat.

Les FDS, dominées par les Kurdes et soutenues par Washington, avaient été le fer de lance de la lutte contre l'EI, chassé de ses fiefs en Syrie en 2019.

La Turquie considère la princi-

pale composante des FDS, les YPG (Unités de protection du peuple), comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (turc), qualifié de "terroriste" par Ankara et l'UE.

Le conflit en Syrie, où plusieurs puissances et des groupes jihadistes sont impliqués, a fait depuis 2011 près d'un demi-million de morts, ravagé les infrastructures et déplacé des millions de personnes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Erdogan soutiendra l'entrée de la Suède dans l'Otan si l'UE rouvre les discussions avec la Turquie

Lundi 10 juillet 2023

Istanbul, 10 juil 2023 (AFP) — Ankara soutiendra l'adhésion de la Suède à l'Otan si l'Union européenne rouvre les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, a affirmé lundi le président turc Recep Tayyip Erdogan.

"Ouvrez d'abord la voie à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et, ensuite, nous ouvrirons la voie à la Suède, tout comme nous avons ouvert la voie à la Finlande", a déclaré M. Erdogan à la veille de l'ouverture du sommet annuel de l'Otan à Vilnius.

Les négociations entre la Turquie et l'UE sont à l'arrêt depuis plusieurs années.

La Commission européenne avait estimé fin 2020 qu'elles étaient "au point mort" à cause des décisions contraires aux intérêts de l'UE prises par ses dirigeants, notamment en matière des droits humains.

La Turquie, toujours officiellement candidate, a déposé sa candidature en 1987 à la Communauté économique européenne et en 1999 à l'Union européenne, mais les négociations d'adhésion à l'UE entamées en 2005 ont été plombées par une série de problèmes épineux et le manque d'entrain de pays clés de l'UE.

"Presque tous les membres de l'Otan sont membres de l'UE. Je m'adresse à ces pays qui font attendre la Turquie depuis plus de 50 ans et je m'adresse-

rai à eux à Vilnius", a lancé lundi le président turc avant de s'envoler vers Vilnius.

"Notre nation a des attentes (...) Nous sommes la Turquie, nous ne sommes pas un pays ordinaire", a-t-il insisté.

M. Erdogan avait déjà évoqué le sujet dimanche lors d'un entretien téléphonique avec le président américain Joe Biden, avec qui il doit s'entretenir en tête-à-tête à Vilnius.

Le président turc a par ailleurs répété que le feu vert turc à l'entrée de la Suède dans l'Otan dépend "de la réalisation des points inscrits dans l'accord tripartite" signé au sommet de l'Alliance à Madrid l'an dernier par la Turquie, la Suède et la Finlande.

M. Erdogan, qui doit s'entretenir lundi avec le Premier ministre suédois Ulf Kristersson et le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, continue de reprocher à la Suède sa mansuétude présumée envers les militants kurdes réfugiés sur son sol.

La Turquie est le dernier pays de l'Otan avec la Hongrie à s'opposer à l'entrée de la Suède, en dépit des mesures prises par le pays scandinave, dont une réforme de sa Constitution et l'adoption d'une nouvelle loi antiterroriste.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Iran: un rappeur détenu condamné à plus de six ans de prison

Lundi 10 juillet 2023

Téhéran, 10 juil 2023 (AFP) — Un rappeur iranien, Toomaj Salehi, arrêté fin octobre après avoir exprimé son soutien à la contestation contre le pouvoir dans le pays, a été condamné à plus de six ans de prison, a annoncé lundi un média local.

Le musicien de 32 ans a été condamné à six ans et trois mois de prison pour "corruption sur terre", a indiqué au quotidien Shargh son avocate, Me Roza Etemad-Ansari.

Ce rappeur populaire avait

soutenu via ses chansons et sur les réseaux sociaux le mouvement de contestation déclenché après la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne détenue par la police des mœurs, qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict pour les femmes.

En novembre, l'Autorité judiciaire a accusé le chanteur de "propagande contre le système", d'avoir "troublé la sécurité" du pays, "coopéré avec les Etats hostiles à la République islamique" et "incité à la

violence".

Des artistes étrangers lui ont apporté leur soutien, craignant qu'il ne soit condamné à mort.

Sa défense a précisé lundi que M. Salehi était interdit de toute activité musicale pour deux ans, mais qu'il avait été acquitté d'avoir "insulté le guide suprême iranien" et "communiqué avec des pays hostiles".

Le rappeur, qui était à l'isolement dans la prison de Dastguerd (centre), a été transféré lundi dans le quartier général de cet établissement péniten-

tiaire, a ajouté Me Etemad-Ansari.

Plusieurs centaines de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers arrêtées au cours des manifestations qui se sont tenues en octobre et novembre en Iran, avant de refluer. Sept hommes ont été exécutés pour leur implication dans ce mouvement.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Suède: la Cour suprême rejette deux extraditions réclamées par la Turquie

Jeudi 13 juillet 2023

Stockholm, 13 juil 2023 (AFP) — La Cour suprême suédoise a bloqué jeudi deux extraditions réclamées par la Turquie, des demandes qu'Ankara a lié à son soutien à l'entrée de la Suède dans l'Otan.

La décision de la haute cour tombe seulement trois jours après que le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé son accord pour que le Parlement turc ratifie l'adhésion suédoise.

La Turquie réclame ces deux extraditions pour "participation à une organisation terroriste", au motif que les deux personnes appartiennent au mouvement d'opposition guléniste, jugé responsable par Ankara

d'une tentative de coup d'Etat en 2016.

La demande turque souligne que les deux personnes, qui ont le statut de réfugié en Suède, ont installé une application utilisée par les membres du mouvement, qui doit son nom au prédicateur Fethullah Gülen, bête noire de M. Erdogan.

Selon la décision de la Cour suprême suédoise, ce téléchargeur ne peut à lui seul marquer une participation à l'organisation qui soit condamnable en vertu de la législation antiterroriste suédoise.

Les deux personnes "risquent d'être persécutées" si elles étaient extradées, estime aussi la cour.

La décision finale d'extradition revient au gouvernement en Suède mais celui-ci doit obligatoirement suivre les décisions de la Cour suprême quand celle-ci s'y oppose.

Ce jugement est susceptible de provoquer l'irritation d'Ankara, après de nombreuses tensions autour du processus d'adhésion de la Suède à l'Otan.

La Turquie accuse la Suède d'être trop clément avec des militants kurdes ou gulénistes réfugiés dans le pays scandinave, une des raisons avancées pour retarder l'entrée du pays scandinave.

Malgré le feu vert de M. Erdogan annoncé lundi en amont du sommet de l'alliance à Vil-

nius, du chemin reste encore à parcourir.

Cette ratification ne pourra ainsi pas intervenir avant octobre, après la pause estivale du Parlement turc, a affirmé le président turc mercredi.

Des incidents sont encore susceptibles de faire dérailler le processus. Ankara s'est ainsi indigné à plusieurs reprises ces derniers mois que la Suède autorise des autodafés de Coran lors de manifestations publiques.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Irak: tensions entre le patriarche chaldéen catholique et le président

Samedi 15 juillet 2023

Bagdad, 15 juil 2023 (AFP) — Le patriarche de l'Eglise catholique chaldéenne d'Irak a annoncé samedi qu'il ne rentrerait pas au patriarcat à Bagdad mais s'installerait au Kurdistan autonome, nouvelle escalade des tensions l'opposant au président irakien et à un groupe chrétien des anciens paramilitaires du Hachd al-Chaabi.

Architecte de la visite historique en Irak du pape François en 2021, le cardinal Louis Raphaël Sako est une importante figure publique et un interlocuteur incontournable au sein de la minorité chrétienne pour les responsables politiques irakiens.

Depuis plusieurs mois, il enchaîne les passes d'armes avec Rayan al-Kildani, parlementaire et chef du parti chrétien Babyliyoun, dont l'aile

armée fait partie du Hachd al-Chaabi, formé d'anciens paramilitaires pro-Iran intégrés aux forces régulières.

Désormais, les tensions impliquent le président de la République Abdel Latif Rachid: début juillet, il a annulé un décret de 2013 reconnaissant les fonctions du cardinal.

Selon le cardinal, ce décret est légalement nécessaire afin qu'il puisse administrer les biens de la communauté.

Justifiant le retrait du décret, la présidence a assuré qu'il avait été promulgué "sans fondements constitutionnels ou juridiques". Avant d'expliquer, dans un second communiqué, que le président "ne promulgue de décrets de nomination que pour les employés des institutions (...) gouvernementales".

Le retrait "n'a pas pour but de porter atteinte à la stature reli-

gieuse ou juridique du cardinal" a insisté la présidence.

Samedi, fustigeant une "campagne" de Babyliyoun et le "silence" du gouvernement, M. Sako a annoncé dans un communiqué "avoir décidé de se retirer du siège du patriarcat à Bagdad" pour s'installer "dans un des monastères du Kurdistan" autonome (nord).

Dénonçant un "jeu immonde", il propose non sans sarcasme au "protecteur de la constitution" --en allusion au président-- de confier à M. Kildani et ses frères l'administration "des biens de l'église".

Dans un pays ravagé par des conflits à répétition et miné par une corruption endémique, les deux hommes s'accusent mutuellement de s'accaparer illégalement des propriétés des chrétiens.

M. Kildani, visé par des sanc-

tions américaines depuis 2019, dénonce le rôle "politique" du cardinal, qui de son côté accuse le parlementaire de vouloir monopoliser la représentation de la minorité.

Forte de plus de 1,5 million de personnes en 2003 --soit 6% de la population avant l'invasion américaine de l'Irak-- la communauté chrétienne s'est réduite comme peau de chagrin à quelque 400.000 âmes. Beaucoup ont fui les violences qui ont ensanglanté leur pays.

Dans le nord de l'Irak, haut lieu du christianisme, des villages entiers ont fui avec l'arrivée des jihadistes de l'Etat islamique (EI) en 2014.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Iran: un centre éducatif fermé pour avoir "incité" aux manifestations

Lundi 17 juillet 2023

Téhéran, 17 juil 2023 (AFP) — Les autorités iraniennes ont fermé un important réseau de centres éducatifs pour avoir "incité" les élèves à participer aux manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini en septembre, a annoncé lundi une agence officielle.

"Le centre éducatif Gaj a provoqué des perturbations" dans "la préparation des examens de littérature persane pendant les émeutes", a annoncé l'agence Irna, ci-

tant le chef de l'Organisation des écoles privées, Ahmad Mahmoudzadeh.

Il faisait ainsi allusion au mouvement de contestation ayant suivi la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une jeune kurde iranienne détenue par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant notamment aux femmes le port du voile.

Les autorités accusent Gaj d'avoir choisi, pour les examens, des textes du poète

révolutionnaire iranien du XX^e siècle Farrokhi Yazdi incitant à la révolte contre le pouvoir monarchique de son époque.

Fondé en 2002, Gaj est l'un des principaux centres de préparation aux examens d'entrée à l'université. Il a également été récompensé à plusieurs reprises pour ses manuels scolaires.

A l'automne, plusieurs centaines de personnes, dont des membres de forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers arrêtées lors du mou-

vement de contestation. Les manifestations s'étaient étendues aux écoles et aux universités notamment en octobre dernier.

Dimanche, la police nationale a annoncé avoir rétabli les patrouilles pour sanctionner les femmes de plus en plus nombreuses à ne pas porter le voile dans les lieux publics, dix mois après la mort de Mahsa Amini.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Le ministre français des Armées en Irak pour discuter coopération et formation

Mardi 18 juillet 2023

Bagdad, 18 juil 2023 (AFP) — Le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, était mardi à Bagdad où il a été reçu par son homologue irakien pour discuter des rapports bilatéraux, dévoilant un nouveau cycle de formation qui sera dispensé par les militaires français à l'armée irakienne.

Venu du Qatar, M. Lecornu doit s'entretenir avec le Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, ainsi qu'avec le commandant de l'opération Inherent Resolve, coalition internationale contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak.

Mardi, il a entamé sa visite en rencontrant à Bagdad le ministre de la Défense irakien, Thabet al-Abbassi, qui a salué une "réunion fructueuse".

"Nous avons passé en revue la

relation franco-irakienne dans son intégralité", a assuré le ministre irakien lors d'un point presse.

"Nous avons discuté de la présence des troupes françaises dans le cadre de la coalition internationale et de leur rôle important dans la lutte contre le terrorisme et les cellules" de l'EI, a-t-il ajouté.

M. Lecornu a loué le "travail décisif" en Irak des forces armées françaises, aux côtés de l'armée irakienne et "d'autres partenaires, dont le partenaire américain".

"Désormais, nous avons une feuille de route bilatérale à renforcer et à consolider", a-t-il ajouté, évoquant "un cycle de formation unique à venir, que l'on appelle +bataillon du désert+".

La formation de deux ans impliquera 80 formateurs français

qui se relayeront "pour permettre de former l'équivalent de cinq bataillons, c'est-à-dire 2.100 militaires irakiens", a détaillé le ministre français.

L'initiative "ressemble beaucoup aux différentes formations que nous sommes en train d'accomplir actuellement en Pologne, pour les soldats ukrainiens", a-t-il souligné.

Les deux ministres ont également discuté d'armement, en lien notamment avec "la sécurité de l'espace aérien" de l'Irak, a ajouté Sébastien Lecornu.

Il a aussi évoqué "les discussions" menées par Bagdad avec le groupe français Thales: "des choses avancent déjà bien, notamment autour du radar GM400 et les discussions vont se poursuivre sur d'autres équipements, d'autres radars".

Le ministre rencontrera les soldats français stationnés en Irak dans le cadre de la coalition internationale. Il se rendra mercredi à Erbil, capitale du Kurdistan autonome (nord).

En janvier, lors de sa visite à Paris, le Premier ministre irakien avait rencontré des représentants des groupes français Thales et Dassault mais aussi de l'avionneur européen Airbus, pour discuter d'une potentielle acquisition par Bagdad de radars, d'avions de combat Rafale ou encore d'hélicoptères militaires.

En mai, pour la première fois depuis très longtemps, les armées de l'air irakienne et française avaient tenu en Irak un exercice conjoint auquel avaient participé des Rafale.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Washington dénonce le "harcèlement" subi par le patriarche chaldéen en Irak

Mardi 18 juillet 2023

Washington, 18 juil 2023 (AFP) — Les Etats-Unis ont exprimé leur désarroi mardi face au "harcèlement" dont fait l'objet le cardinal Louis Raphaël Sako, patriarche de l'Eglise catholique chaldéenne d'Irak, et appelé à son "retour" à Bagdad.

"Nous sommes perturbés par le harcèlement du cardinal Sako et troublés par les informations selon lesquelles il a quitté Bagdad", a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Matthew Miller, interrogé lors d'un point de presse.

"Nous attendons qu'il puisse rentrer en toute sécurité" à Bagdad, a-t-il ajouté, en soulignant que la communauté chrétienne d'Irak faisait partie intégrante de "l'identité" de ce pays.

Le patriarche a annoncé samedi qu'il ne rentrerait pas à Bagdad mais s'installerait au Kurdistan autonome, nouvelle escalade des tensions l'opposant au président irakien et à un groupe chrétien des anciens paramilitaires du Hachd al-Chaabi.

Depuis plusieurs mois, il enchaîne les passes d'armes avec Rayan al-Kildani, parlementaire et chef du parti chré-

tien Babyliyoun, dont l'aile armée fait partie du Hachd al-Chaabi, formé d'anciens paramilitaires pro-Iran intégrés aux forces régulières.

Désormais, les tensions impliquent le président de la République Abdel Latif Rachid: début juillet, il a annulé un décret de 2013 reconnaissant les fonctions du cardinal.

Or, selon le cardinal, ce décret est légalement nécessaire afin qu'il puisse administrer les biens de la communauté.

M. Miller a assuré que Washington était en contact avec les autorités irakiennes à ce

sujet, s'inquiétant que "la position du cardinal en tant que leader respecté de l'église puisse être ainsi attaquée", "en particulier de la part d'un dirigeant de milice" -- M. Kildani --, qui fait l'objet de sanctions américaines.

"C'est un coup porté à la liberté religieuse et c'est pourquoi cela nous inquiète autant et que nous en avons très clairement fait part aux autorités irakiennes", a-t-il dit.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

L'Irak fustige Washington pour des propos concernant le patriarche chaldéen

Mercredi 19 juillet 2023

Bagdad, 19 juil 2023 (AFP) — La présidence irakienne a fustigé mercredi le département d'Etat américain pour avoir dénoncé le "harcèlement" dont fait l'objet selon Washington le patriarche de l'Eglise catholique chaldéenne d'Irak.

Dans un communiqué, la présidence assure que l'ambassade américaine recevra une "convocation" pour les déclarations de Washington au sujet du cardinal Louis Raphaël Sako, figure publique et interlocuteur incontournable au sein de la minorité chrétienne.

Depuis plusieurs mois, le cardinal enchaîne les passes d'armes avec Rayan al-Kildani: ce parlementaire visé par des

sanctions américaines depuis 2019 est le chef du parti chrétien Babyliyoun, dont l'aile armée fait partie du Hachd al-Chaabi, les anciens paramilitaires pro-Iran intégrés aux forces régulières.

Depuis début juillet, les tensions impliquent aussi le président irakien Abdel Latif Rachid: arguant de son inconstitutionnalité, il a révoqué un décret de 2013 reconnaissant les fonctions du cardinal.

Les Etats-Unis ont réagi mardi à l'affaire en dénonçant un "harcèlement" et s'inquiétant que "la position du cardinal en tant que leader respecté de l'Eglise puisse être ainsi attaquée". "C'est un coup porté à la liberté religieuse", a déclaré le porte-parole du département

d'Etat, Matthew Miller.

La présidence irakienne s'est dite mercredi "décue par ces accusations", expliquant que si le décret avait été annulé c'est parce que l'Etat ne peut se mêler des affaires de l'Eglise ou de toute autre institution religieuse.

Et de souligner que cette révocation n'empêche "en aucun cas" le cardinal "de mener à bien ses fonctions au sein de l'Eglise chaldéenne" et "ne lui retire en rien de son autorité".

Mais selon le cardinal, le décret révoqué lui permettait légalement d'administrer les biens de la communauté. En signe de protestation, il avait annoncé samedi qu'il allait quitter le patriarcat à Bagdad

pour s'installer au Kurdistan autonome d'Irak (nord).

Dans un pays ravagé par des conflits à répétition et miné par une corruption endémique, le cardinal et M. Kildani s'accusent mutuellement de s'accaparer illégalement des propriétés des chrétiens.

Forte de plus de 1,5 million de personnes en 2003 --soit 6% de la population avant l'invasion américaine de l'Irak-- la communauté chrétienne s'est réduite comme peau de chagrin à quelque 400.000 âmes. Beaucoup ont fui les violences qui ont ensanglanté leur pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Iran: un haut responsable de l'ONU exhorté à intervenir pour empêcher l'exécution d'un opposant

Judi 20 juillet 2023

Genève, 20 juil 2023 (AFP) — Des dizaines de personnalités et ONG ont demandé au Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, d'intervenir pour empêcher l'exécution d'un champion de boxe iranien condamné à mort pour son rôle dans les manifestations de 2019.

L'appel est intervenu après que Mohammad Javad Vafaei-Sani a vu mercredi son verdict d'exécution confirmé avant d'être emmené dans une section isolée de la prison de Vakilabad dans la ville de Mashhad (nord-est) où il est détenu, selon la lettre envoyée à M. Türk dans la nuit.

"Nous demandons votre intervention publique urgente pour sauver la vie du prisonnier politique iranien (Mohammad Javad Vafaei-Sani)", indique la lettre, signée par 85 personnalités et groupes internationaux de défense des droits humains.

Un ancien chef de la Cour pénale internationale, 19 fonctionnaires et ex-fonctionnaires de l'ONU, d'anciens ministres et sept lauréats du prix Nobel figuraient parmi les signataires de la lettre, consultée par l'AFP.

Le champion local de boxe de Mashhad, âgé de 27 ans, a été arrêté début 2020 pour avoir participé à des manifestations antigouvernementales en novembre précédent, déclenchées par une hausse

soudaine du prix du carburant.

Il a été condamné à mort en janvier 2022 après avoir été reconnu coupable d'incendie criminel et de destruction de bâtiments gouvernementaux, a déclaré à l'époque l'ONG iranienne des droits de l'homme (IHR), basée en Norvège.

Le Conseil national de la Résistance iranienne en exil, l'aile politique du groupe d'opposition des Moudjahidine du peuple (MEK) - tous deux interdits en Iran - a déclaré que les accusations portées contre lui incluaient le soutien au MEK.

L'Iran a exécuté 582 personnes en 2022, soit plus que tout autre pays à l'exception de la Chine, selon plusieurs

ONG de défense des droits humains incluant Amnesty International. Depuis début 2023, l'IHR a récemment indiqué avoir comptabilisé près de 370 exécutions en Iran.

L'Iran a été particulièrement critiqué pour le nombre croissant d'exécutions liées aux manifestations massives ayant éclaté après la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une jeune kurde iranienne détenue par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant notamment aux femmes le port du voile.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Pour les réfugiés hautement qualifiés, le vertige du déclassement social

Jeudi 20 juillet 2023

Paris, 20 juil 2023 (AFP) — Ne dites surtout pas à Sameh Abdullah qu'il est un migrant. Le terme l'horripile. C'est "Dr Abdullah" et il y tient. Même si le médecin yéménite n'a jamais pu exercer en France où, comme nombre de réfugiés hautement qualifiés, il subit un vertigineux "déclassement".

Lorsqu'il quitte son pays ravagé par la guerre, en 2021, l'ancien urgentiste de 40 ans a pourtant l'impression que les étoiles sont alignées pour un nouveau départ. A l'époque, la pandémie de Covid-19 exacerbe les besoins de blouses blanches en France.

"Je pensais que mes problèmes étaient derrière moi", se souvient Sameh Abdullah. Il déchanté très vite: les médecins étrangers non-Européens ne peuvent pas exercer sans avoir passé de nouveaux examens, faute de reconnaissance des diplômes.

"Je me sens complètement bloqué", expose à l'AFP le Dr Abdullah, qui a suivi ses sept années d'études en anglais au Yémen et qui doit désormais passer un test de français auquel il a échoué l'an dernier. "J'ai de l'expérience, je suis qualifié, motivé. Je ne comprends pas pourquoi tout est rendu si difficile", rumine le médecin devenu allocataire d'une aide sociale de base à Bordeaux (sud-ouest), après dix-huit mois sous perfusion de l'allocation pour deman-

deurs d'asile.

La raison ? Sur son CV, il refuse d'éluider sa carrière médicale. Donc les services de l'emploi lui répondent qu'il est "sur-qualifié même pour les petits boulots."

- "Gâchis" -

Comme lui, 40% des réfugiés sont sur-qualifiés dans leur emploi ou n'arrivent pas à renouer avec le métier d'origine, selon l'ONG Singa, spécialisée dans leur inclusion socio-économique, qui mène en juillet une campagne de sensibilisation contre ce déclassement.

Non-reconnaissance des diplômes, barrière de la langue, manque de réseau... les causes du phénomène sont largement documentées.

Tout comme son ampleur: si l'on compare l'emploi des réfugiés dans le pays d'origine et en France, la part des ouvriers passe de 22 à 46%, soulignait une étude de l'Ifri (Institut français des relations internationales) en 2022. Pour les cadres et professions intellectuelles, la courbe s'inverse: 10% à l'origine, 2% à l'arrivée.

"C'est un immense gâchis", déplore l'ancien ministre socialiste français Benoît Hamon, désormais patron de Singa. "D'abord pour les personnes concernées mais aussi pour nous, avec des conséquences en termes de performance pour les entreprises et de cohésion sociale", observe le dirigeant,

qui invite à s'attaquer également aux autres freins que sont "le racisme et les discriminations".

"Pourquoi ne pas s'inspirer de l'Allemagne, qui a un programme de remise à niveau pour les médecins syriens?", interrompt également Camila Rios Armas, responsable de l'association UniR (Universités réfugiés), qui accompagne de nombreux "déclassés" contraints de reprendre des études.

En attendant, les réfugiés s'engagent dans un "parcours du combattant" qui "s'ajoute aux traumatismes de l'exil", reprend Benoît Hamon.

- "Honte" -

Pour Hamze Ghalebi, la traversée du désert a duré "dix ans". Ingénieur de formation, l'Iranien de 41 ans a fui son pays après la présidentielle de 2009, alors qu'il dirigeait un think-tank proche de l'ex-Premier ministre Mir Hossein Mousavi. Après la prison, c'est l'exil, d'abord à pied par le Kurdistan irakien, puis l'arrivée en France en 2010.

"J'avais perdu ma finesse linguistique, qui était mon point fort. Le déclassement a été extrêmement dur à vivre", raconte le gaillard au visage rond qui a enchaîné les petits boulots, notamment dans une station-essence.

Jusqu'à sombrer mentalement. "J'étais arrivé à la conclusion que ça valait le coup de rentrer, passer cinq

ans en prison (condamnation dont il a écopé après son exil, Ndlr) mais pouvoir être quelqu'un à nouveau", lâche-t-il dans un français impeccable teinté d'amertume.

Pendant des années, Hamze Ghalebi a "caché" son statut de réfugié, une "honte". "Ca me rappelait que je n'étais plus rien, alors que chez moi ma parole comptait. Quand j'entendais le mot +réfugié+, je commençais à transpirer."

Il sèche aussi les cours de français, où l'on "traite les réfugiés comme des petits enfants".

Désormais, Hamze Ghalebi est "en paix". Il ne retrouvera peut-être jamais l'aura ni la position sociale dont il était auréolé en Iran. C'est entendu. Le "capital social, c'est le plus difficile à reconstruire", philosophe-t-il.

Mais il a décidé de faire de son itinéraire une force. Il dirige aujourd'hui une entreprise qui "résout les problèmes bancaires des nouveaux arrivants", un sujet qu'il "connaît bien", plaisante l'Iranien, attablé à la Station F, campus parisien où sa start-up est incubée.

Après 13 ans d'exil, il se jauge à 20% de ses capacités. "Et pour en arriver là, il a déjà fallu faire 10 fois plus d'efforts pour 100 fois moins de résultats."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

En Irak, l'exil amer des jeunes Kurdes d'Iran ayant fui la répression

Samedi 22 juillet 2023

Erbil (Irak), 22 juil 2023 (AFP) — Serveuse au Kurdistan d'Irak, Sarina fait profil bas. Dans une autre vie, l'adolescente kurde manifestait en Iran contre la mort en détention de Mahsa Amini, mais la répression implacable ne lui a laissé d'autre choix que celui de l'exil.

Depuis plusieurs mois, Sarina, 17 ans, vit à Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, qui partage avec l'Iran une longue frontière poreuse. Le matin, elle sert le thé dans une agence immobilière, le soir elle est serveuse dans un restaurant, de quoi gagner 800 dollars pour son loyer et les dépenses du quotidien.

"Ma famille est inquiète pour moi", confie-t-elle, s'abstenant de donner son nom de famille par mesure de sécurité. Mais "elle est contrainte d'accepter ma présence ici".

En septembre 2022, de passage chez sa mère à Mahabad, ville kurde du nord-ouest de l'Iran, elle apprenait comme le monde entier la mort de Mahsa Amini, jeune Kurde arrêtée par la police qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes, comme le port du voile.

L'adolescente rejoint alors

les manifestations à Mahabad, bravant la répression sanglante. De retour dans sa ville d'Oshnavieh, elle reste mobilisée. Mais quand un ami est arrêté, elle bascule dans la clandestinité.

"Au début, je pensais rester deux jours loin de la maison: si les forces de sécurité ne venaient pas, ça signifiait que je ne risquais rien", se souvient-elle. Mais les forces de l'ordre font irruption chez elle et son oncle est arrêté.

Sarina n'a plus le choix: elle franchit en octobre la frontière, et arrive au Kurdistan d'Irak, où vivent de nombreux Kurdes iraniens.

- Peur d'être reconnue -

Craignant d'être reconnue à Erbil, elle porte encore un masque anti-covid. Mais elle ne veut pas partir plus loin.

"S'il se passe quelque chose (en Iran), je veux pouvoir rentrer rapidement", dit-elle.

La répression des manifestations en Iran a provoqué un afflux vers l'Irak, mais difficile de chiffrer ces arrivées.

Les liens entre Kurdistan d'Irak et Kurdistan d'Iran voisins sont étroits: des deux côtés de la frontière, on parle le même dialecte et nombreux sont ceux qui comptent des parents dans les deux pays.

Certains viennent travailler dans le nord de l'Irak, fuyant les difficultés économiques en Iran, visé par des sanctions américaines.

C'est aussi au Kurdistan d'Irak que sont implantés depuis des décennies les groupes armés de l'opposition kurde iranienne. L'Iran a d'ailleurs bombardé plusieurs fois leurs positions, les accusant d'être impliqués dans les manifestations, et a demandé à l'Irak de renforcer la sécurité à la frontière.

Mi-juillet, un commandant militaire iranien a brandi la menace d'une reprise des bombardements, si l'Irak ne désarmait pas ces groupes d'ici septembre.

Originaire de la ville kurde de Piranshahr (nord-ouest de l'Iran), Fouad est arrivé en janvier à Erbil, après avoir franchi les montagnes enneigées à la frontière.

L'architecte de 27 ans qui préfère utiliser un pseudonyme vend désormais des ordinateurs portables dans un magasin d'informatique. Son patron le laisse dormir sur un matelas dans la réserve.

- "Vie sans but" -

"Les jours et les nuits se succèdent et je vis une vie sans but", déplore-t-il. "J'ai laissé tout ce que j'avais en Iran: mes parents, ma mai-

son, mon travail".

Lui aussi a manifesté en Iran. Quand le frère d'un ami est arrêté, c'est le début de 40 jours de cavale. "Les forces de sécurité ont débarqué à la maison", assure-t-il.

Il porte sur ses frères épaules le poids de l'inquiétude familiale. "Quand ma mère appelle, elle a les larmes aux yeux. Mon père aussi". Mais il ne se voit pas rentrer en Iran. "Je ne m'y sentirais pas en sécurité, je pourrais être arrêté".

Quelque 10.500 Iraniens sont installés au Kurdistan d'Irak, certains depuis des années, selon le gouvernement régional. Parmi eux, le pâtissier Rizgar Khasraw, à Erbil depuis plus d'une décennie avec sa famille.

Originaire de la ville kurde de Mariwan (ouest de l'Iran), il a soutenu les manifestations dans son pays.

Le quadragénaire a même donné à son deuxième magasin le nom de Mahsa Amini, faisant figurer sur l'enseigne un portrait de la jeune femme, souriante, fleur dans les cheveux: "Elle est un symbole de liberté", confie-t-il.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Kurdes : manifestation pour les 100 ans du Traité de Lausanne

Samedi 22 juillet 2023

Lausanne, 22 juil 2023 (AFP) — Une importante manifestation kurde a rassemblé à Lausanne quelque 6.000 personnes, selon des sources policières et des médias, afin de marquer le centenaire du traité qui a délimité les frontières de la Turquie moderne dans cette ville suisse, et dénoncer ses conséquences pour les Kurdes.

La communauté kurde se réunit régulièrement autour de la date anniversaire du traité, attirant quelques centaines de manifestants mais ils étaient bien plus nombreux que d'habitude, selon les mêmes sources.

Partis des abords de l'hôtel Château d'Ouchy, sur le lac Léman, qui abrita les pourparlers préalables au traité, ils ont défilé, avec des drapeaux à l'effigie du dirigeant kurde emprisonné depuis 1999 Abdullah Öcalan, jusqu'au Palais de Rumine, en centre ville, qui abrita la signature en 1923.

"Nous voulons profiter de ce centenaire pour montrer au

monde entier que la question kurde reste sans solution. Et que les conséquences du Traité de Lausanne se font toujours tragiquement ressentir", a expliqué à l'agence de presse suisse ATS Hayrettin Öztekin, membre du Centre culturel du Kurdistan (CCK).

Ce traité, selon le CCK, "a acté la séparation du peuple kurde entre quatre Etats, Turquie, Irak, Iran et Syrie, largement défailants sur le plan démocratique".

En Turquie, les Kurdes furent abandonnés par les grandes puissances "à l'Etat nationaliste et raciste turc, permettant un siècle de massacres, des déplacements de population forcées et de politiques de répression et d'assimilation", selon le CCK.

Pour Berivan Firat, porte-parole du Conseil démocratique kurde de France, "le peuple kurde, comme tous les peuples du monde, revendique le droit de vivre avec son identité sur ses propres terres".

"Ce traité a ouvert la porte à toutes les brimades, à tous les massacres à l'encontre du peuple kurde", a-t-elle déclaré à l'AFP. "Nos détracteurs sont les pires dictateurs du Moyen-Orient et il est temps de dépénaliser le mouvement kurde et surtout de revoir le traité de Lausanne qui n'a aucune valeur pour nous. Il est nul et non avenue."

La conférence de Lausanne débuta en novembre 1922 pour renégocier le Traité de Sèvres de 1920 conclu entre les Alliés et l'empire ottoman, dont la Turquie ne se réclamait plus sous l'égide de son nouveau chef Mustafa Kemal Atatürk.

La conférence, avec la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et la Turquie au premier plan, fut coordonnée par la diplomatie britannique.

Le traité fut suivi, entre autres conséquences, par des échanges de population forcés entre la Turquie et la Grèce. L'Est de l'Anatolie fut rattaché à la Turquie d'aujourd'hui, en échange d'un abandon des re-

vendications sur la Syrie et l'Irak datant de l'ère ottomane.

Les Arméniens et les Kurdes furent tenus à l'écart et leurs ambitions territoriales mises entre parenthèses.

"Nous demandons des excuses à Lausanne, qui a divisé le Kurdistan en quatre parties", a déclaré une manifestante, Mu-nevver Gok, 56 ans, femme au foyer vivant aux Pays-Bas.

Kardo Lucas Larsen, 41 ans, installé au Danemark, a déclaré à l'AFP : "Nous savons qu'aucun pays ne peut nous aider (...) prendre la bonne décision pour résoudre le problème kurde.

"Une manifestation comme celle-ci rassemble le peuple kurde et nous donne le sentiment d'appartenir à une nation", a-t-il ajouté.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Irak: manifestation en soutien à un journaliste emprisonné

Dimanche 23 juillet 2023

Souleimaniyeh (Irak), 23 juil 2023 (AFP) — Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté dimanche au Kurdistan d'Irak en soutien à un journaliste détenu depuis plusieurs années et qui vient d'être condamné à nouvelle peine de quatre ans de prison peu avant sa potentielle libération.

Sherwan Sherwani, ex-rédacteur en chef du mensuel Bas-hur -- connu pour ses enquêtes sur la corruption dans la région

autonome du nord irakien -- avait été appréhendé à l'automne 2020 et condamné l'année suivante pour "espionnage" et "incitation à manifester et à déstabiliser la région".

Grâce à une réduction de peine par décret présidentiel, il devait toutefois sortir de prison en septembre, selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ).

Mais jeudi, le journaliste a été condamné à quatre ans de pri-

son pour "falsification", en lien avec une pétition préparée avec des co-détenus, selon des informations du CPJ qui a réclamé jeudi sa libération dans un communiqué.

M. Sherwani est accusé d'avoir falsifié la signature d'un co-détenu, qui a pourtant témoigné lors d'une audience en disant avoir donné son accord pour qu'il signe en son nom, a indiqué son avocat Ramazan Artisi. "Le verdict est injuste", a dit l'avocat à l'AFP, précisant qu'il allait faire appel.

Dimanche à Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan, environ 300 personnes --des militants de la société civile et des journalistes-- se sont rassemblés dans un parc public, brandissant des photos de M. Sherwani et d'autres camarades emprisonnés, a constaté un correspondant de l'AFP.

"Je ne courbe pas l'échine", était-il écrit sur certains portraits.

"La seconde condamnation de Sherwan Sherwani montre qu'il

n'y a pas de justice indépendante au Kurdistan, il y a clairement des influences du pouvoir politique", fustige la militante Samale Rahim. Le Kurdistan irakien se présente comme une oasis de stabilité, mais militants et opposition y dénoncent, entre autres maux, la corruption omniprésente et des arrestations arbitraires.

D'après le CPJ, M. Sherwani couvrait des sujets en lien avec "les droit de l'Homme, la corruption" mais aussi "les frappes aériennes de la Turquie dans le nord de l'Irak".

Samedi, une ONG locale a estimé qu'il n'avait pas bénéficié d'un "procès équitable". "Les avocats de la défense n'ont pas

été autorisés à consulter les pièces (du dossier) avant le début du procès", a déploré l'organisation Community Peacemaker Teams -Iraqi Kurdistan.

Dimanche, une instance gouvernementale du Kurdistan a passé en revue les procédures du procès, assurant dans un communiqué que "les procura-

tions entre condamnés, la collecte d'empreintes ou les signatures par procuration étaient contraires à la loi".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Voile islamique : l'Iran renforce "considérablement" la répression contre les femmes (Amnesty)

Mercredi 26 juillet 2023

Paris, 26 juil 2023 (AFP) — Les autorités iraniennes ont "considérablement" accentué ces derniers mois la répression contre les femmes accusées de ne pas porter le voile, a dénoncé Amnesty International mercredi.

L'Iran a été secoué pendant des mois par des manifestations sans précédent déclenchées par le décès en septembre 2022 de la jeune Iranienne d'origine kurde Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les règles vestimentaires très strictes imposées par la république islamique.

Après ces manifestations, certains hommes politiques iraniens avaient avancé l'idée d'un assouplissement de ces règles et l'hypothèse - jamais confirmée - d'une dissolution de la police des mœurs.

Cependant, depuis le mois d'avril et alors que l'intensité des manifestations a diminué, les autorités iraniennes ont lancé une nouvelle campagne de répression contre les tenues vestimentaires des femmes, dénonce Amnesty.

"Les autorités en Iran intensifient considérablement la répression des femmes et des filles iraniennes qui défient la législation dégradante imposant le port du voile", affirme Amnesty dans un rapport.

Depuis la révolution islamique de 1979, les femmes doivent obligatoirement se couvrir la tête et le corps jusqu'au-dessous du genou. Mais depuis les manifestations, en signe de protestation, nombre d'entre elles enfreignent ces règles et accomplissent tête nue des tâches quotidiennes.

Mi-juillet, la police iranienne a

annoncé rétablir les patrouilles en voiture et à pied pour imposer le port obligatoire du voile dans tout le pays. Les femmes qui enfreignent ces règles s'exposent à des sanctions sévères.

Selon Amnesty, qui cite des chiffres attribués au porte-parole de la police iranienne : entre le 15 avril et le 14 juin, "près d'un million de SMS contenant des messages d'avertissement adressés à des femmes photographiées sans voile dans leur voiture" ont été envoyés, "133.174 SMS ordonnant l'immobilisation (temporaire) du véhicule", alors que 2.000 voitures ont été "confisquées" et 4.000 "récidivistes" ont été "dférées à la justice".

L'ONG affirme que des centaines de commerces ont été fermés pour n'avoir pas appliqué les lois sur le port obligatoire du voile, et des femmes se sont vu refuser l'accès au système édu-

catif, services bancaires, transports publics.

"La police des mœurs est de retour en Iran", a déploré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, la répression étant "renforcée par les technologies de surveillance de masse qui sont capables de révéler l'identité des femmes qui ne portent pas le voile dans leur voiture ou dans les lieux où elles circulent à pied".

"La communauté internationale ne doit pas se contenter d'observer sans rien dire alors que les autorités iraniennes intensifient l'oppression à laquelle elles soumettent les femmes et les filles", a-t-elle affirmé.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Lara Dizeyee : Quand la mode kurde s'illustre sur les podiums

La créatrice Lara Dizeyee illumine le monde de la mode en célébrant l'élégance et l'histoire des femmes kurdes

Lara Dizeyee, passionnée de haute couture, sublime avec talent l'élégance de son héritage, honorant ainsi la culture kurde. Ses créations remarquables, véritables toiles de maître, insufflent un nouvel élan à la reconnaissance de la mode kurde sur la scène internationale.

Les créations de Lara Dizeyee incarnent l'amour, la force, la beauté et l'espoir. Chaque design est conçu avec un cœur rempli d'espoir, priant pour un avenir plus radieux non seulement pour sa patrie, le Kurdistan, mais pour le monde entier. Ils symbolisent la passion, la paix, l'unité et la liberté, comblant le fossé entre la culture kurde et d'autres traditions vibrantes.

Inspirée par des récits fascinants, Lara Dizeyee conçoit chaque pièce comme une œuvre d'art, en sélectionnant soigneusement des tissus du monde entier. Ses tenues glamour, confortables et uniques conviennent à toutes occasions, des sorties décontractées aux événements de prestige.

Son objectif ? Émanciper et faire ressentir la beauté à travers ses créations. En effet, Lara Dizeyee conçoit des vêtements qui inspirent puissance et transforment ceux qui les portent en personnages impressionnants.

C'est tout naturellement que Lara illuminera la prochaine Fashion Week de Paris, partageant son histoire et celle de son peuple à travers ses créations. Après avoir été reconnue par VOGUE Arabia et Al Monitor, son talent s'apprête à rayonner.



